



## Economie mondiale : le choc, les remèdes

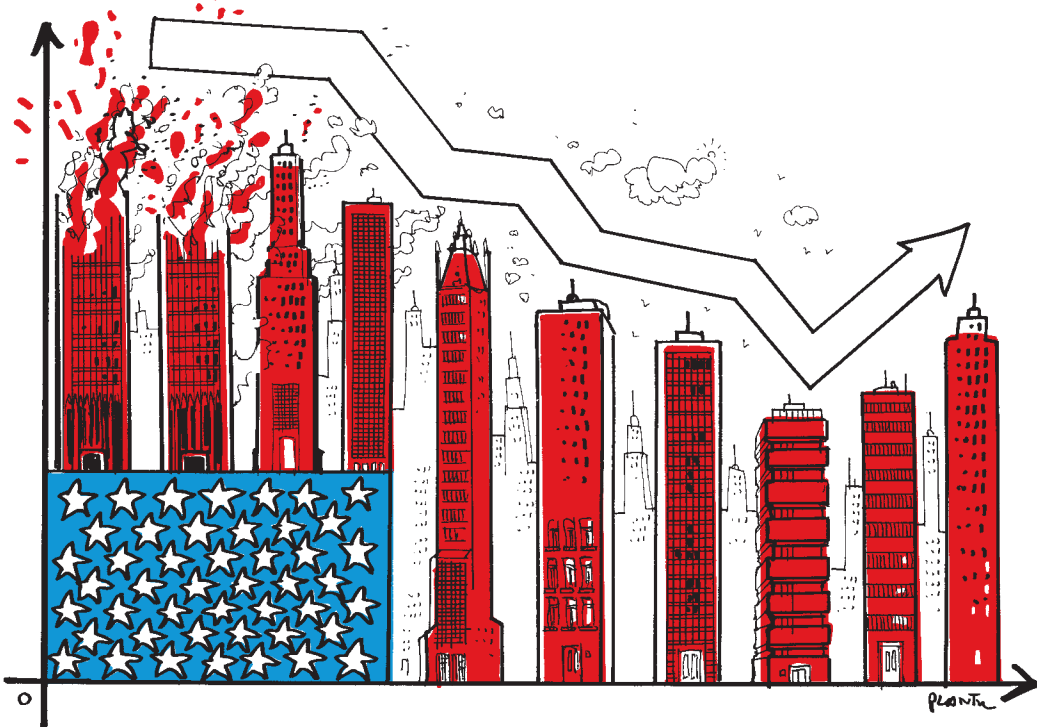
● « Le Monde » évalue les risques financiers, boursiers et sociaux qui pèsent sur l'économie mondiale ● Les Etats-Unis préparent un plan de relance pour lutter contre la récession ● Les forces américaines commencent à se déployer dans le Golfe ● Le réseau Ben Laden avait élaboré un plan d'attentats plus vaste ● Il visait notamment l'ambassade des Etats-Unis à Paris

### SOMMAIRE

● **L'économie mondiale sous le choc** : Alors que la récession américaine se confirme, notre dossier évalue les risques financiers, boursiers ou sociaux qui pèsent sur les économies. Pour conjurer le ralentissement, les Etats-Unis mettent en chantier un plan de relance. L'Europe a moins de marge de manœuvre que l'Amérique. p. 2 et 3

● **La riposte militaire** : Au Pakistan, le général Moucharraf se range aux côtés des Américains. Selon l'expert David Butler, « il n'y a jamais eu de lien entre l'Irak et le mouvement de Ben Laden ». Premiers déploiements de forces américaines dans le Golfe. p. 4 et 5

● **La concertation internationale** : Jacques Chirac sans inquiétude sur les intentions américaines. L'aide de Washington à l'Indonésie. Les débats au Parlement européen et au Bundestag. p. 6 et 7



● **L'enquête et la sécurité** : Un plan d'attentats plus vaste était en préparation. Selon nos informations, l'ambassade américaine à Paris était aussi visée par les réseaux de Ben Laden. Aux Etats-Unis, les défenseurs des libertés s'inquiètent. p. 8 et 9

● **Horizons-Récit** : Les heures sanglantes du terrorisme, deuxième épisode. Vienne, 1975, Carlos et la prise d'otages à l'OPEP. p. 10

● **The New York Times** : Le quotidien américain dévoile les dissensions au sein de l'équipe Bush sur le choix des cibles. p. 11

● **Horizons-Débats** : Les points de vue de Manoel de Oliveira, Philippe Chalmin et Alain Pellet. p. 12

● **Horizons-Analyses** : « Des morts sans visage », par Michel Guérin. Editorial : « Economie de guerre ». p. 14

► www.lemonde.fr/11septembre2001



### CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

## Chirac en force

Chef des armées et premier responsable de la diplomatie française, Jacques Chirac tire un profit politique du statut que lui donne la Constitution. Premier chef d'Etat à rencontrer George W. Bush après les attentats, le président de la République donne à sa campagne électorale une dimension internationale qui lui permet de prendre l'avantage sur Lionel Jospin. p. 15

► www.lemonde.fr/presidentielle

## L'excédent de la Sécu en 2002

LE GOUVERNEMENT prévoit, dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, un excédent de 5,4 milliards de francs (0,93 milliard d'euros) du régime général des salariés en 2002. L'objectif de dépenses d'assurance-maladie atteindrait 735 milliards de francs (tous régimes), en hausse de 3,8 % par rapport à la dérive de 2001. Le texte propose une revalorisation des pensions de base de 2,2 % au 1<sup>er</sup> janvier. Le financement des 35 heures pose toujours problème : pour éviter un déficit du fonds qui finance les allègements de charges sociales, le gouvernement va lui verser 18 milliards de recettes fiscales et relever de 9 % le prix du tabac.

Lire page 16

## « What a Wonderful World » rayé des programmes radio et télévision

LA PHOBIE des mots est en place aux Etats-Unis, dix jours après les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone. Selon le *New York Times* du 19 septembre, une liste de cent cinquante titres de variété inaptes à la diffusion a été publiée par la compagnie texane Channel Communications, propriétaire de 1 170 stations de radio aux Etats-Unis.

Certains choix sont a priori explicables - *You Dropped a Bomb On Me* (Tu as lâché une bombe sur moi) de The Gap Band, *Blow Up the Outside World* (Faire sauter le monde) des Soundgarden -, d'autres étonnants. Les censeurs de Channel Communications ont inclus dans leurs cibles *Ticket To Ride* (Un billet pour voyager, selon une traduction au premier degré, Un ticket pour baiser, au second degré) des Beatles, ou *Bennie and the Jets* d'Elton John. La paix et l'idée du bonheur les ont également effarouchés. *Imagine* de John Lennon est rayé des programmes, tout comme *Bridge Over Troubled Water* (Un pont jeté sur l'eau trouble) de Simon and Garfunkel, ou *What a Wonderful World* de Louis Armstrong.

Toutes les stations du groupe n'ont pas suivi

ces consignes, notamment WAXQ-FM de Manhattan, qui continue de diffuser plusieurs fois par jour *Imagine*, tandis que KYSR de Los Angeles affirmait son intention de passer sans frémir *Fly* de Sugar Ray.

Plus extrême est le sort voué au groupe de rock hip-hop Rage Against the Machine, connu pour ses engagements politiques. Toute l'œuvre de RAM est visée par Channel Communications. Le guitariste de RAM, Tom Morello, a fermement condamné l'attentat du 11 septembre. Mais, à l'instar de la Massachusetts Music Industry Coalition, il s'est inquiété de la suite des événements pour l'expression artistique. « Si nos chansons posent problème, a-t-il déclaré, c'est qu'elles encouragent les gens à se demander quelle sorte d'ignorance engendre l'intolérance, cette intolérance qui préside à la censure et à l'extinction des libertés civiles, ou qui produit, dans les cas extrêmes, la violence qui nous a touchés la semaine dernière. »

En 1991, la guerre du Golfe avait très rapidement engendré une forme d'autocensure des variétés à la radio et à la télévision en France, quand elle n'avait brisé ou retardé la carrière

de certains artistes (Cheb Mami). Aux premiers jours du conflit, les responsables de la programmation s'étaient contentés d'appels au « bon goût », au « bon sens » et à « l'équilibre ». Des listes de chansons à risque et, en première ligne, celles qui parlent de guerre ou de paix furent dressées pour un usage interne.

Curieux cocktail que celui proposé par les censeurs en herbe : *Le Déserteur* de Boris Vian, mal vu dans un contexte va-t-en-guerre, ou encore *Quand mon cœur fait boum*, de Charles Trenet. *Allah* de Véronique Sanson avait trinqué, et, en quelques jours, Pauline Esther était devenue le chantre du pacifisme avec *Le monde est fou*, *Niagara* révolutionnaire et asocial avec *Les champs brûlent*, Capdevielle prophétique avec *Quand t'es dans le désert* et Art Menigo pro-irakien avec *Caid Ali*.

A ce catalogue s'ajoutaient tous les titres en arabe, dont *Sidi H'Bibi*, de La Mano Negra, chanté en arabe par Philippe, le percussionniste d'origine juive du groupe. L'histoire se répète.

Véronique Mortaigne

## Un proche de Blair à la tête de la BBC



GAVYN DAVIES

LE PROFIL atypique du nouveau président de la BBC provoque une polémique outre-Manche. Economiste en chef à la banque d'investissements américaine Goldman Sachs, milliardaire, Gavyn Davies est le symbole du nouvel establishment labour de Tony Blair.

Lire page 22

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 Dh ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal CON, 300 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.



## Face à une escadrille de la mort, quelle riposte ?

« NOUS AVONS affaire à un ennemi vicieux », vient d'écrire George Tenet, le directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), à ses agents, auxquels il entendait remonter le moral suite aux accusations d'impérialisme lancées contre eux. « Nous devons avoir le dernier mot, a-t-il ajouté. Nous devons faire en sorte que les ter-

roristes et ceux qui les aident ne connaissent ni repos, ni confort, ni détente. » Comme en écho, le secrétaire adjoint à la défense, Paul Wolfowitz, a expliqué, devant des responsables militaires au Pentagone, qu'« il ne s'agit pas seulement de capturer des terroristes et de leur faire rendre gorge » mais d'« atteindre leurs sanctuai-

res, les soutiens qu'ils ont et les Etats qui les subventionnent ». Bref, un plan global antiterroriste. En d'autres temps, face à des attentats en France, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, avait dit qu'il fallait « terroriser les terroristes », faire en sorte qu'ils ne se sentent nulle part à l'abri.

Il y aura bientôt un an, au Yémen, lors d'une agression terroriste, le 12 octobre 2000, contre la frégate lance-missiles *Cole*, qui fit dix-sept morts parmi les marins américains, Bill Clinton, dans un langage moins emphatique, avait lancé des consignes comparables. Il ne s'est rien produit. Nul n'a été « châtié », comme l'avait alors promis Washington.

Aussi la question est-elle de savoir si les agences de renseignement et les armées américaines sont conçues, organisées et équipées pour ce genre de missions aux contours imprécis ou ambigus dès le départ.

Pour la CIA, empêtrée dans un carcan de textes qui l'empêchent de présenter à un juge des sources d'informations inavouables ou contraires aux droits de l'homme, qui prohibent des « actions-homo » (homicides commis par un Etat) contre certaines cibles ou qui interdisent - en théorie - à ses investigateurs d'espionner sur le sol fédéral, « il est difficile, admet un agent, d'infiltrer quiconque loin de ses arrières, sans appui opérationnel proche, dans un milieu hostile et surtout fuyant où les réseaux se rendent entre eux des services tels que la moindre intrusion est détectée ».

Jacques Isnard

Lire la suite page 14

Advertisement for the book 'Les gens heureux ont une histoire' by Daniel Picouly, featuring a photo of Paulette and Roger. Publisher: Grasset.



### TECHNOLOGIE

## Terrorisme sous la Toile

Selon le quotidien *USA Today*, Oussama Ben Laden pourrait avoir, dans le passé, utilisé Internet pour communiquer ses instructions à ses affidés. Des messages auraient été glissés dans des images pornographiques grâce à la stéganographie, une technologie qui trompe l'immensité de la Toile pour tromper les « grandes oreilles ». p. 26



### ENQUÊTE

## Rebâtir à Wall Street

La municipalité de New York crée une commission pour superviser la reconstruction du World Trade Center, détruit dans les attentats du 11 septembre. Les experts s'interrogent sur l'ampleur des dommages subis par le quartier. Le sous-sol est secoué. Certains immeubles devront être démolis. Du mausolée à la simple réplique, plusieurs hypothèses sont envisagées. p. 30 et 31

Horizons	10	Météorologie-Jeux	29
France-Société	15	Culture	30
Régions	19	Guide culturel	32
Entreprises	20	Carnet	33
Communication	22	Kiosque	34
Tableau de bord	23	Abonnements	34
Aujourd'hui	26	Radio-Télévision	35

**TERRORISME** Sous le coup des attentats du 11 septembre, l'économie américaine s'enfonce dans la récession. ● POUR MESURER les effets de cette crise, *Le Monde* fait un

tour d'horizon des grandes menaces qui pèsent sur l'économie mondiale et sur les moyens envisagés pour conjurer le ralentissement. ● AU PAKISTAN, le président Moucharrarf a expli-

qué, mercredi, dans un discours à la nation, que la défense de son pays passait avant le soutien aux talibans. ● AUX ÉTATS-UNIS, le FBI est de plus en plus persuadé que six avions au

total devaient être détournés. Un islamiste franco-algérien a confirmé que l'ambassade américaine à Paris était aussi visée. ● LES DÉPUTÉS ALLEMANDS ont accordé à une très large

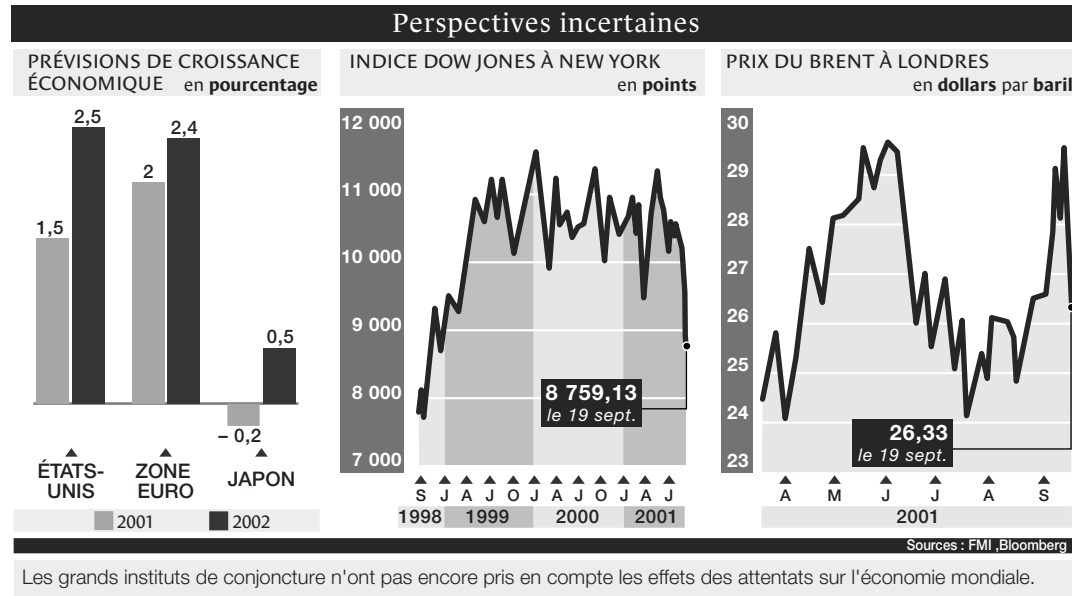
majorité, jeudi, leur soutien aux Etats-Unis et à l'Alliance atlantique, y compris « par la mise à disposition des moyens militaires appropriés » (*Lire aussi notre éditorial page 14*).

## Economie mondiale : autopsie d'une crise, premières pistes de sortie

Alors que la récession américaine se confirme, « Le Monde » cherche à évaluer les différents risques – financiers, boursiers ou sociaux – qui pèsent sur les économies de la planète et recense les premières solutions envisagées pour conjurer le ralentissement

**DOIT-ON** craindre la récession mondiale ? Une semaine après les attentats qui ont frappé le cœur financier de la plus grande économie du monde, les questions sur l'évolution de l'économie mondiale sont plus nombreuses que les réponses. Pendant les quatre séances où la Bourse de New-York est restée fermée, la coordination des grandes banques centrales et des gouvernements pour assurer le bon fonctionnement du système financier international a été sans faille. Les mouvements de baisse concertée des taux d'intérêt aux Etats-Unis et en Europe a montré la capacité des grands argentiers à réagir rapidement. Les propos rassurant des responsables politiques et les impressionnantes mesures de soutien annoncées par le président Bush aux secteurs particulièrement touchés, comme l'aéronautique, ont contribué à apaiser un climat qui aurait pu tourner à la panique.

Lundi 17 septembre, le krach a été évité. Pour des raisons patriotiques peut-être mais également parce que, selon nos informations, la Réserve fédérale (Fed) est intervenue avant l'ouverture pour demander aux fonds spéculatifs (*hedge*



*fonds*) de limiter leurs opérations et aux grandes institutions financières y compris les fonds de pension, de ne pas leur prêter de titres. Cette démarche exceptionnelle d'encadrement des acteurs des marchés a porté ses fruits.

Mais si tout a été fait pour qu'une catastrophe boursière

immédiate soit évitée ou du moins limitée, l'effet des attentats sur l'économie mondiale est difficile à mesurer.

Le ralentissement américain, plus marqué et plus long que prévu, pesait depuis le début de l'année sur l'ensemble des économies européennes. Le Japon, lui-même

en crise depuis trois ans devrait basculer dans la récession cette année. L'Argentine et la Turquie, au bord de la faillite, risquent d'entraîner dans leur chute l'ensemble des pays émergents créant une zone d'instabilité supplémentaire.

Le coup porté à l'économie amé-

ricaine arrive à une période où l'économie mondiale freinait sérieusement. L'incertitude liée à la forme que prendra la riposte américaine, le choix de ses cibles, la durée du conflit et les représailles qui pourraient suivre, rendent quasi-impossible un pronostic sérieux. La détermination des Etats-Unis et des membres du G 7 d'offrir un soutien sans limite à l'économie mondiale et l'engagement de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de maîtriser le prix du baril évitera une récession généralisée et durable.

### DES EXPERTS PARTAGÉS

Se limitera-t-elle aux Etats-Unis ? Les experts sont partagés. A New York, les cours de Bourse se trouvent aujourd'hui à leur plus bas niveau depuis trois ans. Les conséquences des attaques terroristes ont été d'autant plus dommageables pour l'économie américaine qu'elle était déjà très affaiblie. Le Livre beige, publié mercredi par la Fed, le confirme. « L'activité économique a continué à stagner dans son ensemble en août et début septembre », indique la Fed.

A en croire la grande majorité

des économistes, la question aujourd'hui n'est plus de savoir s'il y aura une récession, mais quelle en sera l'ampleur et si le gouvernement américain et la Fed parviendront à la limiter.

Une semaine après les événements, *Le Monde* examine les menaces qui pèsent sur l'économie mondiale et fait le point des conséquences immédiates de l'arrêt du trafic aérien, du renforcement de la sécurité, de l'impact sur les compagnies d'assurance et les banques. Des dizaines de milliers de licenciements ont déjà été annoncés dans les compagnies aériennes aux Etats-Unis.

En Europe, les ministres des finances des Quinze se réuniront vendredi et samedi à Liège (Belgique) pour étudier les effets économiques sur des secteurs de l'énergie, l'assurance et le transport. Le G 7 dont la réunion devrait être maintenue la semaine prochaine malgré l'annulation des assemblées annuelles du Fonds monétaire international, permettra d'afficher la mobilisation générale.

*Babette Stern*

► [www.lemonde.fr/econome](http://www.lemonde.fr/econome)

## Les Etats-Unis mettent en chantier un plan de relance pour endiguer la récession

**NEW YORK**  
de notre correspondant

Le choc des attentats du 11 septembre va-t-il précipiter l'économie américaine dans la récession ? La nervosité de Wall Street suffit à illustrer la crainte d'un nouveau ralentissement brutal de la croissance aux Etats-Unis. Après avoir perdu un moment près de 5 % mercredi 19 septembre, la Bourse de New York a finalement limité les dégâts et cédé « seulement » 1,62 %. Depuis la reprise lundi des cotations après quatre séances de fermeture, l'indice Dow Jones a abandonné près de 9 % et le Nasdaq 10 %. Les cours se trouvent à leur plus bas niveau depuis trois ans.

Les conséquences des attaques terroristes sont d'autant plus dommageables pour l'économie américaine qu'elle était déjà très affaiblie. Le traditionnel Livre beige, publié mercredi par la Réserve fédérale (Fed), le confirme. « L'activité économique a continué à stagner dans son ensemble en août et début septembre », indique la Fed. En dépit des achats liés à la rentrée scolaire, les dépenses de consommation avant le 10 septembre ont été « stables voire en baisse ». A en croire la grande majorité des économistes, la question aujourd'hui n'est plus de savoir s'il y aura une récession, mais quelle en sera l'ampleur et si le gouvernement américain et la Fed parviendront à la limiter.

Premier constat : l'économie américaine s'est tout simplement arrêtée la semaine dernière. Après les attaques, les transports ont été interrompus ou fortement perturbés. De nombreuses entreprises ont tourné au ralenti dans tous les pays. Les marchés financiers ont été fermés, les spectacles et les rencontres sportives annulés. Cette perte d'activité « est suffisante pour que l'activité se contracte au troisième trimestre », estime les économistes de J.P. Morgan Chase. La banque prévoit aujourd'hui un recul du produit intérieur brut en rythme annuel de 1 % au troisième trimestre, de 1,5 % au quatrième trimestre et de 0,5 % pour les trois premiers mois de 2002. « Les tragiques événements de la semaine dernière sont suffisants pour transformer le ralentissement en une véritable récession », explique Richard Rippe, économiste en chef de Prudential Securities.

### CONFIANCE ÉBRANLÉE

La prise de conscience du risque d'un nouveau décrochage d'une économie déjà revenue en un an de plus de 5 % de croissance à moins de 1 % a amené la Fed à baisser ses taux lundi pour la huitième fois de l'année. A 3 %, le loyer de l'argent au jour le jour se trouve désormais à son plus bas niveau depuis plus de sept ans. Tout aussi significatif, la Fed n'a cessé lors des

derniers jours d'injecter des liquidités dans le système financier. En tout plus de 300 milliards de dollars (330 milliards d'euros) ont été apportés depuis le 11 septembre.

Seconde observation : les attentats ont d'autant plus d'impact qu'ils ont un effet immédiat sur la psychologie et le comportement des ménages américains, le maillon le plus solide jusqu'à aujourd'hui de l'économie. Si la croissance a tenu un peu par miracle jusqu'au printemps, c'est parce que le consommateur n'a pas perdu ses habitudes dépensières des années de prospérité. La destruction sanglante du World Trade Center, la prise de conscience des Américains qu'ils sont devenus des cibles vulnérables et la perspective d'une guerre longue et difficile n'ont pu qu'ébranler la confiance. « Les consommateurs vont certainement différer la plupart de leurs achats non essentiels et attendre avant de changer de voiture, de meubles, d'appareils électroménagers ou de prendre des vacances »,

écrit Stephen Roach l'économiste en chef de Morgan Stanley dans le *New York Times* du 18 septembre.

Le gouvernement américain et la Fed ont manifestement l'intention d'agir vite pour éviter que le trou d'air ne se prolonge. Bon nombre d'analystes s'attendent que la Fed abaisse encore une fois le loyer de l'argent le 2 octobre, lors de la prochaine réunion de son comité de politique monétaire. Alan Greenspan, le président de la Fed, a fait part mercredi de sa préoccupation au cours d'une réunion avec des élus du Congrès. L'administration Bush devrait aussi prendre des mesures pour soutenir l'activité. Le président George Bush a estimé mercredi que l'économie était « sonnée ». Après avoir remboursé aux ménages 40 milliards de dollars d'impôts, le gouvernement étudie un programme de relance comportant de nouvelles baisses d'impôt pour stimuler la consommation. D'ores et déjà, 40 milliards de dollars ont été débloqués sous forme d'aides à la ville de New York et

de financements supplémentaires pour le FBI, les agences de renseignements et l'armée. Plus de 17 milliards de dollars devraient être aussi distribués aux compagnies aériennes au bord de la faillite. Cela sera-t-il suffisant ? Les économistes, pessimistes pour la fin de l'année, semblent plus confiants pour 2002.

« La combinaison de nombreux stimulants monétaires et d'un nouveau stimulant fiscal peut conduire à une forte reprise en 2002 », estime Bruce Steinberg, économiste en chef de Merrill Lynch. « La nature particulière du ralentissement, provoquée pour une bonne part par un acte de terrorisme, signifie que le retournement interviendra quand l'Amérique aura commencé son processus de guérison », ajoute M. Roach. Le monde entier peut l'espérer. Au cours des dernières années l'économie américaine a assuré à elle seule 40 % de la croissance de la planète.

*Eric Leser*

## L'Europe a moins de marges de manœuvre que Washington

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Quelles seront les conséquences sur la conjoncture européenne des attentats aux Etats-Unis ? Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a estimé mercredi 19 septembre que parler de récession en Europe « est tout à fait inapproprié ». « Le pire n'est pas certain, commente plus prudent un autre banquier central. Ce sont les incertitudes qui se sont considérablement aggravées. »

Il est trop tôt pour savoir comment évoluera la conjoncture. Le rebond espéré au troisième trimestre est reporté d'au moins six mois. Les discours optimistes, tenus par ceux qui expliquaient il y a peu que l'Europe serait protégée du ralentissement américain parce qu'elle commerçait peu avec elle, sont désormais suspects.

Avant les attentats, l'Europe était touchée par une crise plus forte que prévu. Comment expliquer cette erreur d'analyse ? Pour Patrick Artus, directeur des études de la Caisse des dépôts et consignations, la crise américaine était due à un surinvestissement dans les hautes technologies, secteur très internationalisé. Les entreprises américaines réduisant leurs commandes, la crise est devenue mondiale. La croissance du commerce tiré par les biens d'équipement et la high-tech, est

passée de 11 % en 2000 à 4 % prévus en 2001. « Cela fait un choc extérieur coûtant un point de produit intérieur brut (PIB) dans la zone euro, qui échange 15 % de son PIB avec le monde extérieur », explique M. Artus. Les Européens ne l'ont pas vu immédiatement, la faiblesse de l'euro dopant leurs exportations jusqu'au premier trimestre 2001. « Cet effet euro a été confondu avec une résistance cyclique. » Avant le choc, c'étaient les pays les plus industriels et ouverts sur le commerce mondial qui ont été frappés, comme l'Allemagne, alors que l'Espagne, la France ou l'Angleterre, pays de services, résistaient mieux.

### DOUTES ÉNORMES

Avant les attentats, Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques, notait que la croissance avait baissé brutalement de 4,5 % à zéro outre-Atlantique, tandis qu'elle ralentissait seulement de 2 % à 3 % en Europe. Pour lui, le ralentissement européen était dû plutôt à la hausse des prix pétroliers et alimentaires, qui a rogné le pouvoir d'achat des Européens. Aujourd'hui, les doutes sont énormes sur la confiance des consommateurs, ébranlée par les attentats et la remontée du chômage – si elle se poursuit.

Que peuvent faire les Européens ? Ils sont moins armés que les Améri-

cains pour réagir vite. Le Congrès a fait dès hier des auditions pour savoir s'il convenait d'aider les compagnies aériennes. « L'Europe des Quinze est incapable d'aller aussi vite », peste un haut fonctionnaire français. Les Etats, en particulier la France, l'Allemagne et l'Italie, encore en déficits budgétaires, ont des marges de manœuvre beaucoup plus limitées que Washington, qui a engrangé des milliards d'excédents et veut utiliser l'arme budgétaire pour relancer la machine. Enfin, la baisse des taux par la Banque centrale européenne (BCE) est intervenue très – trop ? – tard.

Les autorités européennes vont donc s'employer à tenir à bout de bras le moral des agents économiques : injecter des liquidités pour éviter les cessations de paiements sur les marchés financiers, comme l'a fait la BCE ; examiner les difficultés de certains secteurs de l'économie, comme le feront les ministres des finances des Quinze vendredi à Liège ; ne pas compenser les pertes de recettes fiscales par de nouvelles coupes budgétaires. Tout en sachant que les discours exagérément optimistes peuvent être contre-productifs. « La présentation du budget français n'ajoute pas à la crédibilité des messages que l'on veut faire passer », déplore un banquier central.

*Arnaud Leparmentier*

## Les pays émergents à la merci des retraits de capitaux

DÉJÀ durement touchés par le ralentissement américain, les pays émergents sont frappés de plein fouet par les conséquences économiques des attentats de New York et Washington du mardi 11 septembre. En Asie comme en Amérique latine, chacun révisé à la baisse ses prévisions de croissance.

Le choc porté à l'économie américaine et l'inévitable baisse de la demande qui en résulte ont fortement percuté le commerce mondial. Pour les économies des pays asiatiques tournées vers l'exportation, et qui se relèvent à peine de la crise de 1997-1998, les perspectives sont plutôt sombres. Singapour et Taïwan connaissent déjà la récession. Hongkong s'en rapproche dangereusement. La Malaisie et la Thaïlande n'y ont échappé que de justesse au second trimestre 2001. L'Amérique latine n'est pas en meilleure posture. Ses deux principales économies, l'Argentine et le Brésil, sont déjà malades et la répercussion de la hausse du pétrole sur leurs prix rendra leurs produits moins compétitifs.

### RÉACTION EN CHAÎNE

Le danger le plus immédiat pour les pays émergents réside dans la désaffection des marchés financiers. Lors de la crise asiatique, les investisseurs s'étaient détournés massivement des pays dits à risque pour se porter vers des marchés plus sûrs. La plupart des pays émergents, notamment ceux d'Asie, ont tiré la leçon d'une trop grande ouverture aux capitaux étrangers. Mais ils sont encore nombreux à y faire appel pour se refinancer. Deux pays sont de ce point de vue particulièrement fragilisés : l'Argentine et la Turquie, fortement emprunteurs, et qui traversent une grave crise économique et financière. La chute des marchés, et notamment du Nasdaq, ont un impact direct sur leur capacité à honorer leurs engagements financiers. La faillite de ces deux économies, sous perfusion du Fonds monétaire international (FMI), entraînerait à coup sûr une réaction en chaîne et déstabiliserait l'ensemble des pays émergents.

*Ba. S.*

**La France économique et sociale à l'heure de l'euro**

Édition 2001/2002

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

La référence annuelle !

En vente à l'INSEE et en librairie [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

INSEE



■ **HABUR (TURQUIE).** Le conducteur d'un camion-citerne bloqué près du poste frontière entre la Turquie et l'Irak contrôle sa cargaison de gazole. Ankara empêche de nouveaux camions turcs d'aller au nord de l'Irak, où des milliers d'autres sont bloqués par Bagdad en raison des tensions avec les Etats-Unis.

## Les attentats servent de catalyseur à des plans sociaux massifs

L'ONDE de choc des attentats n'a pas fini de se diffuser dans l'économie américaine et mondiale. Des dizaines de milliers de salariés risquent de payer de leur emploi le ralentissement de l'économie induit par cette attaque. Plusieurs entreprises ont été directement frappées par la tragédie. Il s'agit naturellement des compagnies aériennes, victimes de plusieurs jours d'arrêt du trafic aux Etats-Unis, de la désaffection des passagers (20 % des vols ont été supprimés et le taux de remplissage des avions est inférieur à 50 %) et du renforcement des mesures de sécurité (qui allonge les délais d'attente dans les aéroports).

En quelques jours, l'industrie aérienne et aéronautique américaine a annoncé la suppression de près de 100 000 emplois. Après Continental Airlines et USAirways mardi 18 septembre (12 000 et 11 000 postes de travail), Boeing mercredi (jusqu'à 30 000 emplois visés), American Airlines et United Airlines ont annoncé, jeudi, la suppression d'environ 20 000 emplois chacune. A court terme, 9 000 salariés sont au chômage technique à Washington, en raison de la fermeture de l'aéroport Reagan National. En Europe, après le britannique Virgin, le néerlandais KLM et l'allemand Lufthansa, British Airways a tiré les conséquences du choc aérien, jeudi matin. Le transporteur anglais, qui réalise une part importante de son activité et de ses profits sur le marché transatlantique, a annoncé la mise au hangar de 20 avions et le licenciement de 7 000 salariés.

**Airbus avait annoncé 3 500 embauches. Ce programme est désormais gelé**

Jeudi matin, à l'occasion de la publication de ses résultats semestriels, le groupe européen EADS a annoncé « le gel de l'augmentation de la production au niveau actuel et la suspension des investissements supplémentaires et des embauches » de sa filiale Airbus, alors qu'il avait été prévu d'augmenter la production au cours des deux prochaines années. Alors que Airbus avait annoncé en juin 3 500 embauches et qu'environ 500 emplois ont été créés depuis, ce programme est désormais gelé. Pour le moment, Airbus n'envisage pas de suppressions d'emplois puisque « la flexibilité de son système de production et les contrats de main-d'œuvre permettent à Airbus de s'adapter à des fluctuations de taux de production de l'ordre de 15 % ». La veille, le transporteur Lufthansa avait signifié à Airbus le report de sa décision sur le super-jumbo A380, dont il envisageait de commander quinze exemplaires.

Le secteur aéronautique a été le premier à tirer les conséquences sociales du ralentissement. Toute la question est de savoir si ce choc social va se diffuser dans le reste de l'économie. Quelques entreprises américaines ont commencé à faire un lien direct entre les attentats et l'annonce de nouvelles suppressions d'emplois. C'est le cas de Kodak qui a augmenté les licenciements initialement prévus (de

3 000 à 3 500) arguant « d'une baisse des ventes, qui s'est accélérée depuis une semaine ». L'équipementier de réseaux de télécommunications 3Com a aussi annoncé, jeudi, un millier de suppressions d'emplois supplémentaires. Les ventes de voitures se seraient effondrées au cours des derniers jours, mais les constructeurs ne font pour l'instant aucun commentaire. Le secteur du tourisme fait état d'une dégradation rapide de ses activités. Mais aucune suppression d'emplois n'a encore été évoquée, en raison de la grande flexibilité de ce secteur économique (forte rotation des effectifs, travail temporaire).

Les analystes sont pourtant inquiets des annonces à venir. L'économie américaine, déjà en perte de vitesse avant les attentats, avait supprimé un million d'emplois sur les douze derniers mois. Le taux de chômage était en hausse, à 4,9 % fin août, contre 4,5 % en

juillet et 3,9 % il y a un an. Beaucoup d'entreprises avaient pu jouer sur les emplois temporaires ou partiels, il est probable qu'une nouvelle dégradation de la conjoncture les oblige à tailler dans leurs forces vives. Selon le cabinet américain ISI Group, les annonces hebdomadaires de licenciements auraient bondi de 15 400 la semaine précédant l'attentat à 24 500 la semaine dernière et 57 700 depuis le début de cette semaine.

La crainte de certains observateurs est que de nombreuses entreprises tirent prétexte du contexte émotionnel actuel pour accélérer des plans de licenciements en préparation depuis plusieurs semaines. « Les attaques de la semaine dernière pourraient bien constituer le catalyseur de plans de restructuration », estime ainsi Edward Leamer, économiste à l'Andersen School of l'université de Californie.

Christophe Jakubyszyn

## Les marchés pétroliers craignent un recul de la demande

LA FIÈVRE qui s'était emparée du marché pétrolier au lendemain des attentats est retombée. Le baril de Brent de la mer du Nord a perdu plus de 3 dollars en une semaine pour terminer mercredi 19 septembre à 26,33 dollars. Sur le Nymex, le marché à terme new-yorkais, le brut léger (*light sweet crude*) a terminé la séance de mercredi à 26,72 dollars, en recul de 2,81 dollars depuis le début de la semaine.

Alors que les préparatifs militaires américains s'intensifient, le marché paraît exclure une répétition du scénario de la guerre du Golfe. Pour l'instant, les Etats pétroliers ne semblent pas impliqués, à la différence de l'intervention de 1990, où le Koweït, l'Irak et l'Arabie saoudite, représentant près de 40 % des réserves mondiales de brut, étaient directement partie prenante dans le conflit.

### REDUCTION DU TRAFIC AÉRIEN

De plus, les Etats producteurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se sont empressés de prendre leur distance à l'égard des actions terroristes. En début de semaine, ils ont répété qu'ils étaient prêts à augmenter à tout moment leur production pour assurer le bon approvisionnement du marché. Une garantie qui, selon de nombreux observateurs, a peu de chance d'être mise en œuvre.

Loin de souffrir de pénurie, le marché risque plutôt

d'être déséquilibré par un effondrement de la demande. Tous les courtiers pétroliers se préparent à une récession américaine, se propageant dans le reste du monde et jouent la baisse. Si cette menace économique se confirme, la consommation de pétrole serait très affectée. Selon un rapport du Center for Global Energy Studies (CGES) publié lundi 17 septembre, une récession internationale « pourrait aboutir à une contraction de la demande mondiale de 400 000 barils par jour cet hiver ». La seule réduction du trafic aérien, même compensée par la hausse du trafic militaire, entraînerait une baisse de 100 000 à 400 000 barils par jour de kérosène, d'après les estimations du CGES.

Face à ces sombres perspectives, la politique de maintien des prix du baril autour de 25 dollars, comme le souhaite l'OPEP, semble « intenable » pour certains économistes. Pour rebondir, l'économie mondiale, selon eux, a besoin d'un prix du pétrole beaucoup plus bas, autour de 15-20 dollars le baril. Dans les prochaines semaines, le gouvernement américain, qui paraît prêt à utiliser tous les moyens pour contenir la crise, pourrait être tenté de multiplier les pressions sur les pays producteurs pour qu'ils abandonnent leur politique de contingentement et de stabilité des prix à un niveau élevé.

Martine Orange

## Les places boursières restent très nerveuses

L'INDICE Dow Jones, qui se situait, mercredi 19 septembre, à 8 759,13 points, 25 % en dessous de son record historique de janvier 2000, et qui a perdu 8,81 % depuis les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, peut-il encore s'effondrer de plus de 10 % en une séance, ce qui correspond à l'une des définitions données au mot krach ? Un tel scénario provoquerait inévitablement une rechute des Bourses mondiales.

« Les marchés ont déjà beaucoup baissé, de façon rampante avant les attentats, puis ils ont fortement décroché. Mais la gestion de la crise par les banques centrales et les autorités a été excellente », rassure Jean-Pierre Petit, l'économiste de la société de Bourse Exane. « Je ne pense pas qu'on puisse avoir maintenant autant de stress que mardi dernier sur les marchés, sauf si des événements très graves se reproduisaient - d'autres attentats, des représailles -, et encore, il n'y aurait pas le même effet de surprise. Ce qui est arrivé a été digéré, c'est plus ou moins derrière nous. L'économie américaine va connaître une récession plus ou moins courte, mais ce scénario est intégré », dit-il.

Michael Hugues, directeur de la gestion chez Baring Asset Management à Londres, ne croit pas non plus à un nouveau krach, mais il redoute une baisse du marché obligataire. « Je ne pense pas qu'il y ait actuellement d'autres grands risques de chute pour les actions, mais on pourrait avoir des mauvaises nouvelles du côté des obligations. En effet, les assureurs vont devoir vendre des obligations pour faire face à leurs engagements, et certaines obligations peu liquides vont être très vendues », explique M. Hugues. Les obligations à long terme vont aussi souffrir de la hausse des déficits publics. Néanmoins, cela n'est pas un facteur de risque supplémentaire pour les marchés boursiers : dans l'environnement sans inflation que nous connaissons depuis trois ans, la corrélation des actions et des obligations est très faible. »

### ■ INCERTITUDE IMPORTANTE

Dans son édition du 19 septembre, le *Wall Street Journal* se montre moins optimiste pour les Bourses mondiales, indiquant que nombre d'analystes s'attendent encore à une baisse supplémentaire de 10 % des cours. « L'incertitude reste

relativement importante, à court terme, sur les marchés d'actions. Dire qu'il reste 10 % de baisse c'est faire une moyenne entre le pire des cas et le meilleur », réagit Pierre-Yves Bacchetta, stratège à la Banque Pictet, qui prévoit néanmoins un bon mois de nervosité sur les marchés. « Le marché devrait rester à risque jusqu'à la fin du mois d'octobre, lorsque la croissance américaine au troisième trimestre sera connue. On peut anticiper une baisse de 3 % à 4 % en rythme annuel, compte tenu des jours de fermeture liés aux attentats, et de 1 % en corrigeant cette fermeture. Tout dépend comment les marchés recevront cette nouvelle », conclut M. Bacchetta, qui anticipe ensuite un rebond des marchés.

« Les attentats ne menacent pas le potentiel de l'économie américaine à trois ou cinq ans, mais vont influencer les perspectives de profits pour les douze prochains mois. Le marché n'est plus très cher, mais les incertitudes sont aussi plus grandes », conclut Olivier Garnier, directeur de la stratégie et de la recherche économique chez Société générale Asset Management.

LE SECTEUR bancaire est-il menacé par le drame qui a touché les Etats-Unis, et par la récession économique ? Décelant de premiers signes de tension, analystes et banquiers se disent très pessimistes à court terme, du fait de la chute des revenus de la banque d'investissement, liée à la forte baisse des marchés financiers, et de la dégradation du coût du risque, sous l'effet du ralentissement économique plus fort que prévu. « Deux forces contradictoires s'opposent. Le poison, c'est-à-dire le risque de ralentissement, qui est beaucoup plus fort, et le contre-poison, en l'occurrence l'amplitude de la réaction des banques centrales et l'unité politique forte et unie pour répondre aux inquiétudes », souligne Marc-Antoine Autheman, président du directoire du Crédit agricole-Indosuez (CAI).

« Nous nous attendions à une baisse des résultats du secteur bancaire et à une montée du risque avant même les attentats », souligne l'agence de notation Standard & Poor's (S & P). Pour l'heure, « le secteur financier est extrêmement robuste », assure M. Autheman, concédant toutefois qu'aucune banque « n'est à l'abri des pulsations de l'économie ».

● **La chute des activités de marchés.** Frappés de plein fouet par la dégringolade des marchés financiers, les revenus des banques d'investissement seront en chute libre cette année. Les portefeuilles d'actions que les banques gèrent pour leur propre compte se retrouvent en moins-values potentielles. Après un exercice euphorique en 2000, « il n'y a plus en effet, ni fusion, ni acquisition, ni même introduction en bourse » - un exemple, le report de celle de Snecma en France -, constatent tous les opérateurs de marché. Les recettes des activités de courtage chutent également. Selon les analystes, la

baisse des recettes est d'autant plus préoccupante que les coûts fixes des banques d'investissement sont anormalement élevés. Pour retenir les équipes lors des fusions, des bonus garantis sur un, deux, voire trois ans ont en effet été octroyés, notamment au Crédit suisse lors du rachat de DLJ (Donaldson Lufkin & Jenrette) en 2000. Le montant de ces rémunérations exceptionnelles atteindrait 800 millions de dollars sur trois ans. « Alors que les banques françaises ont plutôt bien résisté, les banques néerlandaises (ING, ABN Amro) ont enregistré une chute de 20 % à 30 % de leurs commissions sur activités de marchés au cours des six premiers mois de l'année », relève Yves Burger, directeur chez S & P. La gestion d'actifs, très consommatrice d'investissements, commence aussi, selon lui, à faire les frais d'une baisse des souscriptions, donc des revenus.

Certaines banques mettent toutefois une politique de gestion prudente. La Caisse des dépôts et consignations (CDC) précise ainsi être en situation de plus-values sur ses portefeuilles propres, investis à 80 % en titres de taux. La CDC est par ailleurs acheteur net sur le marché des actions, et « accélère actuellement le mouvement ».

● **La dégradation du coût du risque.** La tendance générale est à la dégradation des secteurs tels que l'aérien, le tourisme, l'hôtellerie, le luxe, l'automobile, l'assurance, etc. « Les défauts de paiement vont s'accroître », prévoit Romain Burnand, analyste chez JP Morgan. Ils ont déjà été constatés aux Etats-Unis et sur le deuxième trimestre en Allemagne. Les agences de notation ne prévoient toutefois pas de modifier, à ce stade, les notes des banques. « Les engagements des banques françaises, allemandes et néerlandaises aux Etats-Unis représentent environ 15 à 20 %

de leurs crédits », explique M. Burnand. L'ampleur de cette dégradation du crédit va dépendre du comportement du consommateur.

L'aérien est regardé à la loupe. Crédit Suisse First Boston (CSFB) a publié une étude sur les engagements des banques mondiales dans le secteur du transport aérien. Les banques françaises BNP Paribas, Crédit lyonnais, Société générale (SG) et Crédit agricole Indosuez sont très exposées à ce risque. Selon les estimations de Jean-Baptiste Bellon, analyste à la Deutsche Bank, le secteur aérien représente respectivement 1,1 %, 1,5 %, 1,2 % et 1,1 % du total de leurs crédits. M. Bellon indique que ces crédits se chiffrent à 2,4 milliards d'euros pour BNP Paribas, 1,3 pour le Lyonnais, 1,8 pour SG et 2,7 pour CAI.

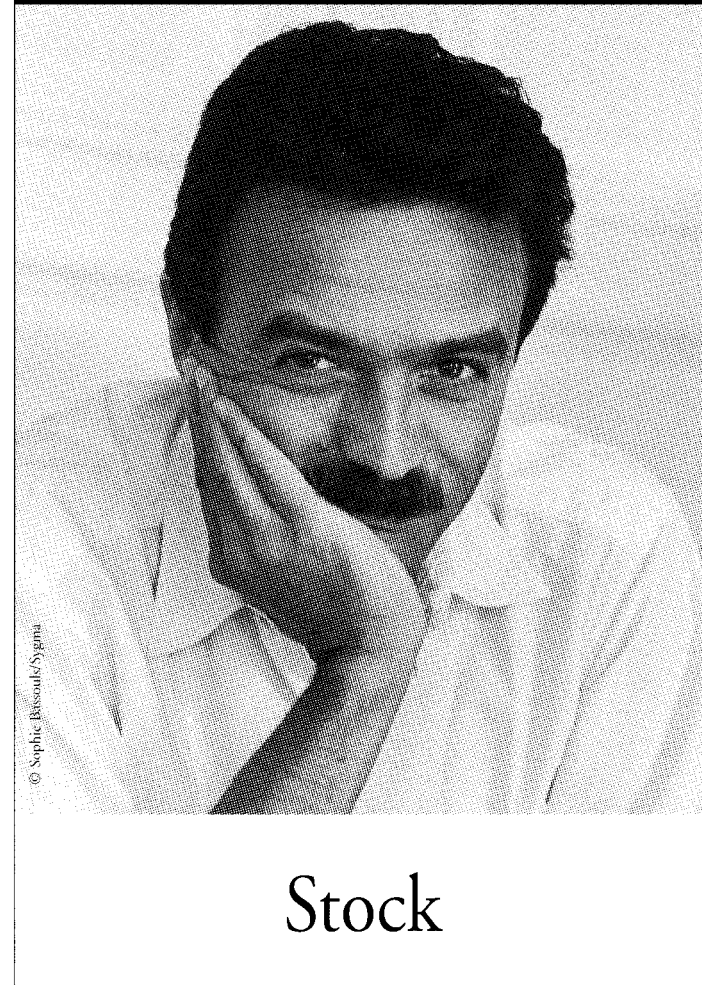
Interrogées, les banques estiment que leur exposition sur ce risque n'est « pas inquiétante ». Le Crédit lyonnais indiquait jeudi 20 septembre que son engagement atteignait 1,5 milliard d'euros, « dont près des deux tiers sont garantis par des actifs de qualité ». La banque ajoute que « les engagements non garantis sur ce secteur représentent moins de 6 % des fonds propres » réglementaires.

● **Le secteur de l'assurance** doit faire face au plus grave sinistre de son histoire (lire *Le Monde* du 20 septembre) et les faillites ne sont pas à exclure. Les estimations du coût de cette catastrophe (entre 16,1 et 48,5 milliards d'euros) ne cessent d'être revues à la hausse. Le leader mondial de la réassurance, Munich Ré, a annoncé jeudi un coût de 2,1 milliards d'euros, soit plus du double de celui annoncé précédemment. Le réassureur suisse Swiss Re a révisé en hausse la facture, à 1,38 milliard d'euros.

Anne Michel et Pascale Santi

Edwy Plenel

Secrets de jeunesse



Stock

Adrien de Tricornot

# Pour M. Moucharraf, la défense du Pakistan passe avant le soutien aux talibans

Dans un discours à la nation pakistanaise, le chef de l'Etat a expliqué pourquoi son pays s'est rangé aux côtés des Américains. Il a critiqué la minorité pro-afghane qui veut « tenir en otage la majorité »

## ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale  
« Bien. Du bon Moucharraf. Il a raison, le Pakistan d'abord. Il était temps de remettre à leur place les fondamentalistes. Quand même les Etats-Unis devraient s'interroger. » Perturbés par un choix qui n'en est pas véritablement un, beaucoup de Pakistanais semblaient toutefois approuver, mercredi 19 septembre, le plaidoyer du président Pervez Moucharraf en faveur d'un soutien total du Pakistan aux Etats-Unis. S'adressant, pour la première fois depuis la crise, à ses concitoyens, le général Moucharraf a exposé, pendant trente-cinq minutes et méthodiquement, les tenants et aboutissants de la situation, tout en expliquant sa décision de se ranger aux côtés de la communauté internationale. « Dans une situation de crise, la voie de la sagesse est meilleure que celle de l'émotion » a affirmé le président, en précisant que, pour l'instant, « il n'était inquiet que pour le Pakistan. La défense de n'importe quel autre pays vient après », a-t-il dit, en s'exprimant en ourdou, à l'adresse de tous ceux qui seraient prêts à perdre le Pakistan pour la défense de l'Afghanistan et des talibans.

Dès le début de son intervention, le président a indiqué quels sont, selon lui, les buts des Etats-Unis : « Le premier [est] Oussama Ben Laden et son mouvement Al-Qaïda (...), le second [concerne] les talibans, parce qu'ils lui ont donné refuge, et le troisième, une longue guerre contre le terrorisme au niveau international ». Le général a précisé que « personne ne parle de guerre contre l'Islam ou contre le peuple afghan ».

Pour mettre fin aux rumeurs qui courent dans la presse pakistanaise sur le niveau et l'ampleur de l'aide demandée par Washington, le général-président a relevé que cette demande d'assistance vise « trois choses importantes » : « un échange d'informations et de renseignements ; l'usage de notre espace aérien ; un soutien logistique ». Ce dernier point inclut éventuellement le déploiement de troupes en appui, ce qui serait le cas si les Etats-Unis, comme beaucoup l'imaginent à ce stade, voulaient intervenir avec des commandos hélicoptères. Le général a tenu à sou-

ligner aussi que, « *quelles que soient les intentions américaines, les Etats-Unis ont le soutien du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Assemblée générale sous forme de résolution* ».

## LE RISQUE INDIEN

Jouant la corde sensible de la cause du Cachemire, le général a évoqué la grave crise traversée par le Pakistan en 1971, quand le pays avait perdu sa partie orientale devenue le Bangladesh. Dans la présente situation, a-t-il ajouté, toute décision négative aurait menacé « nos biens stratégiques et la cause cache-

mirie ». Le président s'en est alors pris directement à l'Inde : « *Ils veulent conclure n'importe quelle alliance avec les Etats-Unis et obtenir que le Pakistan soit déclaré un Etat terroriste. Ils veulent endommager nos biens stratégiques et la cause cachemirienne* ». M. Moucharraf a souligné les priorités - « la sécurité du pays et les menaces extérieures ; la reprise économique ; nos biens stratégiques nucléaires et nos missiles ; la cause du Cachemire » -, que le Pakistan doit préserver avant tout. Pour convaincre ses concitoyens que sa décision est en conformité avec l'Islam, il a longuement rappelé l'histoire

du prophète Mohammad qui avait conclu un traité avec les Juifs, ses ennemis, pour les neutraliser et sauver les musulmans en lutte contre les infidèles à la Mecque.

Le général a soutenu qu'il avait fait « tout ce qui était possible pour l'Afghanistan et les talibans alors que le monde entier était contre eux ». Il a notamment affirmé avoir plaidé en leur faveur auprès des 20 à 25 chefs d'Etat qu'il avait rencontrés et avoir demandé que la communauté internationale n'impose pas de sanctions en Afghanistan. Même à présent « nous faisons de notre mieux pour

sortir de cette situation critique sans dommages pour l'Afghanistan et les talibans. Nous disons aussi aux Américains d'être patients et que, quel que soit leur plan, ils soient prudents et équilibrés. Nous leur demandons de produire les preuves en leur possession contre Ben Laden » a affirmé M. Moucharraf. Sans cacher qu'il n'a pas trouvé de solution qui permettrait de sauver l'Afghanistan et les talibans.

Partant du principe que l'immense majorité des Pakistanais le soutient, le général a tenu à redire fermement, à la veille d'une journée de protestation contre sa politique de soutien à Washington, « qu'il n'y a pas de raisons que la minorité soit autorisée à tenir en otage la majorité ». Il a estimé cette minorité à environ 10 % des 140 millions de Pakistanais. Pour l'instant toutefois, les mouvements pakistanais traditionnellement les plus proches des talibans envoient leurs fidèles en Afghanistan pour aider ceux-ci.

A l'heure actuelle, selon le général Moucharraf, les Etats-Unis n'ont pas encore fait connaître leurs plans opérationnels, mais il semble de plus en plus évident que le Pakistan aura un rôle de premier plan à jouer dans le cas d'une attaque non limitée à des bombardements à distance. Pour le général Moucharraf, la difficulté résiderait sans doute dans la gestion de la durée d'une guerre, qui risque d'être longue, et dans la façon d'agir des Américains, qui ne sont pas à l'abri de dérapages frappant des dizaines de civils. En ce sens, la situation du Pakistan dans ce conflit demeure extrêmement fragile.

Fr. C.

Françoise Chipaux

## En Afghanistan, le pouvoir religieux cherche à temporiser

### ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Le millier de religieux afghans réunis pour décider du sort de l'islamiste saoudien Oussama Ben Laden ont repris, jeudi 20 septembre, leurs travaux commencés la veille. Ils se sont simplement déplacés du palais présidentiel, au centre de Kaboul, à l'hôtel Intercontinental, sur une hauteur dominante la capitale. Malgré l'injonction du chef suprême des talibans, Mollah Mohammad Omar, qui leur avait demandé de terminer en une journée, les religieux avaient interrompu leur conclave sans résultats, mercredi. Les résultats de ce conclave devraient être pourtant sans surprise, dans la mesure où Mollah Omar a déjà affirmé que l'implication de Ben Laden n'était qu'un « prétexte » pour déstabiliser les talibans.

### UNE GUERRE JUGÉE INÉLUCTABLE

« C'est une honte pour l'Amérique d'attaquer un pays musulman. Notre peuple était contre l'Union soviétique, il sera maintenant contre l'Amérique », a déclaré jeudi à Associated Press, Abdul Rasool, un religieux de la province de Zabul.

« Règlera-t-on le problème en livrant Oussama ? Non, parce que l'Amérique a répété à plusieurs reprises qu'Oussama n'était pas le seul problème de l'Afghanistan », a ajouté un autre religieux.

La veille, dans son message lu aux délégués, Mollah Omar avait proposé de nouveau aux Etats-Unis de dialoguer : « Oussama a nié sa responsabilité. C'est malheureux que l'Amérique ne nous écoute pas et diffuse toutes sortes d'accusations contre nous et menace d'une action militaire, avait-il souligné. Nous avons eu plusieurs fois des conversations avec les gouvernements américains et nous sommes prêts pour plus de dialogue ». Comme prévisible, l'offre des talibans a été sèchement rejetée : « Le président [Bush] a dit clairement qu'il était temps d'agir et non de négocier avec les talibans », a rétorqué Ari Fleischer, à la Maison Blanche.

Les talibans semblent accepter l'inéluctabilité de la guerre et affirment, avec fatalisme, qu'il restera bien quelques Afghans pour entretenir le flambeau de la résistance. Les citadins tentent de quitter les villes, pour rejoindre principalement des villages reculés ou même le Pakistan - selon le Haut commissariat aux réfugiés (HCR,

ONU), près de 15 000 personnes sont arrivées dans ce pays depuis une semaine. Dans la mesure où les Etats-Unis ne cachent pas leur volonté d'atteindre aussi les talibans, beaucoup de familles ont préféré quitter Kandahar, lieu de résidence de Mollah Omar, où se trouvent de nombreux bureaux et maisons d'hôtes des talibans, et où vivaient de nombreuses familles de combattants arabes.

Bien que terriblement affaibli par l'assassinat du plus prestigieux représentant de l'opposition afghane aux talibans, le commandant Massoud, l'Alliance du Nord espère jouer un rôle dans un éventuel assaut américain. Selon certaines sources, des militaires américains auraient pris contact avec le président déchu Burhanuddin Rabbani, dans la partie nord de l'Afghanistan sous contrôle de l'opposition. Celui-ci a demandé, mercredi, une réunion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU sur la question de la présence militaire pakistanaise en Afghanistan, ainsi que le faisait aussi régulièrement le commandant Massoud.

## David Butter, rédacteur en chef du « Middle East Economic Digest » « Il n'y a jamais eu de lien entre l'Irak et le mouvement de Ben Laden »

### LONDRES

de notre correspondant

David Butter, rédacteur en chef de la revue londonienne *Middle East Economic Digest* et spécialiste de l'Irak, répond aux questions du Monde.

« Les dirigeants irakiens ont, sans surprise, démenti toute implication dans les récents attentats terroristes anti-américains. Faut-il les croire ?

— Je le pense. Je ne crois pas qu'ils aient trempé dans ces attentats, encore moins qu'ils les aient guidés. L'Irak agit principalement en fonction de ses intérêts nationaux ou de sa conception du nationalisme arabe. Il ne pourrait soutenir des attentats terroristes contre les Etats-Unis que dans l'espoir d'obtenir quelque chose en échange. Or je vois mal Bagdad s'associer à une opération de ce type dont les buts sont mal définis.

— Certains analystes américains, comme Laurie Mylroie (analyste à l'American Enterprise Institute de Washington et auteur d'un ouvrage sur Saddam Hussein, *Study of Revenge: Saddam Hussein's Unfinished War Against America*), estiment que l'Irak a des liens avec le réseau Ben Laden, et même qu'il a trempé dans l'attentat de 1993 contre le World Trade Center.

— Je ne suis pas convaincu par cet-

te théorie. En matière de terrorisme, les preuves de telle ou telle complicité sont bien sûr toujours difficiles à établir. S'agissant de l'attentat de 1993, la « connexion irakienne » n'est pas prouvée. Le régime irakien est musulman, mais, on le sait, il n'est en rien islamiste. Il est même « laïc ». Il n'a jamais existé aucun lien entre la politique de l'Irak et l'idéologie des mouvements islamistes. Lorsque l'Irak a

« Le régime irakien est musulman, mais, on le sait, il n'est en rien islamiste »

tenté de se doter d'une force de destruction massive, c'était dans une optique nationaliste, afin de devenir une grande puissance militaire régionale. On est loin des objectifs prêtés aux islamistes.

— En outre, de tels mouvements - comme l'organisation de Ben Laden Al Qaïda - tiennent à protéger au maximum leur clandestinité, leur « machine » secrète. On les voit mal prendre le risque d'être « contaminés » par l'interférence

d'un quelconque Etat. Mais, bien sûr, on ne peut pas écarter l'idée que certains de ces groupes aient été contactés par les services de renseignement irakiens. Ces services sont efficaces. Il est très possible qu'ils aient cherché à en savoir plus sur ce que les islamistes préparaient, et même qu'ils aient caressé l'idée de les manipuler. Mais ce n'est, de ma part, qu'une spéculation. Nous en saurons peut-être plus assez vite.

— N'y a-t-il jamais eu aucun lien, dans le passé, entre l'Irak et le mouvement de Ben Laden ?

— Pas à ma connaissance, ni avec Ben Laden ni avec aucun autre mouvement islamiste. Il y a vingt ans, lorsque l'armée syrienne écrasa la rébellion des Frères musulmans, l'Irak aurait eu beau jeu de profiter de l'aubaine et d'aider ces derniers pour mettre en difficulté le régime rival et haï de Damas. Il ne l'a pas fait.

— Mais n'est-il pas dans l'intérêt national de l'Irak de tout faire pour affaiblir leur ennemi principal, les Etats-Unis ?

— Regardons ce que sont les priorités de l'Irak. Assurer sa survie, préparer peut-être à plus long terme la succession de Saddam Hussein. On ne peut pas écarter que l'Irak souhaite surtout redevenir un pays « normal », à même d'exploiter son grand potentiel économique. Peut-être suis-je naïf de penser qu'il n'a plus pour unique objectif de se doter à nouveau d'une énorme puissance de destruction, ou de provoquer un vaste conflit au Moyen-Orient. Mais je crois que les dirigeants de Bagdad ont surtout en tête des buts plus modestes : recouvrer leur intégrité

territoriale, gagner « la bataille des sanctions » dans laquelle ils se sont très bien débrouillés depuis deux ans. Je sais que Saddam Hussein a toujours tendance à se croiser plus fort qu'il ne l'est, mais je trouverais étrange qu'il ait pris le risque de mettre en péril ses objectifs primordiaux en trempant dans les attentats anti-américains.

— D'un côté, les dirigeants irakiens ont refusé de condamner les attentats, de l'autre ils ont exprimé, par la voix du vice-président Tarek Aziz, la sympathie de leur pays aux familles des victimes. S'agit-il du double langage habituel de Saddam Hussein, ou d'autre chose ?

— Ils ont en tout cas évité d'applaudir l'événement. C'est peut-être un signal.

— Craignent-ils une attaque américaine ?

— Ils envisagent certainement cette possibilité. Plusieurs dirigeants américains ont évoqué l'éventualité d'un renversement du régime irakien. Mais on ne voit pas bien comment. Le régime est solidement en place.

— Certains dirigeants américains sont-ils tentés de profiter de l'occasion pour essayer de finir le travail inachevé en 1991 en tentant de renverser Saddam Hussein ?

— Non, je ne pense pas. Personne ne songe sérieusement à Washington à remonter le cours du temps, quels que soient les regrets des uns ou des autres. »

Propos recueillis par  
Jean-Pierre Langellier

► www.lemonde.fr/irak

## Un premier accroc à la trêve israélo-palestinienne

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

La trêve intervenue, mardi 18 septembre, entre Israéliens et Palestiniens a connu sa première grave épreuve avec la mort d'une Israélienne, jeudi, près de Bethléem, selon la radio militaire israélienne. La victime circulait en voiture près de la colonie de Tekoa lorsqu'elle a été prise pour cible par des tirs palestiniens. Mercredi, le premier jour de la trêve décidée par l'Autorité palestinienne et par le gouvernement israélien à la suite de fortes pressions américaines avait pourtant été marqué par une baisse sensible des accrochages.

Quatre attaques et un affrontement armé ont toutefois fait six blessés, mercredi : quatre Palestiniens et deux colons juifs. Ces derniers ont été blessés, dont grièvement, par l'explosion d'une charge au passage de leur véhicule près de la colonie d'Oranit, en Cisjordanie. A Hébron, en Cisjordanie, des tirs palestiniens ont visé des positions israéliennes. La réplique de l'armée israélienne a blessé quatre Palestiniens.

### OPPOSITION DU HAMAS

Après le Jihad islamique, le Mouvement de la résistance islamique, le Hamas, a fait savoir son opposition au cessez-le feu annoncé la veille par le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, assurant que tant que « l'occupation » israélienne se poursuivra, la « résistance » continuera. Alors que les autorités israéliennes restaient silencieuses, au second jour de Nouvel An juif, les réticences des Palestiniens devant une décision perçue comme une soumission aux pressions américaines sont restées fortes.

Une partie des attaques palestiniennes enregistrées, mercredi, par l'armée israélienne a d'ailleurs été revendiquée par un groupe proche du Fatah, la formation du chef de l'Autorité palestinienne. De son côté, le responsable du Fatah, Marwan Barghouti, considéré par les Israéliens comme l'un des principaux animateurs de l'actuelle Intifada, a émis mercredi des doutes sur la pérennité de cette trêve, jugeant « improbable que le cessez-le feu tienne dans la mesure où il ne

repose sur aucun accord politique ».

La nouvelle victime, enregistrée jeudi matin, ne pourra que contrarier une éventuelle reprise du dialogue, notamment au niveau des responsables de la sécurité des deux camps, qui pourrait être envisagée si un calme relatif s'installait. Il ris-

Shimon Pérès  
salue les efforts  
de Yasser Arafat

Le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, a affirmé, jeudi 20 septembre à la radio militaire, que le président palestinien, Yasser Arafat, avait « empêché des attentats ces dernières heures ». « Nous avons apprécié son intervention dans cette prévention », a ajouté M. Pérès sans donner d'autres précisions sur ces attentats qui ont été déjoués. « Les Palestiniens déploient des efforts sérieux, mais Yasser Arafat a lui aussi ses propres problèmes avec le Hamas, le Jihad islamique, le Hezbollah, tout ne peut pas être réglé en appuyant sur un bouton », a-t-il déclaré.

Mercredi, le président des Etats-Unis, George Bush, a jugé « positives » les déclarations de Yasser Arafat sur le terrorisme et il a pressé le président de l'Autorité palestinienne de ne pas s'en tenir aux mots. « Je voudrais espérer que le président Arafat appuie ses fortes déclarations par des actes » a précisé le président américain. — (AFP, Reuters.)

que de repousser une nouvelle fois la perspective d'une rencontre entre Yasser Arafat, et le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, qui demeure jusqu'à aujourd'hui la seule piste sérieuse de reprise de contact à un haut niveau, alors que la seconde Intifada est sur le point d'entrer dans sa deuxième année.

Gilles Paris

► www.lemonde.fr/israel-palestiniens

VENTES DES DOMAINES  
Office Spécial de Publicité  
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex  
Tél : 01.49.04.01.82 - Fax : 01.49.04.01.80

**DOMAINES**  
Détail des ventes : abonnez-vous au B.O.A.D  
190F722 numéros d'ordre D.N.L.D./SC.P. 17, rue Scribe, 75436 Paris cedex 09

**Adjudication**  
Jeudi 11 octobre 2001 à 13h30 à Paris 9<sup>ème</sup>  
Salle des Ventes des Domaines - 17, rue Scribe

**Appartements - Chambres**  
sur Paris 4<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup>.

**Mises à prix : de 80 000 F (12 195,92 euros)**  
**à 532 000 F (81 102,88 euros).**

**Renseignements et consultation des cahiers des charges :**  
du lundi au vendredi de 9h45 à 11h30 et de 14h15 à 16h.  
Direction Nationale d'Interventions Domaniales.  
Ventes immobilières - Bureau 107 - 17, rue Scribe 75436 Paris cedex 09.  
Tél : 01 44 94 78 19 ou 01 44 94 78 22

Double Degree Master of Science or MBA INTERNATIONAL MASTERS IN PARIS

Une année pour se doter d'une expertise recherchée.

> **AUDITING AND MANAGEMENT CONTROL**  
Audit, contrôle de gestion et systèmes d'information : 1 an en alternance à Paris ou 6 mois en alternance à Paris et 6 mois dans une université américaine ou australienne.

> **PROJECT AND PROGRAMME MANAGEMENT**  
Management de projets et de programmes : 6 mois en alternance à Paris et 6 mois dans une université américaine ou australienne.

ESC Lille à Paris : 179, rue de Charonne F-75011 Paris  
tél. : +33 (0)1 44 64 03 64 fax : +33 (0)1 44 64 03 65  
e.mail : info@esc-lille.fr - www.esc-lille.fr - www.esc-lille.com

ESC LILLE



■ LAHORE (PAKISTAN). Le Coran dans une main, des fusils d'assaut (en plastique) dans l'autre, des activistes pakistanaises ont défilé, mercredi 19 septembre, dans les rues de Lahore, en chantant des slogans anti-américains. En soutien aux talibans, des dizaines de femmes ont traversé la ville en arborant une banderole : « Ecrasons l'Amérique ».

## Dix années de lutte antiterroriste, selon le « Times »

LE ROYAUME-UNI et les Etats-Unis ont planifié une lutte contre le terrorisme qui s'étale sur une dizaine d'années et qui a été baptisée « Opération Aigle noble ». Le quotidien britannique *The Times* annonce cette initiative dans ses éditions datées du jeudi 20 septembre et il précise que cette opération entre dans le cadre d'une nouvelle stratégie politique et militaire suite aux attentats du mardi 11 septembre.

Malgré un déploiement militaire américain dans le Golfe et dans l'océan Indien, ajoute le journal, il n'y aurait pas d'invasion massive aéroterrestre de l'Afghanistan, comparable à celle qui eut lieu en 1990-1991 dans le Golfe après l'invasion du Koweït par les Irakiens.

Selon le *Times*, les Américains et les Britanniques ont rejeté le scénario d'une vaste attaque concertée pour préparer, avec l'« Opération Aigle noble », l'élimination des réseaux ou des cellu-

les terroristes dans le monde.

Plutôt que d'aligner des chars et des troupes, la nouvelle approche devrait être plus subtile et variée, indique le quotidien en citant des sources, au ministère britannique de la défense, qui ont requis l'anonymat. « Cela ne sert à rien de tirer un tas de missiles sur Oussama Ben Laden s'ils manquent leurs cibles, ou de tirer des Tomahawk sur des camps d'entraînement s'ils sont vides » expliquent-ils.

Pour autant, les stratèges américains et britanniques considèrent que des frappes militaires doivent s'inscrire dans cette approche globale, dont on attribue la paternité, croit pouvoir estimer le *Times*, à Dick Cheney, le vice-président des Etats-Unis, et à Colin Powell, le secrétaire d'Etat. Il faut battre les terroristes à leur propre jeu, selon cette thèse, et spéculer davantage sur leurs propres faiblesses organisationnelles.

Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, s'est rallié au concept de l'« Opération Aigle noble », en affirmant récemment qu'il faut tabler sur « une période de six, huit, voire dix années » de lutte.

A Londres, un porte-parole du ministère britannique de la défense a indiqué que la position du Royaume uni reste inchangée : « Nous sommes toujours épaulé contre épaule avec l'Amérique et nous avons offert notre aide avec d'autres alliés. Cette assistance n'est pas encore bien définie. Aucun déploiement britannique ni aucune opération militaire n'est en cours ». Cette précision rejoint celle de sources proches de l'OTAN, à Bruxelles, selon lesquelles les Etats-Unis, qui ont informé, mercredi 19 septembre, leurs alliés de leur enquête sur les attentats, n'ont réclamé aucune assistance militaire de leur part. - (AFP, Reuters)

# Les armées américaines commencent à déployer des forces dans le Golfe

Le porte-avions « Theodore-Roosevelt » est parti mercredi pour la Méditerranée

WASHINGTON a ordonné à certaines de ses forces, essentiellement aériennes et navales, de se déployer dans le Golfe dans le cadre d'une campagne baptisée « Justice sans limites » selon la chaîne de télévision CNN. Le secrétaire adjoint américain à la défense, Paul Wolfowitz, a dit qu'« il y a des mouvements » et il a averti qu'« il y en aura d'autres ».

Un groupe aéronaval, autour du porte-avions *Theodore-Roosevelt*, a quitté, mercredi 19 septembre, sa base de Norfolk (Virginie) pour gagner, dans un premier temps, la Méditerranée. Il est escorté par une douzaine de bâtiments de surface, dont le porte-hélicoptères d'assaut *Bataan*, et deux sous-marins d'attaque. Prochainement, le groupe sera rejoint par trois autres navires de surface. Avec ses cent cinquante avions de combat et hélicoptères embarqués, cet armada dispose d'une gamme de moyens très variée, qui va du missile de croisière Tomahawk jusqu'à pouvoir mener des opérations amphibies ou des actions commandos avec des marines à bord. En effet, 2 000 marines figurent parmi les 15 000 hommes embarqués au total.

### ARMADA BRITANNIQUE

Le *Theodore-Roosevelt* ne restera probablement pas en Méditerranée. Il devrait ensuite faire route vers le Golfe s'il bénéficie, entre-temps, de points d'appui que les Etats-Unis recherchent dans la zone, notamment à Djibouti, à Oman ou au Yémen. Dans la région, le Royaume-Uni commence à déployer, lui aussi, une armada autour du porte-aéronefs *Illustrious*, soit quelque 24 000 hommes, le dixième du total des forces britanniques, pour une très importante manœuvre conjointe avec Oman.

Deux autres groupes aéronavals américains, autour des porte-avions *Enterprise* et *Carl-Vinson*, ont quitté notamment les eaux du Japon, et on s'attend à ce qu'ils croisent bientôt dans l'océan Indien. Au sein de cette flotte, ont pris place des frégates lance-missiles Tomahawk, telles que le *Vincennes*, le *Cowpens* ou le *Curtis-Wilbur*.

Selon des télévisions américai-

envisagés, formant un vaste éventail de situations, depuis l'appel à des forces spéciales jusqu'à des tirs de missiles de croisière contre des objectifs en Afghanistan. L'idée d'une décision à court terme, sous la forme d'une invasion massive du pays, semble, pour l'instant, avoir été écartée.

« Les Etats-Unis sont en train de repositionner certaines de leurs for-

### Quelque 260 réservistes rappelés en France

Le ministère français de la défense a annoncé, mercredi 19 septembre, la convocation d'un certain nombre de réservistes appelés à servir dans la gendarmerie et dans l'armée de terre. Officiellement, il s'agit de participer au renforcement du plan Vigipirate de lutte contre le terrorisme : 217 réservistes (dont 15 officiers) de la gendarmerie et 44 réservistes de l'armée de terre (dont 13 officiers) ont été mobilisés. Le plan Vigipirate est destiné à protéger des sites « sensibles » et à accroître la surveillance générale du territoire.

Par ailleurs, par précaution, le ministère de la défense a lancé des procédures administratives de recensement des réservistes « dans le cadre de la mise en place d'une organisation de la réserve opérationnelle » qui devrait être disponible au profit de la protection du territoire national et non pas, a-t-il précisé, pour participer à d'éventuelles actions extérieures.

nes, d'autres avions, tels que des F-15, des F-6 ou même des bombardiers B-52, porteurs de Tomahawk, et B1, vont être mobilisés avec des appareils de ravitaillement et de reconnaissance. Le *Washington Post* croit savoir que, dans le cadre d'un plan global des opérations, les Américains pourraient demander au Pakistan d'utiliser certaines de leurs installations pour y entretenir des états-majors, aux effectifs volontairement réduits au minimum, et y entreposer des avions ou des hélicoptères. Le quotidien américain évoque une piste proche de Peshawar qui fut construite par les Etats-Unis et d'où, en 1960, s'est envolé l'avion-espion U2 qui fut abattu par la défense soviétique.

Divers scénarios militaires sont

ces à travers le monde, a dit Bryan Whitman, l'un des porte-parole du Pentagone, pour soutenir l'appel du président Bush à une campagne contre le terrorisme, ainsi que pour favoriser l'identification, la localisation des terroristes et de leur complices, et leur faire rendre justice ».

« Le président, a commenté Condoleezza Rice, la conseillère pour la sécurité nationale, a clairement indiqué qu'il entend être patient, examiner des options, et qu'il recherchera avant tout l'efficacité. » M. Wolfowitz a répété que « la guerre contre le terrorisme » est « une stratégie globale », qui met en jeu des moyens diplomatiques, politiques et financiers. Mais « si nous devons agir militairement, nous agirons militairement dans le cadre de cette stratégie », a-t-il dit. - (AFP.)



# RENAULT

# Le MOIS

ROULEZ SURCLASSÉ

Pendant ce week-end de 5 jours, c'est encore plus LE MOIS chez Renault. Venez découvrir l'ensemble des offres de surclassement sur Clio, Twingo, Mégane et Scénic ainsi que 8 séries limitées super équipées. Et ce n'est pas tout...

Crédit 4,90%\* de 12 à 36 mois

Grand Jeu de la Clé  
7 Twingo Perrier  
70 scooters Renault Sport  
et 200 000 blousons  
à gagner\*.

Cliquez, choisissez, rêvez sur [www.renault.fr](http://www.renault.fr)

# PORTES OUVERTES du 20 au 24 septembre.

Ouverture exceptionnelle dimanche 23 selon autorisation

# LE WEEK-END DURE 5 JOURS

DANS LE RESEAU RENAULT

Concessionnaires et agents participants

\*Twingo Perrier 1.2 - prix tarifé\*\* 2149 au 01/09/01 - 10 280 € (62 907,61 F TTC) Scooter Renault Sport - valeur commerciale 1 370 € (10 298,52 F TTC) - Blouson - valeur commerciale unitaire - 19,81 € (130 F TTC) \*\*Taux nominal. Avec un apport compris minimum de 10% sur toute la gamme Renault 79 ans et ce montant financé supérieur ou égal à 2250 € (14 739,03 F). Exemple pour un montant financé de 5000 € (32 797,15 F) sur 36 mensualités de 131,30 € (991,13 F). Coût du crédit - 429,60 € (2 881,59 F) dont frais de dossier - 50 € (327,98 F). T.E.O. annuel - 5,342%. T.T.C. mensuel 0,464%. Sous réserve d'acceptation par le DIAC S.A. Siren 8 703 003 221 RCS Bobigny. Offre réservée aux particuliers et valable du 1<sup>er</sup> au 29 septembre 2001.

# La planète se met en ordre de bataille pour combattre le terrorisme

Une intense activité diplomatique est engagée par les Etats-Unis en direction non seulement de leurs alliés traditionnels, mais aussi envers les pays musulmans et plusieurs Etats qui passaient jusqu'ici pour « non fréquentables » par Washington

**C'EST** comme si la planète entière, ou presque, était en train de se mettre en ordre de bataille antiterroriste. Alors que les Etats-Unis maintiennent toujours le silence sur ce que pourrait être l'élément militaire de leur riposte à l'agression qu'ils ont subie la semaine dernière, une activité diplomatique à peu près sans précédent s'est engagée ces derniers jours dans le but de constituer la plus vaste « coalition » possible pour la « campagne mondiale contre le terrorisme » que le président Bush a appelée de ses vœux.

Washington est le principal centre de gravité de cette fébrile activité. Jacques Chirac avait ouvert le bal mardi soir, en étant le premier chef d'Etat étranger reçu par George Bush à la Maison Blanche. Lui ont succédé mercredi dans la capitale fédérale américaine le ministre allemand des affaires étrangères Joscha Fischer, ses homologues russe

Igor Ivanov et saoudien Saoud al-Fayçal, ainsi que la présidente indonésienne Megawati Sukarnoputri. Jeudi, le défilé à Washington devait se poursuivre avec la visite du premier ministre britannique Tony Blair et du chef de la diplomatie chinoise Tang Jiaxuan. Le ministre belge des affaires étrangères Louis Michel, dont le pays préside actuellement l'Union européenne, ainsi que le haut représentant de l'UE pour la politique étrangère, Javier Solana, étaient également attendus.

Manifestement conscients du danger qu'il y aurait à prendre la tête de ce qui apparaîtrait comme une nouvelle croisade de l'Occident, les Etats-Unis essaient de ratisser le plus large possible, d'engranger les soutiens les plus divers, voire les plus inattendus. M<sup>me</sup> Megawati, présidente du plus grand pays musulman du monde, s'est félicitée mer-

credi de cette démarche américaine qui va au-delà, a-t-elle dit, des lignes de clivage « religieuses et culturelles ». Elle va même au-delà de frontières encore plus radicales : sans aller jusqu'à leur ouvrir la Maison Blanche ou le département d'Etat, les Américains ont pris contact avec des pays qu'ils considé-

raient jusqu'ici comme infréquentables parce que figurant sur leur liste des « sponsors » du terrorisme. Colin Powell s'est entretenu avec le ministre des affaires étrangères du Soudan, dont il aurait obtenu l'assurance de coopérer. Il a eu des échanges, dès la semaine dernière, avec des responsables syriens. Le régime

cubain a été approché, via la mission diplomatique cubaine à Washington, selon le porte-parole du département d'Etat qui soulignait il y a quelques jours l'intérêt politique d'une démarche qui ne soit pas limitée aux alliés occidentaux des Etats-Unis et à quelques autres pays proches. Sur quels types de mesures cette mobilisation pourrait-elle déboucher ? Régionalement, des initiatives se dessinent, dans les domaines du renforcement des mesures de sécurité et de la coopération judiciaire et policière ; c'est le cas au sein de l'Union européenne et cela s'amorce aussi, à la demande de Washington, au sein de l'Organisation des Etats américains.

Plus largement, les Etats-Unis cherchent une coopération en matière d'information et de renseignements qui ne fonctionne bien aujourd'hui qu'entre les services occidentaux. La lutte contre le finan-

cement du terrorisme qui réclame aussi une large coopération internationale est parmi les terrains prioritaires de l'offensive multiforme annoncée par les Américains.

A ce stade - les projets militaires américains n'étant pas connus et l'ennemi n'étant désigné que par son mode opératoire : « le terrorisme » - l'accueil est très largement positif. Mais ce soutien ne va pas sans arrière-pensées et l'on sent bien déjà que dans cette campagne au long cours annoncée, chacun voit midi à sa porte. C'est le cas notamment de l'Algérie, de la Turquie ou de la Russie, dont certains dirigeants sont prêts à faire leur la terminologie de George Bush du « bien contre le mal », parce qu'elle les absout des dérives de la répression que les uns et les autres mènent contre « leur » terrorisme.

Claire Tréan

## Le président Bush s'adresse au Congrès

Le président américain George W. Bush devait s'adresser au Congrès, jeudi 20 septembre, lors d'une session spéciale consacrée aux attentats. « J'attends de pouvoir expliquer au peuple américain qui a fait cela, qui ferait une telle chose à ce grand pays et pourquoi », a déclaré le président mercredi, à l'issue d'une réunion avec les dirigeants républicains et démocrates du Congrès.

M. Bush a par ailleurs souligné qu'il n'avait aucun désir de conduire « une guerre de religion » contre l'islam. « L'islam prêche la paix, la foi musulmane est pacifique », a-t-il affirmé. Saluant l'esprit de coopération du Pakistan, le président américain a encore insisté sur les prises de position « audacieuses » du président pakistanais Pervez Musharraf dans la lutte contre le terrorisme. - (AFP)

## L'Indonésie, premier pays musulman au monde, reçoit un soutien militaire et financier de Washington

BANGKOK  
de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

Le week-end dernier, au lieu de mener une opération d'aide humanitaire au Timor-Oriental, une force navale américaine - trois mille fusiliers-marins et marins - ont utilisé ce territoire, sous gestion de l'ONU et naguère sous tutelle indonésienne, pour s'entraîner au débarquement avant de mettre le cap sur Singapour. Après la mise en alerte des forces américaines en Asie-Pacifique, cette démonstration contribue à rappeler à certains gouvernements de l'Asie du Sud-Est que, eux aussi, doivent accorder verbe et pratique, sans se contenter de condamner les attaques du 11 septembre.

Le premier test a été la rencontre, à la Maison Blanche mercredi 19 septembre, entre George Bush et Megawati Sukarnoputri. La nouvelle présidente d'Indonésie a réitéré sa condamnation des attaques « barbares et aveugles » contre New York et Washington. Elle a proclamé sa volonté de participer à la lutte contre un terrorisme qui « menace de façon croissante la démocratie et la sécurité de l'Indonésie », a ajouté la présidente du premier pays musulman de la planète.

Près de deux musulmans sur cinq sont indonésiens. Même si un islam tolérant demeure largement majoritaire dans le vaste archipel, la fille de feu Sukarno fait face à de petits

groupes qui, mercredi encore, ont appelé à la guerre sainte contre les Etats-Unis. Ces derniers demandent à Djakarta de mettre au pas des moujahidines qui recrutent ouvertement pour poursuivre, par exemple aux Moluques, un djihad contre des chrétiens au prix de milliers de victimes. Les Américains militent aussi pour que l'armée indonésienne mette fin à de nombreux abus.

L'élite indonésienne n'en est pas moins partagée à l'égard des représailles que prépare Washington. Le vice-président Hamzah Haz a « espéré » que la « tragédie pourra purifier les Etats-Unis de leurs péchés », provoquant une sèche réaction américaine. Le super-ministre de la sécurité, le général Susilo Bambang Yudhoyono, qui accompagne Megawati aux Etats-Unis, a jugé que le gouvernement « devrait suivre les aspirations du peuple » au moment où de nombreux politiciens et chefs religieux soulignent les « injustices » de la politique américaine au Proche-Orient.

### PRESSIONS AMÉRICAINES

A la tête d'une armée et d'une administration désorganisées, Megawati se trouve sur le fil du rasoir. Le sachant, Washington a annoncé que la vente d'équipements militaires, à l'exception d'armes et de munitions, allait reprendre après deux années de suspension et que de nouvelles lignes de crédits civils seraient ouvertes.

L'ambivalence face aux fortes pressions américaines en faveur d'un choix entre le bien et le mal est le produit de faiblesses sensibles ailleurs dans la région. Le premier ministre thaïlandais, Thaksin Shinawatra, a d'abord évoqué une « neutralité » face à l'effort de guerre américain avant de s'engager plus franchement à le soutenir parce qu'il s'inquiète à la fois des réactions d'une minorité musulmane, de la tiédeur de l'opinion et peut-être de la capacité relative de ses services à faire face à une vague de terrorisme.

Les Philippines ont des difficultés du même ordre : Manille a déjà servi de base à des compagnons d'Oussama Ben Laden, une cohabitation avec la forte minorité musulmane du sud de l'archipel est loin de se dessiner et le cardinal Jaime Sin, plus haut dignitaire d'une Eglise catholique rassemblant 85 % de la population, a mis en garde contre « une réponse à la terreur par la terreur ».

Le plus engagé, dans cette affaire, est encore le premier ministre malaisien. Mais la proposition d'une « coalition antiterroriste » régionale du Dr Mahathir Mohamad a également pour objet de neutraliser, à demeure, une opposition islamiste renforcée par l'emprisonnement en 1998 du populaire Anwar Ibrahim.

Jean-Claude Pomonti

## Les députés allemands votent à l'unisson la mise à disposition des moyens militaires appropriés

BERLIN  
de notre correspondant

Hormsis les néo-communistes du PDS, tous les partis représentés au Bundestag ont fait bloc derrière le chancelier Schröder qui, mercredi 19 septembre, a exposé les mesures que comptait prendre son gouvernement pour lutter contre le terrorisme. Devant l'assemblée, le chef du gouvernement allemand a parlé

près de trente minutes, d'une voie sereine mais déterminée, visiblement désireux d'opposer son sang-froid à l'inquiétude de ses concitoyens. Selon un sondage publié jeudi 20 septembre dans l'hebdomadaire *Die Woche*, 57 % des Allemands redoutent une troisième guerre mondiale.

Le discours du chef du gouvernement n'a pas réellement étonné. De façon calme et évidente, maniant sans finasser quelques grandes idées simples, M. Schröder a redit la dette que l'Allemagne devait « à nos amis américains » qui ont « contribué de façon décisive à la victoire sur le national-socialisme », qui ont « permis que nous prenions un nouveau départ dans la liberté et la démocratie après la seconde guerre mondiale », qui ont « garanti et protégé la liberté de Berlin-Ouest » et qui « nous ont aidés à rebâtir notre unité au sein d'une Europe démocratique et pacifique ». Mais, aussitôt ajouté le chancelier, cette dette n'oblige pas l'Allemagne à faire

n'importe quoi, ni à le faire dans la précipitation. S'il faut s'investir militairement, a-t-il dit, nous le ferons, mais dans le cadre de notre Constitution et après avis du Parlement.

La messe était dite, laissant peu de place à l'exégèse. Les présidents des divers groupes parlementaires qui ont ensuite pris la parole n'ont eu d'autre issue que de paraphraser la parole du chancelier, pour redire, tels les Verts, que toute cette affaire ne devait pas conduire à faire

son plaisir. Oubliées les éclaboussures que promettait le procès fait au ministre de la défense, Rudolf Scharping, accusé d'en prendre à son aise avec les avions de l'Etat ; étouffés les remous que suscitait la réforme de la loi sur l'immigration, dont la discussion a été renvoyée à une date indéterminée. Le pays est quasi en guerre et la classe politique fait bloc derrière le chancelier !

Réuni dans l'après-midi, le gouvernement a rendu public le détail de ses propositions antiterroristes pour lesquelles 1,5 milliard d'euros a été dégagé de toute urgence. Cet argent ira en priorité à l'armée « pour améliorer ses capacités de réaction », dont les experts estiment qu'elles ne sont pas à la hauteur de ce que pourrait exiger une intervention militaire. Il ira aussi à la police des frontières, qui devra intensifier ses contrôles aux aéroports, et aux services secrets « pour accroître ses moyens de recherche du renseignement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ». La présence à Hambourg, durant de longues années, de plusieurs des terroristes qui ont organisé les attaques contre New York et Washington a en effet mis le doigt sur les insuffisances de services.

## Majorité ressoudée, opposition réduite à un rôle d'apparat : la classe politique fait bloc derrière le chancelier

l'amalgame entre islam et terrorisme, ou pour se féliciter, comme les chrétiens-démocrates, de voir retenues les mesures qu'ils avaient suggérées.

Quelques instants plus tard, par 565 voix sur 611, les députés votaient une motion assurant que le Parlement soutenait résolument les efforts des Etats-Unis, de l'OTAN et du gouvernement, y compris par « la mise à disposition des moyens militaires appropriés ». On mesure le chemin parcouru en se souvenant que la discussion préluant à l'envoi en Macédoine du contingent allemand avait duré de longues semaines. Avec une majorité ressoudée et une opposition pour le moment réduite à un rôle d'apparat, M. Schröder, que le *Spiegel*, tout récemment encore, voyait en bien mauvais état, ne boudait pas

De nouveaux moyens sont également prévus pour cerner et enrayer les flux financiers qui permettent aux groupes terroristes de vivre et d'agir. Le « privilège religieux » qui dispense les associations religieuses du paiement de l'impôt, et donc d'un contrôle sur l'origine de l'argent collecté, sera ainsi supprimé, tandis que les banques devront communiquer aux autorités les données qu'elles possèdent sur les comptes douteux.

Georges Marion

## Le Parlement européen ne veut pas d'une « croisade » contre l'islam

BRUXELLES  
de notre bureau européen

Le combat contre le terrorisme ne doit pas devenir une « croisade » contre l'islam : tel est le message que la plupart des présidents des groupes politiques du Parlement européen, réunis de façon exceptionnelle mercredi 19 septembre à Bruxelles, ont adressé à Javier Solana, haut-représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune, avant qu'il ne s'envole pour Washington, afin d'y rencontrer le chef du département d'Etat, Colin Powell.

Diplomatie oblige, la plupart de ces leaders ont évité de citer le président américain, George Bush, dont ils ont toutefois condamné l'appel à une « croisade » contre le terrorisme. Le président des libéraux, Pat Cox, candidat à la présidence du Parlement européen, a demandé que « l'on n'utilise pas le terme de croisade, déplaisant ». M. Solana lui a donné raison : « La terminologie utilisée par les uns ou les autres n'est pas toujours la meilleure. » La preuve en est, a-t-il assuré, qu'il serait difficile de « demander à M. Moubarak [président égyptien] de par-

ticiper à une croisade », mot qui évoque les expéditions des chrétiens contre les musulmans. Il a affirmé, sous les applaudissements, que « certains mots peuvent blesser, gêner, vexer ».

Heidi Hautala, coprésidente des Verts, a affirmé que « le monde a besoin de justice, pas de guerre », et demandé la ratification de la Cour pénale internationale, qui sanctionnerait les auteurs des attentats contre l'Amérique. Marie-Anne Isler-Beguin, députée de son groupe, a affirmé que « nous ne sommes pas en guerre contre les femmes afghanes que nous avons reçues, volées, au Parlement européen, et promis d'aider ».

### « ALLIÉS, ET NON ALIGNÉS »

Francis Wurtz, le président de la GUE (communiste), a déploré que le président Bush « multiplie les déclarations qui s'inscrivent dans une dangereuse logique de guerre » et repris, sans toutefois citer son auteur, une formule de Daniel Cohn-Bendit, proposant que les Européens soient, par rapport aux Américains, « alliés, et non alignés ».

Come il l'avait fait au lendemain des atten-

tats, Hans-Gert Pöttering, président du Parti populaire européen (droite, majoritaire), a mis en garde contre un amalgame entre terrorisme et islam. Pour « envoyer un signal au monde arabe », il a demandé que la présidente, Nicole Fontaine, « convoque un forum parlementaire euro-Méditerranée », proposition que M. Solana a approuvée, en expliquant qu'« il faut relancer le processus de Barcelone », processus de coopération politique économique et culturelle, lancé en 1995 par l'Union européenne, en partenariat avec douze pays du Sud de la Méditerranée.

L'après-midi, lors de l'ouverture de la session plénière du Parlement européen, M<sup>me</sup> Fontaine a fait observer une minute de silence en mémoire du commandant Massoud, assassiné « par les terroristes qu'il combattait ». M<sup>me</sup> Fontaine, qui l'avait invité à Strasbourg au mois d'avril, a « regretté que les chancelleries occidentales n'aient pas entendu son message », car « il lutait contre ceux qui ont dévoyé l'islam, au risque de dresser deux civilisations l'une contre l'autre ».

Rafaële Rivais

**ÉT V DES** SEPTEMBRE 2001

**La France incarcérée**  
Anne-Marie MARCHETTI

**Le discours de Francfort** Assia DJEBAR

65 F - 144 pages - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48  
http://pro.wanadoo.fr/assas-editions/

**PUBLICATIONS JUDICIAIRES**  
**Office Spécial de Publicité**  
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex  
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

Déclaration d'Absence

Par requête en date du 22 Mai 2001 déposée par Madame Eliane PICHARD et Mademoiselle Florence PICHARD, il est demandé au Tribunal de Grande Instance de CAHORS de déclarer l'absence de Monsieur Serge PICHARD, né à SAINT-GILLES (Saône-et-Loire) le 13 Mai 1935, dont le dernier domicile connu est 13, Rue Clémenceau à CASTELNAU-MONTRATIER (Lot) qui n'est pas reparu au domicile conjugal ni donné de ses nouvelles depuis le 16 Septembre 1986.

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
**Office Spécial de Publicité**  
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex  
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

**75**

Vente Pal. Just. Paris, Lundi 8 Octobre 2001 à 14h

En 9 lots avec faculté de Réunion

**Paris 7<sup>ème</sup> - 24, Rue du Champ de Mars**  
\* 1<sup>er</sup> lot : Mise à Prix : 330.000 F

**Boutique de 29,10 m<sup>2</sup> au rez-de-chausée - Cave**  
\* 2<sup>ème</sup> lot : Mise à Prix : 520.000 F

**Appartement de 56,10 m<sup>2</sup>, au 1<sup>er</sup> étage, escalier A :**  
entrée, salle à manger, 2 chambres, cuisine, wc et débarras - Cave  
\* 3<sup>ème</sup> lot : Mise à Prix : 546.000 F

**Appartement de 55,20 m<sup>2</sup>, au 3<sup>ème</sup> étage, escalier A :**  
entrée, salle à manger, 2 chambres, cuisine, wc et débarras - Cave  
\* 4<sup>ème</sup> lot : Mise à Prix : 337.000 F

**Appartement de 37,50 m<sup>2</sup>, au rez-de-chaussée, escalier B :**  
entrée, salle à manger, chambre, cuisine, wc, salle de bains - Cave  
\* 5<sup>ème</sup> lot : Mise à Prix : 370.000 F

**Appartement de 38,50 m<sup>2</sup>, au 2<sup>ème</sup> étage, escalier B :**  
entrée, salle à manger, chambre, cuisine, lingerie, wc - Cave  
\* 6<sup>ème</sup> lot : Mise à Prix : 424.000 F

**Appartement de 52 m<sup>2</sup>, au 5<sup>ème</sup> étage, escalier B :** entrée, salon, salle à manger, chambre, cuisine, salle de bains, wc - Cave  
\* 7<sup>ème</sup> lot : Mise à Prix : 960.000 F

**Appartement de 82,40 m<sup>2</sup>, 5<sup>ème</sup> étage**  
desservi par le grand escalier avec ascenseur : entrée, salon, salle à manger, 2 chambres, cuisine, 2 cabinets de toilette, wc, balcon devant toute la façade - Cave  
\* 8<sup>ème</sup> lot : Mise à Prix : 133.000 F

**Appartement de 24,70 m<sup>2</sup> au 6<sup>ème</sup> étage, escalier C - Cave**  
\* 9<sup>ème</sup> lot : Mise à prix 40.000 F - Chambre au 6<sup>ème</sup> étage de l'escalier C

S'adresser à Maître Jean Claude FREAUD, Avocat à Paris (75008)  
69, Rue d'Amsterdam - Tél : 01.49.95.03.37 - Internet : www.licitor.com  
www.freaud-adj.com - Visite le Mercredi 3 Octobre 2001 de 10h à 13h



PATRICK KOVARIK/REUTERS

■ **NEW YORK.** Accompagné par le maire de New York, Rudolph Giuliani, Jacques Chirac découvre, à bord d'un hélicoptère, les ruines du World Trade Center. Pendant son escale new-yorkaise, le président de la République a aussi rencontré le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan.

## « Quand on voit cela, on a envie de pleurer »

**NEW YORK**

de notre envoyée spéciale

Le président français voulait mesurer l'ampleur de la tragédie et Rudolf Giuliani lui a montré les bâtiments en ruine. Il voulait exprimer son émotion, et ont témoigné devant lui les centaines de volontaires new-yorkais, les pompiers, les médecins, les policiers qui organisent l'aide et cherchent encore, avec un infime espoir, des survivants. Car, lui a dit le maire de New York, « c'est une chose de parler du désastre, mais le voir est une expérience très différente »...

M. Giuliani avait donc préparé, mercredi 19 septembre, à l'intention de Jacques Chirac, une véritable démonstration destinée à lui faire toucher concrètement l'énormité du drame. Comme s'il voulait convaincre la France d'exprimer, sans restriction aucune, sa solidarité. Et M. Chirac a vu. D'abord, cet immense PC opérationnel de la mairie de New York qui centralise l'aide d'urgence depuis les attentats du 11 septembre. Puis les milliers de dons qui affluent de toutes parts, les panneaux où sont accrochées les photos des disparus, et enfin ceux que le maire de New York appelle « les vrais héros de cette ville », les pompiers et les policiers. M. Giuliani, que les New-Yorkais n'appellent plus désormais que « Rudy the rock » a redit comment il avait appris le drame, à deux blocks de là. « Après le deuxième atten-

nat, on nous a fait descendre dans les sous-sols, a-t-il raconté. Et quand je suis ressorti, les deux tours s'étaient effondrées. » Le chef des pompiers a évoqué les 330 soldats du feu disparus, leur extrême jeunesse aussi, car « c'est un quartier, vous comprenez, où l'on envoyait beaucoup de jeunes pompiers débutants pour les former ». M. Chirac, ému, n'a pu d'abord que lancer : « I'm very, very moved today », avant d'exprimer au nom des Français son « admiration pour tout ce qui a été fait, avec tant d'efficacité, d'intelligence et de cœur pour surmonter ce drame », avant de regretter : « Je ne parle malheureusement pas suffisamment l'anglais pour dire tout ce que je ressens. »

Le maire de New York a pourtant pris l'initiative d'aller plus loin. Après avoir offert au président français deux casquettes, l'une des pompiers, l'autre des policiers, il a pris le parti de modifier tous les programmes officiels pour emmener M. Chirac survoler les décombres. Côte à côte dans un hélicoptère, M. Giuliani a donc montré au chef de l'Etat le sud défiguré de Manhattan. Et ce gros amas de débris, juste à l'emplacement des anciennes tours jumelles, dont M. Chirac a dit, quelques instants plus tard : « Quand on voit cela, on a envie de pleurer. »

Raphaëlle Bacqué

# M. Chirac ne montre pas d'inquiétude quant aux intentions américaines

Après sa rencontre avec George Bush, le président français s'est rendu à l'ONU

**NEW YORK (Nations unies)**

de notre correspondante

Il faut croire que Jacques Chirac a été plutôt rassuré par sa rencontre avec le président américain. De passage au siège de l'ONU à New York, mercredi 19 septembre, au lendemain de cette visite à la Maison Blanche, la délégation française n'a laissé paraître aucune inquiétude à propos d'éventuelles actions militaires américaines. Le chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, a tenu à souligner qu'il avait trouvé « très responsable » l'attitude du gouvernement américain à la suite des attentats terroristes du 11 septembre.

À l'ONU comme partout dans la ville de New York, le président Jacques Chirac a été reçu avec enthousiasme. Cette visite avait été programmée avant les événements tragiques du 11 septembre, mais le fait qu'elle ait été maintenue a été ressenti par tous comme un signe de « la volonté de la France de prendre la tête, avec les Etats-Unis, d'un combat global contre le terrorisme ». Participant, avec le secrétaire général, Kofi Annan, à une conférence de presse, le président français a en effet beaucoup insisté sur la nature « universelle » d'un tel combat.

**UN CADRE INTERNATIONAL**

En réponse à une question précise sur la participation de la France à des représailles militaires américaines, Jacques Chirac, tout en affirmant que la France « ne restera pas à l'écart d'un combat contre un fléau qui défie toutes les démocraties », a souligné que les autorités françaises se réservent le droit de « déterminer les modalités et la nature de la contribution ». A en croire son entourage, la question d'une « riposte militaire collective » ne semble pas être à l'ordre du jour.

La question de la riposte américaine a été au centre des discussions lors du déjeuner que le prési-

dent français, arrivant de Washington, a partagé avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. « En gros, les gens voulaient savoir si la riposte militaire prendrait la forme de celle de la guerre du Golfe ou du Kosovo, explique une source française, c'est-à-dire avec ou sans une nouvelle autorisation du Conseil de sécurité. » Pour l'heure, dit-on, il est évident que si Washington décide de frapper, l'opinion publique américaine « n'est pas d'humeur à consulter l'ONU ». Mais ajoute-t-on, « la question ne se pose pas, car on ne connaît pas l'ennemi ».

musulman et arabe et de « réfléchir sérieusement sur les causes profondes » des actions terroristes, « à savoir, a expliqué M. Annan, les conflits, comme celui au Moyen-Orient, la pauvreté, l'ignorance et le racisme, car il est très facile pour les organisations terroristes de recruter des personnes qui sont en plein désespoir et désarroi ». M. Annan s'est félicité de voir que les responsables américains « en sont pleinement conscients ; un fait nouveau, qui se traduit par une nouvelle volonté d'aller de l'avant sur le dossier du Proche-Orient ».

## Ted Turner remet 31 millions de dollars à l'ONU

Le jour de sa prise de fonctions aux Nations unies, le nouvel ambassadeur américain, John Negroponte, a reçu un chèque de 31 millions de dollars du fondateur de CNN, Ted Turner, qui le lui a remis en présence du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. L'annonce de ce don avait permis, à la fin de l'an dernier, qu'un accord soit conclu entre les 189 Etats membres sur une baisse de la contribution américaine au budget de l'Organisation.

« Sans cette contribution, l'accord n'aurait sans doute pas été possible », a dit Kofi Annan en exprimant sa gratitude. Ted Turner avait retenu l'argent en attendant que le Congrès américain débloque une somme de 582 millions de dollars, représentant une partie des arriérés dus par les Etats-Unis à l'ONU. — (Corresp.)

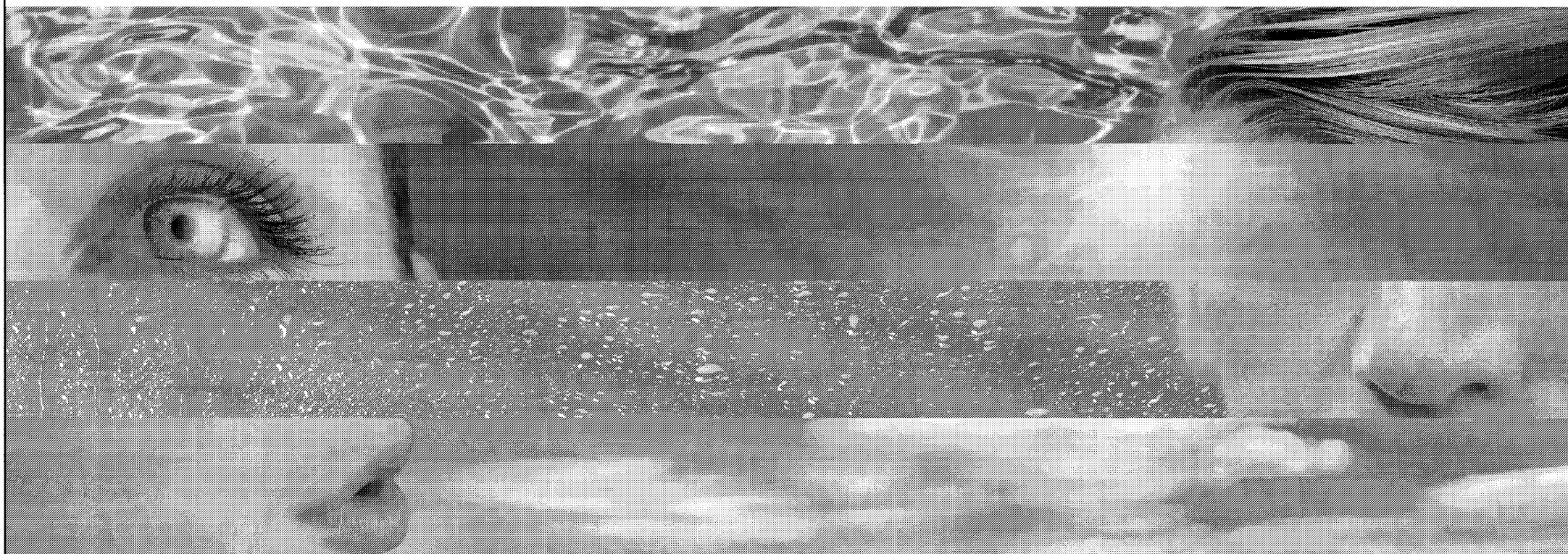
En public, le président français n'a pas écarté cette possibilité : « L'action à mener va très au-delà d'une riposte militaire, même si celle-ci est nécessaire », a dit M. Chirac, en insistant sur la nécessité « de la mise en œuvre d'une véritable action coordonnée sur le long terme pour éradiquer le terrorisme ». Selon le président, la lutte contre le terrorisme ne pourra être efficace que dans un cadre international. « De ce point de vue, il faut bien reconnaître que l'ONU est la meilleure instance capable de rassembler les énergies », a-t-il ajouté.

Pour sa part, Kofi Annan a insisté sur la nécessité d'éviter l'amalgame entre les terroristes et le monde

Mercredi aussi, le nouvel ambassadeur américain à l'ONU, John Negroponte, a présenté ses lettres de créance au secrétaire général et s'est aussitôt engagé à travailler à la formation d'une coalition internationale contre le terrorisme. La nomination de M. Negroponte par le président George Bush, en mars dernier, avait été bloquée au Sénat américain par une polémique remontant à l'époque du soutien américain à la guérilla opposée au pouvoir sandiniste au Nicaragua. M. Negroponte a été, à cette époque, ambassadeur au Honduras.

Afsané Bassir Pour

# Energie du Rhône : votre nouveau partenaire en énergie



Aujourd'hui, la France compte un nouvel acteur dans le domaine de l'énergie : Energie du Rhône, née de l'accord entre la Compagnie Nationale du Rhône (CNR), deuxième producteur français d'électricité, et Electrabel, acteur majeur de l'énergie en Europe et n°1 au Benelux. Energie du Rhône met à votre disposition toutes ses compétences en matière d'électricité et de services associés ainsi qu'un parc de production d'électricité diversifié et moderne, garanties d'un approvisionnement fiable et de qualité. Ceci grâce aux capacités de production de la CNR (3 000 MW) et d'Electrabel (plus de 25 000 MW) en Europe.

Découvrez un véritable partenaire en énergie. Nos ingénieurs d'affaires, par leur connaissance approfondie du marché français et de nombreux secteurs d'activités tels que la chimie, la fonderie, l'agroalimentaire, le papier... vous apporteront des solutions énergétiques innovantes, performantes et parfaitement adaptées à vos attentes. Et qui vous permettront d'économiser de l'énergie.

Appelez-nous dès aujourd'hui au **N° Vert 0 800 505 452**

La Compagnie Nationale du Rhône et Electrabel créent

## Energie du Rhône

Le César, 20 place Louis Pradel F-69001 LYON  
Tél. 04 72 98 23 80 - Fax 04 72 98 23 81

1, allée Cassard F-44000 NANTES  
Tél. 02 40 35 97 35 - Fax 02 40 35 97 36

www.energiedulrhone.com

# Un plan d'attentats plus vaste était apparemment en préparation aux Etats-Unis

Les enquêteurs accumulent les indices : sur le sol américain, le détournement de deux autres avions était, semble-t-il, projeté. En France, selon nos informations, l'ambassade américaine à Paris était bien visée par un réseau proche d'Oussama Ben Laden

## WASHINGTON

de notre envoyé spécial

D'autres avions devaient-ils être détournés le 11 septembre ? Cette hypothèse, envisagée dès le lendemain des attentats, prend chaque jour davantage de consistance. Interrogé sur ce point, mercredi 18 septembre, l'attorney general (ministre de la justice), John Ashcroft, s'était certes montré prudent, déclarant notamment : « *A l'heure qu'il est, nous ne sommes pas en mesure de confirmer cela.* »

Mais les enquêteurs du FBI, qui traquent les éventuels complices des dix-neuf pirates de l'air, semblent désormais convaincus qu'au moins deux autres avions de la compagnie American Airlines devaient être détournés ce matin-là mais ne l'ont pas été pour des raisons encore indéterminées. Il s'agit du vol 1729 reliant Newark (près de New York) à San Antonio via Dallas et du vol 43, entre Newark et Los Angeles.

Selon nos informations, les enquêteurs travaillent en fait depuis plus d'une semaine sur l'hypothèse selon laquelle les terroristes étaient répartis en six groupes de cinq, chaque groupe ayant pour « mission » de détourner un avion. De fait, les trois appareils qui se sont écrasés à New York et Washington ont bien été détournés par des commandos de cinq hommes. En revanche, ils n'étaient que quatre à bord du quatrième Boeing, le vol 93 de United Airlines, qui s'est écrasé en Pennsylvanie.

## L'HYPOTHÈSE DES « SIX GROUPES »

Si l'on s'en tient toujours à l'hypothèse des « six groupes », comment expliquer l'absence du cinquième homme ? Et que sont devenus les dix autres terroristes, censés détourner – selon ce scénario – les vols 1729 et 43 ? La police fédérale estime que quelques-uns d'entre eux pourraient se trouver

parmi les personnes actuellement détenues dans le cadre de l'enquête. Trois d'entre elles retiennent particulièrement l'attention. D'abord deux hommes interceptés dès le 12 septembre dans un train texan en possession d'une forte somme d'argent et de cutters semble-t-il identiques à ceux utilisés par les pirates de l'air. Simple coïncidence ? Tous deux figuraient parmi les passagers du vol 1729, contrairement de se poser à Saint-Louis (Missouri) au moment des attentats. Ils affirment être de nationalité indienne mais les enquêteurs en doutent. L'un d'eux, au moins, est maintenu en détention en tant que « témoin matériel », un terme juridique signifiant qu'il est susceptible – au minimum – de détenir des informations décisives.

Le troisième homme dont le parcours intrigue les enquêteurs est un Français d'origine marocaine interpellé plusieurs semaines avant les attentats alors qu'il tentait de

suivre une formation de pilote dans le Minnesota. Agé d'une trentaine d'années, connu de la direction de la surveillance du territoire (DST) pour ses activités islamistes, il a fréquenté deux écoles de pilotage aux Etats-Unis, comme au moins sept des kamikazes morts

dans les attentats. Alertée par la police française de sa présence aux Etats-Unis, la police locale l'a arrêté le 17 août au motif qu'il était en situation irrégulière. Depuis le 11 septembre, il est interrogé sur un sujet bien plus grave : ses liens éventuels avec les pirates de l'air.

## Fausse alerte à la Maison Blanche

Jacques Chirac a pu observer, au cours de son voyage à Washington et à New York, à quel point les responsables américains sont sur le qui-vive. Mardi soir, alors que le président français dînait à la Maison Blanche en compagnie de George Bush et son état-major, une alerte a été lancée à Detroit (Michigan). Un avion paraissait s'écarter de sa route, tandis que son pilote échangeait avec le sol des messages radio qui intriguaient la sécurité.

Le service secret, chargé de la sécurité de la présidence, était sur le point de demander aux dirigeants américains et français de quitter immédiatement la Maison Blanche. Un début de préparation de cette évacuation a d'ailleurs été mis en œuvre, les voitures de la suite de la délégation française étant dégagées. Finalement, il a été établi que les anomalies constatées à Detroit ne présentaient pas de danger. Le pilote de l'avion parlait seulement par radio avec sa petite amie. Le dîner de la Maison Blanche a pu s'achever sans encombre. – (Corresp.)

Au-delà de ces trois cas, le FBI poursuit ses recherches tous azimuts, notamment auprès des banques. En étudiant les mouvements financiers sur les comptes des kamikazes, les enquêteurs espèrent en effet identifier leurs relais, aux Etats-Unis ou ailleurs.

En attendant, au moins soixante-quinze personnes d'origine arabe (cent quinze, selon l'agence de presse Reuters) sont retenues par les services de police, officiellement pour infraction à la législation sur l'immigration ; environ deux cents autres font l'objet de fiches de signalement à travers le pays. Enfin, trois maghrébins interpellés, lundi 17 septembre, à Detroit, en possession de documents suspects (en particulier des notes sur une base militaire américaine en Turquie), ont été mis en examen pour usage de faux papiers d'identité.

Philippe Broussard

## Un islamiste franco-algérien interpellé à Dubaï a confirmé qu'un attentat était projeté à Paris

UN PROJET d'attentat visait bien l'ambassade des Etats-Unis en France. Enquêteurs français et américains en ont la certitude depuis l'interpellation d'un militant islamiste à Dubaï (Emirats arabes unis), à la fin du mois de juillet. Né en Algérie et disposant de la double nationalité franco-algérienne, cet homme, Djamel Begal, a été arrêté à l'aéroport par la police des Emirats, alors qu'il était en transit entre deux vols.

Les déclarations qu'il a effectuées ont confirmé que des terroristes envisageaient de prendre pour cible les intérêts américains en France, et notamment l'ambassade, à Paris ; elles ont entraîné l'ouverture d'une information judiciaire, le 10 septembre. Ces découvertes ont aussi provoqué la série d'arrestations effectuées en Belgique et aux Pays-Bas depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. Rien ne relie, pour l'heure, cette piste à l'enquête américaine. Selon des sources françaises,

l'homme de Dubaï serait toutefois en relation directe avec l'état-major d'Oussama Ben Laden, le milliardaire d'origine saoudienne présenté comme le suspect numéro un des attentats de New York et Washington.

## MISSIONS DE REPÉRAGE

Les autorités françaises ont pris contact avec les Emirats pour obtenir le retour rapide vers Paris de Djamel Begal – dont les conditions de rétention à Dubaï apparaissent juridiquement incertaines. L'homme avait déjà attiré l'attention des services de renseignement français. Identifié comme un islamiste radical de la mouvance salafite – une tendance fondamentaliste qui prône le retour aux préceptes originaux de l'islam –, il a effectué plusieurs séjours dans les camps d'entraînement en Afghanistan supervisés par Ben Laden. Le dernier remonte à environ trois ans. Depuis, il a résidé en Allemagne et en

Grande-Bretagne. Présenté comme un « émir », il semble avoir été un maillon important d'un réseau chargé d'attaquer des objectifs américains en France, et disposant de relais en Europe.

Les informations livrées par Djamel Begal ont été adressées au mois d'août aux autorités américaines, belges, néerlandaises et françaises. Les services de renseignement des trois pays européens ont aussitôt placé sous surveillance une cinquantaine de suspects. A Paris, des écoutes téléphoniques et des filatures ont attesté la réalité de la menace. Plusieurs missions de repérage autour de bâtiments symboles des Etats-Unis ont été observées, suscitant l'ouverture de l'information judiciaire du 10 septembre contre X... pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », confiée aux juges d'instruction Jean-Louis Bruguière et Jean-François Ricard – qui ont saisi la direction de la surveillance du territoire (DST).

Les attentats survenus à Washington et à New York, le 11 septembre, ont précipité les enquêtes en Europe. Les Belges et les Néerlandais ont choisi d'interpeller, sans plus attendre, les suspects, au nombre desquels figurait Nisar Trabelsi, un Tunisien ancien joueur de football en Allemagne, dont la femme a été interpellée et placée en garde à vue, lundi 17 septembre, à Bastia (Haute-Corse) par la DST, puis relâchée, le 19 septembre. Selon des sources judiciaires belges, des plans de l'ambassade américaine à Paris auraient été retrouvés lors de perquisitions.

## APPEL À UNE MEILLEURE COOPÉRATION

A Paris, l'initiative des enquêteurs belges et néerlandais a suscité l'irritation des responsables de la lutte antiterroriste, qui qualifient ces interpellations de « prématurées ». Les policiers français auraient préféré que toutes les surveillances en Europe soient poursuivies afin d'obtenir avant-

ge d'éléments matériels et d'identifier d'autres membres du réseau. Cette divergence a provoqué la réunion de magistrats antiterroristes belges, néerlandais, allemands et français, le 17 septembre à Bruxelles, au cours de laquelle MM. Bruguière et Ricard ont défendu la position française, et ont appelé à une meilleure coopération à l'avenir.

Outre-Atlantique, l'arrestation de Djamel Begal à Dubaï est à l'origine de plusieurs messages diffusés par le département d'Etat – le ministère des affaires étrangères américain – depuis août, appelant à renforcer les mesures de sécurité autour des représentations diplomatiques, ambassades et consulats. L'un des derniers en date, au début du mois de septembre, mentionnait explicitement Oussama Ben Laden comme la source principale de menaces.

Pascal Ceaux et Fabrice Lhomme

## La guerre financière contre le terrorisme et les circuits bancaires d'Oussama Ben Laden a commencé

LA RIPOSTE militaire américaine aux attentats-suicides du mardi 11 septembre n'est pas encore déclenchée mais la guerre financière contre le terrorisme a déjà commencé. Selon les informations du Monde, le département de la justice américain a demandé, mercredi 19 septembre, à l'ensemble des banques américaines et étrangères de vérifier si l'un des dix-neuf pirates ayant participé à l'attaque aérienne contre les tours du World Trade Center et du Pentagone figurait ou figure encore parmi leurs clients. La liste, établie quelques jours après la tragédie par le FBI et qui comporte les dates de naissance et les lieux présumés de résidence des suspects (*Le Monde* du 17 septembre), « pourrait s'allonger dans les jours qui viennent », ont précisé les autorités américaines.

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC), le très redouté gendarme américain des investissements étrangers, qui dépend du département du Trésor, y a ajouté le nom de huit sociétés établies dans des pays suspectés d'être des bases arrière du milliardaire saoudien : quatre banques au Soudan – Al Shamal Islamic Bank, Tadaman Islamic Bank, Dubai Islamic Bank, Faisal Islamic –, la National Company for Development and Trade – également soudanaise –, une banque au Koweït – la Koweït Finance House –, une à Bahrein – la Bahrein International Bank –, ainsi que le ministère des affaires sociales des Emirats arabes unis.

L'OFAC attend des banques occidentales qu'elles recherchent dans leurs fichiers si des comptes ont été ouverts ou des transactions opérées « directement ou à travers des entités offshore » avec l'une ou l'autre de ces sociétés. La demande est faite « à l'échelle mondiale », c'est-à-dire que toutes les filiales de banques installées dans les pays soupçonnés de financer le terrorisme sont concernées.

Même si les sources de finance-

ment des réseaux terroristes empruntent des voies moins classiques que des comptes bancaires, l'étau financier se resserre autour d'Oussama Ben Laden et de ses complices. Le dispositif international destiné à assécher le financement d'activités criminelles se met en place, comme il avait été instauré contre le président yougoslave, Slobodan Milosevic, dont les comptes et les actifs avaient été gelés partout où ils avaient été découverts.

Dès décembre 2000, le Conseil

L'OFAC, le très redouté « gendarme » américain des investissements étrangers, a dressé la liste des huit sociétés établies dans des pays suspectés d'être des bases arrière du milliardaire

de sécurité des Nations unies avait lancé la chasse internationale aux talibans et leur protégé, Oussama Ben Laden. La résolution 1333, adoptée le 19 décembre par 13 voix pour et 2 abstentions (la Chine et la Malaisie), stipule que les Etats doivent « fermer immédiatement et complètement les représentations des talibans sur leurs territoires ; fermer immédiatement les bureaux d'Ariana Afghan Airlines ; geler sans délai les fonds et les autres actifs financiers d'Oussama Ben Laden et des individus et sociétés qui lui étaient proches, y compris ceux appartenant à l'organisation Al-Qaida, ainsi que les fonds dérivés ou

générés par des propriétés détenues ou contrôlées par Oussama Ben Laden ou ses proches ».

Trois mois plus tard, l'Union européenne transposait la résolution onusienne dans les textes communautaires pour permettre aux Etats membres d'agir. Le 5 juillet, elle diffusait à l'ensemble des autorités financières de l'Union européenne la liste des établissements ou des individus à surveiller. Une liste de plus de trois cents noms, comprenant, outre Oussama Ben Laden lui-même, sa garde rapprochée et les membres de l'organisation Al-Qaida, le gouvernement des talibans au grand complet, ainsi que les gouverneurs des provinces, le personnel de l'ambassade des talibans à Islamabad, et des consulats à Peshawar, Karachi et Quetta.

Le conseil des communautés demande également le gel des comptes de la compagnie aérienne afghane à la Citybank à New Delhi et la fermeture de l'Agricultural Development Bank of Afghanistan au Royaume-Uni. De nombreux instituts, organisations humanitaires ou sociétés de développement au Pakistan, mais également aux Pays-Bas et en Turquie, sont placés sous haute surveillance financière et interdits de transactions bancaires et financières.

Ces mesures ont commencé à porter leurs fruits. En France, « plusieurs dizaines de millions » de francs auraient ainsi été gelés. En Grande-Bretagne, le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, a annoncé la fermeture, mardi 18 septembre, d'un compte bancaire à la Barclays Bank. La dimension financière de la lutte antiterroriste est désormais au premier rang des priorités internationales. Les ministres des finances des quinze devraient examiner au cours du week-end les moyens de renforcer leur coopération.

Babette Stern

Découvrez le **nouveau** magazine de toutes les familles d'aujourd'hui



➤ Enquêtes ➤ Interviews ➤ Infos pratiques  
➤ Témoignages ➤ Conseils d'experts ➤ Cahier juridique

Chez votre marchand de journaux 20F





■ **NEW YORK.** Un habitant new-yorkais en discussion avec la police, mercredi 19 septembre, pour tenter d'accéder à son appartement proche du World Trade Center et d'y récupérer quelques affaires. L'accès lui sera refusé car son domicile est situé dans une zone toujours considérée comme dangereuse.

# Le renforcement de la lutte antiterroriste inquiète les défenseurs des libertés

La surveillance accrue des communications Internet figure parmi les mesures en débat au Congrès

WASHINGTON  
de notre correspondant

Le renforcement des moyens de la police, demandé par le gouvernement après les attaques terroristes du 11 septembre, inquiète les défenseurs des libertés. Le ministre de la justice, John Ashcroft, discute avec le Congrès d'un ensemble de mesures destinées à adapter les procédures aux techniques et aux risques actuels. Il a expliqué que ces réformes concernent les peines prévues pour toute forme d'assistance apportée à des terroristes – le ministre a fait remarquer qu'elles sont actuellement inférieures à celles qui sanctionnent le fait d'aider un trafiquant de drogue –, la lutte contre les réseaux financiers ou la possibilité d'espionner les communications.

S'y est ajouté, selon la presse, un texte permettant le placement en détention d'étrangers sans que la police soit tenue de justifier ces mesures en produisant des preuves ou, au moins, des indices d'implication dans un complot terroriste. Il n'y aurait de recours qu'en cas d'expulsion du territoire. Déjà, une directive de M. Ashcroft, prise dans le cadre de l'état d'urgence instauré par George Bush le 14 septembre, permet le maintien des suspects étrangers en détention provisoire

au-delà des 24 heures autorisées par la loi. En vertu de cette directive, soixante-quinze personnes étaient détenues, mercredi 19 septembre, dans l'enquête sur les attentats, et le ministre a indiqué qu'elles le resteraient, sans être présentées à un juge, aussi longtemps que la police le jugerait nécessaire. De même, la durée de détention provisoire pour les étrangers en situation irrégulière a été portée de 24 à 48 heures.

Interrogé sur l'ensemble des mesures présentées au Congrès, le service de presse du ministère de la justice refuse de répondre. Laura Murphy, qui dirige le bureau de Washington de l'Union américaine des libertés civiles (ACLU), s'inquiète de ce silence imposé par M. Ashcroft, tout en se gardant de s'opposer frontalement au renforcement des moyens légaux de lutte contre le terrorisme, dont la nécessité a été tragiquement démontrée.

L'enquête en cours confirme que les auteurs des attaques du 11 septembre n'ont pas rencontré beaucoup d'obstacles pour les préparer et les exécuter. M<sup>me</sup> Murphy explique que l'ACLU entend toutefois veiller à ce que les dispositions qui seront adoptées garantissent « un maximum d'efficacité avec un minimum d'érosion des libertés civi-

les ». Or, estime-t-elle, il y a lieu de s'inquiéter quand on voit qu'un sénateur républicain a fait adopter à la sauvette, dans la soirée du 13 septembre, dans un projet budgétaire, l'extension des possibilités d'écoutes et un vœu demandant à M. Bush de proposer la révision de la loi qui interdit à la CIA, l'Agence centrale de renseignement, d'opérer sur le territoire national.

La détention provisoire pour les étrangers en situation irrégulière a été portée de 24 à 48 heures

Le débat est complexe. S'agissant des étrangers, les avocats et les juristes spécialisés dans les questions d'immigration estiment que la détention prolongée sans procès est une violation évidente de leurs droits constitutionnels. Hillary Clinton, sénatrice (démocrate) de New York, paraissait croire, mercredi soir, qu'un accord serait trouvé pour ne pas adopter une telle mesu-

re. La surveillance des communications téléphoniques et télématiques a ses partisans, en revanche, chez les démocrates. Aujourd'hui professeur de droit, John Podesta, secrétaire général de la Maison Blanche pendant les trois dernières années de la présidence Clinton, s'insurge contre les libertaires du Net et les libertariens anti-Etat qui ont toujours combattu ou déclaré impraticable le contrôle des systèmes de cryptage et la surveillance du courrier électronique dans les conditions prévues pour les écoutes téléphoniques. Or, l'enquête semble montrer que le réseau terroriste qui a opéré le 11 septembre a beaucoup utilisé les possibilités de communication « invisibles » d'Internet pour se coordonner.

Jeudi, les libéraux de gauche, dont l'ACLU, et certains libertariens de droite devaient faire cause commune contre les mesures annoncées par John Ashcroft. Le ministre de la justice s'est gardé de tout propos polémique, mais on sent dans l'aile droite du Parti républicain, à laquelle il appartient, la tentation d'accuser les défenseurs des droits de l'homme d'avoir « désarmé » le pays face au terrorisme.

Patrick Jarreau

## L'isolement du cockpit, une des mesures étudiées pour accroître la sûreté aérienne

LES ATTENTATS-SUICIDES du mardi 11 septembre ont mis en évidence un grand nombre de questions en matière de sûreté aérienne, qui sont pour l'instant restées sans réponses. D'instrument de chantage, l'avion est devenu une arme et, pour lutter contre ce sinistre constat, la totalité des acteurs concernés (autorités de tutelle, aéroports, compagnies aériennes, personnels) sont aujourd'hui obligés de mettre l'accent sur la prévention.

En France, les dispositions et l'organisation des mesures de sûreté relèvent de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), qui dépend directement du ministère des transports. La DGAC travaille avec ses homologues étrangères au sein de l'OACI (Organisation internationale de l'aviation civile). Les autorités aéroportuaires ne sont qu'un élément du dispositif. « Nous assurons la coordination des différents acteurs mais nous sommes surtout un élément facilitateur de cette coordination entre la police de l'air et des frontières, la direction générale des douanes, la gendarmerie des transports aériens, les compagnies aériennes et l'autorité aéroportuaire », explique Jacques Reder, d'Aéroports de Paris. Le filtrage des passagers est assuré par des entreprises privées qui ont reçu l'agrément de la préfecture de police et du procureur. Les autres contrôles sont effectués aux guichets d'embarquement, où l'on s'assure que le nom inscrit sur le billet correspond bien aux papiers d'identité du détenteur. La compagnie, en outre, vérifie que tous les bagages embarqués en soute, après une ultime détection pour voir s'ils ne contiennent pas d'explosifs, sont bien la propriété d'un passager. « Mais, paradoxalement, relève Jacques Reder, toutes ces mesures ont été appliquées et les terroristes qui ont embarqué le 11 septembre aux Etats-Unis ont rempli toutes ces conditions ! »

### EMPÊCHER LA PRISE DE CONTRÔLE

Dans de telles circonstances, quels sont les moyens dont disposent les compagnies aériennes pour faire échec, non plus à des détournements, mais à l'utilisation de véritables bombes volantes ? La « sanctuarisation » du cockpit, c'est-à-dire sa fermeture et son isolement du reste des passagers pourrait être une des solutions. Elle impliquerait une modification profonde de la définition de la sûreté aérienne : il ne s'agirait plus de protéger les passagers mais d'empêcher la prise de contrôle de l'appareil et son utilisation comme arme de destruction. Aux Etats-Unis, la porte d'accès est verrouillée et le steward appelle le pilote pour qu'il lui ouvre la porte. Depuis le début de la semaine, cette mesure est appliquée sur tous les avions canadiens, à la suite d'une décision pri-

se par le ministre canadien des transports. Elle est valable pour tous les vols transportant des passagers, aussi bien intérieurs qu'internationaux. Le ministère des transports avait déjà exigé, en mars, que les portes des postes de pilotage soient verrouillées pendant un vol en cas de comportement turbulent ou dangereux d'un passager.

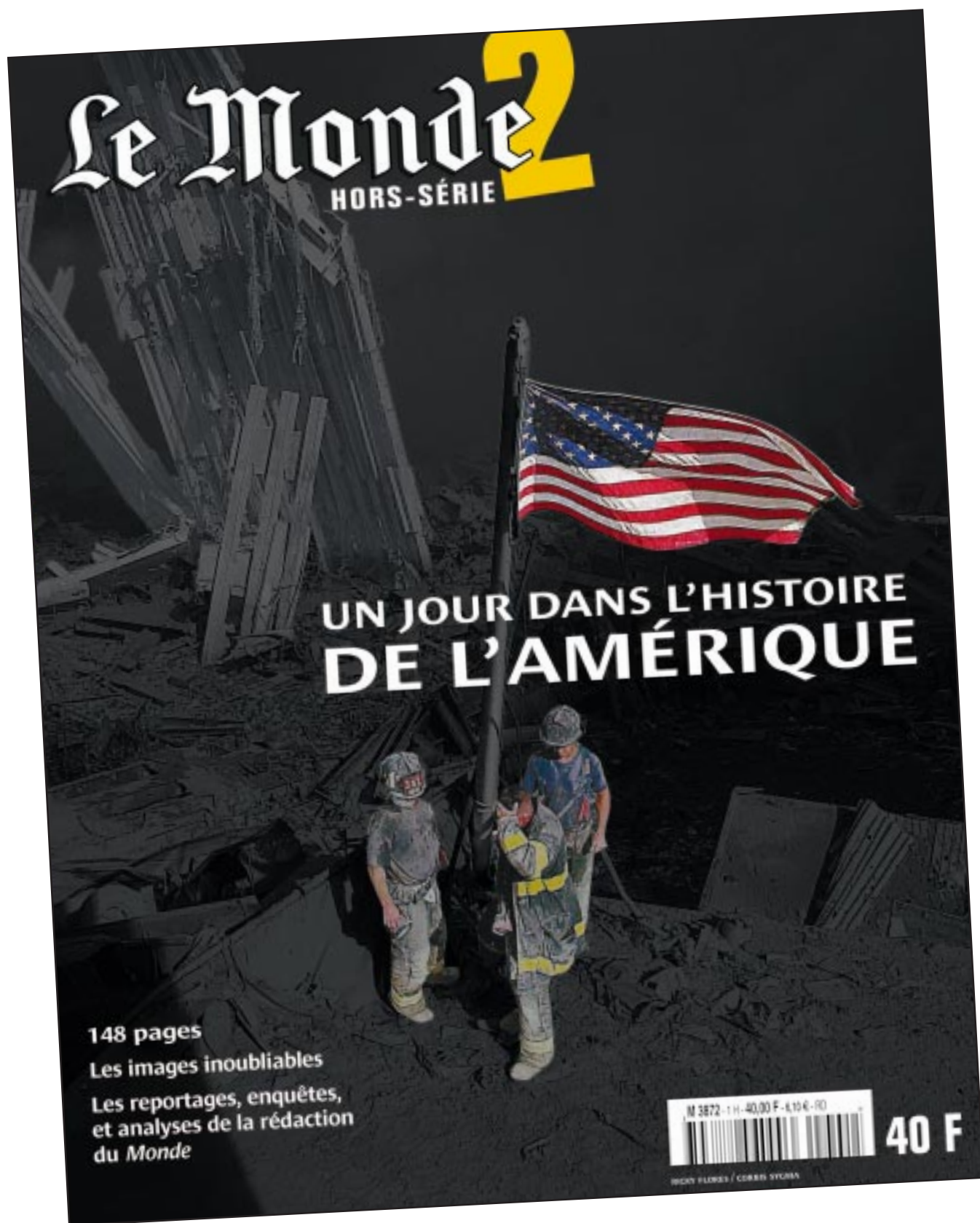
### « REPENSER L'ARCHITECTURE »

Les pilotes ne sont pas convaincus de l'efficacité d'une telle décision. « Ce type de mesure n'est pas complètement satisfaisant, relève Patrick Auguin, porte-parole du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL). Empêcher l'accès au poste de pilotage est illusoire : il suffit d'un bon coup d'épaule dans la porte et elle s'ouvre. La conception même de la cabine de pilotage ne permet pas de résister à une agression intérieure. » En outre, poursuit M. Auguin, la solution est-elle d'isoler le commandant de bord du reste de l'équipage qui a autorité sur l'ensemble de l'appareil ? Une autre solution a été avancée, qui consiste à installer des agents de sécurité sur tout ou partie des vols ; mais leur statut restera à définir : auront-ils des pouvoirs de police, seront-ils armés ?

Depuis une semaine, Air France a déjà pris un certain nombre de mesures. Des agents de sécurité spécialement entraînés accompagneront certains vols sensibles de la compagnie nationale. Selon nos informations, ces agents seraient présents sur tous les vols à destination des Etats-Unis. Ils voyageront anonymement parmi les autres passagers. Des « dispositifs techniques » pour permettre à la compagnie de s'assurer très régulièrement du déroulement normal du vol seront mis en place, a par ailleurs annoncé le président d'Air France, Jean-Cyril Spinetta. Pour renforcer son dispositif de sûreté à bord de ses appareils, tant pour les vols nationaux qu'internationaux, la compagnie a aussi annoncé qu'« il sera désormais totalement interdit de monter à bord avec un ustensile tranchant, quelle que soit la longueur de la lame ». Le contrôle de l'accès à bord sera accentué au moment de l'embarquement par la présentation systématique d'une pièce d'identité. Une « coordination » entre les nouvelles mesures de sûreté devrait être effectuée en Europe, au niveau des ministres des transports, et dans le monde, au niveau de l'OACI.

Pour M. Auguin, ces mesures, prises à la hâte, sont loin d'être satisfaisantes : « Il faut impérativement qu'il y ait une réflexion plus en profondeur et, pourquoi pas, repenser l'architecture intérieure de la cabine avec les constructeurs », plaide-t-il.

François Bostnavaron



**HORS-SÉRIE - 40 F - 148 PAGES**

Sur le tarmac de l'aéroport d'Alger, Carlos (avec une casquette, au centre) discutant avec Abdelaziz Bouteflika, alors ministre algérien des affaires étrangères.

En ce dernier dimanche d'avant fête, le 21 décembre 1975, un vent glacé balaye Vienne. Le Ring, vaste avenue qui encercle le centre historique, est recouvert de neige gelée. Sur l'esplanade de l'hôtel de ville, les baraques du marché de Noël ouvriront bientôt leurs battants de bois, débordant de guirlandes, de pantins et de friandises. A 500 mètres de là, le siège de l'OPEP occupe deux modestes étages dans un immeuble anonyme ; il est encore désert. Nourredine Aït Laoussine fait un jogging matinal avec son patron, Sid Ahmed Ghozali, président de la Sonatrach, la compagnie pétrolière algérienne. Ils ont veillé tard, pour peaufiner un solide document technique, relié de bleu, qu'ils comptent distribuer aux treize membres du cartel.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole est sortie de l'anonymat deux ans auparavant, le 16 octobre 1973, lorsque les pays pétroliers, en pleine guerre du Kipour, ont décidé d'augmenter brutalement leurs prix, déclenchant une crise économique mondiale. C'est peu dire que l'OPEP a mauvaise presse. En Occident, ce premier « choc » a créé une psychose. Ailleurs, les pétromonarchies, telles l'Arabie saoudite et l'Iran, passent pour des nouveaux riches, prêts à s'entendre avec les Etats-Unis et leurs compagnies sur le dos du tiers-monde. Partout, la consommation a baissé et, déjà, les premières tensions apparaissent au sein du groupe. La veille, l'Irak a été accusé de pratiquer des rabais. Les Algériens s'apprentent à le démontrer.

Dès 10 heures, ils distribuent leur livre bleu aux délégations qui s'installent par ordre alphabétique derrière les tables placées en rectangle. Le ministre algérien, Belaïd Abdesselam, prend longuement à partie son homologue irakien. En bas, dans le hall, une poignée de journalistes bat la semelle. L'atmosphère est décontractée. L'OPEP dérange, mais n'est pas encore la vedette qu'elle deviendra après le second « choc » de 1979-1980. La sécurité se limite à quatre agents présents dans l'immeuble. Sur le Ring désert, un tramway s'arrête. Cinq hommes et une femme en descendant, chargés de sacs de sport, et pénètrent tranquillement dans le bâtiment, salués par le policier en faction. Ils demandent poliment aux journalistes où se déroule la réunion, et grimpent l'escalier.

Il est 11 h 15. Dans la salle de réunion bondée, le ministre irakien s'approprie à se justifier lorsque des coups de feu éclatent. « Un homme est entré en tirant en l'air. Tout le monde s'est couché en essayant de se couvrir comme il pouvait. Les livres bleus de la délégation algérienne volaient partout », se souvient Nourredine Aït Laoussine. Vingt-six ans ont passé, mais ces premières minutes de terreur, il ne les oubliera jamais. « Nous ne savions pas qui ils étaient, nous avons tous cru que nous n'en sortirions pas. Un délégué libyen, assis dos à la porte, s'est retourné et, par réflexe, a sauté sur le chef de la bande. Il a été la première victime. »

L'attaque surprise menace de tourner au carnage. La jeune terroriste tue un détective autrichien qui tentait de fuir vers l'ascenseur. Le standard est pulvérisé d'une rafale de mitraillette. Un garde du corps irakien tente de s'interposer et est à son tour abattu de six balles de pistolet. Ramené de force dans la salle de conférence, un employé du secrétariat de l'OPEP est blessé à l'épaule. Dehors règne un désordre indescriptible. La police, prévenue par les journalistes, boucle le quartier. Un policier essaye de pénétrer dans l'immeuble ; atteint au ventre, il parvient à toucher l'un des terroristes. Tous deux perdent abondamment leur sang et sont évacués. Le chancelier Kreisky regagne à la hâte la capitale.

Dans la salle de réunion, les terroristes contraignent les otages à se relever, un par un, et les clas-



NIK WHELENSIPA PRESS

## 2 LES HEURES SANGLANTES DU TERRORISME

# Vienne, 1975 : « Je suis Carlos ! »

**Le 21 décembre 1975, le terroriste Carlos, à la tête d'un commando de cinq extrémistes, prend en otage toute l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) : soixante-dix personnes dont onze ministres. Un coup de filet audacieux qui se terminera à Alger, trois jours plus tard**

sent en trois groupes : contre les fenêtres sont rangés les « amis » (Algérie, Libye, Irak et Koweït), en face, les « neutres » (Venezuela, Nigeria, Gabon, Indonésie et Equateur), et au milieu, entre les tables, les « ennemis » (Arabie saoudite, Iran, Emirats arabes unis et Qatar). Ils cherchent Zaki Yamani, le célèbre ministre saoudien, le découvrent sous une table et le poussent au centre de la pièce, terrorisé. « J'étais persuadé que j'allais mourir et je commençais à réciter quelques versets du Coran », racontera-t-il. De fait, il est, avec Jamchid Amouzegar, ministre de l'intérieur irakien, la principale cible de l'attentat.

Un superbe coup de filet : soixante-dix personnes, dont onze ministres – ceux des Emirats arabes unis et du Qatar étant repartis la veille. Tout l'OPEP, les stars de la scène pétrolière comme la moindre secrétaire, est à la merci de cinq jeunes terroristes, de plus en plus nerveux à mesure que l'étau policier se resserre. « Après l'attaque, ils ont décidé de faire sauter l'immeuble. Le chef a ordonné à l'un de ses comparses, un petit Palestinien maigrichon, de disposer les explosifs dans la salle, raconte Aït Laoussine. La panique était totale. Un responsable de l'information s'est mis à hurler : « Je ne veux pas mourir ! » Moi, sans même m'en rendre compte, je me protégeais derrière un Saoudien particulièrement corpulent ! »

Le chef s'adresse alors, en arabe, à ses prisonniers. Son commando agit, dit-il, au nom du Bras de la révolution arabe, organisation jusque-là inconnue. Il exige la diffusion sur les radios d'une « déclaration politique » de six pages, rédigée en français, que le président de la Sonatrach est prié de lire à haute voix. Le texte précise que cette « action d'information et de contestation » est dirigée contre « l'alliance entre l'impérialisme américain et les forces réactionnaires et capitulaires des arabes » ; il attaque pêle-mêle Israël et l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), accusée d'être « trop conservatrice », ainsi que l'Iran, « instrument actif de l'impérialisme », et qualifie Anouar el-Sadate de « traître ». Bref, les thèses présentées sont celles du « front de refus » palestinien, c'est-à-dire les organisations qui

refusent les négociations de paix avec Israël et la politique dite des « petits pas » d'Henry Kissinger.

La lecture finie, le chef terroriste prévient : si ce texte n'est pas lu, d'abord en Autriche, puis dans toutes les capitales arabes, ils exécuteront un par un les otages, en commençant par le numéro deux de la délégation saoudienne, puis celui de l'Iran, des Emirats arabes unis, etc. « Mais qui êtes-vous donc ? », lance le ministre irakien. Pendant quelques secondes, un lourd silence s'abat sur la salle. Puis, dans un rire, l'autre répond : « Je suis Carlos ! »

A peine connue, la nouvelle enflamme l'opinion. Illich Ramirez Sanchez, alias Carlos, Vénézuélien de vingt-six ans, membre du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), est l'un des terroristes les plus recherchés du monde. Il s'est déjà illustré à Paris, lors de l'attentat commis contre le Drugstore Saint-Germain, puis en tuant deux policiers français rue Toulon, dans le Quartier latin. Arrêté dix-neuf ans plus tard, en 1994, en France, il révélera le nom de son bras droit : Anis Naccache – emprisonné en France de 1980 à 1990 pour la tentative d'assassinat de l'ex-premier ministre irakien Chahpour Bakhtiar, puis gracié et renvoyé en Iran –, ainsi que celui de deux autres comparses : Gabrielle Tiedeman, dite Nada, décédée en 1995 d'un cancer, et Hans-Joachim Klein, tous deux membres de réseaux extrémistes allemands. Klein, après s'être repenti dans un livre préfacé par Daniel Cohn-Bendit, sera arrêté en 1998, puis jugé en Allemagne et condamné à neuf ans de réclusion. Reste deux membres du commando restés à ce jour impunis, le « maigrichon » Palestinien jongleur d'explosifs, et un militant libanais du FPLP. On

apprendra aussi que, derrière Carlos, le véritable patron de l'opération était Wadi Haddad, cofondateur du FPLP avec Georges Haba-che, décédé dans les années 1980 en Irak.

A l'époque, les contours de la nébuleuse terroriste sont encore flous et le doute persistera longtemps sur Carlos, certains témoins hésitant à le reconnaître dans l'homme barbu, bien habillé et habileur, qui prend plaisir à terroriser ses victimes. « C'était un simple terroriste, qui voulait jouer les Robin des Bois, juge, avec le recul, Nourredine Aït Laoussine. Il était venu pour diviser, pour donner des leçons

« Carlos, je veux te parler.  
– Eh bien ! Parle ! »

de morale. » Car Carlos invective, menace le ministre irakien, qui, hautain, refuse de répondre, puis son homologue saoudien, lequel tente de prendre le terroriste à part – « Carlos, je veux te parler » –, et se fait rembarrer : « Eh bien ! Parle ! »

Le seul interlocuteur admis par le commando est le ministre algérien, M. Abdesselam. Après deux heures de discussion, il obtient que des tractations s'engagent avec les autorités autrichiennes, par son intermédiaire et celui d'un chargé d'affaires de l'ambassade d'Irak. Les extrémistes réclament un autocar pour le lendemain, à 7 heures, ainsi qu'un DC9 qui les attendra à l'aéroport, prêt au décollage, avec leur camarade blessé. A 17 h 20, leur texte est lu à la radio. Le gouvernement autrichien annonce qu'il accepte leurs

conditions. Aussitôt, l'atmosphère se détend.

Carlos, volubile, se promène, raconte sa vie et ses aventures, allant jusqu'à signer des autographes, et confiant au ministre vénézuélien une lettre pour sa mère ! On fait monter la collation prévue par l'OPEP à l'hôtel Intercontinental le soir même. « C'est la grande bouffe ! », s'amuse un délégué algérien. La fatigue aidant, certains s'étendent et s'endorment. A 7 heures du matin, lundi 22 décembre, l'autocar est devant l'immeuble. Les terroristes n'emmenent qu'une quarantaine d'otages : les treize chefs de délégation, accompagnés de deux personnes de leur choix. Nourredine Aït Laoussine est libéré avec la moitié des délégués et tous les membres du secrétariat. Pour lui, l'épreuve est finie.

Pour les quarante otages restant, elle durera encore une journée et une nuit. Car l'avion qui se pose à Alger à 11 h 35 n'a pas fini son périple. Les autorités algériennes ont beau promettre l'impunité aux terroristes, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, Carlos reste intraitable. Il accepte tout juste de libérer les otages non arabes – à l'exception des Iraniens. A 17 heures, l'avion repart pour Tripoli. Dans l'esprit des terroristes, il s'agit d'une simple escale, avant de rejoindre Bagdad, et peut-être Aden, leur destination finale. Mais le projet achoppe, officiellement sur des questions techniques. Après des heures d'attente éprouvantes pour les otages comme pour les terroristes, épuisés, Carlos perd son sang-froid, et décide de repartir pour Alger, libérant encore une dizaine d'otages, dont... le ministre algérien, oublié alors qu'il négociait avec Khadafi !

Le mardi 23 décembre, à 3 h 30,

le DC9 se repose donc à Alger. Cette fois, le gouvernement algérien a les cartes en main. Les pilotes sont trop fatigués pour reprendre la route. De guerre lasse, Carlos accepte de libérer les neuf derniers otages. M. Bouteflika parvient in extremis à le persuader de ne pas exécuter les ministres saoudien et irakien, cibles ultimes du commando. A 7 h 30, mardi 23 décembre 1975, tous descendent de l'avion, indemnes. Les membres du commando s'évanouissent dans la nature.

ANIS NACCACHE révélera que la vie de MM. Yamani et Amouzegar a été achetée au prix de 10 millions de dollars. Qui a payé ? Mystère. De même, on ignorera toujours quel pays a commandité l'attentat. Pourtant, les terroristes arrêtés seront formels : un Etat membre de l'OPEP les a aidés et financés. Irak ? Libye ? Leurs témoignages se contredisent. « Comme pour l'assassinat de Kennedy ou celui de Boudhiaf, on ne saura jamais ! », soupire Nourredine Aït Laoussine, qui deviendra, longtemps plus tard, ministre algérien du pétrole.

Les négociateurs, Autriche et Algérie, ont réussi à éviter le pire. Trois victimes, sur soixante-dix otages, c'était une victoire. Mais encore trop pour une action d'éclat qui, avec le recul, apparaît dérisoire. « Je ne peux pas mettre le doigt sur une seule incidence, hormis la mise en place par la suite de moyens de sécurité exorbitants », note M. Aït Laoussine. « Ça n'a servi qu'à renforcer les inimitiés au sein de l'OPEP », estime Pierre Terzian, directeur de Pétrostratégies et auteur de *L'Étonnante Histoire de l'OPEP* (éditions Jeune Afrique, 1983). Reste l'impact médiatique. Il fut énorme. « Il y a maintenant une quinzaine d'années que le premier avion fut détourné sur Cuba, écrivait le chercheur Michel Schneider dans *Le Monde* du 24 décembre 1975. Aujourd'hui, de telles actions ne surprennent plus le public. Le phénomène d'accoutumance progressive entre en jeu. C'est donc l'escalade. » La suite allait tristement lui donner raison.

Véronique Maurus

PROCHAIN ARTICLE  
Entebbé, 1976 : des avions israéliens se posent en secret

AFTER THE ATTACK

# Bush's Foreign Policy Team Splits Over Where and When to Retaliate

By PATRICK E. TYLER  
and ELAINE SCIOLINO

WASHINGTON, Sept. 19 — The Bush administration is struggling with its first high-level internal conflicts over the scope and timing of its military response to last week's attack on the United States, administration officials said.

Some senior administration officials, led by Paul D. Wolfowitz, deputy secretary of defense, and I. Lewis Libby, chief of staff to Vice President Dick Cheney, are pressing for the earliest and broadest military campaign against not only the Osama bin Laden network in Afghanistan, but also against other suspected terrorist bases in Iraq and in Lebanon's Bekka Valley.

These officials are seeking to include Iraq on the target list with the aim of toppling President Saddam Hussein, a step long advocated by conservatives who support Mr. Bush. A number of conservatives circulated a new letter Wednesday calling on the president to "make a determined effort to remove Saddam Hussein from

## Powell fears a wider campaign may provoke more animosity.

power" even if he cannot be linked to last week's attacks.

In response to these efforts, Secretary of State Colin L. Powell argued during weekend meetings with Mr. Bush that the administration must take the time to prepare the diplomatic groundwork for American military action by consulting with allies and making a case that will justify American actions under international law.

"We can't solve everything in one blow," said an administration official who has sided with Mr. Powell.

The shock of last Tuesday's attacks and the magnitude of the challenge of fashioning a response has, in some ways, united and galvanized the Bush national security team. In part, the tension in Washington stems from the

basic clash of roles: Mr. Powell has before him the work of coalition building with allies who will take significant risks to support the United States.

The Pentagon, on the other hand, is surveying a host of unattractive military options as officials seek to fulfill public expectations to strike back quickly, decisively and victoriously.

The conflict emerged as President Bush and his advisers watched with anxiety Wednesday as Pakistan's leader, Gen. Pervez Musharraf, told his people that Pakistan should open its ports and skies to American military forces.

"A lot of us are worried that he may not survive politically," said one official. Pakistan's Islamic opposition has called a general strike for Friday that will test the general's hold on power.

During weekend meetings, Mr. Powell was said to have urged caution. He argued that a broad military campaign, especially including operations against Iraq — whose civilian population attracts great sympathy in the Middle East — would undermine the international support Mr. Bush needs.

On Sunday, Vice President Dick Che-

ney seemed to ally himself with Mr. Powell's view when he said in a televised interview that the administration does not have any evidence linking Saddam Hussein to the terror attacks.

Even Defense Secretary Donald H. Rumsfeld was said to have joined the consensus position of leaving Iraq and other targets out of the initial plans for military action.

But Mr. Wolfowitz, the Pentagon's influential deputy secretary, is a conservative who has frequently clashed with Mr. Powell and the State Department. He has pressed for a military campaign that would not only punish Mr. Hussein for his historic support for terrorism, but would eliminate the danger he represents from his quest to acquire weapons of mass destruction.

At the Pentagon Wednesday, Mr. Wolfowitz was asked if he felt there was an Iraqi connection to the attacks.

"I think the president made it very clear today that this is about more than just one organization, it's about more than just one event," he said.

"And I think everyone has got to look at this problem with completely new

eyes in a completely new light."

One account of last weekend's private discussion indicated that a tense exchange occurred when Mr. Wolfowitz made the case for a broad campaign, including the bombing of targets in Iraq. Mr. Powell said attacking Iraq would "wreck" the coalition.

Mr. Wolfowitz has been more "concerned about bombing Iraq than bombing Afghanistan," said one senior administration official, and "the emphasis on Iraq has interfered with our ability to come to a decision on more immediate steps."

On Monday, Mr. Powell betrayed his own impatience with Mr. Wolfowitz's assertion — later retracted — that the administration was committed to "ending states" that supported terrorism.

"We're after ending terrorism," said Mr. Powell when asked about Mr. Wolfowitz's formulation. "And if there are states and regimes, nations, that support terrorism, we hope to persuade them that it is in their interest to stop doing that. But I think 'ending terrorism' is where I would leave it and let Mr. Wolfowitz speak for himself."



PHOTOGRAPHS BY EDWARD KEATING/The New York Times

## Ashes to Ashes, Dust to Dust

An apartment overlooking the World Trade Center had its windows blown out in the attack. The residents were not home at the time, and have not returned to it yet, but their belongings, including a tea set, are now coated with dust. Other people who lived nearby were allowed to return home Wednesday.



## Tiny Country Suffers Heavy Toll

They were from the same rural village in Guyana, without electricity, telephones, or buildings higher than two stories. But aspiration and global markets put them both inside New York City's tallest towers at the moment when terrorism struck America.

Parssar Nandan, 59, was a village schoolmaster turned \$6-an-hour messenger. He had just entered an elevator on the 78th floor of Tower 1. Amenia Ishack Rasool, 33, was a cattle farmer's daughter turned accountant. She had kissed her husband and four children in Queens that morning, and was already at work on the 95th floor.

Mr. Nandan had a harrowing escape with the help of strangers. He is one of 19 survivors in a burn center at a New York hospital. Ms. Rasool is one of 19 Guyanese known to be among the missing thousands.

"I feel lucky that I am out and with a chance to live," said Mr. Nandan, whose burns cover 39 percent of his body. But his heart is sore over the loss — especially the young woman from his own village, who would greet him when they passed each other in a skyscraper so far from home.

More Guyanese now live in New York and Toronto than in Guyana, population 700,000. Dozens gather nightly to comfort Ms. Rasool's family. Her husband, Sadiq, a city accountant, holds their 10-month-old baby tightly in his arms when he tells of helplessly watching his wife's office burn on television. The other children, 3, 6, and 8, lean close.

"They keep asking," he said the other night, "When is Mommy coming home?"

NINA BERNSTEIN

## Stuck Where It Belongs

He rests on bended knee, one hand resting on a helmet, the other touching his forehead in prayer.

The bronze statue of a firefighter grieving for fallen comrades sat on a truck bed on Eighth Avenue and 44th Street Wednesday. Passersby stopped. The candles of an impromptu memorial flickered. It was destined for the Firefighters Association of Missouri, as the capstone of a memorial there. But the Missourians and the statue's maker, in Pittsburgh, want to give it to New York. Right now, they say, New York has a greater need.

The statue, which has been four years in the making, arrived at Kennedy Airport on Sept. 9 from the company's foundry in Parma, Italy, said David J. DeCarlo, president of the manufacturing company, Matthews International. Last Thursday, Mr. DeCarlo said he asked about the statue's location in passing. Later that night, "I just kept hearing my plant manager saying it was stuck in New York," he said. "I said to myself, 'That's an omen, and it should be in New York.'"

A Parks Department spokeswoman said officials would consult with the Fire Department about where to put it. Matthews will have another statue cast for the Missouri firefighters.

DANIEL J. WAKIN

## All Is Changed, but New Yorkers Return to Business as Usual

By KIRK JOHNSON

Tony Muzi, a 42-year-old accountant at the HBO cable TV network, went for a run on his lunch hour this week. A man named Mark ate a salad in Bryant Park. Jim DeLorme, an auto mechanic and amateur artist from New Jersey, came into New York to sketch on his day off.

Insignificant things, perhaps, especially under the dark shadow cast by the attacks on New York and Washington. But in a city and a nation where millions of people are trying to find the rhythm of life again after the shock of last week, tiny moments like these — each marking the resumption of life, interrupted — are also powerful.

"You've got to start somewhere," Mr. Muzi said as he stretched for his run.

There is no simple answer to the question of how New Yorkers will find their way back to the small joys of life. Many people share the sense that normal patterns might not return at all. Some people who did not lose a friend, a spouse or a job feel guilty for laughing too loud in public or enjoying a cool night on the cusp of fall. Some feel shame for whatever it was about America that would fuel the murderous hatred of the attacks.

But there is also a hesitant effort to find the turning points, routines that once seemed insignificant but might now allow the first steps beyond mourning. In dozens of interviews across the city, people talked about small things that capture a continuity

of the old and the reality of the new.

"I'm concentrating on getting to work on time, and last night my kids did their homework — for right now, that's enough," said Alex Ander, 36, a security guard who lives with his family in Queens.

Some people, like Mr. Muzi, are looking for turning points within themselves. Others are seeking it in contacts with their fellow New Yorkers.

Mark, the Bryant Park salad man, who declined to give his last name, said that in the world before the attacks, he ate a salad nearly every day in the park and never thought about it at all; but now, he said, it felt entirely

new and quite special.

Gloria Mendelbaum, a retired New York City public school English teacher, said she had "taken some solace from Mozart — his Requiem." Ms. Mendelbaum, 69, said she had tried Verdi's Requiem as well, but somehow the Verdi was too intense to bear.

Jordy Rosenhek, 25, a salesman for a wholesale and retail seafood supply company, said he saw hope in the number of strangers who were spontaneously striking up conversations.

"People are looking to each other — they're looking to see if it's all right," he said.

Mr. Rosenhek described an eccentric



Ruth Fremson/The New York Times

New Yorkers are struggling to regain a sense of normalcy in the wake of last week's terrorist attacks. Two children ran across the Brooklyn Bridge.

# Non, ce n'est pas la guerre !

par Alain Pellet

DÈS sa première apparition publique après les attentats du 11 septembre, George W. Bush a préparé les opinions publiques à une riposte musclée contre l'« ennemi sans visage » qui a si douloureusement frappé l'Amérique et forgé le slogan très « porteur » : « Nous sommes en guerre ». C'était politiquement légitime. Mais c'était aussi juridiquement faux et lourd de dangers pour un avenir proche que l'on voit se préciser.

Car ce n'est pas la guerre qui suppose un conflit armé entre des adversaires sinon identifiés, du moins identifiables, auxquels puissent s'appliquer les « lois et coutumes de la guerre » – le vieux et toujours précieux « droit de La Haye » – et le « droit humanitaire des conflits armés » – le « droit de Genève », principalement les Conventions de la Croix-Rouge de 1949 et les Protocoles de 1977. C'est autre chose, à quoi notre arsenal juridique est particulièrement inadapté. Ce n'est pas la guerre, et les

« épouvantables attaques terroristes qui ont eu lieu le 11 septembre 2001 à New York, Washington (DC) et en Pennsylvanie », pour reprendre les termes de la résolution 1368 adoptée dès le lendemain par le Conseil de sécurité ne sont ni une « agression », au sens juridique du mot, ni des crimes de guerre. Au mieux pourrait-on les qualifier de crimes contre l'humanité dans l'acception que leur donne l'article 7 du statut de la Cour pénale internationale – mais celui-ci n'est pas entré en vigueur. Les Etats-Unis, d'ailleurs, le rejettent catégoriquement.

Tout au plus peut-on voir dans ces actes une « menace à la paix et à la sécurité internationales », comme les a qualifiés la résolution du Conseil de sécurité du 12 septembre qui va jusqu'à considérer qu'ils se prêtent à l'exercice du « droit inhérent de légitime défense individuelle ou collective conformément à la Charte », dont cette constatation constitue une interprétation large mais acceptable. A condition toutefois que l'on sache par quels moyens et contre qui cette légitime

de défense pourrait s'exercer. « l'ennemi » s'avance masqué.

On invoque le traité de l'Atlantique Nord, dont l'article 5 fonderait l'OTAN à intervenir aux côtés des Américains. Mais, ici encore, contre qui ? Et à quelles conditions ? En admettant même que l'auteur – ou les auteurs – de cette « atta-

**On ne répond pas au terrorisme par la terreur. Il serait désastreux qu'au nom de nos valeurs on utilise les moyens de l'adversaire**

que armée » (c'est l'expression qu'utilise cette disposition) puissent être identifiés, l'utilisation de la force armée doit faire l'objet d'une autorisation du Conseil de sécurité, que celui-ci n'a pas – encore ? – donnée.

On peut espérer que, cette fois, les Etats-Unis et leurs alliés ne le court-circuiteront pas. Ce qui était

légitime s'agissant du Kosovo ne le serait pas dans la situation actuelle : on savait que le Conseil était paralysé par la faute de la Chine et de la Russie. Ce n'est pas le cas. Et il s'agissait bien de mettre le holà aux agissements criminels d'un Etat, la Yougoslavie de Milosevic. Ce n'est pas non plus le cas.

Mais il y a autre chose. On ne répond pas au terrorisme par la terreur. On peut comprendre le réflexe de vengeance des Etats-Unis. Mais comprendre n'est pas approuver. Et il serait désastreux qu'au nom de nos valeurs on utilise les moyens de l'adversaire haineux. La soi-disant croisade pour « le Bien » à laquelle on nous appel-

le ne saurait prendre la forme de frappes aveugles et meurtrières. C'est l'honneur des démocraties de ne pas pratiquer la loi du talion et d'opposer la justice à la haine.

Bombarder Kaboul ou Kandahar au prix de milliers de morts parmi ceux qui sont, déjà, les victimes des talibans, et même tuer, sans jugement, des coupables présumés mieux ciblés, c'est multiplier les « martyrs » ; c'est enclencher la spirale de la haine ; c'est nous renier nous-mêmes.

Ce n'est pas la guerre. Et la guerre n'est sûrement pas la bonne riposte à cette « non-guerre ». Mais force est de constater que nous sommes bien désarmés pour réagir. Parce qu'il est difficile de savoir contre qui riposter, mais aussi parce que le droit international en vigueur n'est pas adapté à la nouvelle dimension et aux nouvelles formes prises par le terrorisme international.

Les juristes sont comme les carabiniers – toujours en retard d'une « guerre ». La Charte des Nations unies a été conçue en fonction de

la seconde guerre mondiale comme le Pacte atlantique l'a été en raison de la guerre froide. Même les traités destinés à lutter contre le terrorisme aérien (la seule branche du droit antiterroriste qui soit à peu près complète) ou le tout récent Statut de Rome créant la Cour pénale internationale sont des instruments du XX<sup>e</sup> siècle.

L'horreur des attentats du 11 septembre pourrait et devrait conduire à adopter, rapidement, des instruments adaptés aux nouvelles menaces qui planent sur le monde. Même du pire un mieux peut sortir. Les grandes avancées du droit sont toujours le fruit de crises majeures. Et l'écroulement poignant des Twin Towers pourrait offrir l'opportunité, dramatique, de commencer à bâtir le droit international du XXI<sup>e</sup> siècle.

*Alain Pellet est membre et ancien président de la Commission du droit international des Nations unies, professeur à l'université Paris-X Nanterre.*

## Mondialisation, antimondialisation : à revoir

par Philippe Chalmin

POURRA-T-ON demain parler de mondialisation et, a fortiori, d'antimondialisation, comme avant, avec les mêmes arguments, sans que les attentats du 11 septembre nous amènent à modifier à la fois la forme et le fond de ce débat ? Cela paraît bien difficile et, franchement, peu souhaitable.

Sur la forme, tout d'abord. Les contestataires de la mondialisation devraient honnêtement admettre que leur remise en cause du « néolibéralisme dominant » s'est bien souvent, au stade de la vulgarisation, confondu avec un antimécanisme primaire. C'était là, bien sûr, l'image la plus facile, celle qui faisait mouche à coup sûr, surtout en Europe, et en particulier en France, mais aussi dans de nombreux pays arabes.

La symbolique du McDo ou des semences Monsanto est, en effet,

accessible à tous, beaucoup plus qu'une taxe Tobin dont l'auteur, d'ailleurs, ne reconnaît plus son bébé. Convenons aussi que cette contestation, positive à l'origine et véhiculant des thèmes importants pour l'avenir de l'humanité, insuffisamment pris en compte jusque-là, comme l'environnement, la transparence financière ou la sécurité alimentaire, s'est rapidement enlisée dans un rejet de plus en plus systématique et violent de toute forme d'économie de marché.

La montée de la violence lors des derniers sommets internationaux (Nice, Göteborg, Gênes) a quand même de quoi laisser rêveur. On pourrait même songer à quelque manipulation des milieux les plus extrémistes : un mouvement international voudrait en tout cas déstabiliser l'Occident qu'il ne s'y prendrait pas d'une autre manière. A semer le vent de manière désordon-

née, on peut récolter la tempête... et quelle tempête ! L'amalgame est bien sûr excessif ! Mais il y a dans le passé tant de belles histoires de manipulation (qui ne se souvient des intellectuels pacifistes des appels de Stockholm et de Pleyel manipulés par l'URSS stalinienne) que l'on ne saurait être trop méfiant.

La contestation pacifique et constructive est le privilège des démocraties. Attention à ne pas faire le jeu des totalitarismes de tout poil – qu'ils soient religieux, idéologiques ou militaires – en faisant preuve de violence et d'intolérance.

Mais c'est surtout sur le fond du débat que les choses doivent changer et que devraient peu à peu s'imposer de véritables convergences. Sur nombre de points, en effet, la critique de la mondialisation est juste, et les attentats du 11 septembre ont bien mis en évidence les faiblesses.

Fallait-il ainsi attendre un tel événement pour découvrir le scandale que représentent les paradis fiscaux et leur opacité financière propice à tous les trafics ? Si une « frappe éclair » apparaît nécessaire, c'est aussi vers les Bahamas, Jersey ou le Liechtenstein qu'il faut la diriger.

Quant aux racines du fondamentalisme religieux, ne se trouvent-elles pas dans les échecs du développement économique, dans le nivellement des classes moyennes émergentes au fil de crises que la seule « potion de Washington » (FMI et Banque mondiale) n'a pas permis d'éradiquer. De ce point de vue, la situation actuelle d'un pays comme la Turquie est éclairante : ce sont les déçus du décollage turc que l'on risque de retrouver dans les rangs de l'islamisme le plus radical, comme on y trouve déjà les exclus d'Algérie, des Philippines et, bien sûr, de Palestine. Efficace certes, la « main invisible du marché » est bien maladroite lorsqu'il s'agit de ménager des transitions économiques plus harmonieuses.

Sur ce point – et bien d'autres –, la carence de gouvernance mondiale est patente, et adversaires comme partisans de la mondialisation devraient se retrouver pour récla-

mer aux dirigeants de ce monde, aux politiques, de prendre enfin leurs responsabilités. En cédant à une certaine confiance béate dans la « nouvelle économie » et les conséquences positives des dérégulations et de la liberté des échan-

**Si une « frappe-éclair » apparaît nécessaire, c'est aussi vers les Bahamas, Jersey ou le Liechtenstein qu'il faut la diriger**

ges, n'ont-ils pas abdiqué leur devoir de politique au sens propre du mot ?

Depuis quelque temps, le monde ressemblait par trop à un bateau ivre qu'une sorte de divine providence entraînaient, croyait-on, vers les rivages verdoyants du bonheur économique. En s'alarmant des récifs dont ils perçoivent bien les dangers,

les contestataires voudraient couler le navire ou, pis, le rendre encore plus ingouvernable. Ce faisant, qu'ils le veuillent ou non, ils font le jeu de ceux qui ne rêvent que de chaos et de destruction.

Le rôle de la contestation dans toute démocratie est de pousser le politique à se dépasser. Une occasion va bientôt se présenter pour adopter cette démarche positive. Début novembre devait se tenir à Doha (Qatar) la conférence ministérielle de l'OMC. Plutôt que de rêver de détruire cette institution, qui commence à faire preuve de son efficacité (même lorsqu'elle s'exerce à l'encontre des producteurs de Roquefort...), ne faut-il pas au contraire la renforcer et proposer un Millenium Round à la fois court dans le temps et global dans ses objectifs, en profitant justement de la vague de solidarité qui saisit le monde ?

Plutôt que de détruire, n'est-il pas temps de construire ? Mais attention, si ce message d'espoir n'est pas entendu, au retour des barbares...

*Philippe Chalmin enseigne les finances internationales à l'université Paris-Dauphine.*

## Celui qui se veut plus grand qu'Allah

par Manoel de Oliveira

JE disais que mon dernier film *Je rentre à la maison* était une sorte de non-histoire, d'apparence légère, comme son titre, où on raconte un court moment de féerie, à l'aube du nouveau millénaire, à Paris, ville des Lumières, reflet et centre de notre complexe civilisation occidentale.

Peu de temps a passé depuis que le protagoniste du film, Gilbert Valence, est rentré chez lui, à Joinville, et voilà que s'est produite cette attaque inattendue et vile sur New York et Washington.

On suppose que, voilà des millions d'années, l'Amérique était de haut en bas collée à l'Europe et à l'Afrique, avant le cataclysme qui les a séparées en deux et que les eaux de l'Atlantique n'aient envahi le grand vide qui sépare aujourd'hui ces continents. De l'autre côté apparemment les Indiens, les Incas, les Mayas et, de celui-ci, les Européens et les Africains, séparés les uns des autres. D'autres millions d'années ont passé et à ces habitants naturels des Amériques, les Indiens, les Incas et les Mayas, allèrent s'unir les peuples de l'Europe, qui ont emmené avec eux les Africains comme main-d'œuvre forcée.

Aujourd'hui, ce vaste territoire appelé Amérique est peuplé de gens venus des différents continents (point n'est besoin, maintenant que tout est fait, de rappeler de quelle façon généreuse les Européens sont entrés là-bas et comment ils y sont ensuite restés pour former ces peuples nouveaux que sont les Américains du Nord, du Centre et du Sud).

Nous disons, en revanche, qu'ils ont réuni non pas les terres mais des peuples qui venaient d'endroits différents, sans pour autant unir les deux parties. Mais avec la prédominance de la culture occidentale méditerranéenne, au début, et anglo-saxonne, par la suite. C'est elle qui persiste dans cet assemblage complexe de peuples, avec en plus les peuples originaires de l'Orient asiatique, surtout au Brésil et aux Etats-Unis. Les Etats-Unis sont aujourd'hui le centre névralgique de notre civilisation, dans le domaine économique, guerrier et, par conséquent, politique et diplomatique.

**Il reste bien vivant pour, de sa vie confortable, jouir des folles et hideuses choses qu'il fait exécuter**

Mais vient d'apparaître une nouvelle race qui se répand sur le globe. Les terroristes. Gens qui rendent plus difficile cette tranquillité souhaitée qui nous réconfortait auparavant lorsque nous disions « *Je rentre à la maison.* »

Et qu'est-ce que le terrorisme ? Le terrorisme est, avant toute chose, l'autoreconnaissance d'une impuissance propre et, pour cela, agit dans l'ombre. Il a un chef, un « haut seigneur », d'une grande

modestie car il ne revendique pas la paternité de ses actions d'éclat, héritier d'une fortune prodigieuse, en terres de ses aïeux et entourée d'autres, voisines, où jaillit le pétrole qui se vend aux futures victimes.

Lui, le « tout-puissant », il maintient le peuple dans une misère traditionnelle et atavique mais paie bien ses acolytes qui vont tendre les pièges et s'y laissent mourir, comme ça a été le cas à New York et à Washington.

« Allah est grand » pour ceux qu'il pousse à mourir pour la sainte cause. Mais il n'est déjà plus si grand pour ce « haut seigneur » qui se mesure en taille et en force avec Allah, allant sans doute même jusqu'à se juger plus grand. Et, comme ça, il reste bien vivant pour, de sa vie confortable, jouir des folles et hideuses choses qu'il fait exécuter.

Cet homme ne dit pas « *Je rentre à la maison* » puisque, d'une certaine façon, il n'en est jamais sorti. Et tandis qu'il se régale à regarder tout autour de lui, dans son pays et les pays voisins les luxuriants jets de pétrole, lui, le « magnifique » pense, dans sa machiavélique imagination, tranquillement et pacifiquement, à la prochaine machination, indifférent aux milliers d'innocents qu'il immole cruellement dans ses actes démesurés d'abus de pouvoir et ensuite dans les vengeances inévitables qui vont suivre.

Jusqu'à quand ?

*Manoel de Oliveira est cinéaste.*

*Traduit du portugais par Jacques Parsi.*

Un jeudi sur deux

# Challenges

le news de l'économie

L'eur et moi

Dossier pratique

15<sup>F</sup>

## Après le choc...

TAPIE

Cent jours de crise à l'OM

PLACEMENTS

Se protéger en jouant les fonds étrangers

Nouvelle formule - un jeudi sur deux

# Piketty, la gauche et l'impôt

par Jean Gadrey

Le livre de Thomas Piketty *Les Hauts Revenus en France au XX<sup>e</sup> siècle, Inégalités et redistributions* (Grasset) est terriblement dérangeant pour la politique fiscale actuelle de la gauche. Certains l'ont immédiatement compris. Ils ont commencé à allumer des contre-feux, avec des arguments tels que l'on se demande s'ils ont lu le livre. Il est vrai que, avec ses 800 pages serrées et bourrées de chiffres, de réflexions méthodologiques et d'analyses historiques, c'est le genre d'ouvrage qui se prête mal aux lectures en diagonale destinées à juger le caractère politiquement correct d'un écrit, plutôt que le sérieux de la démonstration. C'est un pavé, sans doute, mais c'est surtout un pavé dans la mare du gouvernement et de ses choix fiscaux. Pour trois raisons. En premier lieu, ce livre ne porte nullement sur la politique fiscale actuelle de la gauche. C'est une analyse aussi approfondie et aussi objective que possible d'un siècle d'évolution des inégalités en France, contenant en grand nombre des résultats inédits, superbes, sur les hauts et les très hauts revenus et sur la façon dont l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les successions ont joué, au moins à certaines périodes, dans le sens de la réduction des inégalités.

Ceux qui allument des contre-feux auront bien du mal à réfuter les grandes tendances ainsi révélées. C'est pour cela qu'ils déplacent la cible, en critiquant Piketty pour ce qu'il n'a pas écrit.

## Le discount fiscal, qui conduit au discount de l'action publique, engendre le discount social. Et c'est encore plus vrai quand ce discount fiscal est foncièrement inégalitaire

En deuxième lieu, ce livre est d'autant plus dérangeant pour le gouvernement que Piketty avait plutôt, dans le passé, apporté de l'eau au moulin de Laurent Fabius, qu'il s'agisse de la réduction des charges sur les bas salaires ou du crédit d'impôt, voire de l'hostilité plus ou moins explicite aux 35 heures. Les recettes du modèle américain, adaptées à la gauche dans le cadre d'une pensée social-libérale, semblaient donc pouvoir être appliquées en France avec l'aval du jeune économiste et de la défunte Fondation Saint-Simon. J'écris « semblaient » car ceux qui, à droite et à gauche, encensaient les thèses de Piketty passaient sous silence les conditions de forte progressivité de l'impôt dont il les assortissait. Cela deviendra difficile après ce nouveau livre. En troisième lieu, ce travail démolit avec talent, preuves à l'appui, un grand nombre de mythes ou d'hypothèses antérieures. Certaines sont des thèses académiques : par exemple, celle du grand économiste américain Simon Kuznets, qui pensait que le capitalisme de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle allait voir les inégalités diminuer de façon presque naturelle, ou les thèses inverses, plus récentes, selon lesquelles les nouvelles technologies des années 1980-1990 constitueraient un facteur déterminant du creusement des inégalités.

L'ouvrage de Piketty répond : l'essentiel réside dans le fait que l'Etat intervienne ou n'intervienne pas dans la redistribution des richesses, et dans l'ampleur de cette redistribution. Les lois économiques et les techniques ne sont pas sans effet, mais les inégalités se creusent d'abord si on les laisse se creuser.

Autre mythe qu'il deviendra plus difficile de répandre si ce livre a le succès qu'il mérite : le gros des politiques de réduction d'impôts bénéficierait aux classes moyennes et aux classes moyennes légèrement supérieures, celles qui sont matraquées

par une fiscalité excessive. On s'en doutait, mais Piketty enfonce le clou : les principaux bénéficiaires de telles politiques n'ont rien à voir avec la moyenne. Ce sont d'abord les hauts revenus (les 10 % du haut de l'échelle, ce qui correspond à un revenu mensuel de 22 000 francs par foyer fiscal) et les très hauts revenus (le 1 % du haut de l'échelle, au-dessus de 49 000 francs). Selon Piketty, on assiste depuis 1983 à une réduction des propriétés redistributrices de l'impôt, en raison, notamment, de la multiplication de dispositifs exonérant une fraction croissante des revenus du capital. Depuis cette date, l'impôt sur le revenu est devenu « un impôt à baisser ». Piketty constate un assez grand consensus des dirigeants politiques sur ces questions, et donc sur l'état des inégalités en France.

Il me semble que cette attitude de l'élite politique des années 1980 et 1990 n'est pas indépendante du fait que ceux qui préconisent les mesures fiscales, ceux qui les conseillent et ceux qui exercent le plus de pressions sur les décisions font aujourd'hui majoritairement partie du groupe des très hauts revenus, ou aspirent à en faire partie au plus vite. Ce sont les grands bénéficiaires des réductions pour lesquelles ils militent, en se réfugiant derrière deux mythes, celui de la défense des classes moyennes et celui des contraintes de la mondialisation : la France ne pourrait plus ignorer le moins-disant fiscal pratiqué ailleurs (surtout pour les très hauts revenus), elle risquerait d'y perdre ses talents, ses cerveaux et ses capitaux.

Ces arguments, qui reviennent au fond à admettre tranquillement l'impuissance des politiques nationales et à s'aligner sur les prix de l'Etat les plus bas, arrangent bien les promoteurs-bénéficiaires des réductions d'impôts. Mais, que l'on sache, les pays nordiques, où la pression fiscale, les prélèvements obligatoires et le poids relatif de l'emploi public sont les plus élevés du monde, se portent plutôt bien selon tous les critères économiques (croissance et niveau de vie), technologiques (ils sont en tête des palmarès européens pour l'usage des nouvelles technologies) et pour la recherche-développement) et surtout sociaux (faiblesse des taux de chômage, inégalités sociales et taux de pauvreté les plus bas du monde).

Le discount fiscal, qui conduit au discount de l'action publique, engendre le discount social. Et c'est encore plus vrai quand ce discount fiscal est foncièrement inégalitaire. Il existe quatre piliers de la réduction des inégalités, si l'on fait abstraction des politiques salariales des entreprises et des administrations : l'impôt (s'il est suffisamment progressif), la protection sociale et les services sociaux qu'elle finance, les services publics (éducation, santé, transports, poste, services publics locaux...) si on ne les oblige pas à s'aligner sur les « lois du marché » en réduisant corrélativement leurs missions d'intérêt général, et la fraction du « tiers-secteur » dont l'action est orientée en priorité vers des publics en difficulté.

Thomas Piketty s'intéresse uniquement à l'impôt, ce qui lui a été reproché. Mais ce reproche est un peu injuste. En tant que chercheur, il s'est donné un objet, il en a montré rigoureusement l'importance et l'impact. Son livre n'est pas un essai politique impressionniste sur l'ensemble des déterminants des inégalités ni sur les formes multiples qu'elles prennent. Laurent Fabius pensait que la gauche risquait de perdre les élections à cause de l'impôt. En un sens, il avait raison. Elle court le risque de les perdre à cause des réductions d'impôts et de la réduction corrélative des marges de l'action publique en faveur des véritables classes moyennes et des ménages pauvres et modestes : 50 % des foyers vivent avec des revenus mensuels inférieurs à 8 200 francs, et ce sont eux qui ont le plus besoin de l'intervention publique, de politiques de l'emploi, de protection sociale et de services publics correcteurs d'inégalités.

Jean Gadrey est professeur d'économie à l'université Lille-1.

# Laurent Fabius prend des risques

par Louis Maurin

AINS que le ministre de l'économie, Laurent Fabius, l'avait indiqué, en 2002, la gauche risque bien d'être battue par les impôts aux prochaines élections. Non à cause de leur poids, mais – ironie du sort – parce que la majorité plurielle les a diminués en suivant ses conseils.

La politique de diminution des taxes prive en effet la majorité d'une partie des moyens nécessaires pour moderniser l'action publique et donner un nouvel élan au pays. L'incertitude économique et politique internationale qui fait suite aux attentats contre les Etats-Unis rend encore plus décalée une politique qui refuse de prendre en considération l'ampleur des besoins collectifs.

La politique fiscale a des répercussions profondes, dont on a totalement négligé l'ampleur : il s'agit de savoir quel choix de société la gauche plurielle propose à la France. Résumé, la philosophie de Laurent Fabius serait « proche » de celle de Jaurès : « Aller à l'idéal et comprendre le réel » (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> juin). S'est-il demandé pourquoi, depuis 1978, toutes les élections législatives se sont soldées par un échec de la majorité en place ?

La droite traîne comme un boulet son obstination à nier les transformations de la société française, et notamment l'aspiration à plus

de liberté dans le couple ou la famille, ainsi que le rejet des inégalités par la grande majorité de la population. La gauche plurielle paraît plus en phase avec le changement social, mais demeure en décalage avec les aspirations de la population, tant elle est polarisée sur une vision erronée des classes moyennes plus ou moins proches des bourgeois bohèmes, qui n'ont rien de la bohème d'Arthur Rimbaud. Les classes moyennes françaises de ce début de siècle gagnent environ 12 000 francs par mois pour un ménage composé de deux actifs salariés et non 40 000 comme le pensent certains.

Le gouvernement peine à répondre aux demandes qui s'expriment, notamment dans ces classes moyennes au sens statistique du terme, pour qui les baisses d'impôt n'ont rien d'urgent. Imagine-t-on ce qu'aurait pu faire la gauche avec les 60 milliards de francs de recettes fiscales perdues cette année avec la suppression de la vignette et la baisse de l'impôt sur le revenu notamment ? Elle trouverait, par exemple, les 2 milliards de francs qui manquent pour faire bénéficier de la couverture maladie universelle (CMU) les 1,2 million d'adultes handicapés ou de personnes âgées qui en sont écartés, car les minima sociaux qu'ils perçoivent dépassent de 52 francs mensuels le plafond de ressources. Elle pourrait augmenter

des minima sociaux parmi les plus bas d'Europe, et proposer un minimum aux jeunes qui « galèrent » après des études écourtées trop tôt et n'ont le droit au RMI qu'à 25 ans (pourant majeurs quand il s'agit de voter). Elle trouverait les moyens d'augmenter une aide publique au tiers-monde qui dépasse tout juste 30 milliards de francs par an (soit 0,33 % de la richesse nationale), moitié moins que l'ensemble des baisses d'impôts de cette année. Qui peut dire que l'action de la France est à la hauteur dans chacun de ces domaines ?

## La gauche plurielle est polarisée sur une vision erronée des classes moyennes

La liste est longue des mesures qui engageraient notre pays sur la voie d'un progrès économique et social durable et que beaucoup de Français attendent, moins sensibles aux sirènes fiscales qu'on le dit. Est-ce être « dépensoir » – comme dirait Laurent Fabius – que de préférer l'aide au tiers-monde ou l'accueil des jeunes enfants aux baisses d'im-

pôts ? Dépenser plus ne règle rien si, en même temps, on ne dépense pas mieux, notamment en réformant la façon dont fonctionne l'Etat. Mais il n'y a pas de miracle financier à attendre, sauf à remettre en cause l'action publique dans les domaines que le gouvernement lui-même juge prioritaires (éducation, sécurité et emploi entre autres).

Quelle société nous voulons construire ? On peut éviter la voie libérale (sociale ou non), « incitatrice » et inégalitaire, sans prêcher la rupture avec l'économie de marché assortie d'une planification des besoins. Comme l'ont fait les pays scandinaves, la voie sociale-démocrate consiste à répondre à des besoins collectifs concrets et clairement identifiables par des services publics de qualité, pas nécessairement par le biais de l'Etat seul, mais aussi à travers les organismes de protection sociale, les collectivités locales ou les associations. C'est ainsi que l'on dispose des meilleures chances de réduire les inégalités.

Il est encore temps de s'en donner les moyens. Encore faudrait-il que le débat démocratique sur les besoins ne soit pas escamoté en se privant de recettes fiscales de plus en plus indispensables.

Louis Maurin est journaliste au magazine « Alternatives économiques ».



**145 000 COLLABORATEURS**

**▶ HÔTELLERIE**

3 600 hôtels  
90 pays

Sofitel,  
Novotel, Mercure, Coralia,  
Ibis, Etap Hotel, Formule 1,  
Motel 6 et Red Roof Inns...

[accorhotels.com](http://accorhotels.com)

**RESULTATS SEMESTRIELS 2001  
EN BONNE PROGRESSION**

(en € millions)	Juin 2000	Juin 2001	Variation
Chiffre d'affaires	3 316	3 600	+ 8,6 %
Résultat brut d'exploitation	851	960	+ 12,8 %
Résultat avant impôt	326	355	+ 9,0 %
Résultat net, part du Groupe	196	224	+ 14,3 %
Marge brute d'autofinancement	434	504	+ 16,1 %

**▶ Bonne performance des résultats semestriels**

Dans un contexte de ralentissement économique perceptible depuis plusieurs mois, Accor affiche des résultats se traduisant notamment par une amélioration de un point de la marge opérationnelle, une croissance de 14 % du bénéfice net par action et une progression de plus de 16 % de son cash flow. La qualité de ces résultats ainsi que la bonne situation financière de Accor méritent d'être soulignées, au moment où s'ouvre une période plus incertaine.

**▶ Conséquences des récents événements sur les résultats 2001**

Avant les événements du 11 septembre, les dernières estimations pour l'année 2001 portaient sur une progression de 10 % du résultat avant impôt et de 15 % du résultat net, dans le prolongement de la tendance du premier semestre. Ces événements, compte tenu de leurs conséquences psychologiques fortes, auront, d'ici la fin de l'année, un impact défavorable sur les activités liées au tourisme international. Sans que cela ait aujourd'hui une valeur de prévision, l'année 2001 pourrait se traduire par un résultat avant impôt voisin de celui de l'année 2000. Le bénéfice net par action pourrait également être du même ordre que celui de l'an passé.

**▶ Préparation de l'année 2002**

Les forces de Accor résident dans ses réseaux cohérents, son portefeuille d'activités équilibré, la notoriété de ses marques, la fidélité de ses clients et le professionnalisme de ses équipes. En particulier, la forte présence de Accor dans l'Hôtellerie économique et milieu de gamme, ainsi que le dynamisme de ses métiers de Services, sont autant de facteurs de résistance efficaces en période de difficultés économiques.

Dans ce contexte, des mesures portant sur les coûts et le rythme des investissements sont en préparation. Les atouts de Accor et sa réactivité lui permettent d'aborder l'avenir avec confiance et détermination.

Retransmission vidéo de la présentation des résultats semestriels du 19 septembre 2001 sur [www.accor.com/finance](http://www.accor.com/finance)

Service Relations Actionnaires 0 811 01 02 03 (prix appel local)

**ACCOR.COM**

Jean Gadrey est professeur d'économie à l'université Lille-1.

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 202 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Economie de guerre

Les Américains redécouvrent l'Etat. Pompiers, secouristes, agents hospitaliers, services de sécurité ont été à l'honneur dans la catastrophe. L'enquête engagée mobilise tous les services de police, de justice, de douanes. L'armée américaine se prépare pour une riposte. En parallèle, sur le plan économique, le gouvernement prépare une série de mesures de soutien de grande ampleur. C'est vers les services publics que se tourne une Amérique plus habituée à vanter les mérites de l'initiative privée et la libre entreprise. Et c'est à un président républicain que revient la tâche, à contre-emploi, d'organiser une sorte d'économie de guerre, face aux « actes de guerre » des terroristes, selon les mots de George W. Bush.

L'idéologie du laisser-faire n'est plus de mise. Dès le lendemain des attentats, la Banque centrale a injecté 190 milliards de dollars de liquidités pour éviter que les circuits financiers ne se grippent. La somme atteindra 300 milliards en quelques jours. En fin de semaine passée, l'équipe Bush annonçait qu'elle prendrait des mesures en faveur du transport aérien, premier secteur en péril après le drame. Le Congrès vote des crédits d'urgence de 40 milliards de dollars pour les secours et pour l'armée. Aujourd'hui, le gouvernement prépare un plan en plusieurs volets de relance de l'activité.

L'économie a été « choquée », a expliqué M. Bush. Au pire moment. Les attentats sont intervenus alors que la croissance était revenue proche de zéro et

que les premières mesures prises se semblaient pas avoir d'effet. La Federal Reserve a réduit le coût du crédit sept fois depuis le début de l'année et Washington a remboursé 40 milliards de dollars aux ménages sous forme de baisse d'impôts. Mais les indices ne redécollaient pas, ou pas franchement, et les marchés financiers avaient perdu espoir d'un rebond en fin de cette année. Les vagues de suppressions d'emplois dans l'industrie commençaient à saper le moral des consommateurs, dernier moteur encore allumé de la croissance américaine.

L'appétit de consommation des ménages s'est très probablement transformé en réflexe de sécurité, donc d'épargne. La récession est inévitable, mais son ampleur et sa durée restent indéterminées. Tout dépendra de la riposte militaire américaine, de son moment, des éventuelles suites.

Mais, déjà, les licenciements s'accroissent, signe d'une dégradation alarmante. American Airlines annonce 20 000 suppressions d'emplois, United Airlines met autant de salariés au chômage technique. Les compagnies aériennes, déjà mal en point, vont être secourues par des aides qu'ailleurs on appellerait « nationalisations ».

Ces aides ont un coût et des effets secondaires, comme de renforcer les firmes américaines, dont il faudra, en Europe, tenir compte. Mais, dans l'urgence, il faut encourager les autorités américaines à tout faire pour éviter une dépression qui se propagerait au reste du monde.

## Les morts sans visage du World Trade Center

LA DÉMONSTRATION serait accablante. 5 500 personnes seraient mortes ou disparues lors de la journée noire du 11 septembre, au World Trade Center de New York, mais aucune image ou presque de ces cadavres n'a été montrée à la télévision ou publiée dans la presse. Même les photos de blessés sont rares. Les hôpitaux ? Rien. L'agence américaine Associated Press (AP), qui diffuse régulièrement des images pénibles, n'a montré que de rares blessés en sang. « C'est un événement édulcoré », confirme un cadre d'AP. Quasiment tous les magazines illustrés, *Time* et *Newsweek* en tête, ont publié des numéros spéciaux où l'on voit les tours exploser et s'effondrer, le paysage désolé, les sauveteurs qui s'affairent, des rescapés recouverts de cendres. Mais la mort n'aurait pas de visage.

Les mots ont même été plus durs que les images. Combien de New-Yorkais sauvés des décombres, tel Mathew Cornelius, ont évoqué ce qu'ils ont vu : « Je ne pourrai plus jamais dormir sans voir les déchets humains devant les bâtiments, les mains, les pieds, une tête... » Déjà, des voix accusent les Etats-Unis d'avoir censuré ces images afin que la nation, amputée de deux tours hautement symboliques, reste visuellement conquérante, que le sursaut l'emporte sur le traumatisme, que la confiance perdure, que les ménages consomment et que Wall Street ne s'effondre pas.

Les Américains ne voudraient plus revoir les images qu'ils ont encore en tête de compatriotes ensanglantés et tués lors des attentats de 1998 contre leurs ambassades au Kenya et en Tanzanie. Le spectre de la guerre du Golfe et l'objectif « zéro mort » sont évoqués. 100 000 soldats ira-

kiens et 70 soldats américains seraient morts en 1991 sans que la télévision et les journaux ne puissent les montrer. Parce que le Pentagone (comme le gouvernement de Bagdad) a interdit de prendre des images de blessés et de cadavres, les pellicules étant visées par la censure à Dhahran (Arabie saoudite) avant de gagner les rédactions. A New York, nombre de photographes et de cameramen confirment que, passé le chaos du premier jour, la zone du World Trade Center a été verrouillée afin de faciliter le travail des sauveteurs et des enquêteurs. « Quand ils trouvent un corps, ils le sortent la nuit », dit un reporter.

### UN TREMBLEMENT DE TERRE

Mais peut-on évoquer une mort abstraite à New York ? Plutôt une mort dissoute. L'importance des faits n'est pas masquée puisque nous savons le nombre exact de disparus. Le drame du World Trade Center, visuellement, s'apparente à un tremblement de terre. Beaucoup de disparus, très peu de corps retrouvés, surtout des morceaux de corps répertoriés comme pour une fouille archéologique. Quel sens y a-t-il à représenter, en l'espèce, ces déchets humains ? Sans doute la réponse la plus forte à cette mort dissoute est donnée par *The Independent*, qui, dans son numéro du 15 septembre, publie, flottant dans le blanc du papier journal de grand format, un portrait souriant de Barbara Walsh, une des victimes.

L'enjeu est ailleurs, dans les images choisies par les médias américains et dans la culture visuelle, si sagement « correcte », que ces dernières révèlent. D'abord, plus que de censure, c'est d'autocensure qu'il faut parler. On sait depuis

longtemps que les télévisions et journaux d'outre-Atlantique, bien plus qu'ailleurs, rechignent à diffuser des images dures. Dans cette logique, quasiment toutes les chaînes de télévision européennes ont montré, sans que cela ne provoque un débat, les désespérés se jetant des tours jumelles. Les chaînes ABC et MSNBC ne l'ont pas fait. NBC a diffusé une séquence mais Bill Wheatley, un de ses vice-présidents, a dit que c'était une mauvaise décision. De nombreux quotidiens ont mis de côté cette « mort en direct ». Le *New York Times* a publié une photo provoquant de nombreuses lettres scandalisées. Seul le *Daily News* passe pour le vilain canard en montrant une photo de main dans les débris. « Ce n'est pas le moment d'être craintif », a dû se justifier le rédacteur en chef. Interrogé par le *New York Times*, Erik Sorenson, président de MSNBC, a dit avoir écarté, contre l'avis d'une partie de la rédaction, des images vidéo montrant « du sang, des morceaux de corps ».

Cette morale de l'image, dans un pays qui a inventé le film catastrophe, est à rapprocher du point de vue de Susan Sontag - auteur, en 1978, de *Sur la photographie*, dans lequel elle décrypte le sens et l'usage d'images célèbres - accusant les décideurs et médias américains de ne pas regarder la réalité en face (*Le Monde* du 18 septembre). Finalement, CNN est la chaîne la plus « brutale », qui a montré une dizaine de photos d'Associated Press, qualifiées de « dangereuses images », dont un corps dans un cerceuil. Et sans doute cette ouverture n'est pas étrangère au fait que la chaîne de l'information, au-delà du rêve américain, ouvre son antenne aux malheurs de la planète.

Les photos du drame new-yorkais qui s'étaient dans les magazines américains renforcent l'impression d'une nation qui cherche à se ressouder à partir de ses corps dissous dans les tours effondrées. « One Nation, Indivisible », titre *Time* dans son dernier numéro. Que voit-on partout ? Plus que le blouson de George Bush, au milieu des pompiers, on retiendra un drapeau et un territoire. Gestes spontanés ou mises en scène, on ne compte plus les bannières étoilées brandies ou flottantes au-dessus de la carcasse du World Trade Center. Le territoire, c'est celui du drame, apocalyptique, qui a donné lieu à des compositions d'une beauté étrange et stupéfiante, irréaliste, qu'aucun décorateur ou artiste ne pourra imaginer, dominée par la ruine métallique et argente. Magnifiée comme une sculpture contemporaine. Il y a aussi du lyrisme, de l'héroïsme dans ces plans larges où les sauveteurs, par centaines, tels des fourmis, font corps dans un décor de tranchées.

Que l'Amérique se ressoude après la dissolution, rien de plus logique. Mais là encore des voix s'élèvent pour dire que d'autres nations ont, visuellement, moins de chance. De plus en plus, les cadavres, corps meurtris et autres scènes de détresse sont surtout représentés dans les pays du Sud, là où un Etat, une collectivité, une personne peut difficilement contrôler son image.

Chacun imagine bien, enfin, que si les Etats-Unis entrent en guerre, les images seront sous contrôle du Pentagone pour minorer les faits et pour préserver l'opinion. Dans un entretien récent (*Le Monde* du 24 avril), l'historien Benjamin Stora, citant les 100 000 morts en Algérie depuis 1992, a défini l'enjeu de l'absence de représentation : « Je vois d'abord une incidence sur la terminologie. Peut-on parler d'une guerre quand on n'a pas d'images ? La guerre du Vietnam a ses couleurs, ses images. Or, je constate qu'on répugne à employer le terme de guerre pour l'Algérie d'aujourd'hui, qu'on lui préfère ceux de terrorisme, d'attentats, ou d'opérations, parce que les lumières de cette guerre sont éteintes. »

Michel Guerrin



Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.  
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Directeur artistique : Dominique Roynette ; adjoint : François Lichon  
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer  
Rédaction en chef centrale :  
Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre  
Rédaction en chef :  
Alain Deboue (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Jossyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economie)  
Médiateur : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Pfalloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

#### La maison de l'ONU à Chaillot

UN CHANTIER n'est jamais beau. S'il s'installe entre deux jardins, il réussit même à les enlaidir. Est-ce pour cela que les bâtiments de l'ONU, qui s'édifient à grand fracas sur la pente douce des fontaines de Chaillot, ont mauvaise presse ? Les passants sont déçus, les touristes gênés, les esthètes inquiets. L'architecte n'y est pour rien. On n'en veut pas à l'oeuvre, mais au choix de son emplacement. Car il est vrai que les carcasses en fer à cheval qui poussent en face du pont d'Iéna se préparent à rompre l'harmonie d'un décor parfait. De la terrasse on ne verra plus le fleuve ; du fleuve le regard ne mesurera plus le souple équilibre du palais.

Ainsi, dès l'entrée du chantier, un panneau s'efforce d'apaiser les esprits chagrins. Il proclame en hautes lettres : « Ces bâtiments provisoires sont destinés à abriter la

sixième session de l'Assemblée générale des Nations unies. » Car il est bien entendu que l'édifice ne doit durer que l'espace d'une session. Dès que l'ONU aura plié bagages, trois mois suffiront à redonner aux lieux leur visage familier. Les intraitables diront : « C'est encore trop. Il fallait construire ailleurs. » Mais une assemblée générale des Nations unies demande une salle des séances de trois mille places. Paris ne pouvait offrir autre chose que le théâtre du palais de Chaillot. Sinon il aurait fallu construire, et une telle entreprise exigeait deux années de travail et des crédits considérables. On a préservé de la fermeture trois musées en faisant sortir de terre, en à peine quatre mois, une annexe directement reliée à la salle.

Jean-Marc Théolleyre  
(21 septembre 1951.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## Face à une escadrille de la mort, quelle riposte ?

Suite de la première page

Un plan global de riposte, pour s'en tenir au propos du Pentagone, suppose que soient levés quelques-uns de ces tabous par une société américaine soucieuse, à juste titre, que la communauté du renseignement ne devienne un « Big Brother » indiscret, multiforme, incontrôlable ; et violant les libertés élémentaires de chaque citoyen.

En d'autres termes, il va falloir que les services spéciaux se salissent les mains et, en particulier, que la CIA, qui, depuis 1998, est autorisée à mener des actions clandestines (*covert actions*) contre Ousama Ben Laden, ait davantage de réussite dans ses entreprises.

Pour les armées américaines, que l'arrivée de Donald Rumsfeld au Pentagone n'a pas spécialement enthousiasmées, du fait de sa volonté de tout régenter et de tout modifier, il faudrait oublier les échecs passés quand il s'est agi de monter des opérations-éclair. Ainsi, nul n'a véritablement oublié le fiasco, en 1979, des commandos Delta améri-

cains de l'époque, qui échouèrent, dans le désert iranien, à sauver des otages. On se souvient aussi du retrait en catastrophe, en 1994, de la Somalie, des GI devenus des cibles vivantes de la guérilla urbaine à Mogadiscio.

Là aussi, la « machine » militaire des Etats-Unis, comme bien d'autres en Europe, n'a pas fait sa révolution : elle est passée d'un dispositif obnubilé par la préparation à un conflit Est-Ouest de haute intensité, face à un « bloc » communautaire rigide, à des missions émollientes de « gardien » de la paix, sous les drapeaux de l'ONU ou, plus souvent, de l'OTAN. Aujourd'hui, elle a du mal à se faire à la perspective que les affrontements sont dits « asymétriques », l'opposant à un vis-à-vis qui prend l'initiative et, du coup, ne respecte pas les règles du jeu.

Entre le missile de croisière Tomahawk et le débarquement en force - mais où, contre qui et pour faire quoi ensuite ? - du 18<sup>e</sup> corps d'armée aéroporté, formé, à Fort Bragg, de quatre divisions, en passant par des actions plus ponctuelles, mais compliquées à monter sans délai, de commandos spécialisés, la gamme des moyens à la diligence de George W. Bush n'est pas extensible à l'infini.

Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, admet la difficulté d'attaquer des objectifs « significatifs » en Afghanistan. Si l'hyper-terrorisme, ou le terrorisme de masse, est devenu « la guerre du XXI<sup>e</sup> siècle », selon M. Bush, qui reprend une expres-

sion de M. Clinton, les armées régulières des pays modernes ne s'y adapteront pas du jour au lendemain. Faute de pouvoir identifier un ennemi qui agit par surprise et spéculer sur ses modes d'agression.

### ADVERSAIRE MASQUÉ

On ne liquidera pas le terrorisme en huit mois, comme ce fut le cas en 1990-1991, dans le Golfe, quand une coalition de circonstance put défaire une autre armée régulière, statique, sans aucun sens de la manœuvre. Face à des réseaux « dormants » d'individus qualifiés, entraînés, infiltrés, voire prépositionnés de longue date, pour lesquels la vraie vie commence après la mort ; face à des « taupes » fanatiques, capables d'user sans aucun état d'âme et sans discrimination d'armes inattendues ou exotiques - une « escadrille de la mort » de quatre avions-suicides appartenant à des lignes intérieures - et, demain, d'armes de destruction massive (nucléaires, biologiques ou chimiques) tombées dans leurs mains ; face à « un nouveau champ de bataille », pour citer une expression chère à M. Rumsfeld, les services de renseignement et les forces armées des pays occidentaux ne sont-ils pas trompés dans leurs anticipations ?

Le président des Etats-Unis dit que son pays est en guerre. Mais, l'« ennemi » n'est ni un Etat, ni un gouvernement, ni une armée. C'est un adversaire masqué, évanescant, qui ne s'explique même pas sur son forfait après-coup puisqu'il s'im-

mole avec ceux qu'il entraîne dans la mort.

D'une certaine façon, la lutte contre le terrorisme ressemble à la lutte contre la drogue. Sans cesse remise sur le métier. On intercepte de petits trafiquants, mais on ne parvient pas à arrêter - ou, en tout cas, presque jamais - le « cerveau ». Le risque n'est pas mince, en effet, que la coalition antiterroriste, que les Etats-Unis tentent de mettre sur pied, s'embarque, selon un ancien colonel américain, dans « une guerre d'usure, sans fin, contre un ennemi sans visage » et que, selon un ancien colonel russe ayant servi en Afghanistan, « les Etats-Unis, avec ou sans alliés, se lancent dans une opération qui n'ait rien d'une pique-nique ».

Jacques Isnard

### RECTIFICATIFS

#### BERNARD HUET

Dans l'article sur la disparition de l'architecte Bernard Huet (*Le Monde* du 14 septembre), une coquille nous a fait parler des « visions éphémères » dont « quelques morts » s'étaient fait une spécialité. Il s'agissait de « quelques grands noms ».

#### LANGUES ÉTRANGÈRES

L'auteur du reportage à Duttlenheim (Bas-Rhin), dans notre cahier spécial consacré aux langues étrangères à l'école (*Le Monde* du 15 septembre), est notre correspondant Jacques Fortier et non Sophie Gherardi.

**PRÉSIDENTIELLE** Les attentats perpétrés aux Etats-Unis ont permis à Jacques Chirac de donner une dimension internationale à sa campagne. Premier chef d'Etat à rencon-

trer George W. Bush après le 11 septembre, il se retrouve dans une posture qui lui donne un ascendant sur Lionel Jospin. Fort de cet avantage, le RPR se rassemble autour de

son candidat. ● BUS REMISÉ au garage, déplacements et inauguration de locaux reportés, les «troisièmes hommes» ont dû suspendre leur campagne. François Bayrou invoque

un nécessaire «climat d'union nationale» et Alain Madelin privilégie la politique étrangère. ● PHILIPPE DE VILLIERS affirme être «dans les starting-blocks». Le président du Mou-

vement pour la France, tout en se défendant d'être déjà candidat, renouvelle ses attaques contre M. Chirac et affirme qu'il «ne sera pas le suppléant de la droite».

## La tension internationale profite plus à Jacques Chirac qu'à Lionel Jospin

Le président de la République bénéficie de son statut de chef des armées et de premier responsable de la diplomatie française.

Alors que la campagne électorale de ses concurrents est en panne, les chiraquiens resserrent les rangs et travaillent à l'élaboration de leur projet

BON ÉLÈVE, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Philippe Douste-Blazy, s'est félicité, mardi 18 septembre, du fait que Jacques Chirac soit «le premier chef d'Etat au monde» à se rendre à Washington et à New York, une semaine seulement après les attentats du 11 septembre. Le maire de Toulouse s'exprimait dans le cadre de la convention extraordinaire des Clubs 89, présidée par Jacques Toubon. Il n'a pas été le seul.

D'Alain Juppé à Jean-Pierre Raffarin, vice-président de Démocratie libérale (DL), en passant par Michèle Alliot-Marie, chacun y est allé de son petit mot pour célébrer les mérites – et la stature – du chef de l'Etat en cette période de crise. L'hôte de la rencontre, M. Toubon, a appelé de ses vœux, à la tête des démocraties, «des dirigeants de caractère et d'expérience, d'une force déterminée et d'un courage sans calcul». Pour qui n'aurait pas compris, l'ancien ministre a précisé: «Il s'agit de porter à la tête de l'Etat, là-bas, ici et ailleurs, l'homme qui peut conduire la nation dans les pires épreuves et pas seulement gérer le pays dans les temps ordinaires.» François Fillon a renchéri, en

posant l'équation du printemps 2002: «Les Français vont devoir se demander: "Qu'est-ce qu'un président de la République?" C'est quelqu'un qui voit loin et qui a les épaules larges.» Exit donc le fameux troisième homme, mais exit aussi, pratiquement, le deuxième. Quand «le premier chef d'Etat au monde» fait route vers les Etats-Unis, Lionel Jospin n'est-il pas en visite à la gare de Lyon, à Paris?

Sans trop oser le dire ouvertement, par souci de décence, la «chiraquie» se félicite que son champion se trouve conforté, au moins momentanément, par la situation créée par les attentats commis outre-Atlantique. Encore ignorait-elle sans doute, dans le luxueux hôtel parisien où elle était réunie, au grand complet, mardi soir, le premier sondage franco-français de l'après-11 septembre. Selon une étude d'opinion réalisée par l'Institut Louis-Harris, les 14 et 15 septembre auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, pour le compte de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, 64% de personnes interrogées jugent positivement «l'action de Jacques Chirac comme président de la République», soit une hausse de six points par rapport au mois de



juillet, alors que, dans le même temps, la cote du premier ministre (55%) fléchit d'un point.

La droite chiraquienne se garde, cependant, de tout triumphalisme. L'Elysée, il est vrai, n'avait guère apprécié la tonalité délibérément optimiste adoptée à Quimper, les

1<sup>er</sup> et 2 septembre, lors des universités d'été des jeunes RPR.

M. Raffarin l'a rappelé, mardi: au premier rang des trois maîtres mots des prochaines campagnes, avant même l'«union» et le «projet», doit figurer la «modestie», la claire conscience que rien n'est

encore gagné. En clair, il est prématuré de chercher à prendre ses marques pour tel ou tel poste dans un avenir qui demeure hypothétique.

Comme aux journées de Quimper, la réunion des Clubs 89 a rassemblé tout le monde. Ouverte par M. Juppé et clôturée par Nicolas Sarkozy, elle a accueilli notamment, outre MM. Douste-Blazy et Raffarin, la direction du RPR, les quatre mousquetaires de Dialogue et Initiative – Michel Barnier, Jacques Barrot, Dominique Perben, Jean-Pierre Raffarin –, le président de l'Union en mouvement (UEM), Renaud Dutreil (UDF), et celui des Amis de Jacques Chirac, Bernard Pons (RPR), lequel était assis au premier rang à côté de l'un des principaux conseillers du président de la République, Jérôme Monod. Bien que retenu par ses obligations parisiennes, même Philippe Séguin avait tenu à être présent au début de la réunion. Ne manquait, en fait, qu'Edouard Balladur.

Un peu plus tôt, les mêmes s'étaient retrouvés au sein du conseil des orientations de l'UEM, cet embryon de parti du président auquel travaillent, depuis près d'un an, MM. Juppé et Monod. Après sa fondation officielle, le 4 avril à

Paris, l'Union en mouvement doit effectuer sa rentrée, samedi 22 septembre, à Périgueux, où plus d'un millier de sympathisants se sont inscrits pour un dîner-débat. La caravane des chiraquiens se déplacera ensuite à Château-Thierry, Lyon, Marseille, Toulouse, Saint-Malo. «L'été a favorisé la conversion des gaullistes. Ils ont compris que Chirac ne peut pas être le candidat du seul RPR et ils se sont "dé-R-R-Risés"», se réjouit M. Dutreil. Le député de l'Aisne se félicite aussi que des personnalités telles que Pierre Méhaignerie, François d'Aubert, François Goulard ou Nicole Ameline, qui se prononceraient vraisemblablement en faveur de François Bayrou ou d'Alain Madelin, n'hésitent plus à participer aux cercles de réflexion de l'Union en mouvement.

### ÇA PHOSPHORE BEAUCOUP

Après la publication par les quatre animateurs de Dialogue et Initiative d'un ouvrage collectif, *Notre contrat pour l'alternance* (éd. Plon), les Clubs 89 ont apporté leur contribution en éditant une plaquette – 2002, Une volonté pour la France.

Judi 20 septembre, le RPR a consacré toute une journée de réflexion à la santé, en dialoguant avec les responsables des principales organisations professionnelles du secteur. A compter du 25 septembre, sous l'impulsion de Jean-François Copé, secrétaire général adjoint chargé du projet, le mouvement gaulliste reprendra d'autre part ses «Forums du mardi», consacrés à la justice, à la famille, à la mondialisation ou encore à l'intégration. Bref, alors que la campagne électorale est mise entre parenthèses, ça phosphore beaucoup dans les rangs de la droite chiraquienne.

«Pour gagner, Chirac a besoin d'un projet», confirme M. Sarkozy. Considéré comme «premier ministériel» et n'hésitant pas à se poser comme tel (*Le Monde* daté 2-3 septembre), l'ancien secrétaire général du RPR insiste sur l'importance des questions de société dans la prochaine campagne, d'où ses propres propositions en matière de justice, de formation ou encore de politique de la famille. La deuxième conviction du député des Hauts-de-Seine est que M. Chirac a besoin de tout le monde pour pouvoir l'emporter, d'où ses multiples contacts avec les derniers gaullistes historiques comme avec la jeune génération. Seul à pouvoir dialoguer avec tous, M. Sarkozy, qui ne doute de rien, s'est même mis en tête de favoriser un rapprochement entre les frères ennemis de la chiraquie: M. Juppé et M. Séguin.

Gérard Courtois

Jean-Louis Saux

## François Bayrou et Alain Madelin cherchent à relancer leur campagne

DES DÉPLACEMENTS annulés, un bus à l'arrêt: les «troisièmes hommes» sont quasiment au chômage technique depuis les attentats commis aux Etats-Unis. Parti de Strasbourg le 6 septembre, le bus de campagne de François Bayrou est remis au garage, au moins jusqu'à la fin du mois. Dans un communiqué diffusé le 11 septembre, une heure après les deux premiers attentats, le président de l'UDF avait invoqué le nécessaire «climat d'union nationale» destiné à faire face aux «heures les plus noires de l'histoire du monde depuis cinquante ans». Dans la foulée, M. Bayrou avait fait savoir qu'il annulait «ses déplacements de campagne prévus» cette semaine-là.

Certains de ses proches envisageaient alors qu'il poursuive son périple à compter du 17 septembre. «La campagne reprendra ses droits», affirmait le délégué général de l'UDF, Dominique Paillé, en notant qu'«on ne peut crier au danger qui pèse sur la démocratie et s'interdire de faire jouer ses mécanismes». Devant l'importance de la tragédie et, surtout, les incertitudes sur la nature et l'ampleur des représailles américaines, M. Bayrou a décidé de reporter ses déplacements d'au moins deux semaines supplémentaires. «Dans un moment aussi grave, naturellement, à mes yeux, la campagne électorale est mise entre parenthèses», a affirmé M. Bayrou sur Europe 1, le 17 septembre. La parenthèse est ouverte, nul ne sait quand elle va se refermer.

### POLITIQUEMENT INAUDIBLE

Le bureau politique de l'UDF, qui s'est tenu mercredi matin, a été exclusivement consacré à la situation internationale. Faisant la synthèse d'un débat qui a opposé les tenants d'une alliance sans faille avec les Etats-Unis, comme Hervé de Charette, aux partisans d'une approche européenne plus prudente, M. Bayrou a indiqué que l'UDF s'était déclarée «100% alliée» des Etats-Unis, mais «100% les yeux ouverts». Lors de cette réunion, l'ancien ministre Alain Lamassouze a été le seul à intervenir au sujet de la campagne électorale, en plaidant – en vain – en faveur de sa reprise immédiate.

«Le bus ne repartira pas avant le mois prochain», confirme la députée européenne Marielle de Sarnez, en ajoutant qu'il s'agira alors, pour M. Bayrou, d'«aller écouter les Français plutôt que de mener campa-

gne». Les proches de M. Bayrou attendent impatiemment que la situation internationale ne fasse plus la «une» des médias. «Fin septembre, on en aura vu le bout», veut croire le délégué général de l'UDF, Hervé Morin. Les mêmes se disent persuadés que le premier ministre est le «grand perdant» de cette crise. Chacun relativise également le bénéfice que peut tirer M. Chirac de la situation, en évoquant la défaite de George Bush face à Bill Clinton, dix-huit mois après la guerre du Golfe; celle d'Edouard Balladur, quatre mois après le dénouement à Marseille, fin 1994, de la prise d'otage dans un Airbus d'Air France; et jusqu'à la défaite de Churchill, vaincu lors des élections de 1945 par le travailliste Clement Attlee...

Alain Madelin a reporté trois déplacements – dans les Hautes-Alpes, à Bordeaux et à Strasbourg – ainsi que l'inauguration de ses locaux de campagne, qui était prévue dans les tout prochains jours. Confronté à la même situation, qui le marginalise aujourd'hui tout autant que M. Bayrou, le président de Démocratie libérale (DL) n'a toutefois pas eu à opérer le même virage que son rival centriste. A la différence de M. Bayrou, M. Madelin avait choisi, lors de sa précampagne, de ménager M. Chirac (*Le Monde* du 11 septembre); il ne se voit donc pas contraint de changer de ton à son égard. Sur tout, le député d'Ille-et-Vilaine peut trouver matière, face à cette crise internationale, à intervenir sur ce qui était devenu l'un de ses thèmes de prédilection: la politique étrangère. Lors des «Estivales libérales» organisées à Tournus du 7 au 9 septembre, M. Madelin confiait ainsi qu'il aurait des divergences à ce sujet avec le chef de l'Etat. Depuis les attentats, le président de DL a rappelé qu'il avait plaidé, en vain, pour un soutien au commandant Massoud, rencontré lors d'un séjour en Afghanistan, en 1999. Et il a réaffirmé, dans une tribune publiée dans *Le Figaro* du 19 septembre, son souci de voir la France ne plus «faire ami-ami avec des régimes qui méprisent les droits humains élémentaires». A défaut d'être aujourd'hui politiquement audible, M. Madelin, qui doit se rendre à Rome le 25 septembre, expose ses propositions à tous ceux – infirmières, médecins, buralistes, etc. – qu'il a rencontrés ces derniers jours, lors de «réunions thématiques» prévues de longue date...

Jean-Baptiste de Montvalon

## Sondages: le président de la République prend ses distances

LE SON du canon renforce la popularité des dirigeants placés en première ligne. La guerre du Golfe, il y a dix ans, avait ainsi permis à François Mitterrand de restaurer une image sévèrement écornée, au printemps 1990, par le spectacle calamiteux des déchirements du congrès du PS à Rennes. Le branle-bas de combat international déclenché par les attentats de New York et de Washington le confirme aujourd'hui: depuis la tragédie du 11 septembre, George W. Bush bénéficie du soutien quasi unanime des Américains. Jacques Chirac peut espérer profiter d'un mouvement similaire.

Le premier baromètre mensuel réalisé après ce séisme ne peut que l'encourager à jouer pleinement de la prééminence institutionnelle qui fait de lui le chef des armées et le principal animateur de la diplomatie française. Selon l'enquête réalisée par l'institut Louis-Harris, les 14 et 15 septembre par téléphone, auprès d'un échantillon national de 1 004 personnes, et publiée par *Valeurs actuelles* (daté 21 septembre), la cote de popularité du président de la République progresse de 6 points, à 64% d'opinions favorables, tandis que les opinions négatives à son égard baissent de 6 points, à 28%.

### CE REBOND DOIT ÊTRE RELATIVISÉ

Ce rebond doit cependant être relativisé. D'une part, il confirme, mais sans l'amplifier, le mouvement perceptible dans la plupart des sondages réalisés depuis la fin du mois d'août et avant le 11 septembre. A l'exception de celle d'Ipsos, marquée par une baisse sensible de 5 points de la popularité du chef de l'Etat (à 50% d'opinions favorables), les enquêtes de l'IFOP et de BVA faisaient déjà apparaître une hausse de 6 points de la popularité de M. Chirac (crédité respectivement de 60% et 61% de bonnes opinions), tandis que, selon la Sofres et CSA, il progressait de 2 points (à, respective-

ment, 47% et 57% de bonnes opinions). D'autre part, dans l'immédiat en tout cas, le président de la République n'atteint pas les niveaux de popularité record qu'il avait enregistrés en avril-mai 1999, lors de la crise du Kosovo. Il avait alors, dans tous les instituts de sondage, progressé de 7 à 10 points, avec des cotes de confiance flirtant, voire dépassant les 70%.

Il paraît enfin prématuré de juger sérieusement de l'impact de cette crise internationale sur le paysage électoral en France. Pour s'en tenir à l'essentiel – le rapport des forces entre le chef de l'Etat et le premier ministre –, il ne fait pas de doute que le climat de la rentrée n'est pas favorable à Lionel Jospin. A l'exception de CSA (+ 2 points), il est en baisse dans les cinq autres baromètres: de 1 point pour la Sofres, l'IFOP et Louis-Harris, de 2 points pour BVA et de 7 points pour Ipsos, où il enregistre (avec 45% de bonnes opinions contre 42% de mauvaises) son score le plus médiocre depuis sa nomination à Matignon.

Un deuxième indice est inquiétant pour M. Jospin. Selon l'enquête de Louis-Harris réalisée après le 11 septembre, le plafonne à 55% de bonnes opinions et ne tire, pour l'heure, aucun bénéfice de la crise internationale, à l'inverse de ce qui s'était produit lors de la guerre du Kosovo: en avril-mai 1999, sa popularité avait progressé de 6 à 13 points, plus fortement que celle de Jacques Chirac.

Si l'état actuel de l'opinion se confirmait, le chef de l'Etat pourrait – enfin – distancer le premier ministre de façon significative à sept mois de l'élection présidentielle. A l'inverse, Matignon peut escompter que la «guerre» engagée par les Etats-Unis et leurs alliés contre le terrorisme éclipse, opportunément, la morosité et les incertitudes de la rentrée.

Gérard Courtois

## Philippe de Villiers réaffirme ses critiques à l'égard du chef de l'Etat

Le président du Mouvement pour la France souligne qu'il «ne sera pas le suppléant de la droite»

«JE N'AI RIEN contre le voyage de M. Perrichon. Les voyages forment la jeunesse et les présidents de la République, mais plutôt que de passer le bras autour des épaules des pompiers de New York, Jacques Chirac ferait mieux d'entourer les épaules de ceux qui seront les pompiers du terrorisme sur le territoire français, car cette affaire-là va venir chez nous.»

Contrairement à Alain Madelin ou à François Bayrou, Philippe de Villiers profite d'une actualité qui, explique-t-il, lui fournit l'occasion d'échapper «à la campagne supra cantonale imposée, avant les événements, par la classe politique». Les événements lui permettent d'égrener, à l'instar de Charles Pasqua, son ex-coéquipier du RPF devenu son adversaire, les thèmes chers aux souverainistes.

Si le président du Mouvement pour la France (MPF) applaudit quand M. Chirac parle de la solidarité de la France avec les Etats Unis, c'est pour ajouter qu'en

revanche, «il n'a pas besoin d'aller à Washington et New York pour le dire». «Sa mission», commente-t-il, «est de protéger la France». Dimanche 16 septembre, clôturant l'université d'été de son parti, à Seignosse, dans les Landes, il a ainsi appelé à «un sursaut national» et réclamé «la suspension immédiate du traité de Schengen, ainsi que l'abolition du traité d'Amsterdam». «Il faut rétablir nos frontières et notre souveraineté pour régler nous-mêmes le problème de l'immigration et de la sécurité», a-t-il ainsi affirmé en déplorant que «depuis sept ans nos gouvernements ont sabordé l'outil de la défense française» et «transformé notre armée en milice humanitaire pro-islamiste».

### «DANS LES STARTING-BLOCKS»

La tonalité très «présidentielle» du discours de Seignosse n'a échappé à personne. Pourtant, le président du conseil général de Vendée hésite encore à se lancer dans la course à l'Elysée. Pour com-

bien de temps? Officiellement, il attendra la fin de l'année, voire le début de l'an prochain, pour se prononcer. Tiendra-t-il jusque-là? «Je suis dans les starting-blocks», nous déclare-t-il. En fait, peu de choses le retiennent puisque, affirme-t-il, il n'a pas de souci d'argent. «Les ressources du MPF, les dons et un prêt bancaire» devraient suffire à la campagne courte qu'il se proposerait de faire.

De même se dit-il assuré d'obtenir les cinq cents signatures d'élus, indispensables pour valider toute candidature à l'élection présidentielle. Alors? Alors, M. de Villiers explique qu'il tient à s'assurer que la campagne électorale – à la faveur de l'actualité internationale et de l'arrivée de l'euro – ne se cantonnera pas au débat gauche-droite et laissera un espace aux souverainistes. Car, selon lui, c'est l'avenir de la France qui en est le principal enjeu. M. de Villiers ne cache pas qu'il mise surtout sur 2007. Charles Pasqua et Jean-

Marie Le Pen, compte tenu de leur âge, ne seront plus dans la course, et il se prend à rêver de rassembler alors sur son nom «les déçus du chiraquisme, ainsi que les orphelins du RPF et du FN». Pour cela, ne vaudrait-il pas mieux qu'il soit présent dès 2002? Les sondages – qui montrent la chute des intentions de vote en faveur de Charles Pasqua et la «non-existence de Christine Boutin» – le pousseraient à se présenter.

Quoi qu'il en soit, M. de Villiers affirme haut et fort qu'il «ne sera pas le suppléant de la droite» à l'élection présidentielle de 2002. Et il ajoute même: «Je suis un homme de droite par certains côtés, mais je considère que les enjeux sont d'une telle gravité que si je devais faire un choix au deuxième tour entre Chirac et Chevènement, je choisirais Chevènement. J'ai pour ce dernier de l'estime. C'est un homme politique qui a perçu les enjeux essentiels.»

Christiane Chombeau

Rencontre nationale en région Centenaire de la Loi de 1901

Les associations et la reconversion industrielle

Samedi 29 septembre 2001

9h30 à 17h Nancy Palais des Congrès rue du Grand Rabbin Haguenauer

Ce moment d'échanges permettra de confronter les études des chercheurs, le témoignage des praticiens associatifs et le regard des professionnels de la communication sur la transformation du paysage associatif qu'a connue le territoire de la Lorraine industrielle dans la deuxième moitié du XXème siècle.

Programme

9h30 accueil des participants

Ouverture

Michel Dufraisse conseiller municipal en charge de la célébration du centenaire de la loi de 1901 vice-président de la communauté urbaine du Grand Nancy Jean-Michel Belorgey, président de la mission interministérielle pour la célébration du centenaire de la loi 1901

Animation

José Manuel Lamarque, journaliste à Radio France, spécialiste des affaires européennes

1ère table ronde

" Histoires et Territoires "

12 h30 repas offert sur place sur réservation (voir coupon-réponse)

14h00 reprise des travaux

2ème table ronde

" Transformations sociales et mutations associatives "

16h00 Chorale de l'Association des Travailleurs Slovènes d'origine (Aumetz), sous la direction d'André Kogovsek : Chœurs slovènes sur sol mineur

17h00 Clôture

Intervenants

- Antoine Bach, président de l'association " Mémoire ouvrière des mines de fer de Lorraine "
Robert Baron, délégué général de la FOL de Meurthe et Moselle et président de la commission " Services à la population " du Val de Lorraine
Patrice Blondin, coordinateur de l'action " Marins Terre Neuvas, Mineurs hongrois, les valeurs du travail " (Seine Maritime)
Yves Cardellini, administrateur du Pôle de l'Image de Villerupt, responsable du service culture de l'université de Nancy II
Jacques Chérèque, président du Conseil de pays du Val de Lorraine et ancien ministre de l'Aménagement du Territoire et des Reconversions
Elisabeth Cigalle, présidente de l'Association des Travailleurs slovènes d'origine (Aumetz)
Jean-Luc Deshayes, maître de conférences en sociologie,

- IUT de Longwy, université Henri Poincaré, Nancy I
Paulette Duarte, maître de conférences à l'université Pierre Mendès France, Grenoble II
Chantal Lamarre, directrice de l'association " Culture commune " (scène nationale-Pas de Calais)
Vincent Richard, animateur-coordonateur de la cellule d'intervention textile - habillement (Vosges)
Gérard Rongeat, directeur général de l'Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération de Nancy
François Roth, professeur d'histoire contemporaine, université Nancy II
Christa Sainz, co-directrice de l'association " Culture et Liberté " de Moselle et responsable du secteur formation
Germain Staub, délégué général d'ACTIPROMO, association pour le développement économique de Moselle Est

Coupon de participation à adresser avant le 26 septembre 2001 à :

Par courrier : Palais des Congrès Rue du Grand Rabbin Haguenauer - BP 633-54063 Nancy cedex Par télécopie : 03 83 36 81 80 Information : maggy.aulon@palais-congres-nancy.com

Madame, Monsieur : Souhaite assister à la rencontre nationale en région [ ] oui [ ] non et au déjeuner offert sur place [ ] oui [ ] non

Adresse : Code postal : Ville : Téléphone :



35, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS

Le financement des 35 heures jette une ombre sur la fiabilité des comptes de la Sécurité sociale

Le gouvernement relèvera de 9 % le prix du tabac en 2002. Les pensions augmenteront de 0,3 %

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2002 prévoit un excédent de 5,4 milliards de francs pour le régime général des sala-

riés. L'assurance-maladie restera la seule branche déficittaire (- 13 milliards). Les allocations familiales (+ 8,3 milliards), la vieillesse (+ 6,8 mil-

liards) et les accidents du travail (+ 3,3 milliards) seraient excédentaires. Les pensions de base augmenteront de 0,3 % (hors inflation).

LE MECCANO du financement des 35 heures continue. Pour équilibrer, comme la loi le prévoit, le fonds chargé de financer les allègements de charges sociales (Forec) lié à la réduction du temps de travail, le gouvernement a été contraint de trouver de nouveaux « tuyaux » d'alimentation. En 2002, ce sont ainsi 18 milliards de francs de recettes fiscales qui seront versées au Forec afin de compenser le déficit. Pour y parvenir, Elisabeth Guigou, la ministre de l'emploi et de la solidarité, devait annoncer devant la commission des comptes de la Sécurité sociale, réunie jeudi 20 septembre, une hausse de 9 % des prix du tabac.

Si cette mesure ne constitue pas une première, - les recettes du tabac ont déjà été utilisées pour les 35 heures -, l'affichage d'une nouvelle hausse peut apparaître troublante au moment où la politique économique mise en avant par Bercy est, avant tout, basée sur la baisse des impôts. C'est d'ailleurs à ce titre que Lionel Jospin avait renoncé à étendre l'éco-taxi et à augmenter la fiscalité sur le gazole malgré les engagements européens de la France.

Le gouvernement n'avait, semble-t-il, pas le choix. Le changement de méthode comptable (pour la première fois la Sécurité sociale adopte celle dite des « droits constatés » propre à toutes les entreprises) laisse en effet apparaître des résultats peu flatteurs. En 2001, le solde des quatre branches du régime général (famille, vieillesse, maladie et accidents du travail) ne sera pas positif de 8,1 milliards de francs comme prévu, mais déficittaire de 7 milliards.

735 milliards pour l'assurance-maladie en 2002

L'objectif national des dépenses d'assurance-maladie (Ondam), voté chaque année par le Parlement sur proposition du gouvernement dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, devrait progresser de 3,8 % en 2002, pour atteindre une somme globale supérieure à 735 milliards de francs. L'objectif de 3,5 % en 2001 ayant été dépassé, les compteurs ont été une nouvelle fois remis à zéro : l'évolution en 2002 a été établie à partir des dépenses effectivement réalisées et non des objectifs.

Cette révision peut paraître toutefois très optimiste, dans la mesure où la dotation hospitalière, à elle seule, doit intégrer une bonne partie du coût des 45 000 créations d'emplois prévues sur trois ans dans les hôpitaux publics. Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie, entre janvier et août 2001, les dépenses de santé ont augmenté de 5 %, en raison, notamment, de la consommation de médicaments en hausse de 8,7 %.

Le jeu kafkaïen des vases communicants ne s'arrête pas là. Le FSV, qui gère le minimum vieillesse, en particulier, est lourdement sollicité par les transferts de toutes sortes, pour le financement des 35 heures comme pour celui de l'Allocation personnalisée d'auto-

d'annuler cette créance et de la reporter en 2001. Pour cette année-là, il est prévu que la « Sécu » cède au Forec le reliquat des droits sur les alcools qu'elle détenait encore jusqu'ici : 5 milliards de francs, soit le montant du déficit enregistré en 2001 par rapport au coût des allègements de charges estimé à 95 milliards de francs.

Mais en 2002 le problème se corse. Selon les prévisions du ministère, la somme des allègements de charges devrait atteindre 102 milliards, laissant apparaître un « trou » de 18 milliards. C'est ici,

du produit de la taxe sur les véhicules à moteur en vigueur depuis 1967. Ces deux derniers impôts étaient jusqu'à présent perçus par la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). Il y aura donc bien une contribution directe de la Sécurité sociale au financement des 35 heures...

Le dernier budget de la Sécurité sociale de la législature, qui sera discuté au Parlement en octobre, table sur une augmentation de 5 % de la masse salariale. Aucune révision n'a été apportée du fait de l'augmentation du chômage enregistré ces trois derniers mois, et encore moins au regard des attentats survenus aux Etats-Unis.

Le produit de la taxe sur les véhicules à moteur en vigueur depuis 1967. Ces deux derniers impôts étaient jusqu'à présent perçus par la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM).

Il y aura donc bien une contribution directe de la Sécurité sociale au financement des 35 heures...

Le jeu kafkaïen des vases communicants ne s'arrête pas là. Le FSV, qui gère le minimum vieillesse, en particulier, est lourdement sollicité par les transferts de toutes sortes, pour le financement des 35 heures comme pour celui de l'Allocation personnalisée d'auto-

Le dernier budget de la Sécurité sociale de la législature, qui sera discuté au Parlement en octobre, table sur une augmentation de 5 % de la masse salariale. Aucune révision n'a été apportée du fait de l'augmentation du chômage enregistré ces trois derniers mois, et encore moins au regard des attentats survenus aux Etats-Unis.

Le jeu kafkaïen des vases communicants ne s'arrête pas là. Le FSV, qui gère le minimum vieillesse, en particulier, est lourdement sollicité par les transferts de toutes sortes, pour le financement des 35 heures comme pour celui de l'Allocation personnalisée d'auto-

Isabelle Mandraud

Les concessions sur le temps de travail n'ont pas rassuré les personnels des hôpitaux

LES NÉGOCIATIONS sur les 35 heures, pourtant closes, n'ont pas permis d'apaiser les tensions à l'hôpital. C'est même tout le contraire. Plus le temps passe, plus l'exaspération devient palpable, comme l'ont confirmé les différentes assemblées générales qui ont eu lieu ces derniers jours dans les établissements, en prévision de la journée nationale d'action organisée jeudi 20 septembre. Comme d'autres, celle qui s'est tenue, mardi 18 septembre, à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière s'est conclue par un soutien massif.

Bernard Kouchner, le ministre délégué à la santé, reportée. « On reste partagés entre plusieurs impressions sur la façon dont les pouvoirs publics abordent cette question » des 35 heures « visible-ment embarrassante », a réagi dans un communiqué l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH). « Au nombre de ces impressions figure, hélas, la désinvolture, fustige sa présidente, Rachel Boucher. Cette journée de mobilisation n'est certainement pas la dernière. »

ans promis par le gouvernement pour mettre en œuvre les 35 heures à partir du 1er janvier 2002.

Cet effort en faveur de l'emploi, qualifié d'« exceptionnel » par M<sup>me</sup> Guigou, pas plus que l'abaissement à 32 h 30 du temps de travail des personnels de nuit, n'a suffi à lever, lors de la dernière réunion de négociations, les réticences des syndicats (Le Monde du 14 septembre). « Le malaise sur les conditions de travail dans les hôpitaux perdure, malgré les 14 milliards de francs injectés par le gouvernement ces deux dernières années et malgré les créations d'emplois. C'est un peu décourageant », reconnaît Claude Pigement, délégué national à la santé du PS.

temps de consulter leur base, pour accepter ou rejeter le projet qui doit servir de cadre national avant que les négociations s'engagent établissement par établissement.

« DÉBATS » À LA CFDT

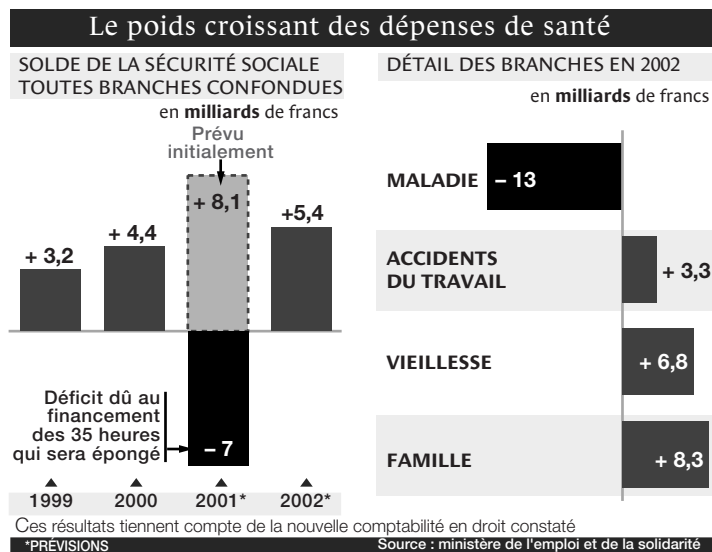
Pour le moment, l'incrédulité domine. Tentée de parapher le document, la CFDT, qui n'a pas appelé, au niveau national, à manifester jeudi, reconnaît l'existence de « débats » internes. Ses adhérents ont donc été appelés, en priorité, à organiser des « réunions d'information ». « Il reste des questions, des précisions complémentaires à apporter. Mais peut-on balayer d'un revers de main, même si c'est insupportable, 45 000 créations d'emplois ? Si le protocole est signé, nous aurons trois ans pour le mettre en œuvre », juge Yolande Briand, secrétaire générale adjointe de la fédération CFDT. L'UNSA et le SNCH (cadres hospitaliers) reconnaissent aussi qu'il y a des « avancées ». Sans doute les positions des uns et des autres s'ajusteront-elles après la journée d'action de jeudi décidée depuis le mois d'août.

I. M.

projet 267 automne 2001 le n° 76 F Les religions dans la cité avec la collaboration de... O. Abel, L. Addi, A. Boyer, C. de Galembert, E. Griou, F. Imarraïne, P. Manent, M. Morineau, T. Ramadan, J.-L. Schlegel, P. Valadier, J.-P. Willaime

Code de l'urbanisme 2002 première édition commentée CODE DE L'URBANISME DALLOZ INCLUS : la loi SRU et ses décrets d'application 1583 pages 272 F





## Au CHU de Rouen, les 35 heures suscitent appréhension et scepticisme

ROUEN (Seine-Maritime)  
de notre envoyée spéciale  
A l'entrée des ascenseurs et dans les couloirs du centre hospitalo-universitaire (CHU) de Rouen, une affi-

**REPORTAGE**  
Pour beaucoup de médecins, compter ses heures paraît « incongru »

chette orange, signée de l'intersyndicale CFDT, CGT, FO, SUD et CFTC, appelle les personnels à participer, jeudi 20 septembre, à la Journée nationale d'action sur les 35 heures. Dans cet établissement employant 6 955 personnes, le dossier de la réduction du temps de travail est désormais sur toutes les lèvres. Et c'est l'incrédulité qui domine.

Parmi les personnels paramédicaux, « il existe une forte attente en termes d'amélioration des conditions de travail et, en même temps, beaucoup d'appréhension sur la mise en place des 35 heures, notamment sur les moyens humains qui seront dégagés pour permettre la réduction du temps de travail », résume Odile Dupray et Catherine Delamarre, cadres infirmières. Dans ce CHU, où plusieurs dizaines de postes de paramédicaux ne sont pas pourvus et où la gestion des remplacements relève souvent du casse-tête, bon nombre de personnels considèrent que les 35 heures sont « irréalisables ». Et ce ne sont pas les 45 000 créations d'emplois sur trois ans promis par le gouvernement qui suffisent à rassurer les salariés. « Rapporté au nombre d'hôpitaux, ce chiffre n'est que de la poudre aux yeux », considère Odile Dupray. Quant à la solution du compte-épargne temps, elle est souvent vécue comme une « fumisterie ».

« Les 35 heures - qui obligent à rebattre toutes les cartes - génèrent forcément une remontée de toutes les frustrations et de tous les problèmes », constate Guy Vallet, directeur général du CHU. La direction estime que l'application des 35 heures nécessite la création de 450 emplois, dont environ 300 infirmières. Les obtenir est une chose, les pourvoir en est une autre tout aussi difficile dans une région déjà déficitaire en offre de soins.

### BOULEVERSER LES HABITUDES

Le CHU n'a pas attendu les négociations nationales entre syndicats et gouvernement pour se pencher sur « l'usine à gaz » que représente la réduction du temps de travail. En 2000, tous les personnels ont reçu un questionnaire les invitant à exprimer leurs attentes face aux 35 heures, et tous les responsables de l'encadrement ont été appelés à dresser un état des lieux des horaires, des repos et de la gestion des heures supplémentaires au sein de leurs services. Les résultats font apparaître que la durée de trente minutes pour le repas n'est pas respectée dans 36 % des cas, la réglementation du repos compensateur de jours fériés n'est majoritairement pas appliquée, la plupart des soignants déclarent faire des heures supplémentaires et 42 % des infirmières travaillent un week-end sur deux. Quant aux 35 heures, elles doivent être l'occasion d'améliorer en priorité « la vie familiale et personnelle », puis « la santé (sommeil, stress, rythme de vie) », « le contenu et la charge de travail » et, enfin, « les relations avec les membres des autres équipes ». Les personnels interrogés se prononcent très majoritairement contre une diminution du temps de travail sur la journée, préférant très largement un cumul de repos sur l'année, le mois ou la semaine. Chez les médecins, compter ses heures paraît « incongru », témoi-

gne Eric Bercoff, praticien hospitalo-universitaire et président de la commission médicale d'établissement. Néanmoins, il observe « un vrai changement de société, qui touche aussi les médecins ». « Les plus de cinquante ans, éduqués dans une culture de disponibilité permanente, se disent : "Où va-t-on ?" Mais d'autres, plus jeunes, s'interrogent sur le thème : "La RTT, pourquoi pas nous ?" », ajoute M. Bercoff.

Pour Eric Clavier, radiologue et accro du travail, « les 35 heures donnent le sentiment d'une remise en question de ce que l'on fait ». « Le gouvernement accorde 12 milliards de francs pour l'IRM [imagerie par résonance magnétique] et les équipements, regrette-t-il. Va-t-on sacrifier l'innovation sur l'autel du progrès social ? » Comme les paramédicaux, les médecins s'inquiètent aussi de la répercussion des 35 heures sur la qualité des soins.

Guy Vallet reconnaît que la réduction du temps de travail est non seulement « une idée techniquement compliquée », mais aussi « psychologiquement délicate ». « Les 35 heures sont presque une injure pour certains médecins mariés à l'hôpital et s'apparentent à un choc par rapport à la mission de soins », explique-t-il. Il espère que les anesthésistes et les urgentistes - habitués à un travail posté - « amèneront les autres spécialistes aux 35 heures ».

### La DCI, un mode moins coûteux de prescription

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale prévoit que les médecins pourront rédiger leurs prescriptions à partir de la dénomination commune internationale (DCI), alors qu'ils prescrivent actuellement des noms de marque. La DCI est le nom de la substance chimique active (1 700 en France), qui peut avoir des noms de marque (6 500 en France), des formes (gélules, suppositoires...) et des prix différents. Une prescription en DCI apporte au patient le même service médical, mais à moindre coût. La caisse d'assurance-maladie de l'Eure a calculé qu'appliquée à tous les médicaments substituables, la DCI lui permettrait de faire 24 millions de francs d'économie par an.

Au-delà des créations d'emplois, la réduction du temps de travail ne pourra se faire sans une réorganisation des activités à l'intérieur et entre les services, et nécessitera, de l'avis de la direction, l'installation de pointeuses. « Mettre en place les 35 heures est un vrai défi qui bouleversera beaucoup d'habitudes et de valeurs », explique Catherine Delamarre. On est obligé de parler de productivité dans un milieu où l'on n'ose pas prononcer ce mot-là » Pour Andrée Renoir, secrétaire de la section CFDT du CHU, « il n'est pas possible de revoir l'organisation des services dans une ambiance de pénurie et de conditions de travail dégradées ». Ses homologues de SUD-Santé refusent que l'insuffisance de personnels ait pour conséquence de « faire en 35 heures le boulot de 39, ce serait ni acceptable, ni tenable ».

Sophie, infirmière en cardiologie, place son dernier espoir d'améliorer son rythme de vie dans les 35 heures. Fatiguée, « lavée » par seize ans de métier, soit la réduction du temps de travail lui offre « vraiment des jours supplémentaires de congé dans l'année », soit « je m'en irai », assure-t-elle.

Sandrine Blanchard

# La consommation excessive et régulière d'alcool augmente les risques de développer un cancer

Chaque année, près de 23 000 décès sont liés à cette pratique, dont 40 % par cirrhose du foie

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) devait rendre publique, jeudi 20 septembre, une étude qui recense les effets de

l'alcool sur la santé. Une consommation excessive provoque principalement des maladies du foie, des cancers des voies aérodigestives supérieures

et des troubles du système nerveux. Les experts soulignent également les dangers spécifiques pour la femme enceinte et l'enfant qu'elle porte.

PRÈS DE 23 000 décès sont directement imputables, chaque année, à la consommation excessive et régulière d'alcool, dont plus de la moitié par cancers des voies aérodigestives supérieures et près de 40 % par cirrhose du foie, sans compter les accidents sous l'emprise de l'alcool. Ces chiffres ont conduit la Caisse nationale d'assurance-maladie, le Comité français d'éducation pour la santé et la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie à demander à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) de réaliser une expertise collective des effets de l'alcool sur la santé. Cet état des connaissances scientifiques devait être rendu public jeudi 20 septembre. Une seconde expertise portant sur les effets sociaux de l'alcool sera publiée au cours de l'année 2002.

Les principales pathologies liées à la consommation excessive d'alcool sont de trois ordres : une toxicité pour le foie, des cancers touchant essentiellement les voies aérodigestives supérieures (bouche, pharynx, œsophage et larynx),

et des effets sur le système nerveux. Les douze experts de l'Inserm rappellent que les cirrhoses résultent d'une intoxication d'au moins dix ans chez les femmes et d'au moins quinze ans chez les hommes, et pour des doses quotidiennes inférieures chez les femmes : à partir de 30 grammes d'alcool (soit trois verres standards de vin, de bière ou de spiritueux) par jour pour les femmes et à partir de 50 grammes d'alcool par jour pour les hommes. Après le diagnostic d'une cirrhose, de 40 % à 80 % des patients décèdent dans les cinq ans suivants.

L'alcool multiplie le risque de cancer par un facteur de deux à six, a fortiori lorsqu'il est associé au tabac : les consommateurs de plus de 45 grammes d'alcool par jour fumant plus de 40 cigarettes quotidiennement multiplient ainsi par quinze le risque de cancer des voies aérodigestives supérieures. Sur le plan neurologique, les troubles cognitifs (mémoire, capacités visuomotrices, etc.) sont retrouvés chez plus de 50 % des consommateurs excessifs.

Cet inventaire effectué, les experts de l'Inserm invitent à « mettre en place des campagnes d'information et de prévention qui tiennent compte de l'âge des consommateurs ». Les messages qui s'adressent au moins de quarante ans doivent « sensibiliser les personnes sur les effets différés d'une consommation régulière d'alcool ». Les auteurs de l'expertise insistent sur le passage de la perception souvent faussée de bénéfices sur le plan cardiovasculaire d'une consommation modérée d'alcool, qui n'a été montrée que dans des études chez des personnes de plus de 45-50 ans.

### FRAGILITÉ DES FEMMES ENCEINTES

De même, l'expertise collective rappelle la vulnérabilité particulière des personnes atteintes d'une hépatite virale et des femmes enceintes. Chez ces dernières, la consommation régulière d'alcool peut perturber le développement psychomoteur de l'enfant, voire entraîner un « syndrome d'alcoolisation fœtale ». D'une fréquence comprise entre 0,5 à 3 pour mille naissances, il se traduit par des malformations crânio-

faciales, un retard de croissance et des handicaps sur les plans comportementaux et cognitifs. Le risque d'accoucher d'un enfant de faible poids ou porteur de troubles cognitifs est lié à des consommations d'au moins 20 grammes d'alcool par jour, mais aucune étude n'a permis de désigner un seuil d'innocuité pour le fœtus. Les experts de l'Inserm signalent, de plus, qu'une femme enceinte ayant une consommation occasionnelle mais excessive d'alcool (par exemple cinq verres) fait courir des risques à l'enfant qu'elle porte.

Enfin, il apparaît que tous les individus ne sont pas à égalité face au risque alcool. La corpulence, entre autres, intervient : les individus obèses consommant de l'alcool en excès présentent davantage de risques de développer une cirrhose. Dans leur conclusion, les experts de l'Inserm souhaitent que les recherches débouchent sur l'identification d'un ou plusieurs marqueurs biologiques afin de ne pas dépendre des seules déclarations pour mesurer la consommation d'alcool.

Paul Benkimoun

## Nouvelle progression de l'activité et des résultats Bonnes perspectives 2001

**1<sup>er</sup> semestre 2001 : amélioration de la rentabilité**

Le chiffre d'affaires de 1<sup>er</sup> semestre 2001 s'établit à 9,6 milliards d'€, en progression de 10% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2000. La plus forte croissance est enregistrée par Bouygues Telecom (+ 36%) et, dans la Construction, par Colas (+ 18%).

La progression de l'EBITDA (+ 11%) et du résultat d'exploitation (+ 15%) confirment l'amélioration de la rentabilité du Groupe et en particulier de Bouygues Telecom dont l'EBITDA atteint 153 millions d'€ contre 38 millions d'€ au 1<sup>er</sup> semestre 2000.

Le résultat net (part du Groupe) s'élève à 108 millions d'€, en hausse de 6%.

**Structure financière très saine**

Au 30 juin 2001, les capitaux propres atteignent 5,2 milliards d'€ et la dette nette ressort à 2,1 milliards d'€. Le ratio endettement net sur capitaux propres de 41% est particulièrement satisfaisant pour un groupe opérateur de télécommunications.

Cette situation permet à Bouygues de mobiliser, si nécessaire, des ressources financières importantes pour son développement.

**Notation Standard & Poors : A-/Stable/A-2**

Pour sa première notation, Bouygues se voit attribuer par Standard & Poors les notes de référence à long terme "A-" et à court terme "A-2", avec perspective stable. Bouygues obtient ainsi une excellente notation pour une entreprise industrielle. Celle-ci atteste de la solidité de la situation financière de Bouygues.

**Bonnes perspectives 2001**

Le chiffre d'affaires prévisionnel pour 2001 s'élève à 20,5 milliards d'€, en hausse de 7%, une bonne progression dans l'environnement actuel. Bouygues Telecom continue son essor dans un climat compétitif. Dans le domaine du multimédia mobile, Bouygues Telecom va faire évoluer son offre de services en fonction des attentes de ses clients et des évolutions progressives des technologies.

TF1 devrait connaître une baisse d'environ 4% de ses recettes publicitaires, ce qui constitue une bonne performance dans la conjoncture actuelle du secteur. En intégrant les recettes provenant des activités de diversification, TF1 augmente son chiffre d'affaires de 3%.

La Construction devrait enregistrer une croissance d'activité de + 6%, grâce notamment aux performances de Colas (+ 10%).

**Prévisions de chiffre d'affaires 2001**

millions d'€	Prévision 2001	Exercice 2000	Variation
<b>TELECOM-MEDIA</b>	<b>3 700</b>	<b>3 301</b>	<b>+ 12%</b>
<b>Bouygues Telecom</b> (part du Groupe)*	1 420	1 090	+ 30%
<b>TF1</b>	2 280	2 211	+ 3%
<b>SERVICES - Saur</b>	<b>2 520</b>	<b>2 388</b>	<b>+ 6%</b>
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>14 200</b>	<b>13 346</b>	<b>+ 6%</b>
<b>Total</b>	<b>20 450</b>	<b>19 060</b>	<b>+ 7%</b>
dont International	7 570	7 062	+ 7%
* Bouygues Telecom à 100%	2 640	2 030	+ 30%

Le marché de la téléphonie mobile est en forte croissance et son avenir reste prometteur. Nous nous félicitons de ne pas nous être lancés dans une politique de conquête de parts de marché à tout prix et dans l'acquisition de licences UMTS à des coûts que tout le monde s'accorde aujourd'hui à juger déraisonnables.

Martin Bouygues Président - Directeur Général  
Conseil d'Administration du 18 septembre 2001

Retrouvez l'intégralité de la présentation de Martin Bouygues du 19 septembre 2001 : [www.bouygues.fr](http://www.bouygues.fr)  
Relations Investisseurs : [mmd@dgtrf-challenger.bouygues.fr](mailto:mmd@dgtrf-challenger.bouygues.fr)

**BOUYGUES**

**L'ESPRIT CHALLENGER**

# Un magistrat sanctionné pour ses propos sur la dépénalisation du cannabis

Un substitut du procureur de Perpignan avait jugé la législation « obsolète »

Un substitut du procureur de la République de Perpignan a été déchargé du service des stupéfiants après s'être déclaré, dans *L'Indépendant* du 17 septembre,

favorable à la dépénalisation de l'usage du cannabis « dans certaines limites et conditions ». Son supérieur hiérarchique a considéré ces propos « inacceptables ».

TOUTE vérité n'est pas bonne à dire, surtout pour un magistrat du parquet s'exprimant sur la dépénalisation de l'usage du cannabis. Jean-Pierre Colomines, substitut du procureur de la République de Perpignan (Pyrénées-Orientales), l'a appris à ses dépens. A la suite d'un entretien paru le 17 septembre dans le quotidien local, *L'Indépendant*, dans lequel il s'affirmait en faveur de la dépénalisation « dans certaines limites et conditions », M. Colomines a été déchargé, mardi 18 septembre, du service des stupéfiants dont il s'occupait au parquet. Dans l'entretien, le substitut soulignait que la loi du 31 décembre 1970 sanctionnant l'usage de stupéfiants d'un an d'emprisonnement et de 25 000 francs d'amende était « obsolète et inapplicable ». Pour preuve, le magistrat faisait état de la dépénalisation de fait pratiquée, selon lui, par le parquet de Perpignan : « Il faut savoir que nous ne poursuivons plus devant le tribunal correctionnel pour l'usage simple de cannabis [...] C'est un état de fait évolutif qui a commencé il y a environ dix ans déjà. »

Dans un communiqué publié mardi, Jean-René Floquet, le procureur de la République, considère que ces propos sont « inacceptables » et qu'ils « n'engagent nullement le parquet de Perpignan, qui continuera à appliquer la loi avec fermeté et détermination, quel que soit le produit stupéfiant concerné ». Interrogé par *Le Monde*, M. Floquet présente la décision prise à l'encontre du substitut comme « une mesure administrative interne au tribunal » et non comme une sanction disciplinaire à proprement parler, soumise, pour tout magistrat, à une procédure faisant appel au Conseil supérieur de la magistrature. « C'est purement une question de principe, estime le procureur. A partir du moment où un magistrat critique une loi qu'il est censé faire appliquer, il n'est plus crédible. »

#### « RAISON SUR LE FOND »

Au parquet général de la cour d'appel de Montpellier, dont dépend le parquet de Perpignan, on explique que « le procureur a totalement raison sur le fond », tout en soulignant que la mesure prise con-

tre M. Colomines s'inscrit dans le cadre d'un contentieux interne au parquet sur les entretiens donnés par les substituts sans l'autorisation du procureur. Par ailleurs, malgré la fermeté affichée, M. Floquet reconnaît que les poursuites en matière de simple consommation de cannabis ne sont pas « systématiques » et qu'elles peuvent être remplacées par des mesures d'injonction thérapeutique ou d'accompagnement médical, « comme prévu par la loi ».

Les syndicats de magistrats, eux, crient à l'hypocrisie et estiment que le substitut de Perpignan a payé son franc-parler. « Il a simplement dit ce que tout le monde sait, souligne Dominique Barella, secrétaire général adjoint de l'Union syndicale de la magistrature (USM, majoritaire). En France, sauf exceptions, l'usage simple de cannabis n'est plus poursuivi. C'est une réalité. Il faudrait oser en débattre. » M. Colomines, de son côté, est censé présenter au parquet général des explications écrites sur ses déclarations à la presse.

Frédéric Chambon

# A Lyon, des étrangers campent devant la préfecture pour réclamer leur régularisation

Depuis un mois, une centaine de demandeurs d'asile et de sans-papiers venus des pays de l'Est ou d'Algérie, se sont installés sur les quais du Rhône pour tenter d'obtenir des autorisations de séjour et des logements décentes

#### LYON

de notre correspondante

Lorsque les nuits sont humides, les immigrés s'engouffrent sous les grosses bâches noires d'agriculture qui recouvrent des matelas posés à même le sol, le long des quais du Rhône. Depuis vingt-huit jours, une centaine de demandeurs d'asile et de sans-papiers en provenance des pays de l'Est (Kosovo, Tchétchénie, Russie, Moldavie, Albanie, etc.) et d'Algérie campent en face des services de la réglementation de la préfecture du Rhône, quai Sarrail, à Lyon. La plupart sont des hommes célibataires mais le campement compte également quelques femmes avec leurs enfants. Lundi 17 septembre, Mgr Gaillot est venu leur apporter son soutien, jeudi, ce devait être l'anthropologue de l'Ecole des hautes études en sciences sociales Emmanuel Terray. Soutenus par la Ligue des droits de l'homme et le Groupe de veille, ils réclament des conditions d'hébergement décentes, des délais rapides d'enregistrement pour leurs dossiers à la préfecture et des autorisations provisoires de séjour avec droit au travail.

A Lyon, depuis quelques mois, le nombre de demandeurs d'asile a fortement augmenté. En 2000, la préfecture avait enregistré 1 732 demandes d'asile. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, elle en a déjà comptabilisé 1 300 et estime qu'en 2001, plus de 2 200 dossiers devraient être déposés. L'agglomération lyonnaise est devenue le deuxième pôle d'attraction pour les demandeurs d'asile après Paris. La position géographique de la ville et l'efficacité des associations expliquent cette situation.

#### UNE GRÈVE DE LA FAIM ENVISAGÉE

Face à cet afflux, les quelque 1 000 places disponibles dans les centres d'accueil ou les hôtels ne suffisent plus. Si les familles avec enfants sont logées en priorité, la situation des célibataires est particulièrement difficile. Ceux qui ne trouvent pas de place dans les centres d'accueil sont hébergés dans des centres pour sans-abri, mais leur séjour ne peut durer plus de quatorze jours. Or les délais de convocation en préfecture pour déposer leur dossier de demande

d'asile sont de quatre mois. Du coup, la plupart se retrouvent à la rue.

Depuis plusieurs semaines, la préfecture organise des réunions, avec les associations et les représentants des « campeurs » du quai Sarrail, pour tenter de réduire les délais de convocation et d'améliorer le fonctionnement des commissions d'admission, mais elle refuse de faire droit aux demandes de régularisation.

Les représentants de Forum réfugiés, le pasteur Jean Costil et Olivier Brachet, ont fait part de leurs critiques sur le mouvement du quai Sarrail, estimant qu'il opérait un « amalgame » regrettable entre les demandeurs d'asile – en situation régulière – et les sans-papiers. « Aujourd'hui, nous sommes des demandeurs d'asile, demain, nous serons des sans-papiers », répondent-ils. Malgré le froid et la polémique, les intéressés se disent plus déterminés que jamais, envisageant un recours à une grève de la faim.

Sophie Landrin



## L'élection de Bernard Seux à Béthune est annulée

LE TRIBUNAL administratif de Lille a annulé, mercredi 19 septembre, les élections municipales de Béthune (Pas-de-Calais) au motif que la sincérité du scrutin de mars n'avait pu être assurée. Le député et maire sortant, Bernard Seux (PS), avait remporté le scrutin, devançant de 60 voix Jacques Mellick (PS), ancien maire de la ville, qui tentait de reconquérir son siège après avoir purgé une peine de cinq ans d'inéligibilité pour faux témoignage dans l'affaire du match truqué entre l'Olympique de Marseille et Valenciennes. Le tribunal administratif a considéré que la sincérité du scrutin avait pu être altérée par un tract, diffusé trois jours avant le second tour, mettant en cause un colistier de M. Mellick dans l'agression d'un colleur d'affiches de M. Seux. Ce dernier a annoncé son intention de faire appel de la décision devant le Conseil d'Etat. – (Corresp.)

## Le versement de la prime pour l'emploi de 2002 pourrait être avancé

PRÉVU pour septembre 2002, le versement de la prime pour l'emploi pourrait intervenir plus tôt, au début de l'année. Matignon n'a encore pris aucune décision mais réfléchit à cette hypothèse, dans un contexte de ralentissement économique et à quelques mois des élections. Mercredi 19 septembre, Didier Migaud, rapporteur général du budget et proche de Laurent Fabius, a rejoint le camp des députés socialistes qui, comme Henri Emmanuelli, président de la commission des finances, défendent une accélération du versement de la prime pour l'emploi. M. Fabius a néanmoins évoqué des obstacles techniques dans la mesure où les bénéficiaires de 2002 ne seront pas forcément ceux de 2001.

#### DÉPÊCHES

■ **SYNDICAT** : Nicole Notat, la secrétaire générale de la CFDT, explique son souhait de « passer la main » à la tête de sa centrale par « son souci de ne pas faire un mandat de trop », dans un entretien à *Syndicalisme Hebdo*, l'hebdomadaire de sa confédération, paru jeudi 19 septembre. Elle dément être attirée par une carrière politique, soulignant qu'elle « reste très attachée à ce qui a caractérisé » son engagement à la CFDT : « renforcer le poids des acteurs de la société civile ».

■ **AFFAIRE ELF** : la demande de mise en liberté d'Alfred Sirven a été rejetée, mercredi 19 septembre, par la 9<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris. Mardi, l'ancien directeur des « affaires générales » d'Elf Aquitaine, âgé de 74 ans et détenu depuis le mois de février, avait indiqué, à l'audience, avoir été « convaincu de partir », en 1997, par des personnes qu'il n'a pas nommées (*Le Monde* du 20 septembre).

■ **FAITS DIVERS** : le décès de la petite Ovely, 23 mois, retrouvée morte le 29 août dans une rivière à L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), pourrait être dû à une « noyade accidentelle », selon un rapport d'expertise publié par *La Provence* mercredi 19 septembre. Ce rapport conclut à « l'absence de traces de violence » (*Le Monde* du 3 septembre) sur la fillette.

■ Un homme de vingt ans a tué à coups de fusil de chasse son amie, âgée de 16 ans, et le père de celle-ci, avant de mettre fin à ses jours, mercredi 19 septembre, à Montpellier. Une rupture serait à l'origine du drame, selon les premiers éléments de l'enquête.

## Un enfant handicapé va être indemnisé sur la base de l'arrêt Perruche

LA COUR D'APPEL de Bordeaux a décidé, dans un arrêt du 18 septembre, d'indemniser un couple et son enfant lourdement handicapé pour « défaut d'information sur les risques encourus par l'enfant à naître ». En 1993, deux ans après l'accouchement à la clinique Bagatelle, dans la banlieue bordelaise, les parents avaient saisi le tribunal de grande instance pour une demande d'expertise. Ils reprochaient au gynécologue de la clinique de ne pas les avoir informés des risques de malformations et de troubles neurologiques, malgré des échographies alarmantes. Dans le cas contraire, ils auraient demandé une interruption thérapeutique de grossesse. Les magistrats se sont appuyés sur l'arrêt « Perruche » de la Cour de cassation pour accorder l'indemnisation : la jeune fille bénéficiera de 400 000 francs, somme provisionnelle qui pourrait être modifiée après expertise et transformée en rente viagère. 200 000 francs sont attribués aux parents. – (Corresp.)

**SI VOUS ÉTIEZ VOTRE PROPRE CLIENT, C'EST LE LOGICIEL CRM QUE VOUS CHOISIRIEZ.**

La qualité des relations avec vos clients... c'est la croissance, ou le déclin, de votre entreprise. L'offre mySAP CRM permet à vos clients d'être très proches de l'ensemble de votre organisation. Quelles que soient leurs demandes, l'information que vous leur fournissez est cohérente. Ils bénéficient d'un service personnalisé. En effet, mySAP CRM intègre la relation client à tous vos processus de gestion et à votre chaîne logistique. Résultat : des clients satisfaits, mais aussi des cycles de vente plus courts, des profits plus importants, des entreprises plus proactives et donc plus productives.

Pour plus d'informations, visitez notre site web [www.sap.com/france](http://www.sap.com/france)

THE BEST-RUN E-BUSINESSES RUN SAP



# Le travail du dimanche jugé illégal dans la première zone commerciale de France

Plan de Campagne, installé entre Marseille et Aix-en-Provence, a accueilli 14 millions de clients en 2000. Saisi par des commerçants et artisans marseillais, le tribunal administratif a jugé illégale son ouverture dominicale. C'est désormais au préfet des Bouches-du-Rhône de trouver un compromis

## MARSEILLE

de notre correspondant régional  
220 000 mètres carrés de surfaces de vente, six mille emplois, 14 millions de passages aux caisses en 2000, la zone commerciale Plan de Campagne, implantée entre Marseille, Aix-en-Provence et Vitrolles, est sous le coup d'une décision de justice : le 6 mars 2001, le tribunal administratif de Marseille a déclaré illégaux les 147 arrêtés du préfet des Bouches-du-Rhône autorisant son ouverture dominicale. Saisi en 1997 par une association de petites entreprises, la Société des commerçants, industriels, artisans de Marseille et de sa région (Sociam), le tribunal a soutenu qu'aucun élément n'avait été apporté concernant la menace économique planant sur chacun des établissements ou un préjudice sérieux infligé à la clientèle en cas de fermeture le septième jour.

Ce fut un coup de tonnerre pour les 400 entreprises de cette zone devenue en plusieurs décennies un des lieux les plus animés de l'aire métropolitaine marseillaise (*lire ci-dessous*). Cette décision, dont l'appel n'est pas suspensif, pose un sérieux problème à l'actuel préfet Yvon Ollivier : il récolte une tempête semée par tous ses prédécesseurs qui, dans les années 1980, avaient accordé ces dérogations. Le 31 mars, M. Ollivier convoquait une table ronde composée de la Sociam, des commerçants de Plan de Campagne, regroupés dans le Centre de vie régionale (CVR), l'Association des propriétaires et exploitants de Plan de Campagne et les syndicats de salariés : des interlocuteurs représentatifs, même s'ils sont peu implantés sur le terrain. Il

était alors décidé un moratoire jusqu'à septembre afin que le préfet puisse, en cas d'aboutissement des négociations, fonder ses futures dérogations sur un consensus. Pour le moment, rien n'est signé,

disponibles à Plan de Campagne menacent les centres de toutes les villes du département : « Elles vont devenir des cités-dortoirs, assure-t-il, avec tout ce qui s'ensuit en termes de ghettos et d'insécurité. »

## Une loi et des dérogations

**Comme la nuit, le dimanche est consacré au repos. Le code du travail (article L.221.1) stipule, en effet, que les employeurs ne doivent pas faire travailler les salariés pendant cette journée, qui est aussi celle que les religions chrétiennes consacrent au culte. Cependant certaines entreprises échappent à cette obligation, en raison de leur activité : industries à feu continu, commerces de denrées alimentaires, hôtels, restaurants, cafés, fleuristes, pharmacies, entreprises de spectacle.**

**En ce qui concerne les commerces non alimentaires qui souhaitent ouvrir le dimanche, ils peuvent le faire, dans la limite de cinq dimanches par an, sur autorisation du maire de la commune ou du préfet, à Paris. Les salariés contraints de travailler le dimanche reçoivent une compensation salariale et doivent bénéficier d'un temps de repos hebdomadaire.**

et les positions des uns et des autres, qui s'étaient rapprochées au printemps, semblent se raidir à l'échéance.

Adossée à la décision du tribunal, la Sociam affiche une posture ferme. Elle considère que la négociation ne peut porter que sur un calendrier progressif d'arrêt du travail dominical, avec des expérimentations saisonnières de fermeture partielle, et une attention plus grande portée aux activités de loisir, en expansion depuis une décennie. Son président, Roger Mongereau, a comptabilisé 1 895 liquidations d'entreprises commerciales dans la ville de Marseille en trois ans, entraînant 3 000 licenciements de salariés : il en tient les zones commerciales pour responsables. Il ajoute que les 80 000 mètres carrés encore

L'Union pour les entreprises, qui a pris sous son aile les associations de Plan de Campagne, refuse l'idée de fermeture du septième jour. Elle a lancé, par l'intermédiaire du Centre d'études et de développement des entreprises

(CEDE), une première enquête qu'elle devait présenter jeudi 20 septembre. Selon le CEDE, le succès de la zone commerciale est fondé sur le dimanche : 31 % de la clientèle annuelle viendrait ce jour-là, générant 28 % du chiffre d'affaires. De plus, sur 12 millions de personnes fréquentant annuellement la zone, 9 % viennent de régions situées hors des Bouches-du-Rhône : cette clientèle disparaît immédiatement et sans espoir de retour. Au total, 250 établissements travailleraient ce jour-là avec 4 000 salariés, dont nombre d'étudiants : sur les 157 répondant à l'enquête (représentant 3 035 salariés), 64 % affirment qu'ils procéderaient à des licenciements en cas de fermeture dominicale, soit 377 salariés menacés, auxquels s'ajouteraient ceux des prestataires. L'étude du CEDE chiffre donc à 567 les emplois directement en jeu, et affirme que la détérioration de l'image en menacerait bien d'autres. Car « 72 % des interrogés » dans l'enquête auprès de la clientèle « se déclarent contre la fermeture le dimanche ».

Les syndicats ouvriers sont divisés. Alain Comba, pour FO, rappel-

le que son organisation est opposée au travail dominical. Mais il ajoute qu'il est impossible « d'accepter les conséquences en termes d'emploi » d'une éventuelle fermeture. Il propose donc « le renchérissement du travail du dimanche », en l'occurrence une prime de 350 francs. Cela présente, selon

de. Mais CGT et CFDT ne voient pas les choses du même œil : pour Jean-Marc Cavagnera (CFDT), il faut « remettre Plan de Campagne dans la légalité », c'est-à-dire fermer.

La négociation ne peut donc porter que sur un plan d'accompagnement d'une durée de trois ans. Il soutient d'ailleurs que nombre de petits commerçants sont discrètement favorables à la fermeture et souligne qu'il deviendrait très difficile de refuser aux grandes surfaces des dérogations dominicales si Plan de Campagne obtenait gain de cause. Il rappelle, au passage, qu'Ikea, dans la zone voisine de Vitrolles, après avoir été contraint de fermer le dimanche, a embauché soixante-dix personnes l'année suivante.

A la préfecture des Bouches-du-Rhône, on espère très fort que la négociation des partenaires sociaux aboutira à la signature d'un accord de l'essentiel des participants. Et on assure qu'on instruira les dossiers de demande de dérogation avec une très grande attention.

Michel Samson

**Au total, 250 établissements travailleront ce jour-là avec 4 000 salariés, dont bon nombre d'étudiants**

lui, le double avantage de satisfaire les nombreux salariés qui, dans l'illégalité parfaite, ne touchent aucun bonus dominical et de faire pression pour la diminution du travail ce jour-là. La CGC et la CFTC sont sur la même longueur d'on-

## Des sociologues aixois ont exploré « une ville émergente »

### MARSEILLE

de notre correspondant régional  
Il est de bon ton de mépriser les zones commerciales et celle de Plan de Campagne, première du genre, n'y échappe pas. Cet espace est perçu, surtout par ceux qui n'y vont pas, comme de l'antiville. Ayant longtemps échappé à toute gestion politique, il fonctionne comme un repoussoir qui s'oppose aux vieux centres urbains où régneraient l'urbanité, la civilité, la citoyenneté – le lien social, puisque c'est le terme consacré. L'esthétique kitsch d'enseignes criardes, la signalisation interne identique à celle des routes, l'omniprésence des voitures et des parkings, l'absence de bâtiments publics et, bien sûr, d'édifices historiques seraient les signes incontestables de ce moins d'urbanité.

### POINTILLEUSES OBSERVATIONS

Il faut y regarder de plus près, comme l'ont fait des équipes de sociologues du Laboratoire méditerranéen de sociologie d'Aix (Lames) effectuant différentes études, pour le plan urbanisme construction et architecture, durant l'année 1999. Leur pointilleuse observation de la façon dont les groupes vaquent dans la zone et des trajets qu'ils empruntent, leurs rencontres avec les propriétaires de restaurants ou de bowling montrent que ce qui fut d'abord un temple du discount électro-ménager est devenu un des lieux principaux de l'urbanité contemporaine.

Plan de Campagne n'est pas un endroit où l'on irait faire des courses différemment. On s'y rend en groupe, famille élargie le plus souvent, on y déambule, on y bavarde, on s'y arrête et on attend comme dans n'importe quel autre lieu de la ville. On s'y déplace selon des parcours complexes, utilitaires et ludiques, entre des routes et des magasins de toutes tailles offrant une incroyable gamme de produits, de l'animal à l'accessoire automobile, de la brocante aux habits démarqués, de l'ameublement à la chaussure, du hamburger aux ordinateurs dernier cri, de la démarque bon marché aux accessoires de luxe.

Mais on va aussi à Plan pour d'autres raisons : il y a cinquante lieux de restauration sur la zone, et une part importante de l'activité est désormais consacrée à la distraction : bowling et cabarets, aquarium et ferme modèle y ont fleuri ces dernières années, ainsi qu'un multiplex de cinéma. La présence de deux hôtels logeant principalement des travailleurs ayant à faire dans le secteur, celle de marchés de plein air, de restaurants ouvriers à bas prix et une activité nocturne croissante renforcent l'idée des auteurs qu'il y a bien là aussi de la sociabilité urbaine.

Ils notent d'ailleurs une coïncidence historique frappante : Plan de Campagne a pris son essor dans les années 1970, au moment même où le complexe industrialoportuaire marseillais s'effondrait avec les dynasties qui le portaient depuis un siècle. C'est dire que l'extension de cette zone commerciale traduit la transformation complète de la zone urbaine et périurbaine marseillaise, devenue dans ces années-là une plate-forme tertiaire mêlant activités fonctionnaires et commerciales, au lieu des entreprises usinières d'antan.

D'ailleurs ce développement est contemporain de la création de l'immense marché au puces marseillais et de ce qui fut l'ère glorieuse du quartier Belsunce, place forte du commerce européen-algérien. Bref, c'est bel et bien un nouveau centre urbain de l'aire métropolitaine marseillaise qui s'est créé là, à l'insu de la plupart des décideurs institutionnels. Une « ville émergente », disent les sociologues qui l'ont explorée.

M. S

★ « Champs relationnels, champs circulatoires, « ville émergente » et urbanité au prisme de Plan de Campagne » (sous la direction de Samuel Bordreuil, Lames-MMSH-CNRS)

★ « Rapport d'échange et ordre moral ; l'épaisseur sociale de la grande surface : le cas de Plan de Campagne » (sous la direction de Michel Péraldi, Lames-MMSH-CNRS).

L'événement sportif le plus important au monde est aussi l'un des plus grands défis pour l'univers des Technologies de l'Information.

Toshiba, Partenaire Officiel des Coupes du Monde de la FIFA 2002 et 2006™, jouera un rôle essentiel pour le succès de ces compétitions. Non seulement en fournissant, pour la Coupe du Monde de la FIFA Corée/Japon 2002™, l'ensemble des équipements informatiques (PC, Portables et Serveurs), mais aussi en associant son expertise aux équipes de la FIFA, pour le développement du site Web officiel de cet événement. A cette occasion, Toshiba démontrera son savoir-faire en matière de qualité et de fiabilité de ses produits, ainsi que sa capacité à proposer des solutions Internet clés en main. Toshiba s'engage activement, afin que le succès des prochaines Coupes du Monde de la FIFA™ soit aussi le succès de l'innovation, dans le domaine des Technologies de l'Information.

**Partenaire Officiel pour les Technologies de l'Information**

**TOSHIBA**  
www.toshiba.fr

**SOCIAL** Si l'Allemagne n'échappe pas à la vague des plans sociaux, le poids des syndicats et la cogestion qui caractérisent le capitalisme allemand imposent aux entreprises de

limiter le nombre des demandeurs d'emploi. ● SIEMENS propose à ses salariés de prendre des congés sabbatiques, Volkswagen expérimente un nouveau type de contrat de tra-

vail, la Commerzbank favorise le temps partiel dans sa filiale Comdirect. ● SI LES SYNDICATS restent très favorables à la cogestion, le patronat la juge en partie dépassée

et estime que son coût pèse lourdement sur l'économie ● LE CHANCELIER SOCIAL-DÉMOCRATE Gerhard Schröder se veut à la fois le garant du modèle allemand et son réforma-

teur, favorisant par exemple les fonds de pension mais rendant plus difficile les OPA hostiles. ● LE MODÈLE ALLEMAND reste difficilement exportable en France.

## Le « modèle social » allemand au secours de l'emploi

Outre-Rhin, plusieurs grandes entreprises de la métallurgie et des services ont récemment annoncé des mesures innovantes pour limiter l'impact des plans sociaux sur l'emploi. Malgré tout, le débat sur la cogestion reste très vif

### FRANCFORT

de notre correspondant

La cogestion, applaudie ou controversée même en Allemagne, peut-elle servir d'amortisseur pour une économie confrontée au ralentissement mondial ? « Oui », affirment les syndicats. « Pas si sûr », rétorque le patronat. Toujours est-il que, dans le flot des plans sociaux annoncés ces derniers mois, des entreprises de premier plan ont puisé dans les vertus du fameux dialogue social allemand pour « limiter la casse ».

La Dresdner Bank, par exemple, a annoncé, mardi 18 septembre, 1300 suppressions d'emplois supplémentaires, mais elle assure que ces restructurations se feront sans licenciements secs, d'ici à 2003, « selon la tradition sociale » de l'établissement, a tenu à préciser le président de son directoire, Bernd Fahrholz. « Il s'agit de mesures de fluctuations naturelles, de départ en pré-retraite, et de temps partiels », indique-t-on auprès de l'établissement francfortois, où l'on a déjà lancé deux vagues de « rationalisation » (5 000 personnes dans la banque de détail, puis 1 500 dans les activités d'investissement). Le détail de ces plans a été longuement négocié avec les représentants du personnel, dont des membres siègent au

conseil de surveillance, à parité avec les représentants patronaux, en vertu des règles qui régissent la vie des grands groupes.

De la même manière, Siemens a lancé dans les premiers jours de septembre un plan de congés sabbatiques afin d'alléger une vague de licenciements prévue dans une des activités en proie à de vives turbulences : la téléphonie mobile. Même si l'addition est élevée, avec des milliers de postes supprimés malgré tout, pour de nombreux experts, le géant allemand a eu la main moins lourde que ses concurrents mondiaux, du fait des obligations sociales qu'il doit respecter dans son pays d'origine.

### UNE USINE SAUVÉE

Dans une autre branche, le courtier en ligne Comdirect, filiale de la Commerzbank bousculée par la déprime boursière, a annoncé fin août le passage au temps partiel de la majorité de ses salariés (lire ci-dessous).

De même, les négociations en cours au sein du groupe automobile Opel entre la direction et le comité d'entreprise européen, piloté par les syndicalistes allemands, doivent tenir compte des traditions germaniques. Tandis que le nouveau président du directoire de la filiale de

General Motors, Carl-Peter Forster, entendait fermer une usine en Europe, il a dû donner, fin août, l'assurance de renoncer à ce projet avant d'entrer dans le vif des négociations avec les syndicats pour boucler son plan d'économies. « Nous nous sommes unis pour éviter une

ble les licenciements économiques », note-t-il. Les pourparlers devaient déboucher d'ici à la fin de septembre, mais risquent de se prolonger.

A l'inverse, puisqu'il s'agit cette fois d'embauches, le constructeur automobile Volkswagen vient de boucler un vaste programme de

### Le gouvernement renforce les comités d'entreprise

**C'est une des grandes fiertés du ministre du travail, Walter Riester (SPD) : l'ancien numéro deux du syndicat de la métallurgie d'IG Metall a finalement réussi à imposer sa réforme de la cogestion. Le texte a été voté en juin, après des mois de négociations et une vive controverse. « C'est un pilier important de la paix sociale en Allemagne », répète le ministre du travail. L'objectif : conforter la position des comités d'entreprise dans des secteurs où ils ont du mal à se faire une place, en particulier les PME et les services. La création des comités doit être facilitée, le nombre de permanents augmenté, les procédures électorales allégées. Ainsi, les travailleurs intérimaires vont-ils disposer d'un droit de vote au sein des sociétés d'intérim qui les emploient. Les droits des comités d'entreprise en matière de qualification et de maintien de l'emploi seront étendus. Et leur rôle sera accru en matière de lutte contre le racisme et de protection de l'environnement.**

nouvelle décision du type de celle prise par Renault pour son usine belge de Vilvorde », indique Thomas Klebe, un dirigeant d'IG Metall, membre du conseil de surveillance d'Opel : « Notre objectif est de limiter au maximum le nombre de départs et d'exclure autant que possi-

crée un nouveau type de poste, baptisé « 5 000 × 5000 » : 5 000 personnes seront recrutées à un salaire brut de 5 000 deutschemarks par mois. Ce projet, qui a fait l'objet de négociations laborieuses pendant plus d'un an, a reçu le soutien du chancelier Schröder en personne.

Certes, si elles soulagent sans doute les salariés concernés, l'impact des initiatives prises ici ou là n'est pas toujours énorme. Chez Siemens, par exemple, à peine une centaine de personnes pourraient bénéficier des congés sabbatiques proposés ; les cadres sont réticents car ce repos transitoire, imaginé dans l'attente d'un rebond rapide du marché, pourrait entraver leur carrière. « Les innovations développées par Volkswagen font rarement école, du moins en l'état, mais il est vrai qu'elles influencent le débat », observe un analyste financier.

### RÉSISTANCE DU MODÈLE RHÉNAN

La cogestion, estime-t-on même dans les rangs syndicaux, ne permet bien sûr pas d'éviter une période de ralentissement. Confrontés au ralentissement mondial ou à des problèmes de compétitivité, nombre de groupes ont d'ores et déjà taillé dans les effectifs, après avoir convaincu les syndicats de soutenir ces économies. La « tradition sociale », toujours mise en avant, n'a pas empêché le pays de perdre des centaines de milliers d'emplois industriels ces dernières années.

Néanmoins, ces mesures traduisent la résistance du modèle consensuel qui caractérise le capitalisme rhénan, malgré l'influence

très sensible des méthodes anglo-saxonnes. La cogestion n'échappe pas à cette lame de fond. Les associations patronales, qui soulignent l'apport bénéfique de cet outil lors des dernières décennies, le jugent bien souvent inadapté aujourd'hui. A l'heure de la mondialisation, au moment où les groupes allemands se développent hors de leurs frontières, cette pratique serait un luxe impossible à exporter, et empêcherait des restructurations plus radicales. « C'est le genre de dispositif qui a de quoi décourager les investissements en Allemagne », dit en outre un économiste proche du patronat.

Malgré tout, les initiatives prises dans différentes entreprises mettent du baume au cœur d'un gouvernement confronté à la hausse régulière du chômage depuis le début de l'année (3,8 millions de sans emplois). En juin, le ministre du travail de M. Schröder, Walter Riester — un ancien d'IG Metall —, a réussi à faire voter, après une controverse de plusieurs mois, son projet de réforme de la cogestion. Le texte est entré en vigueur à point nommé. Au moment où l'Allemagne se demande avec inquiétude si elle va pouvoir échapper à la récession.

P. Ri.

### TROIS QUESTIONS À...

#### DIETER POUGIN

**1** Vous êtes conseiller à la direction de la Confédération des syndicats allemands (DGB). Pensez-vous que la cogestion permette d'amortir les effets sociaux du ralentissement économique ?

Quelle que soit son efficacité, la cogestion ne peut pas compenser les difficultés macroéconomiques. Le dialogue entre les partenaires sociaux au sein d'une entreprise peut juste faciliter la transition dans des périodes délicates. Il peut s'agir de proposer des schémas pour sauver des emplois, ou des idées pour améliorer la production, par le biais de nouvelles organisations. L'efficacité des comités d'entreprise dépend de la force de proposition des représentants du personnel. Mais il est certain que cela peut permettre d'adoucir l'impact du ralentissement sur notre économie. C'est vrai à l'Ouest, mais aussi à l'Est : beaucoup d'entrepri-

ses des nouveaux Länder n'existeraient pas s'il n'y avait eu la mobilisation des membres des comités d'entreprise. Dans les grands groupes, nombre d'accords de réduction du temps de travail, de temps partiel, n'auraient jamais existé sans cet outil. Il suffit d'observer l'exemple de Volkswagen pour en être convaincu.

**2** L'approche consensuelle, qui est une force de l'économie allemande, vous paraît-elle remise en cause par l'influence grandissante du modèle anglo-saxon ?

Le modèle du partenariat ne me semble pas en danger. Il est vrai que le capitalisme rhénan est sous pression, mais toutes les parties (patronat, syndicats, économistes) s'accordent pour trouver des avantages à cette formule. Toutes les études démontrent que la paix sociale qui prédomine dans les entreprises allemandes est un de leurs atouts. Ceux qui affirment le contraire veulent en fait casser le modèle allemand.

**3** L'accompagnement des changements actuels mené par le gouvernement Schröder vous convient-il ?

Pour l'instant, malgré quelques critiques, nous sommes satisfaits des réformes entreprises par le gouvernement Schröder. La réforme des retraites va par exemple confirmer le principe de solidarité qui nous tient à cœur. La modernisation des règles de cogestion va permettre de renforcer ce type de dispositif dans des secteurs où il a du mal à exister, comme les PME, les services ou la haute technologie.

Les piliers fondamentaux du capitalisme rhénan, consensus et cogestion, ne sont pas remis en cause. Au contraire, les syndicats vont par exemple avoir un nouveau rôle à jouer avec les réflexions en cours sur les fonds de pension mis en place au niveau des branches, selon ce qui vient, par exemple, d'être convenu dans la métallurgie.

Propos recueillis par Philippe Ricard

## Trois programmes destinés à amortir le choc

**BAPTISÉ** « Time out », le programme de congés sabbatiques engagé par le groupe électrotechnique Siemens depuis le 1<sup>er</sup> septembre s'adresse aux salariés des activités de téléphonie mobile. Ceux-ci peuvent prendre des congés rémunérés en échange d'une baisse assez importante de salaire. Les volontaires peuvent partir par exemple pour une durée de trois mois, avec une baisse de 50 % de leurs revenus. Ce plan expérimental doit durer un an. Siemens espère que, d'ici là, le marché aura repris. Le groupe implanté à Munich, une région où les pénuries de main-d'œuvre sont réelles, considère qu'il sera moins cher de fidéliser de la sorte ses salariés, plutôt que de les licencier, puis d'avoir à recruter dans quelques mois, en cas de rebond de l'activité. Néanmoins, cette initiative trouve un écho mitigé du côté des salariés.

● Le projet « 5 000 × 5 000 » aura mobilisé direction et syndicat de Volkswagen pendant plus d'un an. Les négociations se sont conclues fin août. En principe, 5 000 personnes doivent être embauchées au salaire brut minimal de 5 000 deutschemarks (c'est-à-dire un fixe de 4 500 deutschemarks, et une prime d'au moins 500 deutschemarks). Ce salaire correspond à peu près au salaire moyen dans la métallurgie mais est inférieur au salaire moyen de Volkswagen. Surtout, ces salariés ne seront plus seulement

rémunérés en fonction de leur temps de présence, mais aussi selon des objectifs de production. Pour tenir le cahier des charges, ils travailleront 35 heures par semaine, en rythme annuel, soit l'horaire en vigueur dans la métallurgie — contre 28,8 heures pour les effectifs allemands de Volkswagen. Les horaires pourront atteindre 42 heures par semaine lors des périodes de surcharge. Ce programme innovant doit permettre de produire un nouveau modèle sur le site historique du groupe, à Wolfsburg, où 3 500 chômeurs seront recrutés dès 2002. 1 500 autres devraient l'être ensuite dans l'usine de Hanovre.

● Afin d'éviter davantage de licenciements, Comdirect, le courtier en ligne de la Commerzbank, va mettre en place des mesures de temps partiel à partir du 1<sup>er</sup> octobre. Le temps de travail et les salaires de 765 des 1 300 salariés des services administratifs et des centres d'appel seront réduits de 20 % pendant six mois. Les mesures pourront être modulées à l'issue de cette période, en fonction de l'évolution du marché. Lourdement déficitaire, confrontée aux difficultés boursières, Comdirect doit néanmoins supprimer 150 emplois, « par fluctuation naturelle », selon l'accord conclu avec les syndicats.

P. Ri.

## Gerhard Schröder réforme par petites touches le « modèle rhénan »

### FRANCFORT

de notre correspondant

Le capitalisme rhénan vit désormais sous une influence croissante de son rival anglo-saxon. Long-

### ANALYSE

Ses réformes ont conforté la réputation du chancelier d'être le « camarade des patrons »

temps rétifs aux marchés boursiers, les chefs d'entreprises se sont plus ou moins convertis à l'idée de « création de valeur » pour les actionnaires. Les liens capitalistiques entre les grandes institutions financières et l'industrie se détendent peu à peu, les banques et les compagnies d'assurance perdent une partie de leur contrôle sur le monde des affaires. Les particuliers, malgré les turbulences enregistrées depuis plus d'un an, sont de plus en plus nombreux à placer leurs économies en bourse. Bref, le déclin du modèle rhénan semble incontournable.

Si elle suscite certaines résistances, notamment dans les rangs syndicaux, cette mutation sans précédent est cependant largement accompagnée par le gouvernement du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, qui cherche aussi à la canaliser.

La coalition rouge-verte au pouvoir à Berlin a l'ambition de « moderniser » la société et donc l'économie, selon le pacte gouvernemental signé après les élections de 1998. Plusieurs mesures conçues par le gouvernement vont donc contribuer au chamboulement de l'économie allemande dans les prochaines années. La réforme fiscale votée en 2000 devrait accélérer la restructuration du paysage financier et industriel : car, dès janvier 2002, les plus-values tirées de la cession de participations industrielles ne seront plus imposées. C'est dans cette perspective que l'assureur Allianz a absorbé, en juillet, la troisième banque privée, la Dresdner Bank. « D'autres mouvements sont à prévoir (...), le système actuel va se dissoudre petit à petit », écrivent les économistes de la Deutsche Bank.

### PRIVATISATIONS SANS COMPLEXE

Par ailleurs, dans la foulée de la politique suivie par le chancelier Helmut Kohl, M. Schröder et son ministre des finances, Hans Eichel (SPD), mènent une politique de privatisations sans complexe. L'Etat détient désormais moins de la moitié du capital de Deutsche Telekom et a soutenu la mise en Bourse de la Deutsche Post, deux fleurons issus de l'ancien monopole public des Postes et télécommunications. Et des secteurs autrefois très fermés,

comme l'énergie, s'ouvrent, dans le contexte du mouvement de libéralisation européen.

Enfin, la réforme des retraites, qui amorce le développement des fonds de pension, fera date : tout en influant sur la culture patrimoniale des Allemands, elle pourrait à terme doper les marchés financiers. Fiscalité, impôts, retraite, ces différents chantiers ont conforté la réputation faite à M. Schröder d'être le « camarade des patrons ».

Néanmoins, cette politique de réforme du capitalisme allemand s'accompagne aussi d'une volonté de préserver certaines traditions. Lors d'un colloque organisé par le parti social-démocrate, avant les attentats du 11 septembre, M. Schröder a affirmé qu'il ne fallait « pas compter (sur lui) pour américaniser la société allemande ». Même après trois années de pouvoir sous la houlette d'un chancelier surtout connu pour son pragmatisme, les sociaux-démocrates n'ont pas oublié les liens historiques et politiques qui les unissent au monde syndical. Or, celui-ci demeure l'un des derniers remparts du capitalisme allemand, contre les assauts de son concurrent anglo-saxon.

De fait, le gouvernement s'est appuyé sur les syndicats, contre les désirs du patronat, en modernisant fin juin le texte sur la cogestion. La nouvelle loi entend renforcer la présence et le pouvoir des comités

d'entreprise dans les petites et moyennes sociétés, et dans des secteurs comme les services ou la nouvelle économie.

### À UN AN DES LÉGISLATIVES

Par ailleurs, M. Schröder est loin d'abandonner la « Deutschland AG » à d'éventuels prédateurs étrangers. La prise de contrôle de Mannesmann par le britannique Vodafone au printemps 2000 a constitué un fâcheux précédent, une sorte de traumatisme. Le « syndrome Mannesmann » est toujours palpable : cet événement a symbolisé le triomphe de l'approche anglo-saxonne. Une loi sur les prises de contrôle doit bientôt permettre d'adapter le cadre législatif allemand aux normes internationales, tout en offrant aux entreprises les moyens de se défendre. En juillet, l'Allemagne n'a pas hésité à bloquer au Parlement européen une directive facilitant les OPA hostiles (Le Monde du 14 juillet).

Pour le chancelier, le « modèle » rhénan n'est pas dépassé mais doit savoir se reformer, quitte à s'inspirer de l'approche américaine, mais tout en gardant les bases de son succès. A un an des élections législatives, tout laisse penser que le chancelier va rester fidèle à cet état d'esprit, pour ménager ses relations patronales, et son électorat.

P. Ri.

## Un modèle peu exporté dans les filiales françaises

**UN COMITÉ** d'entreprise de Siemens France doit examiner la situation du groupe, les vendredi 21 et 28 septembre. Les syndicats s'attendent à l'annonce de mesures dans les unités de télécommunications et de l'industrie en application des plans de restructurations prévus dans le monde (voir ci-dessus). « Siemens se vante de ne pas licencier », admet une déléguée de la CGT qui craint néanmoins des mutations et des reclassements douloureux.

A priori, l'expérience des congés sabbatiques soumise aux salariés allemands des unités de téléphonie mobile ne sera pas étendue. Les responsables syndicaux reconnaissent d'ailleurs que le modèle de relations sociales en vigueur Outre-Rhin, n'a pas été exporté en France, où Siemens emploie plus de 11 000 personnes.

« **CHAMBRE D'ENREGISTREMENT** » « La gestion est typiquement française », souligne Paul Bucher, délégué syndical CFDT. « Chaque division est consolidée avec ses équivalents en Allemagne. Les décisions tombent, il revient à chaque unité de les appliquer. Et nous avons parfois du mal à nous y retrouver », ajoute André Martin (CFDT). « Le comité d'entreprise reste une chambre d'enregistrement et nous sommes mis

devant le fait accompli », relève Gilbert Ruggieri (CGT). En l'absence de structure nationale, refusée par la direction, les représentants français peuvent confronter leurs informations et leurs expériences avec la direction et les délégués des différents pays une fois par an, en comité de groupe européen, à Bruxelles. Mais les contacts avec les responsables allemands de l'IG Metall restent épisodiques. Et encore, la communication s'est-elle depuis peu renforcée grâce aux courriers électroniques et aux sites Internet.

Chez Prisma Presse, éditeur de magazines (groupe Bertelsmann), si adaptation des méthodes germaniques il y a, elle tient à la personnalité particulière de son PDG Axel Ganz. « Le modèle social, c'est le respect strict des lois françaises », explique-t-on en relevant que « si l'on demande beaucoup au personnel, il bénéficie d'une juste rémunération et notamment d'une prime d'intérêt très importante ».

Les salariés ont toutefois gardé le souvenir d'un conflit dur sur les 35 heures. Pour l'heure, le groupe français reste à l'écart des remous et des changements radicaux intervenus depuis l'arrivée du nouveau PDG, Thomas Middlehof.

Michel Delberghe

# Le sidérurgiste Usinor est affaibli avant sa fusion européenne

Sa spécialisation lui a fait subir de plein fouet le retournement du marché

Le groupe français a vu son cours de Bourse tomber à son plus bas niveau historique. Son organisation et sa stratégie de spécialisation sur des produits à forte

valeur ajoutée sont sur la sellette. Sa fusion avec le luxembourgeois Arbed et l'espagnol Aceralia est étudiée scrupuleusement par la Commission européenne.

**ATTAQUE** hostile du concurrent Riva ou sanction des fonds de pension ? Mercredi 19 septembre, la question a circulé chez des observateurs d'Usinor. Alors que le groupe sidérurgique avait annoncé le matin des résultats en baisse de 86 %, à 67 millions d'euros au premier semestre, et des pertes au second, le cours de l'action s'effondrait. Plus de 2,9 millions de titres ont été échangés et le titre est tombé à son plus bas niveau historique depuis sa privatisation en 1995, à 8,3 euros. Certains se sont demandés s'il ne fallait pas y voir la main du sidérurgiste italien Riva. Celui-ci avait reconnu cet été avoir étudié une attaque sur le français pour empêcher sa fusion avec le luxembourgeois Arbed et l'espagnol Aceralia, et ainsi la création du premier sidérurgiste mondial, NewCo. La tentation pourrait être grande de reprendre l'attaque alors que la capitalisation d'Usinor atteint aujourd'hui 2 milliards d'euros, à peine le coût d'une unité comme Fos ou Dunkerque.

D'autres préfèrent y voir un avertissement du marché à Usinor, au-delà du simple retournement de conjoncture. Depuis plusieurs semaines, les analystes connaissent la situation du marché de l'acier : par trois fois, l'allemand ThyssenKrupp a révisé à la baisse ses prévisions de résultat et le luxembourgeois Arbed a annoncé une chute de son résultat opérationnel. Mais chez Usinor, l'ampleur de la dégradation surprend. Au cours du premier semestre, le groupe, dans son activité-phare, les produits plats, utilisés notamment dans l'automobile et l'électroménager, a vu ses volumes de vente diminuer de 0,7 % et ses prix de 0,3 %. Dans le même temps, son résultat d'exploitation a été réduit de moitié. « Nous avons subi la hausse du prix des matières premières et du dollar », a justifié le directeur financier, Philippe Capron. L'explication n'a pas totalement convaincu : pour certains investisseurs, c'est la capacité de résistan-

ce d'Usinor aux effets de cycle qui est en cause.

Face à ces doutes, l'heure des révisions déchirantes a sans doute sonné chez Usinor. D'abord dans l'organisation interne. La grande réforme, lancée il y a trois ans, n'a pas porté ses fruits. Les tâches ont été réorganisées sans réaliser d'économies sur les coûts et un abaissement du point mort. Une situation que le groupe ne peut plus ignorer et qui va demander d'importants efforts de productivité.

## CHANGER DE CAP

Plus perturbante encore, la remise en cause de la stratégie du groupe. A partir du début des années 1990, Usinor a choisi de mener une politique de produits de haute valeur ajoutée, seule façon, à ses yeux, d'échapper à la concurrence des pays émergents. Tout ce qui était produits communs – poutrelles, ronds à béton, produits longs – a été vendu à des concurrents. Les bonnes années, cette spécialisation se révèle très payante. Mais elle accroît aussi la fragilité du groupe en cas de retournement dans certains secteurs, comme l'automobile. Usinor vient d'en prendre conscience, lors des discussions de fusion avec le luxembourgeois Arbed et l'espagnol Aceralia. A sa grande surprise, les résultats de ses deux partenaires sont sauvés par les produits longs, notamment les ronds à béton espagnols. Depuis cette découverte, le groupe médite et se prépare à changer de cap : les produits longs, jugés jusqu'alors bas de gamme et peu rentables, devraient avoir toute leur place dans la nouvelle société Newco.

La troisième révision pourrait être imposée par Bruxelles. La Commission européenne examine à la loupe le rapprochement des trois sidérurgistes européens. Elle devrait faire connaître ses premières remarques et demandes – « sa lettre de griefs » – à la fin du mois de septembre. « Je ne connais pas l'ampleur des demandes que la Commission va nous présenter » a

déclaré Francis Mer, le PDG d'Usinor, lors de la présentation des résultats. « Nous cherchons à convaincre la Commission pour éviter des cessions », a-t-il ajouté, tout en précisant qu'il pensait que celles-ci ne devraient pas être « significatives par rapport au chiffre d'affaires total des activités concernées ». Derrière ce calme relatif, l'anxiété sourd dans le groupe. Jusqu'où veut aller Bruxelles ? Selon nos informations, la Commission se montre très pugnace sur le dossier et serait décidée à briser « l'oligopole des sidérurgistes européens ». Elle aimerait bien voir émerger un autre groupe fort, peut-être autour de l'autrichien Voest-Alpine. Dès lors, avec le soutien discret des concurrents d'Usinor, d'Arbed et d'Aceralia, qui redoutent l'émergence d'un grand groupe européen, elle entendrait demander de très importants sacrifices aux trois aciéristes. Très engagés dans leur fusion, affaiblis par la conjoncture, ceux-ci risquent d'avoir beaucoup de mal à refuser.

Martine Orange

# L'accord de branche sur les 35 heures est contesté dans les assurances

Le Groupement des mutuelles d'assurances refuse de ratifier l'accord signé le 24 juillet par la Fédération française des sociétés d'assurances et la seule CFDT. Ce texte pourrait être attaqué en justice par les autres syndicats

**LA DATE** limite de ratification de l'avenant à la convention collective nationale des assurances sur le passage aux 35 heures avait été fixé au vendredi 21 septembre. A quelques jours de cette échéance, le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances (GEMA) qui regroupe 35 sociétés dont les principales mutuelles (Maif, Macif, Maaf, Matmut...) a refusé de s'associer à l'accord signé le 24 juillet par la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) avec la seule CFDT. Face à la principale organisation du secteur (40 % des voix), les autres syndicats – CGT, FO, CFTC et CGC – ont décidé de contester le texte devant la justice.

Ce différend, qui divise les employeurs autant que les organisations de salariés, pourrait bien devenir un cas d'école. Le texte contesté est le premier exemple d'application de l'accord sur « les voies et moyens de la négociation sociale », un des chantiers de la « refondation sociale » préconisée par le Medef. Il pose en fait la question de la hiérarchie des normes et de la primauté entre les accords de

branche et les accords d'entreprises. Dans les assurances, la plupart des sociétés avaient déjà adopté des mesures d'aménagement du temps de travail avant que ne débute les discussions sur la modification de la convention collective. Opposé dans un premier temps aux 35 heures, Denis Kessler, président de la FFSA mais aussi vice-président du Medef, a fini par accepter de fixer un cadre général, à condition que les sociétés ayant déjà appliqué les 35 heures puissent bénéficier d'un statut dérogatoire.

## FAIRE SAUTER LE SAMEDI

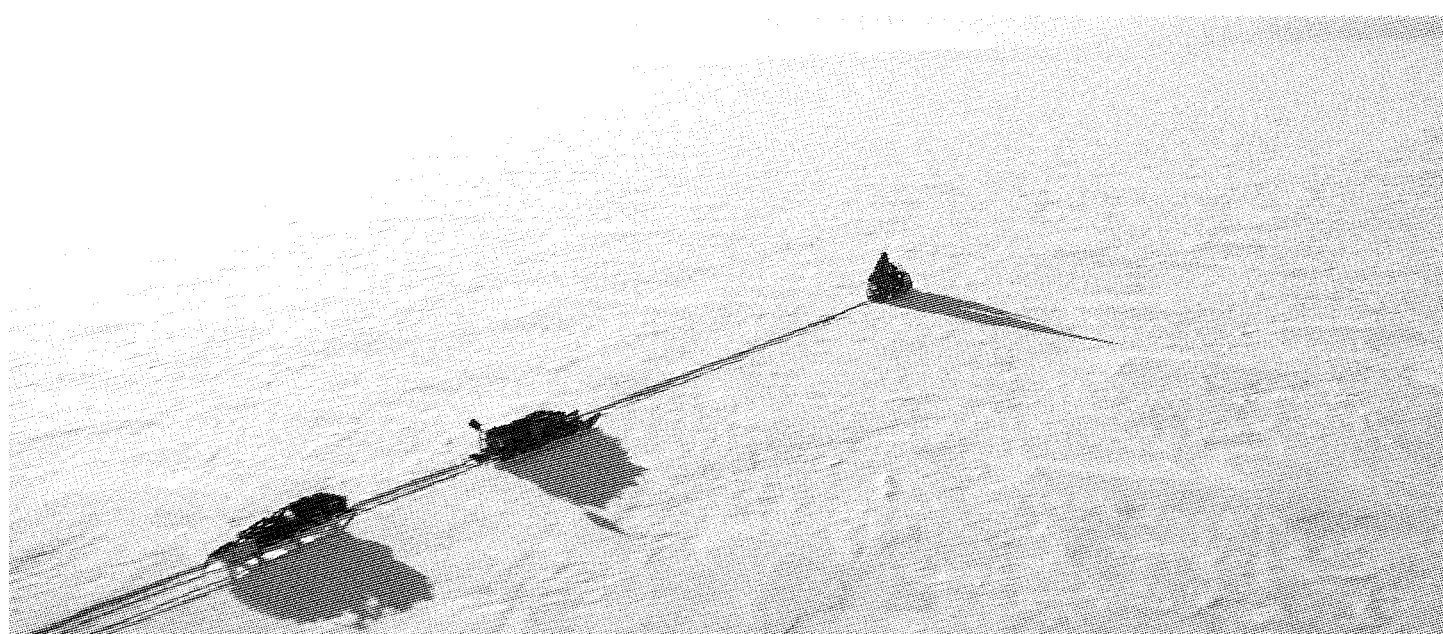
Estimant avoir obtenu des garanties sur l'alignement progressif des entreprises et sur le renforcement du droit d'opposition des syndicats, la CFDT s'est en fin de compte ralliée à cette solution inédite. La CGT, en revanche, refuse toute dérogation « à des dispositions moins favorables que la convention collective. Ce serait la porte ouverte à d'autres remises en cause conventionnelles ».

Réticent à entrer dans cette « querelle de principes », le GEMA

avait fini par accepter les modalités de l'accord. Mais ses dirigeants se sont ensuite heurtés à la CFDT à propos du travail du samedi. Pour le syndicat, l'ouverture des bureaux et des agences doit être négociée entreprise par entreprise, moyennant des contreparties. Une proposition que le GEMA a rejetée en excipant un décret de 1937 qui fixe le temps de travail à cinq jours consécutifs avec un jour de repos avant ou après le dimanche. Une façon pour lui de faire sauter le verrou du samedi.

Le blocage n'est qu'apparent. La FFSA, principale fédération d'employeurs (117 000 salariés), et le premier syndicat ont signé « un accord en bonne et due forme qui peut s'appliquer », relève M. Kessler. La CFDT ne craint pas un passage devant les tribunaux dans la mesure où, selon elle, le nouvel avenant reste plus favorable que la loi. Le ministère du travail devrait être appelé à trancher sur une demande d'extension à l'ensemble du secteur.

Michel Delberghe



## AOM-Air Liberté devient « Air Lib »

**AIR LIB**, le nouveau nom d'AOM-Air Liberté, a été présenté jeudi 20 septembre lors du salon des professionnels du tourisme, Top Résa. La nouvelle identité visuelle des deux compagnies aériennes placées en redressement judiciaire et reprises en juillet par François Bachelet et Jean-Charles Corbet (*Le Monde* du 20 septembre), choisie après consultation de la clientèle, a coûté 4 millions de francs à l'entreprise. Pour limiter les frais, les trente-deux appareils de la flotte ne seront repeints qu'au fur et à mesure des « grandes visites » que subissent tous les avions, et les uniformes ne seront que partiellement modifiés.

## La Poste recrute 5 000 personnes pour assurer le passage à l'euro

**LA POSTE** va recruter 3 000 intérimaires et mobiliser plus d'un millier de ses fonctionnaires retraités pour renforcer temporairement l'accueil du public à ses guichets, en vue du passage à l'euro le 1<sup>er</sup> janvier 2002. « Cela nous permettra de mettre à disposition de notre public 4 000 à 5 000 personnes de plus du 15 décembre au 15 janvier », a expliqué mercredi le président de La Poste, Martin Vial, qui n'a pas exclu par ailleurs un allongement des horaires d'ouverture des 17 000 bureaux de poste pendant les premières semaines du passage à l'euro.

Le syndicat SUD-PTT a jugé ce plan d'embauches temporaires « très insuffisant par rapport, par exemple, à une plus petite structure comme BNP-Paribas qui, elle, a fait appel à 5 000 jeunes pour l'euro ».

## Bouygues Télécom réduit ses pertes et veut se lancer à l'étranger

**LE NUMÉRO TROIS** français de la téléphonie mobile, Bouygues Télécom, contrôlée à 53,7 % par le géant du BTP Bouygues, envisage de se lancer à l'étranger. Après avoir réduit de 40 % sa perte nette au premier semestre (elle s'élève à 61 millions d'euros), tout en augmentant de 35,7 % son chiffre d'affaires, à 1,231 milliard d'euros, Bouygues Télécom pourrait « faire acte de candidature pour des licences (d'opérateur mobile), si elles sont à un coût raisonnable », a estimé le PDG du groupe, Martin Bouygues, mercredi 19 septembre. En Europe, a-t-il précisé, cette expansion passerait par des acquisitions d'opérateurs : « Nous n'avons aucun appétit particulier mais si une opportunité se présente, il n'est pas interdit de s'y intéresser. »

M. Bouygues s'est de nouveau félicité d'avoir refusé en janvier de postuler à une licence UMTS en France. « Je ne sais pas qui a inventé l'équivalent économique de ce bazar », a-t-il ironisé.

Complètement **givré!**

le portable **TOSHIBA Satellite 1800-750** ne coûte que

**11 490<sup>FHT</sup>** 1751,79 €HT

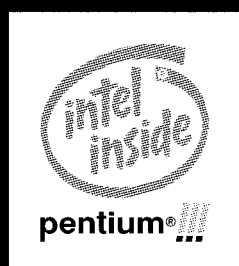
### TOSHIBA Satellite 1800-750

- Processeur Intel® Pentium® III 1 GHz
- 128 Mo SDRAM
- Disque dur 20 Go
- Écran 14"1 TFT XGA - Sortie TV
- Lecteur DVD 8X et lecteur de disquettes en simultané
- Modem 56K
- Batterie Li-Ion
- Microsoft Windows® 98 & WorkSuite 2001 (6 logiciels dont Word 2000)



Intel®, le logo Intel® Inside, Pentium®, est une marque ou une marque déposée d'Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis et/ou dans d'autres pays.

\* En route liberté



Pour plus d'informations contactez Toshiba Infos au : **0892 69 29 49** (223 FHT) ou sur [www.pc.toshiba.fr](http://www.pc.toshiba.fr)

Soit 13 742,04 FTTC ou 2 095,14 €TTC, prix conseillés chez les revendeurs agréés Toshiba participant à cette opération en France Métropolitaine. Offre réservée aux entreprises, valable du 10 septembre au 31 octobre 2001, dans la limite des stocks disponibles et non cumulable avec d'autres promotions Toshiba ou conditions particulières.

Les PC de Toshiba utilisent la version légale de Microsoft® Windows®  
[www.microsoft.com/piracy/howtotell](http://www.microsoft.com/piracy/howtotell)

Choose freedom®  
**TOSHIBA**

# Un proche de Tony Blair est nommé à la tête de la BBC

Richissime, symbole du New Labour, le nouveau président du pôle audiovisuel public britannique, Gavyn Davies, était économiste en chef chez Goldman Sachs. Il devra affronter les défis de la télévision numérique et d'une érosion de l'audience

**LONDRES**  
de notre correspondant à la City  
La nomination de l'économiste Gavyn Davies à la présidence du conseil des gouverneurs de la BBC

**PORTRAIT**  
Ce comptable dans l'âme, réservé et loyal, est fasciné par la télévision

provoque une vive polémique en raison de ses liens étroits avec le New Labour de Tony Blair. Pour la première fois dans l'histoire du service public britannique, le président du conseil des douze gouverneurs, désigné pour cinq ans, a été

choisi par une commission indépendante.

Les barbus, dit-on, dissimulent leur ambition sous leur pilosité. L'économiste Gavyn Davies, désigné mercredi 19 septembre à la présidence de la BBC, a une barbe poivre et sel taillée au plus près, le regard clair et un look à des années-lumière de la moindre fantaisie. C'est entendu, ce fils d'instituteurs, né dans l'ex-Rhodésie en 1950, n'a pas un caractère excessif comme toute personne fascinée par l'analyse des statistiques de la production industrielle britannique, sa spécialité. Toujours habité par cette même timidité qui masquerait selon ses amis une grande émotivité, ce Gallois introverti est réservé, travailleur, loyal. De son

immense fortune estimée à 100 millions de livres (plus de 158 millions d'euros), le directeur des recherches économiques de la filiale européenne de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs ne revendique ni honneurs ni Porsche. Juste une vie discrète et rangée en compagnie de son épouse, Sue Nye, l'assistante personnelle du chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, et de leurs trois enfants. Bref, l'anti-Christopher Bland, son prédécesseur, patricien conservateur jet-set, parti en mai chez l'opérateur téléphonique BT.

M. Davies, qui n'a cessé de faucher les lauriers sans les cultiver, a la baraka. Sa foudroyante carrière le laisse à penser. Après de brillantes études de macroéconomie à

l'université de Cambridge, il est « pistonné » comme chargé de mission au sein du groupe de conseillers économiques de 10 Downing Street, en 1974. Un poste obscur qui le conduit dans des circuits de la haute politique des gouvernements Wilson et Callaghan. Mais la victoire de Thatcher en 1979 l'empêche de grimper dans la hiérarchie de la fonction publique.

**TRAVAILLISTE MODÉRÉ**  
La City est une voie toute tracée. Mais, là encore, il n'atteint pas le sommet tout de suite, pantoufflant quelques années comme responsable de la collecte des statistiques dans deux petites maisons de courtage londonienne. En 1986, coup de dés, il entre chez Goldman

Sachs au moment où le célèbre établisement new-yorkais débarque en force sur une place boursière londonienne en proie au Big Bang. Très vite, il comprend l'importance des médias pour vendre ses prévisions conjoncturelles sur l'économie britannique aux clients de Goldman. Pendant des années, cet expert qui ne jargonne pas et ne méprise pas la vulgarisation apparaît à la télévision comme recours aux angoisses des épargnants. Quelle campagne de promotion ferait mieux auprès des patrons de Goldman qui le nomment associé-gérant, ce qui lui permet de devenir multimillionnaire et de tripler sa fortune lors de l'introduction de la banque en Bourse, en 1998 ?

Proche de Tony Blair et de son

rival, Gordon Brown, ce travailleur modéré a surtout un tempérament « enclin à la cohabitation » au sein du New Labour. Mais, pour des raisons politiques, le poste de gouverneur de la Banque d'Angleterre dont rêve le « gourou » financier du chancelier de l'Echiquier lui échappe il y a trois ans. En guise de compensation, le premier ministre nomme cet homme qui adore la télévision à la tête d'une commission chargée de l'examen de l'avenir de la redevance pour faciliter l'entrée de la BBC dans l'ère numérique. Ce rapport offrant un éventail de chiffres et d'analyses mais évitant de secouer les idées reçues lui ouvre le chemin de la présidence de l'audiovisuel public.

Sa tâche ne sera pas aisée. Entre le roi de Downing Street et le cardinal Greg Dyke, le puissant directeur général, il lui faudra un doigté digne des Médicis. L'opposition conservatrice a beau jeu d'accuser de népotisme un premier ministre qui a toujours préféré ses amis aux réseaux du parti pour constituer sa garde rapprochée. Désigné en 1999, Greg Dyke est également un homme lige de Blair. Les cadres de la BBC apprécieront-ils ce « comptable » dans l'âme, qui entend fourrer son nez dans leurs comptes ? Quant aux syndicats de la télévision, ils redoutent que ce fanatique de football peu porté sur les arts accentue le nivellement vers le bas des programmes pour s'assurer des parts de marché.

M. R.

Marc Roche

## L'audiovisuel public britannique traverse une zone de turbulences

**LONDRES**  
de notre correspondant à la City  
« Auntie » (Tante BBC) comme l'appellent ironiquement les Britanniques pour railler son côté « Madame Je-sais-tout » a dû récemment en rabattre. Alors que chacun pousse ses pions pour gagner la bataille de la télévision numérique, la BBC, aux prises avec l'amélioration des programmes de la télévision payante, continue de subir une érosion de son audience que rien ne semble devoir freiner.

Les nuages s'accablent au-dessus de Broadcasting House, le siège social de la BBC. Le gouvernement Blair vient, ainsi, d'infliger un double camouflet au directeur général, Greg Dyke : le rejet de son projet de chaîne numérique BBC3 destiné aux jeunes, jugé mal ficelé, et la nomination d'une com-

mission d'enquête sur l'avenir de la chaîne d'informations en continu News24 qui ne décolle pas en dépit de moyens considérables. Malgré la « Blitzkrieg » lancée par la « Beeb » contre la chaîne commerciale ITV pour tenter d'arrêter la chute de l'audience de BBC1 en bombardant de fracasantes émissions de divertissement, les plus gros succès d'antenne (comme « Big Brother » ou « Pop stars ») ont été réalisés par la concurrence privée. La pauvreté des programmes sportifs, en particulier la perte des droits de retransmission en différé des rencontres du championnat de football anglais, pénalise fortement le service public.

De surcroît, le manque de transparence dans la sous-traitance des programmes aux sociétés de production indépendantes a conduit à bien des dérapages en matière de

déontologie journalistique. Soumis jusqu'à présent à la tutelle bienveillante et passive de son conseil des gouverneurs, l'audiovisuel public pourrait passer prochainement sous le contrôle de l'Ofcom, un régulateur aux pouvoirs considérables coiffant à la fois l'audiovisuel et les télécommunications.

### MALISE DU PERSONNEL

Autre problème, le Trésor trouve trop ambitieux le pari de la BBC sur le tout-numérique qui risque de retarder la libération de fréquences en 2008 et donc l'attribution des fréquences libres au plus offrant. Les cessions d'avares, la filialisation d'activités et le train de licenciements dans l'administration, mesures destinées notamment à financer les nouveaux programmes, ont accentué le malaise du personnel.

Pourtant, la BBC reste dans l'esprit des professionnels le mètre-étalon du service public à l'euro-péenne, avec ses deux chaînes de télévision, ses cinq stations nationales de radio, son célèbre World Service et ses 24 000 salariés. Greg Dyke garde bien des atouts. L'excellence de la chaîne haut de gamme BBC-2, le succès du site beeb.com et les bénéfices records enregistrés par BBC Worldwide, la branche commerciale, grâce à la vente de programmes à l'étranger, l'attestent. La fixation pour sept ans du montant de la redevance, payée par les contribuables et assu-

rant la grande majorité des revenus, garantissant la continuité des recettes. Sommé par l'Etat de trouver 1,2 milliard de livres (1,9 milliard d'euros) de recettes supplémentaires, la BBC fait figure de bon élève grâce à la réussite de plusieurs coentreprises avec le secteur privé. Enfin, la piètre performance à ce jour du ministre responsable, Tessa Jowell à la vision rigoriste du service public a accru la marge de manœuvre jusque-là bien étroite des dirigeants de l'audiovisuel public britannique.

## RTL Group envisage une réduction de ses effectifs

**LA SÉRIE** va être longue. Après TF1, il y a quelques jours, c'est au tour de RTL Group, numéro un européen de la télévision en clair, de tirer le signal d'alarme avec de mauvais résultats. Le groupe contrôlé par Bertelsmann a annoncé, mercredi 19 septembre, une perte de 2,3 milliards d'euros pour le premier semestre contre un bénéfice de 83 millions d'euros il y a un an. Colossale en apparence, cette perte est en fait constituée à 98 % (2,27 milliards d'euros) par l'amortissement des valeurs liées à l'acquisition, par échanges de titres, de Pearson TV en avril 2000. Toutefois, ces mauvais résultats sont aussi la manifestation concrète de la récession publicitaire. Totalement axé sur la télévision en clair, à l'exception d'une participation indirecte dans TPS via M6, RTL Group est touché de plein fouet par la forte baisse des investissements publicitaires. Même sans le poids comptable de l'achat de Pearson TV, RTL Group est dans le rouge avec un déficit de 38 millions d'euros.

L'année 2001 risque d'être noire pour RTL Group. « La tendance constatée au premier semestre va s'accroître sur le reste de l'année », concède un dirigeant du groupe, qui veut rester anonyme. Ce repli d'activité, malgré un chiffre d'affaires semestriel en hausse de 3 % à

2 milliards d'euros, ne restera pas sans conséquences. Dans un premier temps, « un effort de réduction des coûts de programmes » va être mené. D'autres économies sont aussi envisagées. Le groupe devrait procéder à « des réductions d'effectifs dans toutes les chaînes en 2002 », signale ce même dirigeant. Selon lui : « la direction de RTL Group a déjà demandé à tous les patrons de chaînes de lui faire parvenir des propositions » de licenciements.

### POURSUITE DES ACQUISITIONS

RTL Group compte aussi tirer quelques profits de la crise actuelle. « Heureusement, nous n'avons pas de dettes », se félicite ce même cadre. Cette bonne santé financière devrait permettre à RTL Group de faire quelques emplettes sur le marché européen. « Nous voulons faire évoluer notre position en Espagne où nous détenons 16 % d'Antena 3 », a déclaré, Didier Bellens, PDG du groupe à La Tribune, jeudi 20 septembre. L'Espagne ne sera pas le seul terrain de chasse. RTL Group, qui n'a jamais caché son désir de contrôler 100 % du capital des chaînes dont il est actionnaire, veut aussi « acquérir des compléments de participation dans Channel 5 (Grande-Bretagne) mais aussi au Portugal et en Italie ». Pour un

autre dirigeant, « des opportunités d'investissements vont se présenter en 2002 car les sociétés vaudront moins cher ».

La réduction des investissements publicitaires va aussi conduire RTL Group, comme les autres opérateurs, à peser sur les tarifs des droits de diffusion. Au sein du groupe, on prévoit « une baisse des prix des droits du sport mais aussi du cinéma ». Ce renversement de tendance risque d'affecter lourdement le groupe Kirch, grand rival de Bertelsmann, qui a notamment acheté à prix d'or les droits sportifs des deux prochaines Coupes du monde de football et les droits des majors américaines pour l'Allemagne. En France, les déboires de RTL Group vont donner des arguments supplémentaires à une fusion ou un rapprochement des activités de TPS et CanalSatellite. Sans rire, Didier Bellens prévoit qu'elle sera « la meilleure solution pour le consommateur-télé spectateur ». Partisan de cette opération, RTL Group est aussi dans l'attente de la fusion de ses activités de négoce de droits sportifs avec celles de Canal+. La Commission européenne, qui a choisi « la procédure longue » d'examen du dossier, devrait rendre son avis avant début octobre.

Guy Dutheil

Hors-séries

**SCIENCE HUMAINES**

HORS-SERIE

**Les grandes questions de notre temps**

- Animal
- Bonheur
- Cerveau
- Changement
- Conscience
- Démocratie
- Éducation
- Éthique
- Famille
- Guerre
- Identité
- Individu
- Inégalités
- Lien social
- Loisirs
- Maladies mentales
- Masculin/féminin
- Mondialisation
- Multiculturalisme
- Organisation
- Pouvoir
- Religions
- Travail
- Ville

**SCIENCE HUMAINES**

**HORS-SERIE**

**Les grandes questions de notre temps**

18472 3 02217 104 10

En kiosque et sur commande au 03 86 72 07 00

Le magazine des sciences de l'homme

## Perturbations dans la distribution du « Parisien »

**LA DISTRIBUTION** du *Parisien*, qui devait être réalisée hors des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) depuis mercredi 19 septembre, a été perturbée dans les nuits de mardi à mercredi et mercredi à jeudi. Les personnels du Livre CGT de Paris Diffusion Presse (PDP) ont empêché la distribution du titre par la Société de distribution et de ventes du *Parisien* (SPDV) en bloquant les camions à la sortie de l'imprimerie de Saint-Ouen. La direction du *Parisien* dénonce « avec vigueur ce blocage et cette action de force ». Ces agissements interviennent, rappelle-t-elle, alors qu'un accord avec les NMPP a été signé le 13 septembre, apportant un point final à la négociation financière et sociale menée entre les deux entreprises. Le comité Inter (Livre CGT) attend pour sa part le calendrier de modernisation de PDP et prévoit un conflit assez dur.

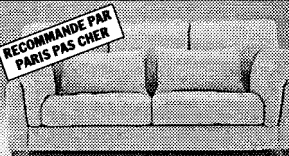
### DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL** : le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Dominique Baudis, a assuré mercredi que « le conseil ne renoncera pas au projet du numérique terrestre », malgré les critiques virulentes exprimées notamment par TF1 et M6. « Je ne suis pas surpris de ces réserves », a reconnu M. Baudis en glissant au passage : « Certains ne souhaitent pas vraiment que cela marche ».

■ **INTERNET** : le premier traité international de lutte contre la criminalité dans le cyberspace a été approuvé mercredi par les délégués des ministres du Conseil de l'Europe. Cette convention entrera en vigueur dès que cinq Etats l'auront ratifiée.

MÉDAILLE D'OR 2000  
CONCOURS NE AMEUBLEMENT  
DETAILLANT - GROSSISTE  
VEND AUX PARTICULIERS  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR  
PARIS PAS CHER



MATÉLAS • SOMMIERS

**Vente par téléphone possible**  
fixes ou relevables - toutes dimensions.  
**SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI  
SIMMONS - DUMLOPILLO - BULTEX - etc...**  
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...

**CUIRS - TISSUS - ALCANTARA**  
Steiner - Coulen - Diva - Burnas - Duvivier etc...  
5500 m2 d'exposition  
**LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE**

**MOBECO**

♦ 239 à 247, rue de Belleville  
Paris 19<sup>ème</sup> - M° Télégraphe  
♦ 50, avenue d'Italie  
Paris 13<sup>ème</sup> - M° Place d'Italie  
**01.42.08.71.00 - 7/7**



VALEURS EUROPÉENNES

Le groupe pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch-Shell a ramené la prévision de croissance de sa production de 5 % à 3 % par an jusqu'en 2005. Cette révision à la baisse est justifiée par les craintes de récession qui touchent les valeurs de l'énergie, explique la compagnie. L'action a terminé en baisse de 5,31 %, à 52,35 euros, mercredi 19 septembre à Amsterdam, et de 4,91 %, à 484 pence, à Londres. Mercredi, le titre Telecom Italia a gagné 2,34 %, à 7,089 euros, après que Pirelli eut renégocié à la baisse le prix de rachat d'Olivetti, qui contrôle Telecom Italia. En cette période d'incertitude, les télécommunications résistent bien.

Certains investisseurs pensent qu'elles pourraient être un secteur refuge. L'utilisation des portables durant et après les attentats a relancé l'intérêt pour le secteur. La bonne santé recouvrée des télécommunications n'a pas empêché l'action Cable & Wireless, à Londres, de perdre mercredi 12,14 %, à 275 pence, après avoir annoncé qu'il prévoyait une baisse de son chiffre d'affaires. A l'inverse, le marché du tourisme continue de subir les conséquences des attentats. Le titre du numéro un européen du secteur, l'allemand Preussag, a lourdement chuté mercredi, terminant en baisse de 8,60 %, à 23,49 euros.

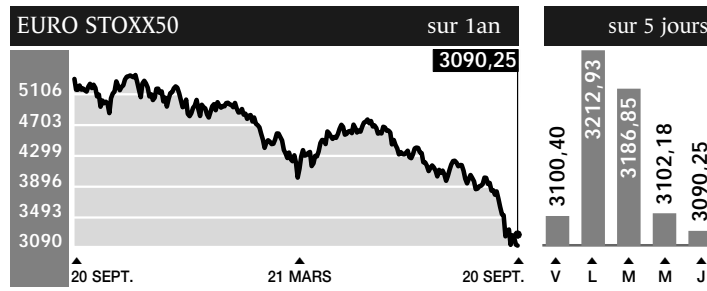
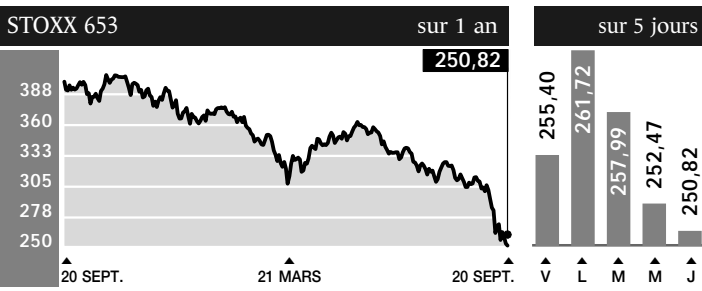


Tableau des valeurs de l'indice STOXX 653 avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice EURO STOXX50 avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice PHARMACIE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice BIENS D'ÉQUIPEMENT avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice BIENS DE CONSOMMATION avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice ASSURANCES avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice ÉNERGIE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice HAUTE TECHNOLOGIE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice CONSTRUCTION avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice SERVICES FINANCIERS avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice CONSOMMATION CYCLIQUE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice MEDIAS avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice PRODUITS DE BASE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice SERVICES COLLECTIFS avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice CHIMIE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice ALIMENTATION ET BOISSON avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice BIENS DE CONSOMMATION avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice ASSURANCES avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice ÉNERGIE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice CONSTRUCTION avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice CONSOMMATION CYCLIQUE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice PRODUITS DE BASE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice CHIMIE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice ALIMENTATION ET BOISSON avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice BIENS DE CONSOMMATION avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice ASSURANCES avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice ÉNERGIE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice CONSTRUCTION avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice CONSOMMATION CYCLIQUE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice PRODUITS DE BASE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice CHIMIE avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice ALIMENTATION ET BOISSON avec des données de cours et de variations.

Tableau des valeurs de l'indice BIENS DE CONSOMMATION avec des données de cours et de variations.

Codes pays zone Euro et hors zone Euro. Liste des pays et leurs codes correspondants.

Publicité pour Schneider Electric. Titre principal: 'Stabilité des résultats semestriels'. Sous-titre: 'Mobilisation de l'entreprise pour la création de Schneider Legrand'. Contenu: 'Lancement du programme de rachat d'actions'. Résultats semestriels 2001: Résultat d'exploitation : 604 M€, Résultat net : 279 M€. Contact: N° Vert 0 800 20 55 14. Site: www.schneider-electric.com. Logos: Merlin Gerin, Modicon, Square D, Telemecanique, Schneider Electric.



VALEURS FRANCE

Le groupe aéronautique EADS a annoncé un bénéfice net au premier semestre de 1,66 milliard d'euros, après un profit exceptionnel de 1,2 milliard, contre une perte de 359 millions un an auparavant.

L'action JCDecaux chutait de 10,76 %, à 7,8 euros, jeudi à l'ouverture. Le groupe de mobilier urbain a vu son résultat net chuter de 55 % à 11 millions d'euros au premier semestre.

Pernod Ricard a annoncé une progression de son bénéfice net de 29,7 %, à 104,7 millions d'euros, au premier trimestre. Le groupe s'est dit « très optimiste » pour l'acquisition du pôle spiritueux et vins de Seagram.

Judi matin, l'action AGF gagnait 2,41 %, à 48,44 euros. Sa maison-mère, l'assureur allemand Allianz a annoncé la fusion de ses deux filiales d'assurance-crédit Hermes et Euler, qui donnera naissance au numéro un mondial du secteur.

Table of stock prices for various companies under 'VALEURS FRANCE'. Columns include company name, current price, and change.

Table of stock prices for various companies under 'FINANCES ET MARCHÉS'. Columns include company name, current price, and change.

Table of stock prices for various companies under 'International'. Columns include company name, current price, and change.

PREMIER MARCHÉ

Table of market data for 'PREMIER MARCHÉ' including 'JEUDI 20 SEPTEMBRE' and 'Cours à 9 h 57'.

NOUVEAU MARCHÉ

Table of market data for 'NOUVEAU MARCHÉ' including 'MERCREDI 19 SEPTEMBRE' and 'Cours relevés à 18 h 16'.

SECOND MARCHÉ

Table of market data for 'SECOND MARCHÉ' including 'JEUDI 20 SEPTEMBRE' and 'Cours relevés à 9 h 57'.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation sans indication catégorie 3; ■ ouvert détaché; ● droit détaché; □ contrat d'animation; ○ à offrir; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite; ◆ cours précédent; † Valeur pouvant bénéficier du service de règlement différencié.

DERNIÈRE COLONNE PREMIER MARCHÉ (1)

Lundi daté mardi : % variation 31/12; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon; Jeudi daté vendredi : compensation; Vendredi daté samedi : nominal.

SICAV et FCP

Table of SICAV and FCP data including 'Une sélection. Cours de clôture le 19 septembre' and 'Émetteurs'.

Table of 'Fonds communs de placements' with columns for fund name, price, and date.

Table of 'Fonds communs de placements' with columns for fund name, price, and date.

Table of 'Fonds communs de placements' with columns for fund name, price, and date.

**TECHNOLOGIES** Début 2001, le quotidien américain *USA Today* affirmait qu'Oussama Ben Laden, commanditaire présumé des attaques terroristes du 11 septembre et

d'autres attentats anti-américains par le passé, communiquait avec ses hommes, via Internet, par le biais d'images ou de messages dissimulés dans des textes ou des photos appa-

remment anodins. ● LA STÉGANOGRAFIE, une technique de codage des fichiers informatiques, permet en effet de cacher une image ou du texte dans une photo sans que l'œil

humain s'en aperçoive. ● CETTE MÉTHODE de camouflage est assez simple à mettre en œuvre mais est en revanche extrêmement complexe à déceler. ● UN PROCÉDÉ similaire,

le tatouage numérique, est testé par les industriels du disque et de la vidéo pour tenter d'empêcher les copies illégales des œuvres sur support digital.

## Des messages terroristes peuvent se cacher dans les images de la Toile

La stéganographie, un procédé de codage des données qui met à profit l'immensité d'Internet et les caractéristiques des images numériques, aurait permis aux commanditaires présumés des attentats aux Etats-Unis de transmettre des instructions via des sites et des fichiers apparemment anodins

**QUOI DE PLUS ANODIN**, sur Internet, qu'un site pornographique ? Selon *USA Today*, Oussama Ben Laden pourrait avoir utilisé certaines des images impies postées sur de tels sites pour transmettre ses ordres en toute discrétion. Citant des « sources officielles » non précisées, le quotidien américain avait affirmé début 2001 que le commanditaire présumé de plusieurs attentats anti-américains – dont ceux du 11 septembre – aurait aussi posté par le passé des messages sur des forums consacrés au sport, ainsi transformés en supports invisibles à des plans et à des informations sur ses cibles. L'information est jugée crédible par nombre de spécialistes du marquage des images numériques.

La technique qui aurait été employée, la stéganographie, consiste à cacher un message dans un support « innocent ». Elle peut, de surcroît, se combiner à la cryptographie, qui se charge de dissimuler le sens de la missive et non plus son existence. Le résultat est alors particulièrement efficace. Le message secret s'abrite d'abord derrière son invisibilité. En cas de découverte, il restera à le décoder. Un défi pour les services secrets qui, dans le cas du terrorisme, doivent réaliser ces deux opérations au plus vite pour que l'information recueillie ne soit pas obsolète.

En fait, la stéganographie est un procédé aussi ancien que l'espionnage. Bien avant l'encre invisible, Hérodote décrit comment un message tatoué sur le crâne d'un esclave puis caché par la repousse des cheveux servit de signal à une révolte contre les Perses. Un livre fait aussi bien l'affaire : rien de plus facile que de cacher un texte dans un autre, en se mettant d'accord par une correspondance distincte avec son interlocuteur sur, par exemple, le ou les mots à retenir dans chaque page. George Sand et Musset employèrent une variante du procédé dans leur correspondance qui, lue une ligne sur deux, passait du pur romantisme au libertinage le plus échevelé...

L'avènement de l'informatique et la numérisation des textes, des images et des sons a raffiné et



A gauche, une photo anodine de la chapelle du King's College de Cambridge. A droite, une vue aérienne du Pentagone qui va être dissimulée dans la première image.



L'image de gauche a été débarrassée des informations informatiques élémentaires (bits) les moins significatives de l'original. Elles ont été remplacées par les bits les plus significatifs de la photo du Pentagone. L'œil humain ne perçoit aucune différence avec l'original. Pourtant, l'image de gauche contient bel et bien les informations qui permettent de reconstituer celle de droite : même si la photo est moins précise que celle du haut, on reconnaît sans mal le siège du ministère de la défense américain.



automatisé l'usage de la stéganographie. Le langage informatique fonctionne en effet à partir d'un codage binaire fait de 0 et de 1, les bits. La masse des informations numériques décrivant une image ou un son est telle qu'elle permet sans peine d'en détourner certaines sans affecter sensiblement l'apparence du support.

Une variante de cette technique intéresse particulièrement l'industrie audiovisuelle, qui tente de protéger les œuvres numériques grâce à des tatouages ou filigranes digitaux, invisibles ou inaudibles, qui permettent de traquer les pirates. La recherche sur le watermarking a été considérablement accrue ces dernières années. « Tous les algorithmes robustes de watermarking des industriels peuvent être utilisés en stéganographie », estime Julien Stern, qui a consacré sa thèse au tatouage numérique avant de fonder Cryptolog, société de conseil en cryptologie.

### UN DÉCHIFFREMENT DIFFICILE

Parallèlement, les groupes de protection des libertés civiles, essentiellement américains, ont lutté avec un certain succès pour la libéralisation de l'usage de la cryptographie à laquelle la stéganographie est intimement liée. On peut ainsi aisément trouver et télécharger sur Internet des logiciels (MP3 Stego, Steganos, ST4, Hide and Seek, etc.) permettant de communiquer à l'abri des « grandes oreilles », tel le réseau Echelon, aussi affûtées soient-elles.

La stéganographie renforce sensiblement l'efficacité de la cryptographie. Cette dernière rend presque impossible la lecture des messages pour qui ne dispose pas de la clé de déchiffrement. Ainsi, le FBI a mis plus d'un an pour lire deux messages chiffrés par Ramzi Yousef, le « cerveau » du premier attentat de 1993 contre le World Trade Center, qui prévoyait aussi de détruire onze long-courriers américains. Mais les services de renseignements peuvent au moins être alertés par la circulation de messages cryptés, et tenter d'en « cibler » l'auteur et le destinataire. La stéganographie les prive

de tels indices puisqu'elle profite de l'immensité de la Toile pour rendre indétectable leur contenu.

Y a-t-il une parade ? La réglementation des moyens de cryptage et l'emploi de *backdoors* – « portes arrière » – ou de passe-partout permettant aux services de renseignement et à la justice d'accéder aux informations cryptées ont longtemps été défendus par les policiers et les militaires. Il ne fait

### Un statut incertain en France

Dans les milieux de la cryptologie, chacun s'accorde à dire que le statut de la stéganographie en France reste flou au regard de la législation actuelle. Celle-ci couvre en effet essentiellement l'usage de la cryptographie, qui, lorsqu'elle permet d'assurer la confidentialité des messages échangés, est libre tant que les clés de codage ne dépassent pas 128 bits. Or la stéganographie permet précisément d'assurer la confidentialité sans forcément utiliser de telles clés. La future loi sur la liberté de l'information ne cite pas expressément la stéganographie. Si elle offre une définition large de la cryptologie, elle renvoie à l'utilisation de « conventions secrètes » dont la jurisprudence devra déterminer si elles recouvrent les algorithmes stéganographiques.

pas de doute que FBI et CIA jugeront ces demandes plus légitimes encore après les attentats du 11 septembre. De telles mesures, étendues à la stéganographie, risquent pourtant d'être totalement inefficaces, assurent les spécialistes, dans la mesure où les mafeux, les trafiquants d'armes ou de stupéfiants et les terroristes n'emploient pas les seuls produits autorisés. Et parce qu'ils disposent des moyens humains et financiers pour mettre au point leurs propres outils de communication secrète.

Hervé Morin

## L'informatique se prête à merveille à la dissimulation d'informations

**LES IMAGES** et les sons numériques sont composés de bits, les éléments fondamentaux du langage binaire de l'informatique. Ainsi, les premières sont créées à partir de pixels codés sur 8 bits, par exemple. La combinaison des trois points (rouge, vert, bleu pour la plupart des systèmes) qui composent chaque pixel peut alors prendre 256 valeurs, reproduisant la luminosité et les différentes nuances de couleurs. En passant à 16 ou 24 bits, on peut générer ainsi jusqu'à plus de 16 millions de couleurs.

Les images brutes (format bmp) contiennent alors un nombre d'informations très important qui explique la taille de leurs fichiers. Sur une telle masse, l'influence de la modification de quelques bits sera imperceptible à l'écran ou sur un tirage papier. C'est pourquoi certaines méthodes stéganographiques s'attachent à ne transformer que les bits dits de poids faible, c'est-à-dire ceux qui influent le moins sur la

palette et sont les moins perceptibles pour les sens humains.

Les bits invisibles ou inaudibles peuvent alors servir de support à un texte caché, explique Caroline Fontaine, du laboratoire d'informatique fondamentale de Lille. « Il suffit de coder ce message en binaire, chaque bit étant "inscrit", comme le bit de poids faible de la luminosité d'un pixel de l'image, par exemple », précise-t-elle. Par ce moyen, une image de bonne qualité, de 512 x 512 pixels, permettra de camoufler au minimum un texte de 32 768 caractères, précise-t-elle, soit près de deux pages du *Monde* !

### UN CAS OÙ DES NOTES CACHENT DES MOTS

Le son peut aussi servir de support à des messages cachés. Julien Stern, de la société de conseil Cryptolog, évoque sa surprise lors d'un congrès spécialisé où un morceau de musique

se transformait en un discours parfaitement audible : « Il avait suffi de mettre les deux enceintes en face l'une de l'autre pour que les signaux portant la musique sur chaque voie s'annulent pour laisser la place au seul message caché. »

Les techniques de compression mettent en évidence l'existence de ces informations superflues dans les fichiers numériques. Elles exploitent les carences ou les limites des sens humains pour supprimer du fichier original les données presque imperceptibles pour l'œil ou l'oreille. Il est possible de supprimer plus de 90 % des bits composant une image ou un son numériques sans les altérer sensiblement. C'est dire la capacité de stockage d'informations invisibles – pour l'homme, mais pas pour la machine – qu'offrent les images et les sons numérisés.

H. M.

## Un tatouage numérique contre les copies illégales de fichiers audio et vidéo

**LA STÉGANOGRAFIE**, littéralement écriture masquée, n'est pas réservée au monde des espions et des terroristes. L'une de ses branches, le *watermarking*, ou tatouage numérique, intéresse au plus haut point l'industrie audiovisuelle. Les œuvres numériques ont en effet la particularité d'être clonables à l'infini. La protection des droits d'auteur et de copyright a donc, depuis l'avènement d'Internet, pris une importance capitale. D'autant que les pirates s'ingénient à contourner les filigranes créés par les fournisseurs de contenu numérique.

Le *watermarking* est un art difficile. Le tatouage doit être robuste – pour que les pirates ne puissent

pas l'éliminer – mais suffisamment discret pour ne pas altérer l'œuvre originale, tout en permettant son traçage. L'enjeu est énorme pour les industriels, qui vont jusqu'à organiser des concours pour tester leurs systèmes de protection.

La dernière opération de ce genre s'est transformée en déroutant. Le 6 septembre 2000, le consortium Secure Digital Music Initiative (SDMI), qui rassemble de nombreux industriels soucieux de protéger les documents musicaux, a mis au défi les chercheurs de « craquer » quatre dispositifs de marquage des fichiers son. Ce test devait permettre aux industriels de valider les technologies en concurrence, avant leur mise sur le mar-

ché. Une prime de 10 000 dollars était offerte à ceux qui les mettraient en défaut. Plusieurs équipes n'ont pas tardé à se débarrasser de ces filigranes – soit en appliquant leur savoir-faire cryptographique, soit tout simplement en déduisant des catalogues de brevets des industriels les algorithmes auxquels ils avaient eu recours.

L'équipe d'Edward Felten, de l'université de Princeton, s'est bien-tôt trouvée en première ligne. Alors que le chercheur prévoyait de présenter ses résultats à une conférence spécialisée à Pittsburgh en avril 2001, il a reçu une lettre de la SDMI et de la RIA (Recording Industry Association). Les industriels le menaçaient de poursuites

s'il rendait publiques les failles de leurs systèmes, dont certains sont déjà utilisés pour la protection des DVD. Edward Felten a obtempéré. Mais, durant l'été, de nombreuses organisations favorables à la liberté d'expression et à l'usage du cryptage sur Internet ont répliqué sur le terrain judiciaire, s'attaquant notamment au Digital Millennium Copyright Act, une loi votée en 1998 à la demande de l'industrie et susceptible d'entraver la communication des recherches sur la protection intellectuelle. Edward Felten a finalement pu présenter ses travaux à la conférence Usenix de Washington, en août.

H. M.

## Une technique de camouflage presque sans parade

**FACE AU DÉFI** représenté par la stéganographie, les services de renseignement ne restent pas inactifs. Tout comme la cryptanalyse s'attache à découvrir les faiblesses des systèmes de chiffrement des données, la « stéganalyse » tente de dévoiler les messages cachés pouvant circuler sur Internet.

A l'université George-Mason (Virginie), Neil Johnson s'emploie ainsi à tester les outils stéganographiques pour découvrir les éventuelles « signatures » qu'ils peuvent laisser lors de la transformation opérée sur les images. « Il est très difficile de faire face à la stéganographie, reconnaît-il d'emblée. Les recherches montrent que, théoriquement, la détection est possible, mais elles montrent aussi que les niveaux de réussite seront très différents selon les techniques employées. » Certains fournisseurs de logiciels clament même qu'ils interdisent toute détection, « mais leurs outils n'ont à ma connaissance pas encore été testés officiellement », indique le chercheur, auquel la police et la justice font parfois appel.

Sur le plan opérationnel, la stéganalyse pourrait s'inspirer de certains systèmes de protection des copyrights, qui lancent sur la Toile des automatismes à la recherche des copies d'une œuvre donnée, afin de signaler aux détenteurs des droits la présence d'un piratage. Ces engins de recherche d'un genre particulier pourraient servir de modèles à des agents chargés

de détecter les images porteuses des signatures involontaires propres aux images stéganographiées – à condition que les terroristes utilisent des programmes de première génération, assez grossiers dans leur conception. « Ça pourrait marcher, mais ce serait très lent », estime Neil Johnson.

Une autre piste serait d'emprunter les méthodes des hackers, qui consistent à détruire les tatouages numériques cachés dans les images. Un tel brouillage pourrait effectivement éliminer certains des messages secrets, « mais il serait très difficile de prouver qu'il n'en subsiste pas ». Et, si une telle manipulation de trafic est envisageable pour protéger un réseau particulier, on voit mal quel Etat ou organisme pourrait s'arroger le droit d'altérer ainsi le contenu du Web.

Des travaux théoriques montrent d'ailleurs que, même dans un cadre de communication restreint, avec un niveau d'information fortement dégradé, il est presque toujours possible d'exploiter ce que les spécialistes nomment des « canaux subliminaux » pour transporter une information cachée. La parade ultime proposée par les militaires, en temps de guerre, est souvent de couper les communications. Mais Internet est l'héritier de réseaux militaires précisément mis au point pour continuer à fonctionner en temps de guerre...

H. M.

# Le procès pour « incitation au dopage » du docteur Michele Ferrari doit s'ouvrir vendredi à Bologne

Pour le médecin italien, l'EPO était « aussi inoffensive qu'un jus d'orange »

Le procès du docteur Michele Ferrari, dont le cabinet a été fréquenté par de nombreux sportifs, en particulier des coureurs cyclistes comme

Francesco Moser, Tony Rominger ou Mario Cipollini, doit s'ouvrir vendredi 21 septembre devant le tribunal correctionnel de Bologne. Le

médecin italien, qui fit en son temps des déclarations favorables à l'usage de l'EPO, est soupçonné d'« incitation au dopage ».

L'HOMME qui devrait comparaître à partir du vendredi 21 septembre devant le tribunal correctionnel de Bologne, en Italie, est injoignable. Même ses patients ne parviennent plus à le contacter. « Depuis le mois de juillet, il a disparu », confie l'un d'entre eux, un coureur cycliste qui préfère garder l'anonymat. Le docteur Michele Ferrari ne répond plus. « Le mythe », tel que l'ont surnommé ses compatriotes, est soupçonné d'« incitation au dopage et exercice illégal de la médecine ». Le *Dottore* est rattrapé par la justice italienne après avoir officié durant plus de quinze ans au sein des pelotons cyclistes et auprès d'autres sportifs. L'Américain Lance Armstrong, vainqueur des trois derniers Tours de France, a révélé récemment avoir fait appel aux services de ce médecin.

C'est à l'institut de Ferrare, aux côtés de celui qui fut son professeur, Francesco Conconi (mis en examen dans une autre affaire de dopage), que Michele Ferrari a démarré sa carrière, au début des années 1980. Devenu médecin d'équipes cyclistes (Gis, Ariostea et Gewiss), il s'est émancipé en 1984.

En janvier de cette année-là, le coureur italien Francesco Moser, pourtant sur le déclin – il est âgé alors de trente-trois ans –, pulvérisa le record d'Eddy Merckx sur le vélodrome de Mexico : 50,808 km dans l'heure, puis 51,151 km trois jours plus tard. Cadre profilé, roues lenticulaires : sur sa machine aux allures futuristes, le champion italien ressemble à un extraterrestre. Mais, plus qu'à la technologie, il a porté une attention toute particulière à sa préparation biologique et physiologique.

Francesco Conconi, grand adepte de la transfusion sanguine, dirige le staff médical, au sein duquel

Michele Ferrari occupe une place active. L'entreprise rencontre un succès d'autant plus retentissant que, deux mois plus tard, Francesco Moser ajoute la classique Milan-San Remo à son palmarès, puis récidive au Tour d'Italie devant Laurent Fignon.

Dès lors, le champion italien et le jeune médecin (en 1984, Michele Ferrari a trente et un ans) scellent un pacte. Le médecin rejoint le coureur au sein de l'équipe Gis. « J'ai établi un bon contact avec lui car il faisait du vélo, du triathlon, il comprenait mes exigences. Il est resté près de moi pendant trois ans. Ensuite, il a fait l'erreur de ne plus se lier à une équipe et s'est mis à soigner plusieurs coureurs à la fois », a déclaré Francesco Moser en 1999 dans un entretien au quotidien *L'Equipe*.

1987 : auréolé par la « résurrection » du champion italien, Michele Ferrari ouvre son propre cabinet. Ancien athlète lui-même – il a été champion d'Italie du 1 000 m en cadets –, Michele Ferrari est un « accro » de la performance. Le coureur suisse Tony Rominger devient à cette époque son « patient » préféré. Des équipes cyclistes, Ariostea d'abord, puis Gewiss, s'attachent ses services. A la fin des années 1980, l'érythropoïétine (EPO), qui vient d'être synthétisée par des chercheurs, fait une entrée fracassante dans le peloton.

## « SI J'ÉTAIS COUREUR... »

Michele Ferrari s'en fait le chantre : « Si j'étais coureur et si je savais qu'il existe un produit indétectable, je l'utiliserais », lance-t-il. Ce produit existe. En plus, il se révèle d'une efficacité inédite. C'est la fameuse EPO dont Michele Ferrari dira qu'elle est « aussi inoffensive qu'un jus d'orange ». « Ferrari avait compris l'EPO. Je crois qu'il l'associait à d'autres pro-

duits » : c'est encore Francesco Moser qui parle. Le *Dottore* va faire des « miracles ». En 1994, ses pou-lains de la Gewiss (Moreno Argentin, Giorgio Furlan et Evgueni Berzin) décrochent les trois premières places de la Flèche wallonne, s'imposent dans Milan-San Remo (Furlan) et triomphent sur le Giro (Berzin). Le « mythe » de Ferrare n'a pas le succès modeste et lâche alors les formules citées plus haut qui lui vaudront d'être licencié par la Gewiss.

## BEAUCOUP D'ARGENT

Qu'importe. Il s'éloigne des courses, mais son cabinet ne désemplit pas. « Il fallait une recommandation pour obtenir un rendez-vous », se souvient l'un de ses patients. Une recommandation et beaucoup d'argent. « J'avais dû verser 20 000 francs en liquide dès la première visite », poursuit le même témoin. Parfois, Michele Ferrari se paie un pourcentage des gains obtenus par « ses » champions.

Même Francesco Conconi s'en offusque : « Ferrari a décidé depuis longtemps de jouer les commerçants », dit-il. Ce commerce croît jus-

qu'en 1998. Durant cet été-là, le juge Giovanni Spinosa, qui instruit une affaire de trafic de médicaments dans une pharmacie de Bologne, perquisitionne au cabinet du *Dottore* à Ferrare. Il saisit des dossiers, des ordonnances et des fichiers informatiques. Les Italiens Ivan Gotti, Mario Cipollini, le Français Armand de Las Cuevas, l'Espagnol Abraham Olano et bien d'autres encore figurent sur des listes.

Interrogé par les policiers, Filippo Simceni, un coureur de la formation transalpine Cantina Tollo, raconte : « En 1997, le « mythe » m'a dit que pour faire un bon Tour d'Italie, il faudrait que je prenne de l'EPO et, pour augmenter ma force et récupérer après les entraînements, de l'Andriol [testostérone] ». Le procès-verbal d'audition de ce coureur, publié en août 2001 par le magazine italien *GQ*, accable le médecin. Son procès, qui se déroule un an après celui de Lille, devrait mettre au jour le rôle de certains médecins dans la banalisation du recours aux substances dopantes chez les sportifs.

Yves Bordenave

# En Ligue des champions, le FC Nantes retrouve efficacité et joie de jouer

A Rome, les Nantais ont dominé (3-1) la Lazio

LANTERNE ROUGE du championnat de France de division 1, le FC Nantes s'est imposé devant la Lazio Rome (3-1), mercredi 19 septembre, en Italie, lors de la 2<sup>e</sup> journée de la Ligue des champions devant seulement 18 000 spectateurs désolés. Pour déboussoler un peu plus une formation qui connaît d'énormes difficultés dans son championnat (10<sup>e</sup> avec 3 points), l'entraîneur nantais, Raynald Denoueix, a titularisé le défenseur Pascal Delhommeau (23 ans) et le milieu Eric Djemba-Djemba (20 ans). Dès la 3<sup>e</sup> minute, les Nantais ouvraient la marque grâce à leur libero argentin, Nestor Fabbri. Les Romains répliquaient quatre minutes plus tard par leur défenseur portugais Fernando Couto et reprenaient brièvement un léger ascendant. Réalistes en seconde période, les hommes de Raynald Denoueix trompaient à deux reprises la vigilance du gardien romain, Angelo Peruzzi, par Sylvain Armand (63<sup>e</sup>) et Stéphane Ziani (86<sup>e</sup>) pour signer un deuxième succès en Ligue des champions après la victoire obtenue face au

PSV Eindhoven (4-1), le 11 septembre. Tandis que le FC Nantes occupe la tête du groupe D (6 points et 7 buts inscrits en deux rencontres, alors qu'en championnat ils n'en ont marqué que quatre en sept journées), la Lazio est dernière (0 point). Une situation qui pourrait coûter sa place à Dino Zoff, accablé par les tifosi et la presse. (Avec AFP.)

## LIGUE DES CHAMPIONS

### Mercredi 19 septembre

#### 1<sup>er</sup> phase, 2<sup>e</sup> journée

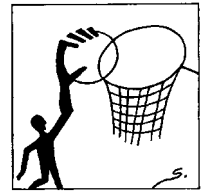
● Groupe A		
Anderlecht (Bel)-AS Rome (Ita)	0-0	
Real Madrid (Esp)-Lok. Moscou (Rus)	4-0	
Classement : 1. Real Madrid, 6 pts ; 2. Anderlecht, 2 ; 3. AS Rome, 1 pt ; 4. Lokomotiv Moscou, 1.		
● Groupe B		
Dortmund (All)-Liverpool (Ang)	0-0	
Boavista Porto (Port)-Dynamo Kiev (Ukr)	3-1	
Classement : 1. Boavista Porto, 4 pts ; 2. Borussia Dortmund, 2 ; 3. Liverpool FC, 2 ; 4. Dynamo Kiev, 1.		
● Groupe C		
Arsenal (Ang)-Schalke 04 (All)	3-2	
Panathinaïkos (Gré)-Majorque (Esp)	2-0	
Classement : 1. Panathinaïkos Athènes, 6 pts ; 2. Arsenal Londres, 3 ; 3. Real Majorque, 3 ; 4. Schalke 04 Gelsenkirchen, 0.		
● Groupe D		
Lazio Rome (Ita)-FC Nantes (Fra)	1-3	
PSV Eindhoven(PBS)-Galatasaray (Tur)	3-1	
Classement : 1. FC Nantes, 6 pts ; 2. PSV Eindhoven, 3 ; 3. Galatasaray Istanbul, 3 ; 4. Lazio Rome, 0.		

# Chez les Bleues, Cathy Melain engrange les victoires avec modestie

## ORLÉANS

de notre envoyé spécial

« Un vrai talent. » Le compliment est troussé par Alain Jardel, l'entraîneur de l'équipe de France féminine



BASKET

de basket-ball. Il vise Cathy Melain, arrière-ailière d'une formation tricolore qui, invaincue après avoir défait l'Espagne (70-64) lors du dernier match de poule, mercredi 19 septembre à Orléans, rencontrera la Slovaquie en quart de finale du 28<sup>e</sup> championnat d'Europe des nations, vendredi 21 septembre, au Mans. « Elle incarne ce qui est une star selon moi », relève Alain Jardel, qui a fait de cette jeune femme (27 ans) l'un des piliers de son groupe. Star, le terme peut sembler incongru lorsqu'on l'accorde au nom de Cathy Melain, tant cette Bretonne – née à Rennes – affiche un « tempérament en retrait, non expressif, modeste », comme le décrit Alain Jardel. Hors des parquets, celle qui va aborder sa septième saison en club à Bourges, est la discrétion incarnée.

« Si elle s'exprime, c'est sur le terrain », tranche Alain Jardel. Mais il ne faut pas s'attendre à la voir haranguer ses coéquipières à la manière de la capitaine, Yannick Souvré. « Mon leadership est plus dans l'action que dans la parole, convient Cathy Melain, je veux essayer de montrer l'exemple, être combative, parce que peut-être que chacune se battra un peu plus. » Mais il lui arrive aussi de « dire des choses sans diplomatie » à ses coéquipières. « Quand ça sort, ça pète. C'est sur des problèmes de combativité, de placement », dit-elle.

« Elle démontre par sa simplicité qu'être une star c'est se conformer aux instructions quant aux habitudes du groupe et être forte au moment voulu », poursuit Alain Jardel, selon qui, « s'il n'y avait pas eu Cathy contre la Pologne », les Bleues auraient eu quelques soucis à refaire leur retard, puis à gagner. Avant qu'Edwi-

ge Lawson n'enflamme le dernier quart-temps, c'est sous l'impulsion de Cathy Melain que les Françaises avaient commencé à se remettre à l'endroit.

Contre l'Ukraine, c'est déjà elle qui, blessée et ne devant pas jouer, avait demandé à entrer et avait remis d'aplomb des Bleues peinant à contenir leurs adversaires.

« Une vraie championne de la dimension de Cathy Melain est toujours présente. C'est une joueuse magnifique », savoure Alain Jardel à propos de cette fille unique, venue au basket-ball par « besoin du partage », après avoir pratiqué le judo. Défendre, attaquer, Cathy Melain sait tout faire. Sur cet Euro, elle est la meilleure intercepteuse de ballons, la deuxième rebondeuse et la troisième marqueuse de l'équipe de France.

## ELLE SAIT TOUT FAIRE

Elle est aussi celle qui a provoqué le plus de fautes chez les adversaires. Désignée meilleure joueuse du championnat de France ces trois dernières saisons, elle a été élue meilleure joueuse européenne de l'année 2000 par un jury d'entraîneurs, joueuses et journalistes réuni par le quotidien italien *La Gazzetta dello sport*.

Le titre suprême sur cet Euro, « j'y tiens », affirme Cathy Melain, qui considère qu'en cas de victoire en quart de finale « tout est possible ». Ensuite, elle se verrait bien glaner de nouveaux titres de championne de France et d'Europe – elle en compte respectivement cinq et trois – avec Bourges, où elle est encore sous contrat pour un an. Mais, au-delà, elle avoue « des envies d'aller voir ailleurs ». Hors de France. « Peut-être en WNBA », le championnat américain, glisse-t-elle, avouant avoir « jusqu'à présent repoussé les échéances », en raison des JO, puis de l'Euro. Mais elle n'en fait pas une obsession : « Tout cela viendra si ça vient. Je n'ai pas envie de me dire : dans un an, je serai là. Je n'ai jamais eu de plan de carrière. »

Philippe Le Cœur

## Groupe Snecma : bonne progression des résultats au 1<sup>er</sup> semestre 2001

Le Conseil d'Administration de Snecma s'est réuni le mercredi 19 septembre 2001, sous la présidence de Jean-Paul Béchat et a arrêté les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2001.

Le Conseil a tout d'abord évoqué les terribles événements qui ont frappé les Etats-Unis le 11 septembre dernier. Le groupe Snecma tout entier, qui compte de nombreux salariés aux Etats-Unis et entretient depuis de nombreuses années des relations étroites avec ses partenaires américains, s'associe à la douleur de tous ceux qui sont touchés par cette tragédie.

Le Conseil a noté qu'au cours du premier semestre le Groupe a modifié ses structures, afin d'intégrer les activités de Labinal et de Hurel-Dubois qui ont renforcé ses métiers en 2000, et qu'il a notamment mis en place le nouveau pôle nacelles-inverseurs de poussée Hurel-Hispano. Pour mémoire, les activités de Labinal sont consolidées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2000, et celles de Hurel-Dubois depuis le début de l'année 2001.

### CHIFFRE D'AFFAIRES ET RENTABILITE EN CROISSANCE

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2001 s'élève à 3 392 millions d'euros contre 2 462 millions d'euros au premier semestre 2000, soit une progression de 37,8 %. En données proforma, le chiffre d'affaires du premier semestre 2000 se serait élevé à 3 160 millions d'euros.

L'EBITDA atteint 527 millions d'euros contre 386 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2000, soit une progression de 36,5 %. Il représente 15,5 % du chiffre d'affaires contre 14,7 % au 1<sup>er</sup> semestre 2000 en données proforma.

Le résultat d'exploitation consolidé (EBIT) s'élève à 347 millions d'euros à comparer avec les 277 millions d'euros du premier semestre 2000, soit une progression de 25,3 %. Il représente 10,2 % du chiffre d'affaires contre 9,9 % au premier semestre 2000 en données proforma.

Le résultat net consolidé (part du Groupe) s'établit à 222 millions d'euros (dont : 42 millions d'euros d'éléments non récurrents), contre 166 millions d'euros au premier semestre 2000. Il représente 6,5 % du chiffre d'affaires.

### PERSPECTIVES 2001 CONFIRMÉES

Le Conseil a noté que ces réalisations étaient en ligne avec les prévisions pour l'exercice 2001 qui ont été confirmées.

Il a observé qu'il était prématuré de vouloir mesurer les conséquences économiques des événements du 11 septembre sur l'évolution à moyen terme du secteur aéronautique.

Chiffre d'affaires  
+ 37,8 %

EBITDA  
+ 36,5 %

Résultat d'exploitation (EBIT)  
+ 25,3 %

Résultat net  
+ 33,7 %

snecma

# La femme, avenir du raid

Le premier championnat du monde de course-aventure, entre Saint-Moritz et Zermatt, en Suisse, a confirmé l'émancipation des équipières, parfois promues capitaines de route, dans une discipline qui privilégie l'endurance

**SAINT-MORITZ-ZERMATT (Suisse)**

de notre envoyé spécial

Une piste forestière rendue très glissante par la pluie. Elina Maki-Rautila chute lourdement avec son VTT. Petri Forsman, Jukka Pinola et Mika Hirvonen, ses trois compagnons de l'équipe Nokia, ont stoppé et s'enquerraient brièvement de son état. Souffle coupé par le choc contre le guidon, la jeune Finlandaise essuie une larme et repart aussitôt. Dans cette expression de la douleur aussitôt surmontée, la future première championne du monde de raid-aventure après 460 km de randonnée, de canyoning, de VTT, de rafting et de traversée de glacier, du 3 au 7 septembre dans les Alpes suisses entre Saint-Moritz et Zermatt, vient peut-être de résumer le comportement singulier des femmes dans cette discipline sportive.

Un peu comme pour la politique en France, l'émancipation des femmes dans les raids-aventures a dû passer par un quota minimal. Initiateur du Raid Gauloises, la première de ces grandes courses organisée en 1989 en Nouvelle-Zélande, Gérard Fusil avait rendu obligatoire la présence d'une équipière. « Je voulais éviter que ça tourne au commando militaire », dit-il. Quelques baroudeurs accueillent cet impératif avec autant d'enthousiasme que si on leur demandait de traîner un boulet, mais l'idée est reprise dans la quasi-totalité des épreuves similaires.

Dans un environnement où les hommes espéraient a priori faire étalage de leur force et de leur résistance, les femmes ont apporté d'emblée un peu plus d'humanité. « Elles communiquent plus et sont plus attentives aux problèmes des autres que les hommes », reconnaît Ian Adamson, un Australien d'origine asiatique, naturalisé américain et devenu la figure emblématique de cette discipline aux Etats-Unis. « Les femmes ont une motivation plus saine, estime Gérard Fusil. Alors que les hommes veulent souvent jouer aux héros et démontrer leur supériorité, elles ont une curiosité plus personnelle et recherchent leurs limites afin de mieux se connaître. »

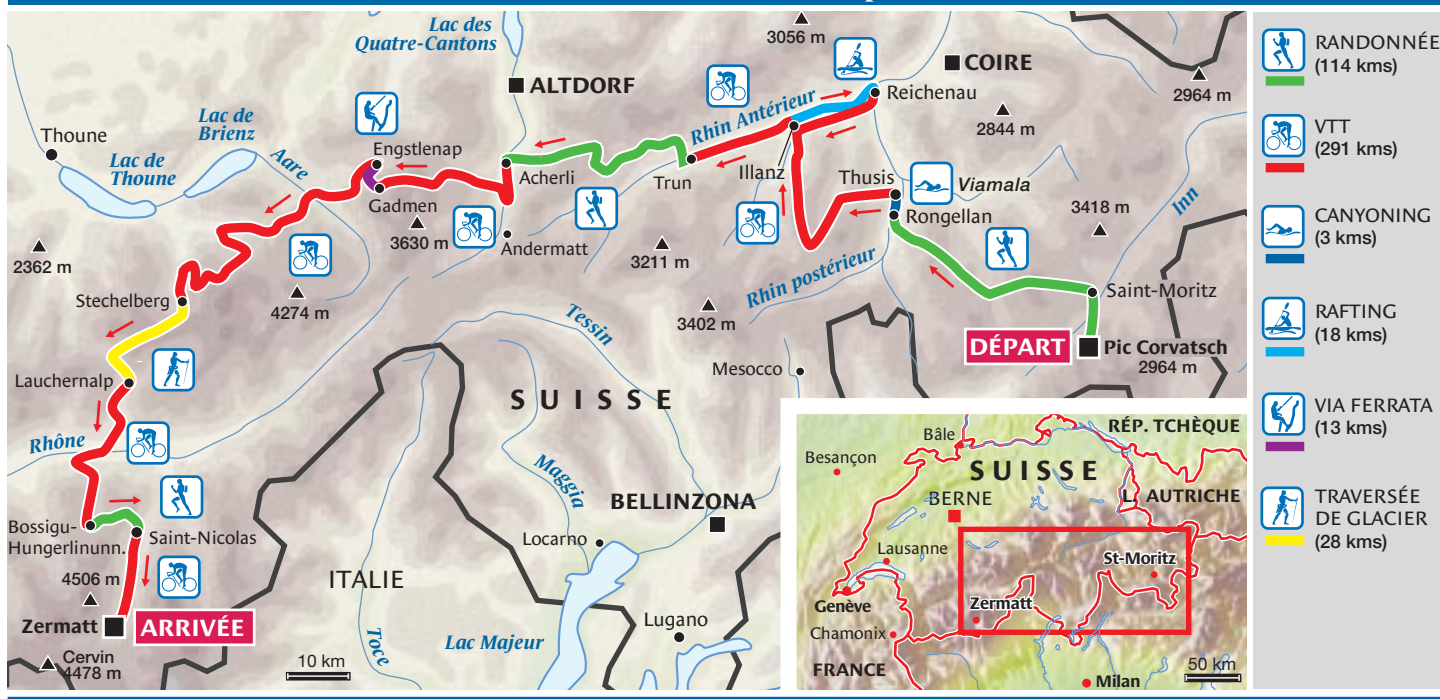
## L'ÉLÉMENT MODÉRATEUR

Dans un premier temps, les femmes ont pu apparaître comme l'élément modérateur susceptible de mettre un frein à tous les excès. « Les hommes ont souvent un ego surdimensionné, dit Cathy Sassin, l'une des pionnières de la discipline. Ils avouent difficilement un moment de faiblesse passagère et tardent trop souvent à soigner un bobo qui entraînera plus tard leur abandon. » Comme Cathy, c'est souvent l'équipière qui suggère les pauses pour mieux gérer la fatigue, la nourriture ou les soins. Précédemment, on a même vu cette nutritionniste californienne profiter d'un court sommeil de ses coéquipiers pour soigner leurs pieds.

Ces soins du corps, auxquels les femmes sont plus sensibilisées, sont une des clés de la réussite dans ces raids-aventures qui exigent des efforts ininterrompus pendant plusieurs jours. Mais, à partir d'un certain seuil de fatigue, la différence se fait aussi au niveau du



## 460 kilomètres à travers les Alpes suisses



mental, et les femmes font souvent preuve d'au moins autant de force de caractère que les hommes pour ne pas renoncer. Dans l'Elf Authentique Aventure 2000, le plus long de ces raids organisés à ce jour (847 km), 61 % des hommes avaient abandonné dans la chaleur et l'humidité du Nordeste brésilien, mais seulement 43 % des femmes.

« Même si je sens que je garderai

des séquelles, comme une tendinite, plusieurs jours après la course, ça vaut la peine de souffrir pour terminer. L'idée d'abandonner ne m'effleure pas », avoue Laurence Maurin, officier marinier, qui a achevé six Raid Gauloises et deux Eco Challenge, avant d'être la seule Française engagée dans ce championnat du monde avec l'équipe EADS de Bruno Rey, Daniel Fargeot et Jacques Mir. En 1997, ses supérieurs lui avaient confié la mission d'amener « avec honneur et élégance » ses équipiers de la Navale jusqu'au terme du Raid Gauloises en Afrique du Sud. Pour la première fois, elle n'a pu rallier l'arrivée à Zermatt, stoppée pour raisons de sécurité par les organisateurs avant la traversée nocturne du glacier.

« Plus une épreuve est longue et exige de l'endurance, et plus le handicap de force musculaire avec les hommes se réduit, constate l'Américaine Rebecca Rusch. La masse graisseuse est proportionnellement plus élevée dans le corps féminin, et c'est une réserve de carburant pour les efforts très prolongés. »

Dans l'Eco Challenge 1999 en Patagonie, Ian Adamson n'avait pas hésité à inverser le quota en s'alignant aux côtés de trois femmes : Robyn Benincasa, Rebecca Rusch et Cathy Sassin. Ils avaient terminé quatrièmes en devançant deux équipes victorieuses des éditions précédentes. « Le désavantage intrinsèque, lié aux indiscutables différences physiques entre le corps de l'homme et celui de la femme, peut être compensé par la maîtrise technique, la volonté, l'expérience ou l'astu-

ce pour gérer au mieux sa course », estime-t-il. Ce phénomène constaté dans les courses à la voile, surtout en solitaire, depuis la victoire de Florence Arthaud dans la Route du rhum 1990, puis avec Isabelle Autissier, Catherine Chabaud ou Ellen MacArthur dans les Vendée Globe, se vérifie dans les raids-aventures. D'ailleurs, lorsqu'on lui demande de citer les meilleurs spécialistes américains de cette discipline, Ian Adamson nomme spontanément dans le désordre sept hommes et sept femmes.

## UNE CAPITAINNE EXEMPLAIRE

Illustration de cette nouvelle parité, neuf des quarante-deux équipes de ce championnat du monde avaient une femme pour capitaine. « Aujourd'hui, les meilleures ont pris confiance et sont conscientes de leur capacité à faire jeu égal avec les hommes. Elles ne veulent plus se contenter d'être choisies pour compléter une équipe et revendiquent de pouvoir sélectionner à leur tour leurs coéquipiers », estime Pascale Lorre, codirectrice avec Geoff Hunt de la Southern Traverse néo-zélandaise et du premier championnat du monde.

Plus proche d'un super triathlon de 460 kilomètres avec 19 000 mètres de dénivellation que d'un raid-découverte, ce championnat a été rendu très sélectif par les mauvaises conditions météorologiques qui n'ont épargné les concurrents que pour le départ sur le glacier du Corvatsch (3 300 m), à proximité de Saint-Moritz, et pour l'arrivée à Zermatt, au pied du Mont-

L'Américaine Rebecca Rusch, guide de montagne, était partie en tête au pic Corvatsch (photo ci-contre). Dans l'épreuve de rafting, la Néo-Zélandaise Kathy Lynch (deuxième à partir de la gauche sur la photo de gauche) est moins à l'aise qu'en VTT, où elle a terminé cinquième des Jeux olympiques. La Finlandaise Elina Maki-Rautila (ci-dessous) assure le train des futurs vainqueurs dans un secteur de VTT à proximité de Stechelberg.

## Un calendrier de plus en plus anarchique

LES PARTICIPANTS du premier championnat du monde de raid-aventure n'ont que l'embaras du choix pour terminer leur saison. Dans les trois mois à venir, le calendrier leur propose l'Eco Challenge (21 octobre au 2 novembre) et la Southern Traverse (12 au 17 novembre) en Nouvelle-Zélande, le Mild Seven Outdoor Quest (1<sup>er</sup> au 5 novembre) en Chine et le New Zealand Wild Places Challenge (19 novembre au 18 décembre). Encore convient-il de noter que le Raid Gauloises au Vietnam, initialement programmé en octobre, a été repoussé en avril 2002.

Cette profusion d'épreuves répond à un engouement certain pour cette récente discipline qui concilie la pratique sportive et, parfois, la découverte de contrées lointaines, mais elle reflète surtout l'anarchie du calendrier.

Depuis le premier Raid Gauloises, organisé en 1989 en Nouvelle-Zélande, les épreuves ont été multipliées sans aucune concertation, faute d'un organisme fédérateur. Aujourd'hui, la volonté des organisateurs d'attirer les meilleures équipes, susceptibles d'assurer le standing de leur épreuve, se traduit par une guerre des raids avec une concurrence sauvage au niveau des dates ou des destinations.

## SURENCHÈRE

Ainsi Mike Burnett, qui avait acheté en 1995 le concept du Raid Gauloises pour créer l'Eco Challenge, vient-il défer à aux mêmes dates les organisateurs de la Southern Traverse sur leurs terres. Pour assurer leur survie, ces derniers ont choisi de s'associer avec six autres compétitions aux Etats-Unis (Beast of the East et Appalachian Extreme), au Canada (Raid of the North Extreme), en Irlande (Adrenalin Rush), au Brésil (Expedicao Mata Atlantica) et en Afrique du Sud (Hi Tec Adventure Quest) pour constituer les Adventure Race World Series, qualificatives pour le premier championnat du monde avec le concours de Discovery Channel. Mais cette nouvelle épreuve était organisée la même semaine que la finale du circuit concurrent, le Salomon X-Adventure World Tour, en Autriche.

Cette guerre des raids passe aussi par la surenchère au niveau de la dotation ou de la durée des épreuves. Sur le modèle des étapes du Tour de France, le New Zealand Wild Place Challenge propose aux concurrents de traverser les deux îles en vingt-huit jours à raison de six à huit heures d'efforts quotidiens pour cumuler 1 459 km de vélo, 619 km de VTT, 313 km de randonnée à pied et 396 km en kayak.

Quant aux Américains, ils annoncent pour l'été prochain, dans le Colorado, la Primal Quest (9 au 19 juillet), qui sera l'épreuve la plus richement dotée du calendrier avec 250 000 dollars (282 870 €), dont 100 000 (113 148 €) aux vainqueurs. A l'origine des grands raids, les Français ont dû céder du terrain aux Anglo-Saxons, plus habiles pour trouver des partenaires économiques ou télévisuels. Cette inflation des épreuves et des dotations crée désormais un décalage avec les compétiteurs qui sont restés amateurs.

Si on retrouve majoritairement parmi eux des guides de haute montagne, des professeurs d'éducation physique, des moniteurs de sport dans les disciplines concernées, tous continuent d'exercer leur profession. La première initiative pour s'adapter à cette nouvelle demande vient des Finlandais de Nokia. Cette société a signé l'an dernier un contrat de longue durée avec neuf sportifs afin d'assurer une rotation de ces derniers sur un maximum de courses.

A très court terme, les meilleurs compétiteurs, qui ne peuvent guère disputer plus de deux ou trois grands raids par an aujourd'hui, vont sans doute pouvoir vivre de l'aventure en passant professionnels. Mais si cette discipline, particulièrement exigeante pour les organismes, veut rester crédible, il deviendra encore plus urgent d'instituer des contrôles antidopage dans les grandes épreuves du calendrier.

Gérard Albouy

G. A.

Le début d'une autre humanité ?

**MICHEL SERRES**

HOMINESCENCE

348 p.

129,22 F - 19,70 €

Le Pommier

# Petite accalmie

**VENDREDI.** Une perturbation pluvieuse s'éloigne de la France en direction du nord de l'Allemagne, alors qu'une dépression se creuse dans le golfe de Gascogne. Les pluies sur le nord du pays deviennent plus rares. Les températures restent très fraîches pour la saison.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Après dissipation des brumes et brouillards matinaux, le ciel de ces régions se partage entre passages nuageux et éclaircies. Les températures sont voisines de 16 à 20 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** La grisaille accompagnée de petites averses persiste le matin. L'après-midi, le soleil perce de temps à autre et les averses se raréfient, surtout sur la région Centre. Les températures s'échelonnent entre 14 et 16 degrés.

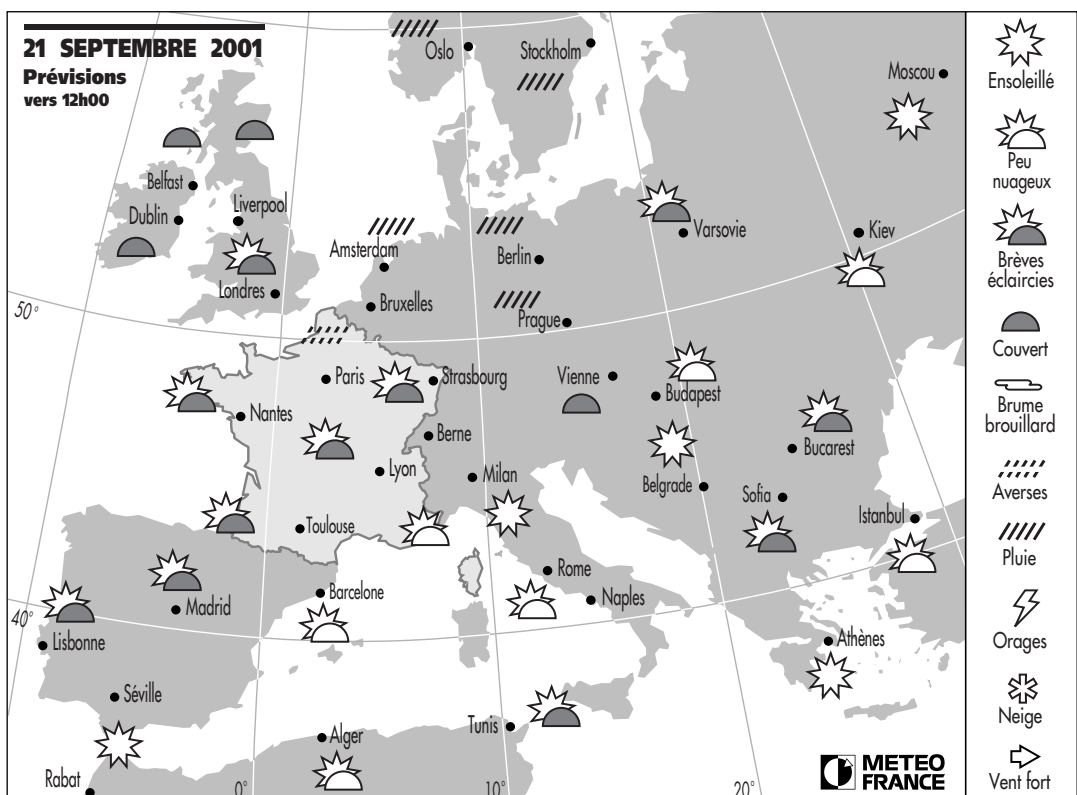
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Quelques brumes matinales se manifestent dans les fonds de val-

lée. Ensuite, les nuages encore largement dominants sont entrecoupés de quelques éclaircies. Des averses se produisent çà et là. Il fait entre 14 et 17 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Les brumes et brouillards matinaux sont assez fréquents. Une fois ceux-ci dissipés, le ciel se montre d'abord ensoleillé, puis des nuages viennent s'installer au fil de l'après-midi. Le thermomètre affiche de 21 à 25 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Des bancs de nuages gris naviguent dans les vallées en matinée. Ailleurs et ensuite, soleil et nuages se partagent le ciel. Les températures varient entre 15 et 22 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Corse.** Quelques nuages se forment le matin sur le Languedoc-Roussillon. Ailleurs, le ciel bleu se teinte parfois de blanc. Les températures sont comprises entre 21 et 24 degrés.



**PRÉVISIONS POUR LE 21 SEPTEMBRE 2001**  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

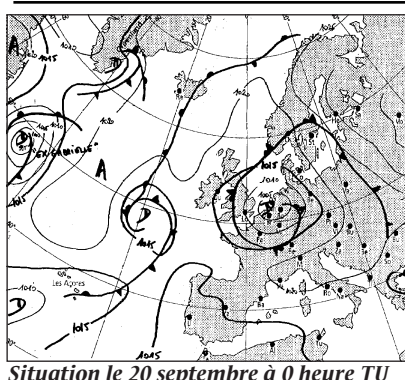
FRANCE métropole	
AJACCIO	12/25 S
BIARRITZ	14/23 N
BORDEAUX	10/23 N
BOURGES	7/19 N
BREST	8/18 N
CAEN	10/17 N
CHERBOURG	9/17 N
CLERMONT-F.	8/21 N
DIJON	8/18 N
GRENOBLE	10/22 S
LILLE	10/15 P
LIMOGES	9/19 N
LYON	11/22 N
MARSEILLE	11/23 S

PAPEETE	22/27 S
POINTE-A-PIT.	24/32 S
ST-DENIS-RÉ.	19/26 S
EUROPE	
AMSTERDAM	12/15 P
ATHENES	22/31 S
BARCELONE	18/24 S
BELFAST	9/16 C
BELGRADE	9/22 S
BERLIN	11/15 P
BERNE	10/18 N
BRUXELLES	10/15 P
BUCAREST	13/23 N
BUDAPEST	11/20 S
COPENHAGUE	10/14 P
DUBLIN	8/15 C
FRANCFORT	10/16 C
GENEVE	8/18 N
HELSINKI	25/32 S
ISTANBUL	19/25 S

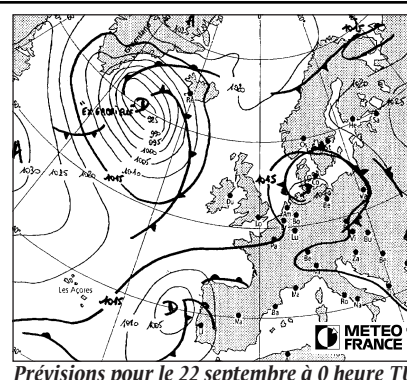
KIEV	10/19 S
LISBONNE	15/21 N
LIVERPOOL	10/16 C
LONDRES	10/16 N
LUXEMBOURG	9/14 C
MADRID	14/23 N
MILAN	12/24 S
MOSCOW	9/19 S
MUNICH	11/14 P
NAPLES	14/27 S
OSLO	9/14 P
PALMA DE M.	18/27 S
PRAGUE	10/14 P
ROME	13/24 S
SEVILLE	18/23 S
SOFIA	13/20 N
ST-PETERSB.	9/17 S
STOCKHOLM	11/15 P
TENERIFE	23/29 S
VARSOVIE	9/18 N

VENISE	15/21 S
Vienne	10/16 C
AMÉRIQUES	
BRASILIA	14/27 S
BUENOS AIR.	12/25 S
CARACAS	26/33 S
CHICAGO	15/18 P
LIMA	14/17 C
LOS ANGELES	16/23 S
MEXICO	12/23 S
MONTREAL	17/20 P
NEW YORK	20/24 S
SAN FRANCIS.	12/19 S
SANTIAGO/CHI	9/21 C
TORONTO	15/23 S
WASHINGTON	19/25 S
AFRIQUE	
ALGER	20/28 C
DAKAR	24/29 P
KINSHASA	21/31 S

LE CAIRE	22/34 S
NAIROBI	16/25 S
PRETORIA	14/20 C
RABAT	17/24 S
TUNIS	22/28 S
ASIE-Océanie	
BANGKOK	25/33 P
BEYROUTH	24/29 S
BOMBAY	26/31 P
DJAKARTA	28/31 C
DUBAI	28/39 S
HANOI	27/31 P
HONGKONG	26/27 P
JERUSALEM	21/30 S
NEW DEHLI	25/39 S
PEKIN	15/25 S
SEOUL	16/21 S
SINGAPOUR	27/31 C
SYDNEY	15/22 S
TOKYO	19/23 P



Situation le 20 septembre à 0 heure TU



Prévisions pour le 22 septembre à 0 heure TU

## VENTES

# Deux galeries parisiennes proposent des œuvres du XX<sup>e</sup> siècle

PLUSIEURS générations d'amateurs et de collectionneurs se concentrent désormais sur les œuvres du XX<sup>e</sup> siècle. Si la période 1920-1930 demeure leur préférée, ils s'intéressent maintenant aux créations des années 1950-1960, dont les prix talonnent ceux du style précédent. En réponse à ce goût marqué du public, deux galeries parisiennes exposent, cet automne, des œuvres importantes de ces périodes.

Dans le passage Véro-Dodat,

Eric Philippe consacre son activité à la découverte d'artistes européens reconnus dans leur pays, éclipsés en France par nos gloires nationales; ce travail, mené depuis plusieurs années, a permis d'acquiescer des meubles et objets Art déco de grande qualité, réalisés par des créateurs scandinaves, allemands ou italiens, autour desquels des expositions thématiques ont été organisées.

Ce découvreur propose cette année un ensemble qui s'étend

sur les années 1900-1940 et regroupe des pièces de différents pays. De la Finlande à l'Italie, leur unité se dégage d'une adaptation moderne des lignes néoclassiques.

Un grand edelweiss en fer battu est un lampadaire de l'Italien Carlo Rizzarda (1883-1931), une pièce unique répertoriée (20 000 F, 3 050 €).

Ce ferronnier, qui prit part à l'Exposition des arts décoratifs de Paris en 1925, a commencé sa car-

rière à Milan, en 1920. Italien également, Emmanuel Pontremoli (1865-1956) est l'architecte de la villa grecque Kérylos, une folie de la Côte d'Azur construite en 1910 d'après une maison grecque, aujourd'hui transformée en musée.

Représentatif de cette veine, un miroir à l'antique en bronze à patine verte est orné d'une scène mythologique, de style Art déco (30 000 F, 4 580 €). Carl Malmsten (1888-1972), ébéniste et décorateur suédois, devient, dans les années 1920, le plus renommé des designers de son pays. Ses meubles se signalent souvent par de fines compositions en marqueterie : table en bouleau et ébène (90 000 F, 13 470 €), paire de chaises en bouleau et cannage (50 000 F, 7 640 €). Des œuvres finlandaises, norvégiennes, allemandes, anglaises ou suisses, presque toutes des pièces uniques, complètent ce tour d'horizon.

Organisée par la galerie Patrick Seguin, la seconde exposition célèbre le centenaire de la naissance de Jean Prouvé (1901-1984) et présente son œuvre en deux volets, sur des lieux distincts; meubles, éléments d'architecture, photogra-

phies, plans et dessins de ses réalisations architecturales. Quelques-unes de ses constructions sont d'ailleurs proposées à la vente, en particulier des pavillons six sur six et quatre sur quatre.

Architecte et designer fondateur d'un atelier de ferronnerie en 1924, Jean Prouvé a exécuté de nombreuses commandes officielles, entre autres la station de métro Franklin-Roosevelt, à Paris. Il construit un mobilier en métal qu'il assortit à du bois, à de la laque ou du cuir. Les prix démarrent à 15 000 F (2 290 €) avec la chaise « standard » de 1950 à structure en tôle d'acier plié, assise et dossier en contreplaqué moulé, et montent jusqu'à 180 000 F, (27 480 €), pour un bahut en métal et bois de 1945.

Catherine Bedel

★ Galerie Eric Philippe, 25, galerie Véro-Dodat, 75001 Paris, tél. : 01-42-33-28-26, du 29 septembre au 20 octobre, du mardi au samedi, de 14 à 19 heures.  
★ Galerie Patrick Seguin, 34, rue de Charonne 75011 Paris, tél. : 01-47-00-32-35, du 22 septembre au 30 novembre.

## DEPÊCHES

■ **CINÉMA.** Une vente dédiée au cinéma, aux affiches et à la photographie présente samedi 22 septembre, à Argenteuil, des œuvres de Georges Méliès (1861-1938). Ce cinéaste, aussi metteur en scène, dessinait les décors et les costumes de ses pièces. Ses dessins, aquarelles et projets d'affiches sont estimés entre 3 000-4 000 F, 460 à 600 €, et 40 000 F, 6 100 €. Etude Régis-Thiollet, tél. : 01-39-61-01-50.

■ **PEINTURES CHINOISES.** Une vente a lieu dimanche 23 septembre, au Palais des congrès de Paris. Elle comprend notamment un ensemble de peintures chinoises du XVIII<sup>e</sup> siècle dont deux rouleaux peints sur soie illustrant un voyage de l'empereur Qianlong en Chine (500 000 F et 1,2 million, 76 400 et 183 200 €). Sont proposées aussi des peintures à partir de 20 000 F, 3 053 €. Exposition sur place les 20, 21 et 22 septembre, tél. : 01-58-05-06-07 ou 01-48-74-38-93.

■ **SALON DE LA CÉRAMIQUE.** Amateurs et collectionneurs ont rendez-vous à l'hôtel Dassault, du 26 au 30 septembre. Des conférences d'historiens, d'antiquaires et de collectionneurs se tiennent pendant ces cinq jours consacrés à la céramique. 7, rond-point des Champs-Élysées, 75008 Paris, de 11 à 20 heures. Le 28 septembre jusqu'à 22 heures. Entrée : 60 F, 9,14 €.

## Calendrier

### ANTIQUITÉS-BROCANTE

- **Laon (Aisne)**, du vendredi 11 au dimanche 23 septembre, tél. : 02-33-22-97-33.
- **Arles (Bouches-du-Rhône)**, du samedi 22 au dimanche 30 septembre, tél. : 04-90-96-51-57.
- **Verneuil-sur-Avre (Eure)**, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 02-37-43-58-26.
- **Bordeaux-Port (Gironde)**, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 05-45-36-12-33.
- **Salbris (Loir-et-Cher)**, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 02-54-80-75-81.

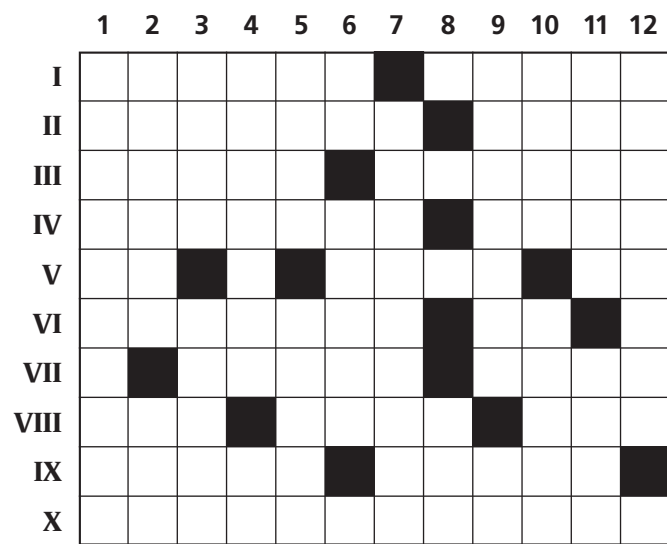
- **Cahors (Lot)**, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 05-65-22-38-03.
- **Chalons-en Champagne (Marne)**, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 02-38-93-89-79.
- **Clamecy (Nièvre)**, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 03-86-59-05-14.
- **Marolles-sur-Seine (Seine-et-Marne)**, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 06-77-62-33-81.
- **Amiens (Somme)**, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 03-22-91-53-11.
- **Gérardmer (Vosges)**, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 02-84-44-91-66.
- **Santeny (Val-de-Marne)**, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 02-37-24-51-60.

- 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 02-37-24-51-60.
- COLLECTIONS**
- **Bordeaux (Gironde)**, bouquinistes, samedi 2 septembre, tél. : 05-57-87-57-31.
  - **Bourgoin-Jallieu (Isère)**, cartes postales, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 04-74-43-83-77.
  - **Prades (Pyrénées-Orientales)**, livres et cartes postales, samedi 22 et dimanche 23 septembre, tél. : 04-68-05-21-41.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 222

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)



### HORIZONTALEMENT

I. Il a toujours raison mais il doit payer. Emporté ou livré, il faudra le payer. - II. Belle collection après séchage. Une emprunte l'autre en forêt. - III. Assure son ravitaillement en vol. Frappé. - IV. Préparation italienne. Frétillement dans nos étangs. - V. Petit patron en région. Pour s'y retrouver dans les notes. Interjection. - VI. Sans restriction. Lettres de Roanne. - VII. Penser aux cueillettes du lendemain. Rejeter. - VIII. Ramassée

par Bercy. Dieux guerriers. Annonce la fin. - IX. Entendrai comme autrefois. Fit le détail dans les mots. - X. Donne de la résonance aux mots.

### VERTICALEMENT

1. Fit danser dans les années vingt-cinq. - 2. Problème de partage. Indique le passage. - 3. Donna des couleurs au ciel. Ne sont plus en cours. - 4. Très impressionnée. Passe au Nord. - 5. Opposition à Moscou. Une protection à protéger. - 6. Droit à

table. Boudins décoratifs. - 7. Sont repassées au bloc. - 8. Accueille les oubliés du bord des routes. - 9. Crée la division. Conjonction. - 10. Un ballon et sept joueurs de chaque côté. Sur une table de Provence. - 11. Tousjours la première. Quatre sur six. - 12. A donné un coup de vieux au Marcel.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 01 - 221

#### Horizontalement

I. Bavoire. Ozone. - II. Adaptateur. - III. Taie. Ça. Téta. - IV. IGN. Alisiers. - V. Fécule. Ap. - VI. Urfé. Etage. - VII. La. Na. Grever. - VIII. Ente. Mois. Dé. - IX. Uni. Seul. Pie. - X. Rapporteuses.

#### Verticalement

1. Batifoleur. - 2. Adage. Anna. - 3. Vaincu. Tip. - 4. OPE. Urne. - 5. It. Alfa. SO. - 6. Raclée. Mer. - 7. Tain. Goût. - 8. Oe. Stérile. - 9. Zutistes. - 10. Orée. Av. PS. - 11. Tragédie. - 12. Exaspérées.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Gunschourg  
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

## L'ART EN QUESTION

N° 240

En collaboration avec la

Réunion des Musées Nationaux

# De l'histoire à la légende

PERSONNAGES légendaires, mythiques ou historiques se côtoient dans le vaste panorama que le Musée des arts et traditions populaires consacre au thème du héros populaire. Ainsi les aventures de Roland, du roi Arthur ou de Lancelot du lac sont-elles évoquées aussi bien que celles de Dracula, de Don Juan, du Chat botté, du Petit Poucet ou de Bécassine ! Pour l'époque contemporaine, les vedettes du star-système sont à l'honneur, aux côtés de figures qui incarnent les valeurs de liberté, de résistance et de lutte contre l'oppression. Parmi eux, on trouve l'image d'Ernesto dit « Che » Guevara, né en Argentine en 1928.

Titulaire d'un diplôme de médecine, il débarqua au Guatemala à la fin de l'année 1953, prêt à soutenir l'action sociale du gouvernement élu de Jacobo Arbenz. Celui-



D. K.

Du héros à la célébrité : Che Guevara. Carte postale, collection particulière, Etats-Unis. A Paris, au Musée des arts et traditions populaires, pour l'exposition « Héros populaires », jusqu'au mois de juin 2002.

ci est inversé, avec l'aide de la CIA, et Guevara se réfugia à Mexico, où il rencontre Fidel Castro en 1955. C'est le début d'une collaboration qui mènera la révolution cubaine à la victoire contre le régime du président Batista. Fin décembre 1958 a eu lieu une bataille décisive au cours de laquelle les révolutionnaires se sont emparés d'un train blindé que

Batista avait dépêché en guise de renforts. Cette bataille est restée célèbre sous le nom de la ville où elle s'est déroulée et où a été érigé un mausolée à la mémoire du Che. Il s'agit de la ville de :  
● Cienfuegos ?  
● Santa Clara ?  
● Trinidad ?  
Réponse dans *Le Monde* du 28 septembre.

Réponse du jeu n° 239 paru dans *Le Monde* du 14 septembre. Karen Black, héroïne du dernier film tourné par Hitchcock en 1976, *Plot de famille*, avait joué en 1969 dans *Easy Rider*, de Dennis Hopper.

**URBANISME** La municipalité de New York a annoncé, le 17 septembre, la création d'une commission pour superviser la reconstruction du World Trade Center (WTC), détruit

dans les attentats du 11 septembre. ● **OUTRE** les Twin Towers, de nombreux immeubles ont été ou devront être démolis : les murs-rideaux ont été endommagés et le sous-sol a été

gravement secoué. ● **LE TRAVAIL** est compliqué par la fragilité de la ceinture de béton qui isole les fondations des tours des eaux de l'Hudson. Des infiltrations sont déjà apparues.

● **NI LA SANCTUARISATION** du site ni sa reconstruction à l'identique ne semblent probables. Toutes les solutions nouvelles sont donc envisagées pour renforcer la sécurité du futur WTC.

● **LE PROPRIÉTAIRE** des bâtiments, Larry Silverstein, les avait achetés le 26 avril 2001, pour 3,2 milliards de dollars. Ce promoteur fait aujourd'hui face à une situation inédite.

# Le débat sur la reconstruction du World Trade Center est déjà engagé

Alors que les sauveteurs poursuivent leurs recherches dans le sud de Manhattan, les experts s'interrogent sur l'ampleur des dommages subis par le quartier de Wall Street et sur la manière d'envisager, au-delà de l'édification d'un mémorial, sa remise en état

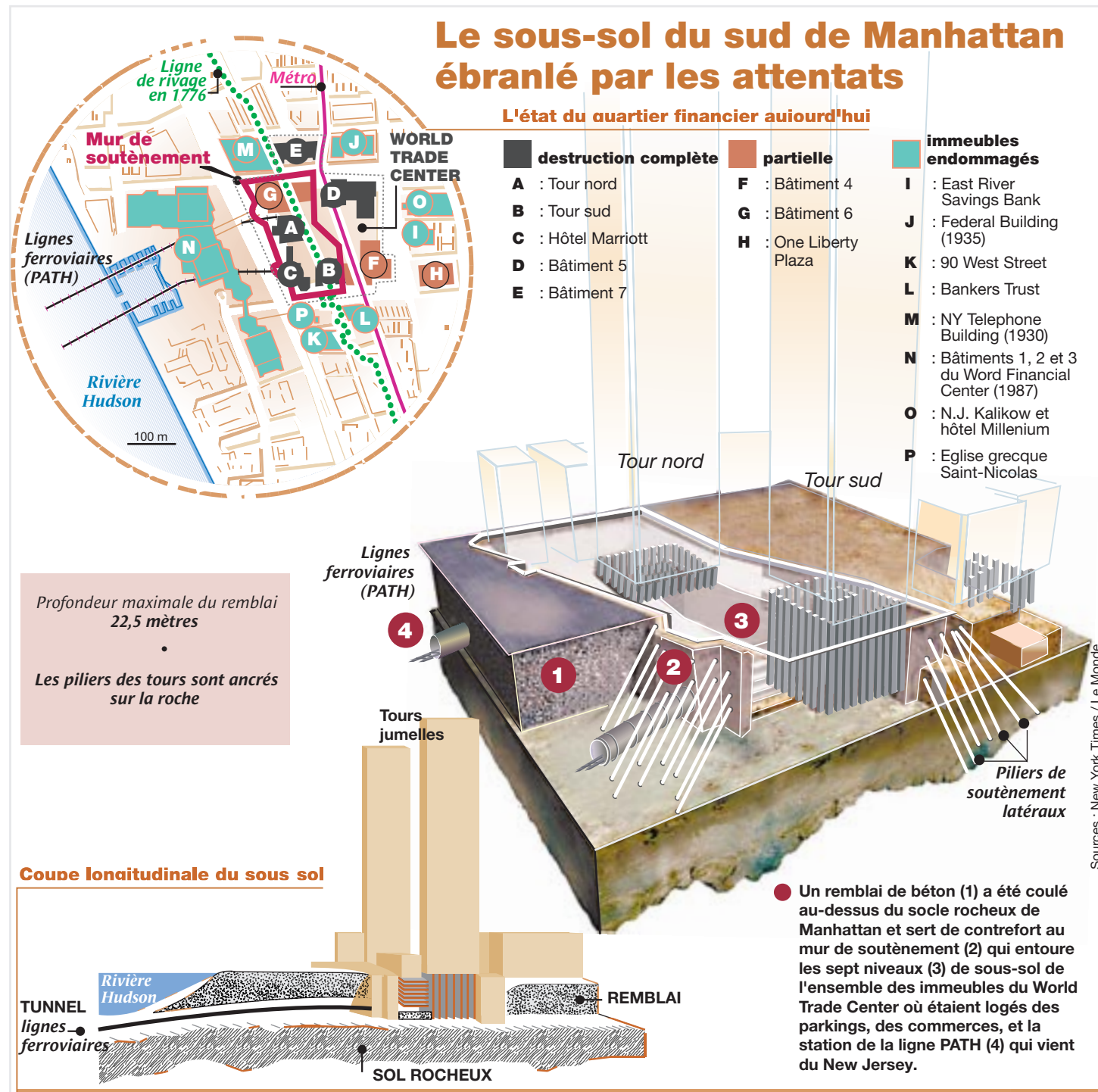
**RECONSTRUIRE** ou pas ? Et comment ? La municipalité new-yorkaise a déjà tranché puisqu'elle a annoncé, le 17 septembre, la création d'une commission pour superviser la « reconstruction » du World Trade Center. Cette commission, dotée de pouvoirs extraordinaires, devrait avoir autorité pour accélérer les démolitions et les demandes de permis de construire. Mais, avant toute reconstruction, la première tâche d'un tel organisme sera d'établir, avec les ingénieurs et les architectes, un bilan précis des dégâts parfois encore invisibles sous les centaines de milliers de tonnes d'acier (les structures verticales) et de béton (principalement les planchers) des deux tours. L'examen devra également se poursuivre sous les décombres des édifices voisins, complètement ou partiellement anéantis, certains d'entre eux étant endommagés dans des proportions encore inconnues.

A la liste des immeubles totalement démolis (les tours jumelles ainsi que le Marriott Hotel, et les bâtiments 5 et 7 du World Trade Center, conçus par l'architecte Minoru Yamasaki en 1973), il faut en effet ajouter ceux qui sont en partie détruits (bâtiments 4 et 6, ainsi que le One Liberty Plaza) et ceux qui ont plus ou moins souffert : l'East River Savings Bank, le Federal Building (signé Cross & Cross, 1935), le 90 West Street, le Bankers Trust, le N. Y. Telephone Building (McKenzie, Voorhees & Gmelin, 1930), les bâtiments 1, 2 et 3 du World Financial Center (Cesar Pelli, 1987), mais aussi le N. J. Kalikow Building et le Millennium Hotel ainsi que l'église grecque orthodoxe, Saint-Nicolas.

Au-delà de la destruction des murs-rideaux, les techniciens examinent la possibilité de « dommages structurels » graves dans tout le reste du quartier. Même les édifices qui semblent peu touchés, après une première expertise, risquent d'avoir à souffrir des travaux de déblaiement.

## UNE CEINTURE DE BÉTON

Tout indique, en effet, que le sous-sol a été gravement secoué, jusqu'aux coffrages de béton qui retiennent les eaux de l'Hudson. Or le site choisi dans les années 1960 pour désengorger Manhattan se trouvait très près du niveau du fleuve et à seulement 1 mètre au-dessus de celui de la mer. Une tranchée de près de 1 mètre de largeur fut creusée à même le roc dans un périmètre englobant plus d'une moitié de l'ensemble immobilier qui constituait le World Trade Center autour des deux gratte-ciel. Tranchée dans laquelle fut coulé du béton afin d'éviter les infiltrations. Cette ceinture de protection descend jusqu'à 22,5 m de profondeur. Les pieds du double édifice



furent ancrés dans une dalle de béton de 2,10 m d'épaisseur.

Les 915 000 mètres cubes excavés du site servirent à gagner du terrain sur la rivière Hudson et, grâce à ces gigantesques terrassements, à édifier, sur une zone de 12 hectares, le quartier de Battery Park avec des immeubles de bureaux, des centres commerciaux et des logements. Certains de ces édifices, notamment les trois tours dessinées par Cesar Pelli pour le World Financial Center (que l'on voit au premier plan du site dévasté sur certaines photographies), ont subi des dommages liés aux attentats.

George Tamaro, un ingénieur

spécialiste des fondations et qui a participé à l'élaboration du sous-sol du World Trade Center en 1967, a fait part au *New York Times* de la complexité du travail qui reste à faire aujourd'hui. En effet, l'énorme cavité est désormais encombrée des débris des bâtiments écroulés sur eux-mêmes. Or la présence de ces débris est seule garante de la solidité de la ceinture de protection dont on ne connaît pas encore l'état mais qui risque non seulement d'avoir été ébranlée mais d'être fissurée. « Ces murs demandent des appuis latéraux, indique George Tamaro, sinon vous retrouverez l'Hudson River au milieu de la rue. » Déjà des infiltra-

tions d'eau ont été constatées dans les tunnels du PATH (système de transport subfluvial), dont l'une des deux lignes est toujours fermée. Cette eau peut venir des violentes pluies qui se sont abattues sur la Côte est quelques jours après la catastrophe, mais aussi de canalisations rompues ou de l'eau destinée à éteindre les incendies. D'après George Tamaro, ces infiltrations auraient gagné d'autres lignes de métro : « Il y a 6 ou 7 pieds (2 ou 3 mètres) d'eau dans la station Exchange Place, sur la ligne de Jersey City. » En revanche, les quais de la station souterraine semblent intacts et les passagers ont pu évacuer les lieux avant l'écroule-

ment des tours. En attendant, le trafic du métro, au sud de Manhattan, est toujours largement perturbé, un certain nombre de lignes et de stations étant toujours fermées, certaines pour une durée indéterminée.

Quelles que soient les décisions prises par la municipalité, il faut s'attendre à ce que plusieurs édifices trop fragilisés soient démolis, ainsi qu'à des travaux complexes de consolidation et de rénovation. Dans cette perspective, les causes de l'effondrement des deux tours font, et feront encore longtemps, l'objet de discussions sans fin, que ne viendront peut-être pas clore les rapports des experts.

## Le propriétaire des tours confronté à une situation inimaginable

**AU PAYS** de la libre entreprise, le penchant des investisseurs est plus que déterminant. Dans le cas du World Trade Center, l'enjeu est considérable puisque cet ensemble immobilier représente 10 % de l'offre commerciale de bureaux à Manhattan, soit la moitié de ceux de la Défense. Le propriétaire initial du WTC, l'autorité du port de New York et du New Jersey, a vendu, le 26 avril, l'essentiel des bâtiments pour la durée d'un bail emphytéotique de 99 ans à la compagnie Silverstein Properties inc., associée à Westfield America inc., pour 3,2 milliards de dollars (3,46 milliards d'euros). Ce fut, dit-on, le montant le plus élevé enregistré à New York pour une transaction immobilière.

L'enjeu était de taille : 930 000 mètres carrés, soit les deux tours jumelles, les bâtiments 4 et 5, et 37 000 mètres carrés d'espaces commerciaux. Le reste du WTC – les bâtiments 3 (Hôtel Marriott), 6 (les douanes) ainsi que le 7 (bureaux) – serait toujours en vente.

La transaction a été solennellement finalisée le 25 juillet. L'investisseur avait déclaré son intention d'agrandir encore le centre commercial logé au pied des tours. D'après le *Wall Street Journal*, le bail emphytéotique comprenait un contrat d'assurance contre les actes de terrorisme.

Larry Silverstein (soixante-dix ans) apparaît toujours pugnace en dépit des événements. « Ce serait la tragédie des tragédies de ne pas reconstruire cette partie de New York », a-t-il déclaré devant un parterre d'hommes d'affaires réunis à l'Hôtel Regency de Park Avenue à la demande de la chambre de commerce de New York. « Cela donnerait aux terroristes la victoire qu'ils attendaient. » Il s'est abstenu de s'interroger, en revanche, sur la capacité de nuire encore et la « qualification » quasi professionnelle de ces terroristes. Curieusement, en effet, un certain nombre de protagonistes du drame sont concernés par le secteur du bâtiment. Le milliardaire saoudien Oussama Ben Laden, le principal sus-

pect, a construit une grande partie de sa fortune dans la conduite de travaux publics et la promotion immobilière lourde. L'un des présumés terroristes, Mohammed Atta, avait fait des études d'architecture et d'urbanisme.

## Larry Silverstein a acheté les bâtiments le 26 avril, pour 3,2 milliards de dollars

Larry Silverstein n'imagine pas, bien sûr, la forme que pourraient prendre les nouveaux bâtiments : « Faut-il reconstruire les 110 étages ? Cela ne sera peut-être pas nécessaire », indiquait-il finalement en soulignant qu'il était « absolument indispensable d'élever un mémorial sur place ». Mais est-ce que ce ne sont pas là les paroles d'un homme isolé – en

dépit de son poids et de son influence dans le monde de la promotion immobilière –, et terriblement comotionné ? Le milliardaire Donald Trump, qui rêvait il y a quelques années de dresser le plus haut gratte-ciel du monde à New York, reste sur la réserve, comme tous les autres grands constructeurs, dont les ambitions vont sans doute s'adapter aux nouvelles réalités.

Pour autant, les chantiers ne sont pas arrêtés dans le monde, puisque les plus grands noms de l'architecture ont tous été appelés à réfléchir sur la question des tours, un domaine longtemps abandonné aux puissants bureaux d'études et de construction, avant d'intéresser les grandes signatures. I. M. Pei, Norman Foster ou Philip Johnson, Renzo Piano à New York, dans la foulée de Christian de Portzamparc, Jean Nouvel au Japon, Kolhoff à Berlin, Rem Koolhaas, Frank Gehry, tous sont désormais sur la brèche...

F. E. et E. de R.

Pour certains spécialistes, l'acier et la structure des tours n'auraient pas bougé sous le choc des avions, mais seulement sous l'action de la chaleur, et ils contestent l'effet mécanique avancé par d'autres ingénieurs. Une secousse pourtant ressentie fortement, selon les témoignages de personnes se trouvant alors dans les tours, et qui semble confirmée par les mouvements du sous-sol, d'ailleurs enregistrés par le sismographe de l'université de Columbia (*Le Monde* du 14 septembre).

## RÈGLES DE SÉCURITÉ

La reconstruction « à l'identique », a fortiori « encore plus haut et plus beau », comme le suggère Hyman Brown, l'un des ingénieurs qui a supervisé la construction du WTC – « trente étages de plus », se heurterait à des problèmes majeurs, psychologiques bien sûr, mais aussi techniques. Si la structure des tours ne semble pas en cause, on ne manquera pas de s'interroger sur les règles de sécurité imposées (systèmes d'évacuation rapide, largeur et protection des escaliers, paliers des ascenseurs, etc.). Celles-ci sont supposées moins sévères qu'en Europe, et notamment qu'en France. Mais, aux États-Unis, elles sont en grande partie négociées et supervisées par les compagnies d'assurances qui, garantissant avant tout la valeur marchande des hommes et des biens, interviennent pour renforcer les exigences de sécurité applicables aux immeubles de grande hauteur (IGH) – environ 25 mètres de haut selon la norme américaine.

En France, des règles très strictes s'appliquent aux IGH (plus de 28 mètres pour les édifices accueillant du public, 50 mètres pour les habitations). Ils doivent en outre « tenir » deux heures en cas d'incendie. Ces normes de sécurité peuvent être adaptées ou renforcées, au cas par cas, en accord avec les commissions de sécurité.

La comparaison, cependant, n'a plus guère de valeur pour les gratte-ciel, ces tours innombrables dans le monde qui dépassent aisément les 200 mètres, et dont les new-yorkaises apparaissent comme les championnes, même si, en hauteur, elles ont pu être dépassées, notamment par les deux tours de Petronas, édifiées en 1998, à Kuala Lumpur, en Malaisie, par l'architecte new-yorkais Cesar Pelli.

Au-delà de ces questions techniques sur la sécurité des immeubles de grande hauteur, s'ouvrira un autre débat, déjà engagé en Europe, sur l'urbanisme de l'ultradensité et de la ville verticale, que l'architecte français Bernard Marrey estime « prodigieusement périlleuse ».

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

## Le WTC en chiffres

- **Construit** entre 1966 et 1973 pour un coût de 600 millions de dollars, le World Trade Center (WTC) fut érigé sur un terrain de 7 hectares au sud de Manhattan afin d'abriter quelque 500 entreprises, soit près de 50 000 salariés et 12 000 visiteurs quotidiens.
- **Le sous-sol** comprenait 37 000 m<sup>2</sup> de commerces reliés au PATH (réseau de transport souterrain).
- **Les deux tours jumelles** (Twin Towers), hautes de 414 et 412 m, comptaient chacune 110 étages et 418 000 m<sup>2</sup> de surface brute (319 000 m<sup>2</sup> utiles). Chaque étage offrait 2 700 m<sup>2</sup> de bureaux.
- **Deux bâtiments** de neuf étages s'élevaient autour d'une place centrale.
- **L'ensemble** comprenait également le Marriott Hotel (22 étages), l'US Custom House (bâtiment des douanes, 8 étages) et le bâtiment 7 (47 étages, construit ultérieurement).

A l'occasion de la parution du **DICTIONNAIRE MARX CONTEMPORAIN** (éd. puf) Rencontre avec **Jacques BIDET** **Georges DUMESNIL** **Eustache KOUVELAKIS** et **André TOSEL** **MARDI 25 SEPTEMBRE à 18H**

LA LIBRAIRIE DES **puf**

49, Bld St Michel PARIS 5<sup>e</sup>-tel 01 44 41 81 20

# Hollywood expurge ses scénarios des scènes trop proches de l'actualité

Plusieurs grosses sorties ont été retardées, tandis que les locations de films de terrorisme augmentent



Le World Trade Center s'étendait sur sept hectares, dont les Américains se demandent aujourd'hui ce qu'ils doivent faire.

**LOS ANGELES**  
de notre correspondante

Hollywood est bousculé. Arnold Schwarzenegger a décidé, avec le studio Warner Bros, que la sortie de son prochain film, *Collateral Damage*, prévue pour le 5 octobre, serait reportée à une date indéterminée, « par respect pour les victimes et leurs familles ». Il y interprète un pompier dont la femme et l'enfant périssent dans l'attaque d'un gratte-ciel de Los Angeles par des terroristes colombiens, qui devaient être arabes dans le scénario d'origine. Le film a été développé par le producteur David Foster, qui fut inspiré par l'explosion du vol Pan Am au-dessus de l'Écosse.

Depuis le 11 septembre, Hollywood scrute les scénarios de ses films et de ses séries, soudain trop proches de l'actualité, d'autant que le terrorisme est un de ses sujets favoris. Les réalisateurs ou producteurs qui ont déjà fait exploser beaucoup d'immeubles au cinéma, évitent, eux, de répondre aux questions. « Il est trop tôt pour pré-

dire l'impact que cela va avoir sur notre industrie », a déclaré au *Hollywood Reporter* Sherry Lansing, présidente de Paramount.

« A cause de la tragédie nationale actuelle, Touchstone Pictures recule la date de sortie de *Big Trouble* », explique son distributeur, Disney, qui l'avait calé au 21 septembre. La comédie de Barry Sonnenfeld, avec Johnny Knoxville et Tom Sizemore dans le rôle de deux criminels assez débiles, montre un explosif nucléaire transporté clandestinement en avion dans une valise. Les studios Sony, de leur côté, ont rapidement retiré de la circulation la bande-annonce et les affiches de *Spider Man*, réalisé par Sam Raimi et prévu pour mai 2002, car on y voyait un hélicoptère pris dans un filet tendu entre les deux tours du World Trade Center. Et *Men in Black 2* sera modifié, car le film inclut des images de New York et du World Trade Center. « C'est un film divertissant pour l'été prochain, confirme un porte-parole de Sony, et nous ne voulons pas assombrir les spectateurs avec ce souvenir. »

En revanche, les Américains n'ont pas boudé les salles de cinéma. Les distributeurs d'Hollywood craignaient que la peur du terrorisme n'éloigne les Américains des salles, d'autant que la disparition de toute publicité à la télévision a entravé les campagnes de marketing, mais ils sont rassurés pour le moment. Pour Paul Dergarabedian, président d'Exhibitor Relations, « l'histoire nous a appris que quand ces tragédies arrivent, elles n'affectent pas les recettes en salles de façon sensible ». Au contraire, car, après la guerre du Golfe, la fréquentation avait considérablement augmenté pendant huit semaines consécutives, de même qu'après l'attentat d'Oklahoma City.

## DIVERTIR LES ENFANTS

Les exploitants en salles confirmaient que vendredi, journée nationale de deuil, la fréquentation était plus ralentie, mais que les Américains sont revenus dès samedi au cinéma. L'absence de toute retransmission sportive à la

télévision a aussi pu inciter le public à opter pour un film. A Paramount, on espérait que les résultats du week-end prochain pour *Hardball* (qui veut dire base-ball mais aussi « tactique brutale » !), seraient encore plus encourageants. La seule nouveauté importante du week-end doit être *Glitter*, un film inspiré de la vie de Mariah Carey, avec la chanteuse pop dans le rôle principal.

Les magasins vidéo, de leur côté, enregistraient des locations ou ventes en augmentation sensible, et ont reçu plus de demandes qu'ils ne pouvaient en satisfaire pour des films sur Nostradamus ou des sujets traitant de terrorisme, comme *The Siege*, la série de *Die Hard*, avec Bruce Willis, ou encore *Executive Decision*, film de 1996 sur des militants islamistes. Et les parents venaient chercher des divertissements pour leurs enfants, privés de programmes télévisés par la couverture en continu des événements.

Claudine Mulard

## Du mausolée à la simple réplique, les hypothèses envisagées

**LE SORT** du Pentagone est fixé. L'énorme édifice, le plus vaste complexe de bureaux du monde, dont la forme rappelle - bizarrerie architecturale - celle d'une cible, voire d'une prison panoptique, sera restauré et doté d'équipements censés être plus sûrs. La dimension symbolique de l'édifice trouve ses limites dans sa vocation militaire. Tout autres sont les conséquences du versant new-yorkais de cette tragédie.

Après l'attentat qui a détruit, au cœur de Manhattan, les deux tours du World Trade Center, mais aussi une demi-douzaine d'immeubles environnants, les Américains ont commencé à s'interroger sur l'avenir de cette zone sinistrée. Une seule chose est certaine, au-delà de l'ampleur du drame humain : l'acier peut être récupéré, revendu et recyclé. Restent ensuite trois lignes d'action possibles.

La première serait l'édification d'un mémorial. Afin que l'agression sur le sol américain ne soit jamais oubliée, certains demandent la sanctuarisation du secteur, à la mémoire des victimes. Dès le 17 septembre, le New York Building Congress a annoncé la création d'un fonds pour la construction d'un tel mémorial. Des fragments de gratte-ciel seraient ainsi conservés *in situ*, envahis ou non par la végétation. C'est la solution adoptée pour plusieurs sites tragiques de la deuxième guerre mondiale, comme, à Berlin, avec l'Église du souvenir qui conserve la marque de la ruine, ou en France, le village d'Oradour-sur-Glane, qui a été immobilisé dans le souvenir des martyrs.

Mais une décision de cet ordre, en mémoire des quelque 5 000 victimes de la tragédie, et qu'appelaient de ses vœux l'écrivain new-yorkais Paul Auster lors de l'émission consacrée par France 2 aux attentats le 17 septembre, a peu de chances d'être retenue. On pourrait cyniquement imputer ce refus à la valeur trop élevée du terrain. Mais beaucoup penseront qu'il serait peut-être malsain de transformer le cœur d'une ville en un gigantesque mausolée.

La deuxième possibilité est la reconstruction à l'identique de ce qui a été détruit. La fameuse skyline serait ainsi restaurée - « comme si de rien n'était » -, façon de montrer au monde l'inébranlable fierté de l'Amérique. L'hypothèse semble également devoir être écartée. Outre les problèmes de sécurité, la reconstruc-

tion impliquerait de repenser un urbanisme vieux de trente ans et dont on avait appris à mesurer les faiblesses, jusqu'à l'imprévisible choc du 11 septembre.

Toutes les solutions nouvelles sont donc envisagées pour assurer aux futurs gratte-ciel une plus grande sécurité. La reconstruction des édifices fait déjà réfléchir ingénieurs et architectes. Abolhassan Asta-Asl, professeur d'ingénierie à l'université de Berkeley, propose de généraliser les structures en matériaux composites, métal-béton, qui, sans être complètement à l'épreuve d'un violent incendie, sont capables de résister à des tremblements de terre de grande amplitude. La tragédie de Manhattan débouchera - peut-être - sur des techniques originales.

Henry Petroski, professeur d'ingénierie civile à Duke University, parle d'utiliser massivement des matériaux « non traditionnels », comme la céramique, moins sensible à l'action du feu, pour la construction des immeubles de très grande hauteur.

## UN NOUVEL URBANISME

Un autre problème capital, celui des circulations verticales et des escaliers d'évacuation, sera certainement au centre des réflexions. Les tours Petronas de Kuala Lumpur (Malaisie), les plus hautes du monde, dont les structures sont en béton, sont pourvues d'une passerelle qui relie les deux édifices à mi-hauteur, une alternative à l'évacuation des étages supérieurs. Mais que peut-on faire devant le choc d'un avion de 200 tonnes, lancé à 600 kilomètres/heure, dont les soutes renferment 100 000 litres de kérosène ? Impossible à prévenir sans doute. Impossible à prévoir ? Après l'attentat de 1993, qui avait déjà gravement endommagé l'édifice, une masse considérable de documents a été produite. La vulnérabilité des deux tours, à la fois physique et symbolique, était clairement établie.

Reste alors l'hypothèse, si le même site peut être retenu, d'un WTC remanié, plus sûr, exempt d'amiante par exemple, et mieux protégé. Cette hypothèse passe par l'abandon de la ville « debout », célébrée par Sartre, Céline ou plus récemment par l'architecte Rem Koolhaas. Cela passe par la recherche d'un nouvel urbanisme, dont le principe reste à définir.

F. E. et E. de R.

## Maurice Béjart ouvre au Palais des congrès l'album de ses succès passés

Le chorégraphe et sa compagnie présentent à Paris une reprise de plusieurs de ses pièces légendaires

**QUI** est Maurice Béjart ? La question mérite d'être posée tant il semble posséder la capacité, parfois inquiétante, à se dédoubler, comme en témoignent les nombreux livres souvenirs qu'il a écrits, notamment *La vie de qui ?*, au titre si explicite (Flammarion, 1996). Si son corps est à Lausanne depuis 1987 - date à laquelle Béjart a quitté Bruxelles et son école Mudra -, on constate que son esprit est toujours ailleurs, bondissant de Venise à Tokyo, de Marseille à Istanbul. Béjart et son double s'observent sans relâche. Jusqu'à l'épuisement. Jusqu'à en être épuisé. *Comment faire pour raconter la vie de quelqu'un que je connais et qui porte le même nom que moi alors que je me réveille parfois croyant que je suis un violoniste vénitien qui a rendez-vous avec Vivaldi, ou un figurant à qui Molière va donner sa chance ?*

Toujours dans *La Vie de qui ?*, évoquant les œuvres réalisées depuis 1980, soit quatre-vingt-quatorze pièces (!), il avoue : « J'ai proposé d'écrire un deuxième volume sur des ballets dont je m'aperçois qu'ils ne m'intéressent plus. Et pas seulement les ballets ! A partir de *Life* (1979), ma vie ne m'intéresse plus. » On avait été frappé qu'il dise si franchement, et si haut, combien l'avait ennuyé, en 1996, la reprise de *La Neuvième Symphonie* pour le Ballet de l'Opéra de Paris, énorme « tube » datant de 1964. Alors que veut-il ? Vivre « calfeutré » chez lui, se consacrer à la lecture, aux vrais amis, comme lui souffle, tentateur, son double ? Etre enfin Maurice Berger, fils du

philosophe Gaston Berger ? Ou rester fidèle à Armande Béjart, la femme de Molière, dont il a adopté le nom, vivant jusqu'au bout dans l'éternel présent de l'œuvre jamais achevée ?

Stratégie « schizophrénique » ? La réalité, depuis belle lurette, est ailleurs. Dans cette force qui s'incarne tout entière dans chaque ballet qu'il crée, encore et encore. Poussé par les nécessités de son école de danse, par son amour de la pédagogie, par l'appel joyeux des jeunes danseurs de sa compagnie. Pour eux, il a créé avec ses droits d'auteur une fondation qui distribue des bourses d'enseignement gratuit. Pour eux, il se remet à l'ouvrage, convoquant sa mémoire, ses amis, les vivants et les morts (très nombreux), sans crainte de se répéter, de se plagier, de montrer qu'il n'en peut plus.

## LES CORPS ET LA MUSIQUE

Etre Béjart ou être Berger : a-t-il encore le choix ? Une chose est certaine : il sait quels sont ses meilleurs ballets. Le programme qui a débuté le 19 septembre au Palais des congrès collectionne les succès des années 1950, notamment sa céléberrime *Symphonie pour un homme seul* qu'il considère comme son acte de naissance artistique, symbolisé par la rencontre historique avec la musique de Pierre Henry et de Pierre Schaeffer. « Sans oublier la physique époustouflante de Michèle Seigneuret, ma partenaire à la création, qui lui aussi a contribué à me faire évoluer », se rappelle-t-il.

On est en 1955. Existentialisme

sartrien d'un côté, musique électronique de l'autre. Qu'est-ce qui est moderne ? « Ce qui ne se démode pas, réplique Béjart. A force d'ajouts en fonction des interprètes, j'ai détruit cette Symphonie pour un homme seul. En me fondant sur un film d'archives, je vais la reconstruire à l'identique. Quand un ballet est bon, inutile de le surcharger. Je n'ai jamais changé un cheveu du Sacre du printemps. »

Stravinsky et *Le Sacre*, Ravel et le fameux *Boléro* seront également dansés au cours de ces trois semaines parisiennes, mais ces deux ballets-là ne se présentent plus. Le premier signe l'installation en 1959 de Béjart au Théâtre royal de la Monnaie, à Bruxelles ; l'autre met en vedette une bombe sexuelle, nommée Duska Sifnios, Yougoslave de Zagreb : collant couleur chair, cheveux mouillés, elle ondule en scène telle que Béjart la vit la première fois alors qu'elle surgissait des vagues sur une plage italienne.

« Il y aura également Le Teck, annonce le chorégraphe, qui sera, lui aussi, dégraissé pour retrouver sa ligne originale. Créé en 1956 pour le Festival Avant-Garde de Marseille sur un des toits de la Cité radieuse construite par Le Corbusier, Le Teck est un jeu d'équilibre entre une sculpture (en teck) de l'artiste Marta Pan et une danseuse. Hélène Trilline créa le rôle sur le jazz de Gerry Mulligan. » Parler avec Béjart, c'est aussi recevoir des nouvelles des amis. Marta Pan, justement, vient d'obtenir le Prix impérial du Japon. Pierre Henry a des problèmes avec ses yeux. Le chorégraphe, quant à lui, se réjouit de revoir bientôt Pierre

Cardin et Jeanne Moreau à une séance plénière de l'Institut... Il vient de rentrer de Cassis, où il avait loué une petite maison pour les vacances. Son ami François Weyergans était avec lui, mettant le point final à un roman qui doit sortir en octobre.

Tante Georgeette, d'Aix-en-Provence (omniprésente dans les livres), a eu cent deux ans. Une autre tante, qui appartient à la tribu des Marquand, vient de fêter ses quatre-vingt-quinze ans. « Elle est la mère de Nadine Trintignant. A l'époque du Sacre, Jean Genet, qui habitait chez Nadine, lui expliquait qu'il avait vu un ballet d'un certain Béjart qui lui avait plu. Nadine lui a alors dit que j'étais son cousin. Christian Marquand avait exactement le même âge que moi. »

Béjart, qui aura soixante-quinze ans le 1<sup>er</sup> janvier 2002, doit dorénavant composer avec son corps après l'opération des deux hanches et d'un genou. Cette rétrospective semble lui donner du nerf : « J'éprouve un sentiment positif à présenter qui j'étais il y a un demi-siècle. Ce que j'ai apporté à la danse. Ce que j'ai emprunté à Martha Graham, à José Limon. Mais l'empreinte la plus déterminante, je la dois à la musique, à Pierre Henry, Pierre Schaeffer, et à Pierre Boulez. »

Dominique Fréard

★ Béjart Ballet Lausanne. Palais des congrès, porte Maillot, Paris-17<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-Maillot. A 20 h 30, les 20, 21, 22, 28 et 29. Tél. : 01-40-68-00-05. De 220 F à 450 F.

## Les pays arabes à l'honneur au Salon du livre de jeunesse

**LE SALON DU LIVRE DE JEUNESSE** de Montreuil (Seine-Saint-Denis) ne renonce pas à mettre à l'honneur les pays arabes et leur littérature, lors de la prochaine manifestation, du 28 novembre au 3 décembre. « Notre choix est plus que jamais valide, car il est "importantissime" de ne pas en rester aux ignorances, aux méconnaissances et aux a priori qui génèrent les pires fantasmes », a déclaré la nouvelle directrice du Salon, Sylvie Vassallo, en présentant la manifestation à la presse, mardi 18 septembre. « En ces temps où la barbarie aveugle frappe des populations, exacerbant des haines, où se développent l'exclusion de l'autre et les fausses oppositions entre l'Orient et l'Occident, notre Salon est un symbole de résistance, un acte d'espoir, d'intelligence, un appel à la raison, car il se fonde sur une démarche de découvertes réciproques, de respect, de plaisirs partagés, en un mot d'humanité », a affirmé une autre responsable, Marie-Christine Labat. Manifestation de référence de la littérature jeunesse, visité chaque année par quelque 150 000 personnes, le Salon de Montreuil s'était focalisé sur l'Afrique en 1999 et sur la Scandinavie en 2000. - (AFP.)

**CULTURE**  
Publicités  
**EN**  
RÉGIONS

**PHILIPPE CAUBÈRE**  
en création mondiale au  
**THÉÂTRE DU CHÊNE NOIR**  
avec 68, selon Ferdinand  
21, 22, 25, 26, 28, 29  
SEPTEMBRE 2001  
Coproduction Théâtre du Chêne Noir  
Avignon / Comédie Nouvelle  
04 90 82 40 57

**VA-T-ON DANSER LA GIGUE ALLEMANDE**  
AU FEST-NOZ DE LANVELLEC  
DU 13 AU 28 OCTOBRE ?  
Retrouvez toute l'actualité  
des festivals internationaux  
de musique sur Internet.  
**www.francefestivals.com**  
MUSIQUE  
EN FESTIVALS

**cité**  
de la musique

**Mahler experience**  
**Sir Roger Norrington**, direction  
**Orchestra of the Age of Enlightenment**

> 29 septembre - 16h30 : concert - atelier  
Gustav Mahler *Quatuor pour piano et cordes*  
*Das Knaben Wunderhorn* (extraits)

> 29 septembre - 20h  
Richard Wagner *Wesendonck Lieder*  
Anton Bruckner *Symphonie n° 6*  
Bernarda Fink, mezzo-soprano

> 30 septembre - 15h : conférence  
Henry Louis de La Grange *Les paradoxes de Mahler*

> 30 septembre - 16h30  
Gustav Mahler *Lieder eines fahrenden Gesellen*  
*Symphonie n°1 "Titan"*  
Christopher Maltman, baryton

**01 44 84 44 84**  
**www.cite-musique.fr/resa**  
porte de Pantin

# Lachenmann place l'opéra en hibernation avec « La Petite Fille aux allumettes »

L'œuvre du compositeur allemand a fait l'ouverture du Festival d'automne au Palais Garnier

**FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS. La Petite Fille aux allumettes (création française). Musique et livret de Helmut Lachenmann d'après des textes de Hans Christian Andersen, Leonard de Vinci et Gudrun Ensslin. Mise en scène et décors : Peter Mussbach. Costumes : Andrea Schmidt-Futterer. Vidéo : Stefan Runge. Avec Salome Kammer (récitante), Mélanie Fouché (rôle muet), Elizabeth Keusch et Sarah Léonard (sopranos), Mayumi Miyata (shô), Yukiko Sugawara et Tomoko Hemmi (pianos), Chœurs et Orchestre de l'Opéra de Stuttgart, Lothar Zagrosek (direction). Nouvelle production. Palais Garnier, le 17 septembre. Prochaines représentations : les 20, 21 et 22 septembre à 19 h 30. Prix des places : de 25,92 € (170 F) à 75 € (492 F). Tél. : 01-53-45-17-00.**

Dans la logique d'un fidèle soutien aux grands marginaux du moment, le Festival d'automne ouvre l'édition de son trentième anniversaire avec *La Petite Fille aux allumettes*, de Helmut Lachenmann, une œuvre-manifeste créée en janvier 1997 à l'Opéra de Hambourg. Sachant qu'un opéra est aus-

si inattendu dans la production de Lachenmann qu'une symphonie dans celle de Stockhausen ou qu'une messe sous la plume de Boulez, l'on fait grand cas du sous-titre apporté par le compositeur à la seule production scénique de son catalogue : « Musique avec images ».

De musique, il n'est longtemps question que dans la veine concrète instrumentale propre à l'auteur de *Pression* et de *Dal niente*. Une multitude de sons bruités investit le Palais Garnier, de la scène (où siègent, de chaque côté, une paire de solistes constituée d'une soprano et d'une pianiste) à la salle (où, de loge en balcon, nichent une trentaine de chanteurs et d'instrumentistes) avec relais occasionnel dans la fosse d'orchestre.

D'images, il n'est d'abord offert qu'un minimum très conceptuel avec la projection modulée d'un rectangle blanc sur fond noir. Malevitch, au contraire de Léonard de Vinci, n'est pourtant pas cité dans le livret de *La Petite Fille aux allumettes*, qui associe au texte d'Andersen des lettres de Gudrun Ensslin, terroriste de la Fraction armée rouge qui fit trembler l'Allemagne entre 1968 et 1972. Celle-ci a été l'amie d'enfance de Lachenmann avant de mal tourner.

Le parallélisme entre l'héroïne du conte bien connu et l'activiste de la « bande à Baader » morte en prison en 1977 n'est pas sans intérêt. Cependant, il ne saurait constituer de véritable piste dramatique pour le spectateur de *La Petite Fille aux allumettes* par la faute d'un traitement volontairement phonétique et inintelligible du texte. Peu instruit par des sons, instrumentaux ou vocaux, qui jaillissent de toutes parts comme des feux follets en furie, on s'en remet donc aux images pour ne pas subir dans une totale passivité les deux heures que dure ce spectacle sans entracte et sans action.

#### PARTITION EXPÉRIMENTALE

Le principe de la lucarne blanche dans les ténèbres – qui s'apparente, selon l'usage, à une vitrine de grand magasin ou à une cellule de prison – constitue un axe très accessible de la mise en scène de Peter Mussbach. Lorsque la petite fille apparaît, en blouse d'hôpital, le crâne rasé et le visage cadavérique, dans cet espace oblong et exigü, on la prend vraiment pour un rat de laboratoire.

D'autant que la partition de Lachenmann est, à l'évidence, des plus expérimentales, qu'il s'agisse

de séquences bruitistes (modes de jeu inédits), de mixtures parasitées (zapping électroacoustique) ou de retours au son pur (solo terminal de shô, l'orgue à bouche japonais). Même si la dimension musicale, prodigieusement renouvelée dans un registre peu amène pour des oreilles traditionnelles (qui l'ont fait savoir par un accueil houleux à l'issue de la représentation), comporte quelques belles réussites (*Air des claquements de langue*), elle est fondée sur un refus dogmatique du « beau son » qui jure avec l'aspect esthétisant de la mise en scène de Peter Mussbach.

Écartelée entre des images qui cherchent du Strindberg dans Andersen et une musique qui dénature sa fonction par son traitement de la voix sur le plateau (présence muette et bref recours à une récitante pour le rôle-titre), *La Petite Fille aux allumettes* entretient un gel de l'expression qui semble placer le genre de l'opéra en hibernation. Comme si Lachenmann, non enclin à l'émotion, avait voulu lutter contre l'indifférence dont a souffert la petite fille devenue Gudrun Ensslin en se cantonnant strictement dans la guerre froide.

Pierre Gervasoni

## Le meilleur du quatuor à cordes contemporain à Royaumont

**VOIX NOUVELLES. Krzysztof MEYER : Quatuor n° 7. Dimitri CHOSTAKOVITCH : Quatuor n° 8. György LIGETI : Quatuor n° 1, « Métamorphoses nocturnes ». Quatuor Danel. Giacinto SCELISI : Quatuor n° 3. Stefano GERVASONI : Strada non presa (création). Salvatore SCIARRINO : Quatuor n° 7. Quatuor Prometeo. ABBAYE DE ROYAUMONT (Val-d'Oise), le 15 septembre. Prochains concerts, le 22 septembre : œuvres de compositeurs américains par le Quatuor Satie (à 15 h 30), création de Brice Pauset par le Quatuor Diotima (à 17 h 45), carte blanche à Jonathan Harvey avec les Jeunes Solistes (à 20 h 45). Prix des places : 14,48 € (95 F) et 19,06 € (125 F). Tél. : 01-34-68-05-50.**

Marc Texier, directeur artistique de Voix nouvelles depuis la fondation en 1990 de ce festival à l'écoute des jeunes compositeurs, n'a pas son pareil pour élaborer des programmes de concert. Les deux rendez-vous publics du premier week-end ont permis de le vérifier avec une édifiante mise en perspective d'œuvres récentes pour quatuor à cordes, formation imposée aux stagiaires de l'édition 2001. Réunies sous l'égide d'un « Après-Bartok » illustré en fin d'après-midi par le quatuor Danel venu de Belgique, les contributions de Krzysztof Meyer, Dimitri Chostakovitch et György Ligeti se rejoignent dans le principe du chromatisme. Le *Quatuor n° 7*, de Krzysztof Meyer (Polonais né en 1943), le conçoit de manière extrêmement linéaire. L'en-

treprise, en forme d'épithape au père du compositeur, souffre d'une réalisation trop systématique qui se refuse à solliciter le quatuor en tutti avant d'avoir épuisé toutes les permutations en duos et trios imaginables avec deux violons, un alto et un violoncelle. Les phases d'amplification du discours se révèlent un peu empruntées, avec des accents rappelant parfois *La Nuit transfigurée*, de Schoenberg. Inspiré par la visite de la ville de Dresde en ruine après la seconde guerre mondiale, le *Quatuor n° 8*, de Chostakovitch, arbore le ton bien connu du compositeur, alternativement pathétique et caustique, dans une déploration que les Danel servent avec beaucoup de sobriété. Au chromatisme théâtral du maître Russe succède le

chromatisme pictural du « rebelle » hongrois Ligeti, dont le *Quatuor n° 1*, entre camaïeu intimiste et fresque dégradée, traduit bien les ambitions de séducteur.

Entièrement italien, le programme du soir, intitulé « A la limite de la note », tient totalement les promesses de son enseigne iconoclaste. Tout d'abord avec le *Quatuor n° 3*, de Giacinto Scelsi (1963), qui presse les sons de mille façons pour en faire jaillir la pulpe, sons mûris au soleil d'antan (accord parfait majeur) ou sons gelés par cristallisation visionnaire (déploiement spectral à la mode aujourd'hui). Encore plus inouï, *Strada non presa*, de Stefano Gervasoni (né en 1962), exploite les gestes ancestraux du quatuor à des fins d'expression

innovante. Deux sources d'énergie antagonistes, intrusion tranchée et coulée latente, se croisent avec une rare intensité dans l'occupation du silence. L'œuvre, à l'instar des plus grandes, sait conquérir l'auditeur sans livrer l'essentiel de ses secrets. Usant aussi, en abondance, de la technique du glissando, le *Quatuor n° 7*, de Salvatore Sciarrino (2000) « passe » difficilement après la création du jeune Bergamasque et semble imposer par recherche excessive de la « limite de la note ». Mieux inscrit dans la notion de seuil, l'extrait de *l'Officium breve*, de György Kurtag, donné en bis, témoigne à son tour de la densité exceptionnelle du quatuor Prometeo.

P. G.

#### INSTANTANÉ

##### LA FRANCE SELON MOREL

François Morel délaisse les habits de « beauf » qui ont assis sa notoriété chez les Deschiens sur Canal+ et dans les spectacles de Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff. Il revient à son enfance, qui fut, à n'en pas douter, une enfance de l'art du regard. Ses *Habits du dimanche* nous emmènent dans un village de Normandie qui ne sera pas nommé, dans une famille sans doute réinventée, mais peu importe. Il y a un père qui voit le monde en forme de camembert, une mère qui a rêvé d'être artiste et chante *Je ne regrette rien*, un frère cadet que le narrateur oublie volontiers, une sœur aînée qu'il adore et un

grand-père qui a dû être un sacré loustic. Le genre à tourner *La Marcellaise* en chanson de salle de garde et à emmener son petit-fils au cimetière pour lui faire la chronique des amours pas claires – comme cette « grande tante qui a eu une aventure avec un archevêque jusqu'à la séparation de l'Église et de l'Etat ». Et puis il y a le grenier, où il est bon de faire l'amour avec sa sœur (sauter sur le matelas pour faire grincer les ressorts), la fanfare et le curé qui fait le malin avec ses « verres de l'amitié ».

Cette petite chronique, parsemée de beaucoup de bons mots, dresse un portrait en filigrane de la France des années 1960 – la vieille tante pense toujours que la meilleure attitude, pendant la seconde guerre mondiale, était « l'inertie », ou le grand-père, vers

sa fin, se réveille pour combattre les Prussiens. Il y a aussi dans *Les Habits du dimanche* les peurs d'un petit garçon qui ne trouve pas le sommeil à l'idée que sa mère pourrait mourir, et le sentiment trouble que l'enfance ne sera pas éternelle. Une vraie sensibilité traverse le spectacle parce que François Morel se glisse dans les interstices du souvenir. Il a « une bonne tête », il sait qu'il peut faire rire quand il veut, mais il en use juste ce qu'il faut.

Brigitte Salino

★ Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Saint-Martin, Paris-10<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-08-18-50. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; dimanche, à 16 heures. 11 € à 34 €. Durée : 1 h 30.

## SORTIR

#### PARIS

##### Philip Catherine Trio

Le plus élégant, le plus discret, mais aussi le plus connaisseur des guitaristes, Philip Catherine est un musicien très demandé : Ponty, Mingus, Larry Coryell, Didier Lockwood, Chet Baker, Barney Wilen, Tom Harrell... Rythme et harmonie incomparables. Toujours le goût du beau jeu (tous publics) et, en tout état de cause, une leçon (trompeuse) pour les jeunes guitaristes. Trompeuse, parce que Philip Catherine a la délicatesse de faire croire à la facilité. *Sunside, 60, rue des Lombards, Paris-14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 21 heures, le 20. Tél. : 01-40-26-21-25.*

#### Chic Hot

Un nom qui sonne, Chic Hot (allusion au fouet que l'esclave retournaît contre le maître, la « chicotte ») ; un album au titre engageant, *Satyagraha* (« désobéir »), et quatre garçons dans le vent : Mario Canonge (piano), Etienne Mbappé (basse), Hervé Gourdikian (sax) et Kemp Biwandu (batterie). Le tableau complet de la musique (joie de jouer, de découvrir) telle qu'elle pourrait être si on le voulait. *Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris-14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Montparnasse. A partir de 22 heures, le 20. Tél. : 01-43-21-56-70. 100 F.*

#### EURE

##### La Source

Pendant l'été, l'association La Source a organisé des actions artistiques et culturelles autour du thème de l'Afrique, en vue de fêter son dixième anniversaire. Créée en 1991 par Gérard Garouste, peintre-sculpteur, et par Christian Gotti, éducateur spécialisé, La Source, permet aux jeunes ruraux en difficulté

de retrouver une image positive d'eux-mêmes et une reconnaissance sociale grâce à l'activité artistique. Les ateliers de sculpture, peinture, gravure, théâtre ou danse sont animés toute l'année par des artistes du monde entier. L'anniversaire est l'occasion de montrer les travaux des enfants en présence d'artistes africains, d'assister à une démonstration de djembés (jeunes de La Source et musiciens maliens) ainsi qu'à un grand concert de percussions avec l'artiste malien François Dembélé. *La Guéroule (Eure). La Source, 3, rue de La Poulrière. A partir de 15 heures, le 22. Tél. : 02-32-35-91-41.*

#### LOIRE-ATLANTIQUE

##### Festival Consonances

Du 22 au 29 septembre, pas moins de quatorze concerts de musique de chambre sont programmés autour du thème « Beethoven for Ever ». Depuis maintenant dix ans, la chapelle des Franciscains devient, à la fin de l'été, le rendez-vous des interprètes venus de toute de la planète. Coup d'envoi ce week-end avec le Beethoven du *Quatuor avec piano op. 16 bis* (Claire Désert, Mark Steinberg, Misha Amory et Nin Maria Lee), l'émouvant *An die ferne Geliebte* (Christian Immler et Jeremy Menuhin) et le 7<sup>e</sup> des Razumovski *opus 59 n° 1* interprété par le jeune quatuor britannique Belcea. Suivra le Stone Soup du compositeur en résidence Joel Hoffman et les *Variations pour deux violons d'Ignaz Schuppanzigh*, premier violon du célèbre quatuor Schuppanzigh contemporain de Beethoven. *Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Chapelle des Franciscains, rue du Croisic. 20 h 30, le 22. Tél. : 02-40-22-91-36. De 95 F à 104 F.*

## GUIDE

#### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

#### VERNISSAGE

##### Marina Abramovic

Journée « portes ouvertes » à l'atelier Calder en présence de l'artiste yougoslave. Accueillie en résidence depuis avril 2001, Marina Abramovic a reçu en 1997 le Lion d'or de la Biennale de Venise. *Saché (Indre-et-Loire). Atelier Calder, Le Carroi. De 15 heures à 19 heures, le 22. Tél. : 02-47-45-29-29. Entrée libre.*

#### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

*Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.*

*Petits Contes chinois revus et corrigés par les négres*

mise en scène de Jean-Luc Courcoult, avec la Compagnie Royal de Luxe. *Prairie du Triangle, parc de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 18 heures, le 21 ; 13 heures, le 22 et 23. Tél. : 01-40-03-75-75. Jusqu'au 7 octobre.*

*Compagnie Castafiore*  
Marcia Barcellos. Karl Biscuit  
*Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Espace Michel-Simon, 36, rue de la République. 20 h 30, le 21. Tél. : 01-45-92-27-75.*  
*Orchestre national de France*

Œuvres de Schmidt, Weiner, Hubai, Williams, Csampai, Brahms, Tchaïkovski. Ensemble tzigane Roby Lakatos, Guillaume Tourniaire (direction). *Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Passy. 20 heures, le 21. Tél. : 01-56-40-15-16. Entrée libre.*

#### RÉGIONS

*Passagers clandestins*  
de Philippe Genty, mise en scène de Philippe Genty. *Lyon (Rhône). Théâtre des Célestins, place des Célestins. 20 h 30, les 22, 25, 26, 28, 29 ; 15 heures, les 23 et 30 ; 19 h 30, le 27. Tél. : 04-72-77-40-40. De 50 F à 190 F.*

*Ensemble l'Albera*  
« Chansons d'amour au XVII<sup>e</sup> siècle en Espagne et en Italie ». *Ambronnay (Ain). Abbaye - tour Dauphine, place de l'Abbaye. 17 heures, le 22. Tél. : 04-74-38-74-04. 95 F.*

*José-Miguel Moreno*  
Milan. Narvaez, Caboron, Mudara. José-Miguel Moreno (vihuela). *Amiens (Somme). Eglise Saint-Leu, rue Saint-Leu. 18 h 30, le 22. Tél. : 03-22-22-44-94. De 60 F à 90 F.*

*Ensemble Douce Mémoire*  
Œuvres de Phalese, Milano, Valderrabano, Galilei. Denis Raisin Dadre (direction). *Amiens (Somme). Eglise Saint-Leu, rue Saint-Leu. 21 heures, le 22. Tél. : 03-22-22-44-94. De 60 F à 90 F.*

*Impression d'Afrique*  
de Battistelli. Luca Pfaff (direction), Georges Lavaudant (mise en scène). *Strasbourg (Bas-Rhin). Opéra national du Rhin, 19, place Broglie. 20 heures, les 22, 25 et 27 ; 15 heures, le 23. Tél. : 03-88-23-47-23. De 40 F à 262 F.*

Diffusion du concert de  
Marciac (5 août 2001)  
samedi 22 septembre à  
21h30 dans ;  
"Ascenseur pour le jazz"  
sur France Inter



**Diana Krall**  
EN CONCERT EXCEPTIONNEL  
**L'OLYMPIA**  
BRUNO COQUATRIX  
les 29 & 30 novembre  
en quartet  
et le 1er décembre  
avec Orchestre Symphonique  
dirigé par Claus Ogerman



NOUVEL ALBUM 549 846-2



## DISPARITION

## Le colonel Daniel Divry

## Compagnon de la Libération

**DANIEL DIVRY**, compagnon de la Libération, est mort, dimanche 16 septembre, à Nanterre (Hauts-de-Seine), à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Né le 7 mai 1912 à Saint-Quentin (Aisne), diplômé de Sciences-Po à Paris, Daniel Divry travaille comme avocat stagiaire au barreau de Paris quand il est mobilisé, en septembre 1939, avec le grade de lieutenant, dans un régiment de chars de combat. Il participe à la campagne de Norvège en 1940 avant d'être évacué vers l'Angleterre, où, dès juillet, s'engage dans les Forces françaises libres (FFL), sous les ordres du lieutenant Volney, avec lequel il prendra part à l'expédition des forces gaullistes à Dakar, puis au Gabon. Il participe ensuite à la campagne de Syrie, gagne l'Égypte, où il rejoint la VIII<sup>e</sup> armée britannique, sous les couleurs de la 1<sup>re</sup> colonne volante de la France libre. En Libye, il se distingue, en octobre 1942, dans les combats d'El Alamein, détruisant une formation de chars ennemis. Avec son unité, il est rattaché à la force L du futur maréchal Philippe Leclerc de Hautecloque et, en 1943, il devient commandant en second du 501<sup>e</sup> régiment de chars de combat.

En juin 1944, Daniel Divry est affecté au deuxième bureau (chargé du renseignement) de l'état-major de la 2<sup>e</sup> division blindée. Il est envoyé secrètement en France pour une mission spéciale. Il rejoint son unité, le 8 août 1944, en Normandie pour prendre part à la campagne de France, au cours de laquelle il se distingue devant Bouxwiller et Grussenheim, en Alsace. Adjoint au chef du sous-groupe S (Sarrazac), il est des ultimes combats dans les Alpes

bavaroises, qui s'achèvent par la chute du « nid d'aigle » d'Adolf Hitler à Berchtesgaden.

Intégré dans l'armée active en 1946, le capitaine Divry sert au deuxième bureau du corps expéditionnaire en Indochine. En 1947, il entre au service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece), l'actuelle DGSE, avant d'être affecté, en 1950, à la mission de liaison avec les armées alliées, puis au 13<sup>e</sup> régiment de dragons à Castres (Tarn). Entre 1955 et 1958, il est attaché militaire naval et de l'air en Israël. Après divers autres postes, notamment à Paris, il démissionne de l'armée, en 1961, avec le grade de lieutenant-colonel.

Daniel Divry entame alors une carrière dans l'industrie privée, en particulier dans des entreprises d'électronique appliquée. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, de la médaille de la Résistance et de plusieurs décorations étrangères, Daniel Divry était commandeur de la Légion d'honneur et commandeur du Mérite national.

*Jacques Isnard*

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 17-mardi 18 septembre sont publiés :

- **Santé** : un décret modificatif relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- **Transport** : un décret modificatif relatif au schéma directeur routier national.

## AU CARNET DU « MONDE » Naissances

**Ariane et Samuel**  
ont le bonheur d'annoncer la venue au monde de

**Léa,**

le 18 septembre 2001,

chez **Agnès SAAL et Denis BRAMI.**

— Paris. Saint-Etienne. Boston.

**Nicole et Alain CORNUT,**  
**Françoise et Marc MAJESTE**  
ont la joie d'annoncer la naissance de

**Manon,**

le 11 septembre 2001,

chez **Gabrielle et Christophe CORNUT.**

4G Soldiers Field Park  
Boston, MA, 02163 (USA).

**Laurence BENAÏM,**  
**Bruno KRIEF,**  
**Alexia, Charlotte et Elias**  
sont heureux d'annoncer la naissance de

**Salomé,**

le 16 septembre 2001, à Paris.

## Mariages

**Gabriel GOSSELIN**  
a la joie de faire part du mariage de son fils

**Olivier**  
avec  
**Eva LIBOUREL**

qui a été célébré à Meyreuil (Bouches-du-Rhône), le samedi 21 juillet 2001.

17, rue Satory,  
78000 Versailles.

**M. et Mme Guy PELCERE,**  
**M. et Mme Alain Serge**  
**MESCHERIAKOFF**  
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

**Stéphanie et Pierre Serge,**

le 22 septembre 2001, à Lyon.

**DEBARRAS**  
integral, tous locaux,  
récupérations.  
**BIGUES BENNES**  
01 49 95 95 42  
Service rapide  
tous les jours

— M. Julien Delannoy,  
M. et Mme Bernard Royer,  
M. et Mme Jacques Guiffroy,  
M. et Mme Pierre Cossé,  
M. et Mme Philippe Cossé,  
M<sup>lle</sup> Fanny Cossé,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Gisèle DELANNOY,**  
née FAMECHON,  
ancien professeur du lycée de Biarritz.

survenu dans sa quatre-vingt-huitième année.

Ses obsèques civiles ont eu lieu le lundi 17 septembre 2001, à Biarritz.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle et pour son époux.

**M. Jean DELANNOY,**

décédé le 10 mars 1986, ainsi que pour ses fils,

**Jean-Pierre et Bernard.**

11, avenue de Tamames,  
64200 Biarritz.

— Dijon (Côte-d'Or). Chamalières (Puy-de-Dôme). Versailles (Yvelines).

M<sup>me</sup> Hélène Deperraz,  
son épouse,  
M. et Mme Jacques Deperraz,  
M<sup>me</sup> Jeanine Deperraz-Dupuy  
et M. Michel Chery,  
ses enfants,  
Isabelle, Thierry, Stéphane et Xavier,  
ses petits-enfants,  
Ainsi que toute sa famille,  
ont la grande douleur de faire part du décès de

**M. André DEPERRAZ,**  
ingénieur général  
d'agronomie honoraire,  
chevalier de la Légion d'honneur.

survenu le 17 septembre 2001, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Ville-la-Grand (Haute-Savoie), le vendredi 21 septembre, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Blandine et Horst Mittelham,  
Augustin Dumay,  
Etienne Dumay  
et Dorothee Sorensen,  
Pascal Dumay  
et Claire Lagarde,  
ses enfants,  
Thibault Daguzan, Marie Daguzan,  
Cyprien Hoffmann,  
ses petits-enfants et son arrière-petit-fils,  
Stephanie Mittelham, Mike Mittelham,  
Sa famille, ses proches et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Jean DUMAY,**  
née **Paule DESCAMPS,**

survenu le 18 septembre 2001, à Saint-Rémy-l'Honoré.

La cérémonie religieuse aura lieu le 21 septembre, à 11 h 30, en l'église de Crespières (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Noëlle FRIEDEL,**  
née **BRÈS,**

s'est éteinte paisiblement le samedi 15 septembre 2001, à Lyon, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Roland Friedel, Nicole Piolet, Pierre-Antoine,  
Christine Friedel, Thomas et Nadine Fouché, Paul, Coline et Louise,  
Olivier et Sylvie Friedel, Claire et Gilles,  
Béatrice et Francis Berton, Eric, Mathieu, Vincent et Yann,  
Anne et Raymond Rafidison, Florence, Benoît et Camille,  
associent sa mémoire à celle de

**Henri FRIEDEL,**

son époux,

décédé en novembre 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 20 septembre.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

« Aimez-vous les uns les autres, arrêtez les guerres ! »

**Francoise Berthe GAMA,**  
née **PEYCELON,**  
professeur honoraire,

est décédée à l'âge de quatre-vingt-onze ans, le 19 septembre 2001, à Paris.

L'incinération aura lieu le samedi 22 septembre, à 9 h 15, au crématorium du Père-Lachaise, avenue du Père-Lachaise, Paris-20<sup>e</sup>.

De la part de tous les siens,  
Adrien Gama,  
son époux,  
Jean-Michel et Claudette Gama,  
Annie et Jacques Brugère,  
Alain et Marie Gama,  
ses enfants,  
Véronique et Yann Le Teurnier, Loïc et Benjamin,  
Nathalie Gama et Emmanuel Haugazeau, Salomé,  
Rémi et Frédérique Brugère,  
Emma, Agathe et Paul,  
Christophe Brugère et Nadia Cernogora,  
Florent Brugère,  
Julien Gama,  
Murielle Gama, Alice Gama,  
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

124, boulevard Raspail,  
75006 Paris.

— Antoinette Fourquet,  
Maurice et Bernadette Fourquet,  
Hélène et Jean-Philippe Harcaut,  
et Aurélien,  
Etienne et Cécile Fourquet,  
Baptiste et Alexandre,  
Sébastien et Valérie Fourquet,  
et Adrien.

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean FOURQUET,**  
professeur honoraire à la Sorbonne,

le 18 septembre 2001, dans sa cent troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Luigny (Vosges).

— Louise,  
son épouse,  
Claude et Jean-Louis,  
ses enfants,  
Véronique et Christian,  
ses petits-enfants,  
Léo,  
son arrière-petit-fils,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

**Paul GÉRARD,**  
médaillé militaire,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,  
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 1<sup>er</sup> septembre 2001, à Paris-10<sup>e</sup>, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Il repose au cimetière de Châlons-en-Champagne (Marne).

23, square Maurice-Ravel,  
91450 Soisy-sur-Seine.

— Rouen. Strasbourg. Tunis.

Line Hemery  
a la tristesse d'annoncer la mort,  
survenue le 13 septembre 2001, à Rouen,  
de son frère,

**Marc HEMERY,**  
professeur honoraire.

7, rue des Rosiers,  
75004 Paris.

— Une cérémonie en mémoire de

**Bernard HUET,**  
architecte DPLG,  
professeur des écoles d'architecture,  
président du conseil scientifique de l'Ipraus,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
commandeur des Arts et des Lettres,  
Master of Architecture  
Un. Pennsylvania,  
docteur honoris causa  
de l'Ecole polytechnique fédérale  
de Lausanne,

sera célébrée par le Frère dominicain Benoît, Philippe Pekle o.p., le samedi 22 septembre 2001, à 10 h 30, en l'église de Saint-Germain-des-Prés, Paris-6<sup>e</sup>.

Cette cérémonie sera suivie, de 11 h 30 à 13 heures, d'une réunion de sympathie à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (Ensba), 14, rue Bonaparte, Paris-6<sup>e</sup>.  
(Le Monde du 14 septembre)

— M<sup>me</sup> Elizabeth Jahiel,  
son épouse,  
M. et Mme Henri Jahiel,  
M<sup>me</sup> Françoise Jahiel, veuve Glikman,  
M. et Mme Pierre Jahiel,  
ses enfants,  
Laurence, Sophie, Julie et Romain,  
ses petits-enfants,  
Zoé et Colin,  
ses arrière-petits-enfants,  
Toute la famille et ses nombreux amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Léo JAHIEL,**  
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 17 septembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques civiles auront lieu le vendredi 21 septembre, à 15 h 30, au cimetière de Sanary-sur-Mer (Var).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Le directeur,  
Et tous les personnels du Centre de biochimie structurale  
ont la douleur de faire part du décès de leur collègue et amie

**Magali JULLIEN,**  
professeur à l'université Montpellier-1,

le samedi 15 septembre 2001.

— L'université Pierre-et-Marie-Curie,  
Et l'UFVR de chimie  
ont la tristesse de faire part du décès soudain de

**M. François MILLOT,**  
maître de conférences à l'Université.

— Sa famille,  
Et ses amis  
ont le regret de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Marie Denyse OLLIER,**

survenu le 15 septembre 2001.

Les obsèques se dérouleront le samedi 22 septembre 2001, à 11 h 10, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, entrée avenue du Père-Lachaise, Paris-20<sup>e</sup>.

65, place de la Réunion,  
75020 Paris.

— Les familles Pellissier, Grégoire et Poissonot  
ont la douleur de faire part du décès de

**Marc PELLISSIER,**  
ingénieur agronome,

survenu le 11 septembre 2001, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, place Etienne-Pernet, Paris-15<sup>e</sup>.

— Le Service de santé mentale du 7<sup>e</sup> arrondissement, hôpital de jour, 39, rue de Varenne,  
a la douleur d'annoncer le décès du

**docteur Martine PRISKER,**

survenu le 13 septembre 2001.

Par ses qualités humaines, son sens clinique transmis avec passion, elle a profondément marqué ce lieu et l'ensemble des personnes qui le fréquentent. Son souvenir nous aidera dans la poursuite de l'action qu'elle a élaborée et soutenue avec dévouement trente ans durant.

— Le président,  
Le vice-président,  
Les secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences,  
ont la tristesse de faire part du décès du

**professeur Albert**  
**RAKOTO-RATSIMAMANGA,**  
grand officier de la Légion d'honneur,

disparu dans sa quatre-vingt-quatorzième année, le 16 septembre 2001.

Correspondant de l'Académie depuis 1966, dans la section de biologie animale et végétale, directeur de classe exceptionnelle au CNRS, il fut ambassadeur de la République malgache en France et vice-président du conseil exécutif de l'Unesco. Après de premiers travaux de biochimie hormonale, il devait s'affirmer comme un éminent spécialiste en chimie et pharmacologie des substances naturelles douées d'activité antimicrobienne (lèpre, tuberculose) ou anticancéreuse. On lui doit aussi d'importantes études en anthropologie.

— Son Excellence M. l'Ambassadeur, Et l'ambassade de Madagascar en France  
ont le regret de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, du

**professeur Albert**  
**RAKOTO-RATSIMAMANGA,**  
membre correspondant de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine, premier ambassadeur de Madagascar en France,

fondateur de l'Institut malgache des recherches appliquées, ancien directeur de recherches au CNRS,  
grand-croix de l'Ordre national, grand officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des Palmes académiques, médaille des engagés volontaires.

La nation malgache reconnaissante lui accordera des funérailles nationales à Antananarivo.

— Les enseignants et les chercheurs du centre de mathématiques de l'Ecole polytechnique  
ont appris avec émotion et tristesse le décès de

**Ysult,**

filie de leur collègue Yvette Kosmann-Schwarzbach, professeur de mathématiques à l'Ecole polytechnique.

En ce moment douloureux, ils adressent à sa famille leurs plus sincères condoléances et leurs plus affectueuses pensées.

## Anniversaires de décès

— Paris. Genève. Boston. New York. Los Angeles. Tel-Aviv. Jérusalem.

Il y a un an, le 21 septembre 2000,

« **Biquette** »  
**WEITZMANN-DEROGY**  
retrouvait l'amour de sa vie.

**Jacques DEROGY,**  
journaliste,  
écrivain,

disparu le 30 octobre 1997.

Ils vivent en nous.

## Services religieux

La Communauté juive libérale franco-anglophone Paris-Yvelines célébrera Yom Kippour les 26 et 27 septembre 2001, à Paris-16<sup>e</sup>.  
Renseignements au 01-39-21-97-19

## Cours

**Apprenez à bien servir**  
**de votre ordinateur,**  
et **bénéficiez en toute liberté**  
**d'une formation à domicile.**

Un formateur compétent et pédagogue se déplace chez vous, quels que soient votre âge et votre niveau, pour vous apporter des solutions claires et précises à l'utilisation de votre matériel, la pratique de la bureautique, l'Internet et le multimédia.

**Aldisa**  
Bureautique & Internet  
Pour toute information, contactez le 01-46-67-18-90

## Conférences

Les Mardis de la Philo  
reprennent le 2 octobre 2001

Au programme cette année, dix-sept thèmes de six conférences, **Le matin à 9 h 30 et à 11 heures**  
— « **Le Bien, le Mal. Le regard des philosophes** », *O. Tello-Gazalé*.  
— « **L'individu contemporain face à ses contradictions morales** », *O. Tello-Gazalé*.  
— « **Y a-t-il une vérité dans l'art ?** », *J. Stassiné*.  
— « **Les nouvelles idéologies : New Age, écologie, retour au passé** », *M. Lacroix*.  
— « **Les philosophes de l'Antiquité et la modernité naissante** », *A. Akoun*.  
— « **La philosophie dans le monde contemporain (I et II)** », *A. Akoun*.  
— « **Les philosophes modernes de Kant à Heidegger** », *A. Akoun*.  
**L'après-midi à 16 heures**  
— « **Découvrir et comprendre l'art contemporain** », *B. Blistène*.  
**L'après-midi à 18 heures**  
— « **Le judaïsme face à la modernité : la pensée juive au XX<sup>e</sup> siècle** », *F. Rauskay*.  
— « **Le christianisme, cette religion inconnue** », *R. Nouailhat, F. Boespflug, J.-P. Willaime*.  
— « **Islam et modernité sont-ils compatibles ?** », *A. Guiderdoni*.  
— « **Les grands courants ésotériques en Occident** », *J. Rousse, Lacordaire, R. Goetschel, A. Guiderdoni*.

**En soirée à 20 heures**  
— « **Les philosophes de l'Antiquité et la modernité naissante** », *A. Akoun*.  
— « **Les pensées fondatrices du XX<sup>e</sup> siècle** », *O. Tello-Gazalé*.  
— « **L'héritage des trois monothéismes et le destin de l'Occident** », *C. Geffré*.  
— « **Les philosophes et l'art** », *J. Stassiné*.  
— « **Introduction aux sagesses orientales : le bouddhisme** », *E. Martini, T. M. Coureau*.  
**Les conférences ont lieu le mardi,**  
4, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6<sup>e</sup>.  
**Renseignements au 01-47-22-13-00 ou à www.lesmardisdelafrile.com**

## Débats

**La Maison des écrivains**  
53, rue de Verneuil, Paris-7<sup>e</sup>.

Mercredi 26 septembre, 19 h 30.  
Cycle *Manifestations exceptionnelles*.  
**Albertine Sarrazin, un météore littéraire.**

Débat avec **M. Anissimov, S. Dumarais, J. Castelli, J. Layani**, à l'occasion de la réédition de *L'Astragale* et de *Scènes de la vie littéraire* (éd. Pauvert) et de la parution de *Albertine Sarrazin, une vie*, de J. Layani (éd. Ecriture).  
Modération : **V. Marin La Meslée.**

Mardi 2 octobre, 19 h 30.  
Cycle : A travers champs.  
**Richard Millet** s'entretiendra avec **Cécile Gilly**, musicologue.

Entrée : 20 francs (gratuit pour les adhérents, étudiants, chômeurs).  
Renseignements au 01-49-54-68-87.

## Diplômes

**Diplôme d'études supérieures universitaires (DESU bac + 5) Coordonnateur de réseaux sanitaires et sociaux (2<sup>e</sup> promotion)**

**Objectifs :**  
Donner aux personnes ayant ou devant prendre en charge un réseau sanitaire ou social les connaissances et la méthodologie nécessaires à la démarche transversale de coordination et de régulation.

**Public :**  
Professionnels de la santé, cadres du secteur sanitaire et social, acteurs de la politique de la ville.

**Conditions d'accès :**  
Priorité est donnée aux personnes ayant une expérience de réseau d'un an ou plus  
diplôme bac + 4 ou bac + 2 minimum avec expérience professionnelle reconnue par la commission de validation des acquis compétente.

**Lieu de formation :**  
Aix-en-Provence.

**Rythme :**  
Sessions bimensuelles ou mensuelles (sur 1 ou 2 ans),  
durée et rythme compatibles avec une activité professionnelle,  
début des enseignements : décembre 2001.

**Documentation-inscription**  
Mission formation continue, université Aix-Marseille-III,  
3, avenue Robert-Schuman,  
13628 Aix-en-Provence Cedex.  
Tél. : 04-42-93-65-80.  
Fax : 04-42-26-66-11.  
E-mail : mission\_formation\_continue@m.f.c.u-3mrs.fr

## Communications diverses

— **Centre communautaire de Paris.** Rencontre-débat animée par Bernard Abouaf, dimanche 23 septembre 2001, à 20 h 30 : « **Quel avenir pour Israël et quelles perspectives de paix pour le Proche-Orient ?** », avec **Shlomo Ben Ami**, ancien ministre des affaires étrangères d'Israël ; **Yves Charles Zarka**, directeur de recherches au CNRS de Paris ; **Jeffrey Andrew Barash**, professeur à Columbia University de New York ; **Elhanan Yakira**, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem. A l'occasion de la parution de leur livre **Quel avenir pour Israël (PUF)**.  
119, rue La Fayette,  
75010 Paris.  
Tél. : 01-53-20-52-52.  
PAF.



JEUDI 20 SEPTEMBRE

## GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS		
<b>21.00</b> et <b>23.00</b> , 0.20 Thema : Soirée spéciale Afghanistan. Invités : Alexandre Adler, Willi Steul ; Bernard-Henri Lévy. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Quand les Etats-Unis jouent la carte chinoise. [2/2]. L'otage de Tiananmen. <b>La Chaîne Histoire</b>	<b>20.10</b> Bach. Enregistré en 1989. Suite n° 3 en ré majeur BWV 1068 et suite n° 4 en ré majeur BWV 1069. Par l'Amsterdam Baroque Orchestra, dir. Ton Koopman. <b>Mezzo</b>
<b>22.00</b> Peindre l'abstrait. <b>Forum</b>	<b>21.00</b> Les Plus Belles Routes du monde. Venise, la route du verre et du miroir. <b>Voyage</b>	<b>21.00</b> Prokofiev. Symphonie n° 1 en ré majeur op. 25 dite « classique » et Concerto n° 1 pour violon en ré majeur op. 19. Avec Vadim Repin, violon. Par l'Orchestre symphonique d'Etat de Russie, dir. Evgeni Svetlanov. <b>Mezzo</b>
<b>23.00</b> La restauration des tableaux. <b>Forum</b>	<b>21.00</b> Voice of Firestone. Lisa della Casa in opera. <b>Muzzik</b>	<b>22.30</b> Bach. Concerto pour violon BWV 1042 et Magnificat BWV 243. Enregistré en 1984. Avec Anne-Sophie Mutter, violon ; Judith Blegen, soprano ; Helga Müller Molinari, alto ; Francisco Araiza, ténor ; Robert Hall, basse. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin et le RIAS Chamber Choir, dir. Herbert von Karajan. <b>Mezzo</b>
<b>23.10</b> Débats en région. Attentats, l'onde de choc. Treize débats simultanés dans les rédactions régionales. <b>France 3</b>	<b>21.30</b> Thema. Massoud, l'Afghan. <b>Arte</b>	<b>23.00</b> McCoy Tyner à Montréal. <b>Muzzik</b>
<b>MAGAZINES</b>	<b>21.05</b> Splendeurs naturelles de l'Afrique. [5/12]. Mythes et légendes. <b>TV 5</b>	<b>TÉLÉFILMS</b>
<b>18.30</b> L'Invité de PLS. Invitée : Michèle Alliot-Marie. <b>LCI</b>	<b>21.30</b> Au fil du fleuve Paraguay. <b>Planète</b>	<b>20.40</b> Commissariat Bastille. Jacques Malaterre. <b>RTBF 1</b>
<b>20.55</b> Envoyé spécial. Poisson : dans les secrets d'une filière. Un été à Bataville ; Les filières islamistes. La famine en Afghanistan. Portraits d'Américains et de rescapés. <b>France 2</b>	<b>22.00</b> Saveurs du monde. La Thaïlande. <b>Voyage</b>	<b>20.55</b> Pour l'amour d'Elena. Maurice Frydland. <b>TMC</b>
<b>23.10</b> Campus, le magazine de l'écrit. Emision spéciale en direct. La littérature peut-elle dire quelque chose sur le terrorisme ? Invités : Jean d'Ormesson ; Michel Serres ; Jerome Charyn ; Paul Auster ; Edmund White ; Atia Rahimi ; Antoine Basebos ; Frédéric Encel ; Jean-Paul Curnier. <b>France 2</b>	<b>22.05</b> Biographie. <b>La Chaîne Histoire</b>	<b>22.10</b> Dernier voyage à Chicago. Delbert Mann. <b>Festival</b>
<b>DOCUMENTAIRES</b>	<b>22.15</b> Le Singe dans le miroir. <b>Odysée</b>	<b>SÉRIES</b>
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>22.25</b> Les Dessous de la lambada. <b>Planète</b>	<b>19.30</b> Vidocq. Le système du docteur Terrier. A vous de jouer, M. Vidocq. <b>Festival</b>
<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>22.40</b> Steve McQueen, le rebelle tranquille. <b>Canal Jimmy</b>	<b>20.50</b> Julie Lescaut. Arrêt de travail. <b>TF 1</b>
<b>Le Monde TELEVISION</b>	<b>22.50</b> L'Actors Studio. Lauren Bacall. <b>Paris Première</b>	<b>21.50</b> Ally McBeal. Sexe, mensonges et réflexions. Où sont les hommes ? <b>M 6</b>
	<b>23.00</b> Théma. Au cœur de la terreur. L'Afghanistan des talibans. <b>Arte</b>	
	<b>23.20</b> Lonely Planet. L'Outback australien. <b>Planète</b>	
	<b>23.30</b> Les Bébé animaux. [1/4]. <b>Odysée</b>	
	<b>23.40</b> La Grande Famine. [1/3]. <b>Histoire</b>	
	<b>MUSIQUE</b>	
	<b>20.35</b> et <b>23.30</b> Mozart. Sonate pour piano en si majeur KV 281. Daniel Barenboim, piano. <b>Mezzo</b>	

DOCUMENTAIRES		
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).
<b>MAGAZINES</b>	<b>20.30</b> Campus, le magazine de l'écrit. Emision spéciale en direct. La littérature peut-elle dire quelque chose sur le terrorisme ? Invités : Jean d'Ormesson ; Michel Serres ; Jerome Charyn ; Paul Auster ; Edmund White ; Atia Rahimi ; Antoine Basebos ; Frédéric Encel ; Jean-Paul Curnier. <b>France 2</b>	<b>M6</b>
<b>DOCUMENTAIRES</b>	<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).

DOCUMENTAIRES		
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).
<b>MAGAZINES</b>	<b>20.30</b> Campus, le magazine de l'écrit. Emision spéciale en direct. La littérature peut-elle dire quelque chose sur le terrorisme ? Invités : Jean d'Ormesson ; Michel Serres ; Jerome Charyn ; Paul Auster ; Edmund White ; Atia Rahimi ; Antoine Basebos ; Frédéric Encel ; Jean-Paul Curnier. <b>France 2</b>	<b>M6</b>
<b>DOCUMENTAIRES</b>	<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).

DOCUMENTAIRES		
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).
<b>MAGAZINES</b>	<b>20.30</b> Campus, le magazine de l'écrit. Emision spéciale en direct. La littérature peut-elle dire quelque chose sur le terrorisme ? Invités : Jean d'Ormesson ; Michel Serres ; Jerome Charyn ; Paul Auster ; Edmund White ; Atia Rahimi ; Antoine Basebos ; Frédéric Encel ; Jean-Paul Curnier. <b>France 2</b>	<b>M6</b>
<b>DOCUMENTAIRES</b>	<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).

DOCUMENTAIRES		
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).
<b>MAGAZINES</b>	<b>20.30</b> Campus, le magazine de l'écrit. Emision spéciale en direct. La littérature peut-elle dire quelque chose sur le terrorisme ? Invités : Jean d'Ormesson ; Michel Serres ; Jerome Charyn ; Paul Auster ; Edmund White ; Atia Rahimi ; Antoine Basebos ; Frédéric Encel ; Jean-Paul Curnier. <b>France 2</b>	<b>M6</b>
<b>DOCUMENTAIRES</b>	<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).

DOCUMENTAIRES		
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).
<b>MAGAZINES</b>	<b>20.30</b> Campus, le magazine de l'écrit. Emision spéciale en direct. La littérature peut-elle dire quelque chose sur le terrorisme ? Invités : Jean d'Ormesson ; Michel Serres ; Jerome Charyn ; Paul Auster ; Edmund White ; Atia Rahimi ; Antoine Basebos ; Frédéric Encel ; Jean-Paul Curnier. <b>France 2</b>	<b>M6</b>
<b>DOCUMENTAIRES</b>	<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).

DOCUMENTAIRES		
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).
<b>MAGAZINES</b>	<b>20.30</b> Campus, le magazine de l'écrit. Emision spéciale en direct. La littérature peut-elle dire quelque chose sur le terrorisme ? Invités : Jean d'Ormesson ; Michel Serres ; Jerome Charyn ; Paul Auster ; Edmund White ; Atia Rahimi ; Antoine Basebos ; Frédéric Encel ; Jean-Paul Curnier. <b>France 2</b>	<b>M6</b>
<b>DOCUMENTAIRES</b>	<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).

DOCUMENTAIRES		
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).
<b>MAGAZINES</b>	<b>20.30</b> Campus, le magazine de l'écrit. Emision spéciale en direct. La littérature peut-elle dire quelque chose sur le terrorisme ? Invités : Jean d'Ormesson ; Michel Serres ; Jerome Charyn ; Paul Auster ; Edmund White ; Atia Rahimi ; Antoine Basebos ; Frédéric Encel ; Jean-Paul Curnier. <b>France 2</b>	<b>M6</b>
<b>DOCUMENTAIRES</b>	<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).

DOCUMENTAIRES		
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).
<b>MAGAZINES</b>	<b>20.30</b> Campus, le magazine de l'écrit. Emision spéciale en direct. La littérature peut-elle dire quelque chose sur le terrorisme ? Invités : Jean d'Ormesson ; Michel Serres ; Jerome Charyn ; Paul Auster ; Edmund White ; Atia Rahimi ; Antoine Basebos ; Frédéric Encel ; Jean-Paul Curnier. <b>France 2</b>	<b>M6</b>
<b>DOCUMENTAIRES</b>	<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).

DOCUMENTAIRES		
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).
<b>MAGAZINES</b>	<b>20.30</b> Campus, le magazine de l'écrit. Emision spéciale en direct. La littérature peut-elle dire quelque chose sur le terrorisme ? Invités : Jean d'Ormesson ; Michel Serres ; Jerome Charyn ; Paul Auster ; Edmund White ; Atia Rahimi ; Antoine Basebos ; Frédéric Encel ; Jean-Paul Curnier. <b>France 2</b>	<b>M6</b>
<b>DOCUMENTAIRES</b>	<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>
<b>20.15</b> Reportage. Questions afghanes. <b>Arte</b>	<b>20.30</b> Histoires d'avions. Les Russes et la conquête de l'espace. <b>Planète</b>	<b>20.45</b> Thema spéciale Afghanistan. Après la mort du commandant Masoud et la série d'attentats perpétrés aux Etats-Unis, le 11 septembre, Arte annule sa « Thema » sur la chasse et propose une soirée spéciale Afghanistan avec des débats, un « Dessous des cartes » consacré aux talibans, et deux documentaires, <i>Massoud l'Afghan</i> , de Christophe de Ponfilly (1998) sur le Lion du Panshir, et <i>Au cœur de la terre</i> , de Sara Shah (2001).

## FILMS

<b>16.00</b> Une étoile est née ■ ■ ■ ■ ■ George Cukor (Etats-Unis, 1954, 150 min). <b>TCM</b>	<b>17.15</b> Bandido ■ ■ ■ Richard Fleischer (Etats-Unis, 1956, 90 min) ○. <b>Cinéfaz</b>	<b>18.45</b> Beau-père ■ ■ ■ Bertrand Blier (France, 1981, 120 min) ○. <b>Cinéfaz</b>	<b>19.00</b> Pandora ■ ■ ■ ■ ■ Albert Lewin (Etats-Unis, 1951, v.o., 120 min) ○. <b>Cinétoile</b>	<b>20.30</b> Douze hommes en colère ■ ■ ■ Sidney Lumet (Etats-Unis, 1957, 100 min). <b>Festival</b>
--	---	---	---	---



<b>20.45</b> Bandits, bandits ■ ■ ■ ■ ■ Terry Gilliam. Avec John Cleese, Sean Connery, Ian Holm (GB, 1981, v.o., 115 min) ○. <b>Cinéfaz</b>	<b>20.45</b> Effraction avec préméditation ■ ■ ■ ■ ■ Louis Malle (Etats-Unis, 1984, 95 min). <b>13ème Rue</b>	<b>20.50</b> Le Petit Homme ■ ■ ■ ■ ■ Jodie Foster (Etats-Unis, 1991, 95 min) ○. <b>Téva</b>	<b>20.45</b> Harry, un ami qui vous veut du bien ■ ■ ■ ■ ■ Dominik Moll (France, 2000, 117 min) ○. <b>Canal +</b>	<b>21.00</b> Les Grandes Manœuvres ■ ■ ■ ■ ■ René Clair (France, 1955, 110 min). <b>Paris Première</b>
---	---	--	---	--

<b>21.00</b> Les Grandes Manœuvres ■ ■ ■ ■ ■ René Clair (France, 1955, 110 min). <b>Paris Première</b>	<b>22.15</b> Boulevard des passions ■ ■ ■ ■ ■ Michael Curtiz (Etats-Unis, 1949, 105 min) ○. <b>TCM</b>	<b>22.55</b> La Comédie de Dieu ■ ■ ■ ■ ■ Joao César Monteiro (France - Portugal, 1996, v.o., 165 min) ○. <b>Ciné Cinémas 3</b>	<b>23.45</b> Une île au soleil ■ ■ ■ ■ ■ Robert Rossen (Etats-Unis, 1957, v.o., 115 min) ○. <b>Ciné Cinémas 1</b>	<b>1.40</b> Lacenaire ■ ■ ■ ■ ■ Francis Girod (France, 1990, 120 min) ○. <b>Ciné Cinémas 1</b>
--	--	---	---	--

<b>13.25</b> L'Aventure inoubliable ■ ■ ■ ■ ■ Edward H Griffith (Etats-Unis, 1943, v.o., 90 min) ○. <b>Cinétoile</b>	<b>14.50</b> La Fille seule ■ ■ ■ ■ ■ Benoît Jacquot. Avec Virginie Ledoyen, Benoît Magimel, Dominique Valadié (France, 1995, 90 min) ○. <b>TPS Star</b>	<b>15.10</b> Merci la vie ■ ■ ■ ■ ■ Bertrand Blier (France, 1991, 115 min) ○. <b>Cinéfaz</b>	<b>16.30</b> Douze hommes en colère ■ ■ ■ ■ ■ Sidney Lumet (Etats-Unis, 1957, 100 min). <b>Festival</b>	<b>16.45</b> Si Versailles m'était conté ■ ■ ■ ■ ■ Sacha Guitry (France, 1953, 170 min) ○. <b>Histoire</b>
--	--	--	---	--

<b>17.30</b> La Fureur des anges. Buzz Kulik. [2/2] ○. <b>Téva</b>	<b>18.10</b> Dernier voyage à Chicago. Delbert Mann. <b>Festival</b>	<b>18.40</b> La Vengeance au cœur. Bradford May ○. <b>Ciné Cinémas</b>	<b>19.05</b> Le Parfum du succès. Tim Kelleher. <b>Disney Channel</b>	<b>20.30</b> Les Bâtisseurs d'eau. François Labonté. [2/2]. <b>Festival</b>
--	--	--	---	---

<b>20.45</b> L'Arbre de vie ■ ■ ■ ■ ■ Edward Dmytryk (Etats-Unis, 1957, 165 min). <b>TCM</b>	<b>20.30</b> L'Arnaqueur ■ ■ ■ ■ ■ Robert Rossen (Etats-Unis, 1961, v.o., 135 min) ○. <b>Ciné Classics</b>	<b>20.45</b> Au-delà du Missouri ■ ■ ■ ■ ■ William Wellman (Etats-Unis, 1951, 85 min). <b>TCM</b>	<b>21.00</b> Beau-père ■ ■ ■ ■ ■ Bertrand Blier (France, 1981, 120 min) ○. <b>Cinéfaz</b>	<b>21.00</b> Coup de torchon ■ ■ ■ ■ ■ Bertrand Tavernier (France, 1981, 125 min) ○. <b>Ciné Cinémas 2</b>
--	--	---	---	--

<b>22.35</b> La Fille seule ■ ■ ■ ■ ■ Benoît Jacquot (France, 1995, 90 min) ○. <b>Cinéstar 1</b>	<b>22.35</b> Contre-enquête ■ ■ ■ ■ ■ Sidney Lumet (Etats-Unis, 1990, v.o., 130 min) ○. <b>Cinéstar 2</b>	<b>23.05</b> Lacenaire ■ ■ ■ ■ ■ Francis Girod (France, 1990, 125 min) ○. <b>Ciné Cinémas 2</b>	<b>0.15</b> Symphonie magique ■ ■ ■ ■ ■ Andrew Stone (Etats-Unis, 1943, v.o., 80 min) ○. <b>Ciné Classics</b>	<b>0.45</b> Promenades d'été ■ ■ ■ ■ ■ René Féret (France, 1991, 85 min) ○. <b>Cinéstar 2</b>
--	---	---	---	---

<b>0.45</b> Frankenstein ■ ■ ■ ■ ■ Kenneth Branagh (Etats-Unis, 1994, v.o., 120 min) ○. <b>Ciné Cinémas 1</b>	<b>1.35</b> La Belle Image ■ ■ ■ ■ ■ Claude Heymann (France, 1951, 100 min) ○. <b>Ciné Classics</b>	<b>2.35</b> Le Temps retrouvé ■ ■ ■ ■ ■ Raoul Ruiz (Fr. - It. - Port., 1999, 155 min) ○. <b>Ciné Cinémas 3</b>
---	---	--

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

<b>TF 1</b>	<b>18.15</b> et <b>0.30</b> Exklusif. <b>18.50</b> Le Bigdil. <b>19.48</b> Star Academy. <b>19.52</b> Vivre com ça. <b>20.00</b> Journal, Le Résultat des courses, Météo. <b>20.45</b> Star Academy. <b>20.50</b> Julie Lescaut. Arrêt de travail. <b>22.40</b> La Peur au ventre. Téléfilm. Sidney J. Furie ○. <b>1.00</b> TF 1 Nuit, Météo.
-------------	---

<b>FRANCE 2</b>	<b>18.30</b> Friends ○. <b>19.00</b> On a tout essayé. <b>19.50</b> Un gars, une fille. <b>20.00</b> Journal, Question ouverte. Invité : Hubert Védrine. <b>20.45</b> Météo, Point route. <b>20.55</b> Envoyé spécial. <b>23.10</b> Campus, le magazine de l'écrit. <b>0.40</b> Journal, Météo.
-----------------	---

<b>FRANCE 3</b>	<b>18.20</b> Questions pour un champion. <b>18.50</b> Le 19-20 de l'information, Météo. <b>20.10</b> Tout le sport. <b>20.25</b> Tous égaux. <b>20.55</b> Le Diamant du Nil ■ ■ ■ Film. Lewis Teague ○. <b>22.45</b> Météo, Soir 3. <b>23.10</b> Les Dossiers de France 3. <b>0.15</b> Europees.
-----------------	--

<b>CANAL +</b>	<b>16.15</b> En aparté. <b>16.25</b> Football. Coupe de l'UEFA (1 <sup>er</sup> tour). Match aller : FC Pribram - Sedan. <b>► En clair jusqu'à 20.44</b> <b>18.30</b> Les Simpson ○. <b>18.55 + de cinéma.</b> <b>19.30</b> Le Journal. <b>19.45</b> Le Zapping. <b>19.55</b> Les Guignols de l'info. <b>20.05</b> Burger Quiz. <b>20.45</b> Harry, un ami qui vous veut du bien ■ ■ ■ Film. Dominik Moll ○. <b>22.40</b> L'Autre Sœur. Film. G. Marshall ○. <b>0.45</b> Les Maîtres du temps ■ ■ ■ Film. René Laloux.
----------------	--

<b>FRANCE 2</b>
-----------------

## Professeurs et érudits

par Pierre Georges

COMME parfois il arrive, au risque de mixer les idées pour n'en faire que de la bouillie, un rapprochement entre deux informations dans *Le Monde*, hier.

La première était d'importance, même masquée et reléguée au second plan par ce qui nous préoccupe tous. Le ministère de l'éducation nationale, en France, confronté à un problème de relève, vient, en quelque sorte, de publier une manière d'offre d'emplois géante. Recherche d'urgence 165 000 enseignants. Postes à pourvoir dans les cinq ans. Pour tous renseignements s'adresser Rue de Grenelle ! Et lisant cela, lisant aussi les probables difficultés de recrutement du plus grand employeur de France, tant, paraît-il, la crise des vocations menace, on s'est surpris à rénover la vieille formule : ainsi donc la France risque-t-elle de manquer, plus que de bras, de têtes.

Mais là n'était pas le rapprochement venu d'une autre information. A Kaboul depuis deux jours maintenant une docte assemblée d'oulémas, convoquée d'urgence par le mollah Omar, émir et commandeur des croyants, examine, si l'on ose dire, le cas Ben Laden. Ils sont un millier, pas de crise des vocations donc, vont avoir à statuer et peuvent, tout aussi bien, lancer un appel à la guerre sainte contre les mécréants.

Or un mot dans les dépêches a retenu l'attention. Ces religieux, ces théologiens musulmans sont dits aussi les « érudits de l'islam ». Et c'est là qu'intervient l'association d'idées, ce vague sentiment que le monde aurait un peu moins besoin des exégèses d'érudits fourvoyés et davantage nécessité des savoirs de la sagesse et de la tolérance.

Plus encore qu'un beau métier, ce sera un nécessaire métier que celui des professeurs appelés aujourd'hui et demain à expliquer, mieux, toujours plus et inlassablement le monde et l'idée que l'on peut se faire de l'homme aux générations à venir. L'humanisme ne doit pas lui non plus manquer de bras autant que de têtes. Alors, comme dirait un recteur recruteur, jeunes filles, jeunes gens, engagez-vous, rengagez-vous ! Même si la solde est mince, même si le métier est dur.

Les professeurs d'histoire contemporaine de demain pourront apprendre, au risque d'une formation permanente, celle de l'actualité en marche. Ils diront qu'au huitième jour de l'affaire tragique qui nous occupe, et alors qu'à New York le champ des ruines n'est plus qu'un grand cimetière désolé et terriblement anonyme dans l'éparpillement des vies et des corps, l'opération de riposte à ces abominations a trouvé son nom. Des entrailles, si peu cicatrisées du Pentagone, a surgi en effet le nom de code, universel dès l'instant que lancé. Les militaires américains, et les politiques avec eux, ont choisi. Ce sera l'opération « Infinite Justice », « Justice sans limites ». Une appellation dont on voit bien à quel noble ressort elle obéit, car les Etats-Unis et d'autres pays avec eux sont en droit de réclamer et de faire justice, mais dont on cerne mal les limites précises de ce « sans limites ».

C'est ainsi. Les typhons se prénomment. Les guerres se nomment. Déjà les bateaux appaillent, les avions décollent. Déjà de cette « justice » armée, le glaive se lève. Mais sur qui et comment ?

# Maroc : Mohammed VI procède à un changement surprise à la tête du ministère de l'intérieur

Le nouveau ministre devra préparer les législatives de 2002

C'EST par un communiqué aussi bref que laconique de l'agence de presse officielle, la MAP, diffusé mercredi 19 septembre en fin de matinée, que les Marocains ont appris l'arrivée à la tête du ministère de l'intérieur – à moins d'un an des élections législatives – d'un « technocrate » proche du roi, Driss Jettou, 56 ans, en remplacement d'Ahmed El Midaoui, 53 ans, qui a été nommé conseiller du roi.

Au Maroc, l'intérieur fait partie des ministères dits « de souveraineté » – comme les affaires étrangères, la justice, les affaires religieuses. Leurs titulaires sont choisis par le Palais, sans consultation avec le chef du gouvernement, qui ne fait que prendre acte de la décision. Il n'en a pas été autrement cette fois, puisque le premier ministre, le socialiste Abderrahmane Youssoufi, n'a été prévenu que quelques heures avant l'annonce officielle du remaniement.

Aucune raison n'a été fournie par le Palais pour expliquer le brusque départ de M. Midaoui moins de deux années après sa nomination (son prédécesseur, Driss Basri, était

resté une vingtaine d'années à son poste). L'homme était cependant très critiqué pour sa gestion brouillonne et souvent contre-productive de dossiers sensibles. Avec l'Algérie, les relations ne se sont guère améliorées depuis 1999, tandis qu'elles se sont dégradées avec une Espagne qui, depuis quelques mois, voit grossir les flux d'immigrants clandestins venus des côtes marocaines. Le retard pris par l'administration de l'intérieur dans la préparation des élections législatives de 2002 était tout aussi sévèrement jugé par certains proches du premier ministre.

Ancien directeur de la sûreté nationale, M. Midaoui n'a pas changé la culture du ministère de l'intérieur. Le « nouveau concept d'autorité » promis par le roi Mohammed VI reste une expression vide de sens pour la majorité de ses sujets. Pour d'autres – les militants des droits de l'homme, les islamistes et des associations de handicapés victimes de brutalités policières –, le « nouveau concept » a un goût amer.

Bénéficiant d'un préjugé favorable lors de son arrivée, le successeur

de Driss Basri s'est révélé un homme irascible, rongé par le diabète. A plusieurs reprises, il s'était laissé aller à des coups de sang qui lui ont valu en particulier de se mettre à dos la presse.

### PROFIL DE TECHNOCRATE

Pour la première fois depuis près de quarante ans, le nouveau ministre n'est pas issu de l'appareil sécuritaire. Bardé de diplômes (sciences et gestion), certains décrochés à l'étranger, chef d'entreprise avisé, réputé fort riche, Driss Jettou a un profil de technocrate, acquis depuis son entrée au gouvernement en 1993, avec en charge le portefeuille du commerce et de l'industrie. Assuré de la confiance de Hassan II, il a été pendant cinq ans de tous les gouvernements avec des prérogatives élargies. En 1998, il était ministre des finances, du commerce et de l'artisanat.

La proximité que Driss Jettou avec Hassan II a survécu au changement de monarchie. Nommé début août à la tête de l'Office chérifien des phosphates (OCP), l'une des principales entreprises publiques du royaume,

Driss Jettou était aussi le représentant de la famille royale au sein de l'ONA, un conglomérat qui, avec une vingtaine de sociétés cotées dans son giron, représente à lui seul plus de la moitié de la capitalisation boursière du royaume.

Homme affable et courtis, Driss Jettou avait été chargé il y a quelques mois par le roi de procéder à un audit de *Maroc Soir*, groupe de presse en mauvaise posture mais qui édite *Le Matin du Sahara et du Maghreb*, le journal officiel du Palais. Il avait également joué un rôle d'intermédiaire discret et efficace l'année passée en vue de la réparation de trois hebdomadaires censurés par le pouvoir pour avoir franchi des « lignes rouges » en critiquant l'armée et la monarchie.

L'arrivée de Driss Jettou à l'intérieur, selon certains experts, est de nature à rehausser l'image d'une monarchie soucieuse de concertation. La préparation des élections législatives permettra de jauger la réalité du jugement.

Stephan Smith  
et Jean-Pierre Tuquoi

## La journée « En ville sans ma voiture ! » est maintenue

LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT a annoncé, mercredi 19 septembre dans la soirée, le maintien de la journée « En ville sans ma voiture ! » organisée samedi 22. Mais les villes participantes devront assurer son déroulement sans l'appui des forces de police et de gendarmerie, mobilisées par le plan Vigipirate. La décision faisait l'objet de discussions entre le ministère de l'environnement et celui de l'intérieur (*Le Monde* du 20 septembre). Mardi, la Mairie de Paris a annulé la manifestation, faute des moyens policiers suffisants. Mercredi soir, plusieurs villes de la région parisienne comme Aubervilliers, Pantin, Le Pré-Saint-Gervais et Clichy-la-Garenne ont décidé d'annuler, ainsi qu'Audincourt (Doubs) et Niort (Deux-Sèvres). Lyon a finalement confirmé sa participation. Un millier de villes dans le monde doivent participer à cette journée lancée en 1998 par le ministère français de l'environnement.

## Taiwan obtient à son tour le feu vert pour entrer à l'OMC

TAIWAN A FORMELLEMENT conclu, mardi 18 septembre, les négociations ouvrant la voie à son accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Comme pour Pékin, le document d'adhésion de l'île nationaliste devra encore être avalisé en réunion plénière par les 142 membres de l'organisation. Les deux pays pourront ensuite être admis au sein de l'OMC trente jours après la ratification des accords respectifs, vraisemblablement au début de 2002. Alors que les négociations avec Taiwan avaient été pratiquement achevées en 1999, il avait été convenu d'attendre la conclusion des discussions avec Pékin pour permettre à l'île nationaliste de se joindre dans la foulée à l'organisation, sous le nom de Taïpeh chinois. – (Corresp.)

### DÉPÊCHE

■ **LOTO : résultats des tirages n° 75 effectués mercredi 19 septembre.** Premier tirage : 3, 6, 12, 34, 35, 42 ; numéro complémentaire : 10. Pas de gagnants pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 434 815 F (66 292 €) ; 5 numéros : 6 430 F (980 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 268 F (40,85 €) ; 4 numéros : 134 F (20,42 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 28 F (4,26 €) ; 3 numéros : 14 F (2,13 €). Second tirage : 10, 13, 29, 31, 32, 37 ; numéro complémentaire : 2. Rapports pour 6 numéros : 11 719 165 F (1 786 730 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 139 655 F (21 292 €) ; 5 numéros : 9 490 F (1 446 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 344 F (52,44 €) ; 4 numéros : 172 F (26,22 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 32 F (4,87 €) ; 3 numéros : 16 F (2,43 €).

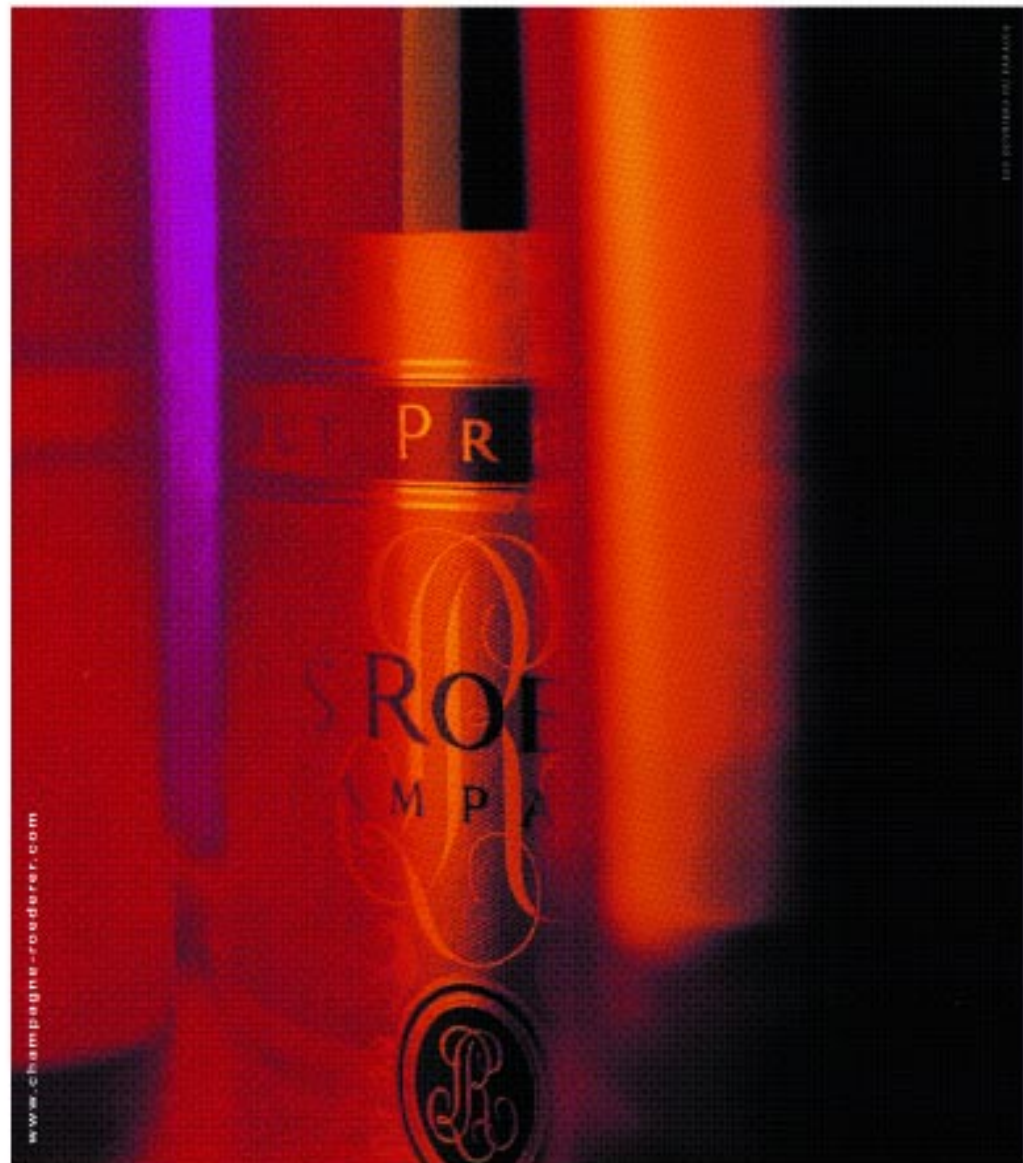
3e cycle du CNAM  
**MARKETING INDUSTRIEL**  
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

Cours et séminaire d'études de cas (150 h. sur 9 mois : soirs et samedis) coût : 1 400 F/an.

Brochure sur demande écrite au :  
CNAM Marketing Industriel  
292, rue Saint-Martin - 75003 PARIS  
Tél. : 01.58.80.84.17  
mail : nefime@cnam.fr

PRESENTATION DU CYCLE  
SAMEDI 22 SEPT 11 h  
MARDI 25 SEPT 18 h 30  
Limite d'inscription : 5 OCT

Tirage du *Monde* daté jeudi 20 septembre 2001 : 574 481 exemplaires. 1-3 Nos abonnés trouveront associé au numéro d'aujourd'hui notre supplément *Styles Femmes*.



PROLONGER CHAQUE GESTE JUSQU'À CET INSTANT DE PARFAITE HARMONIE OÙ  
L'EXIGENCE EST ENFIN SATISFAITE. DÉNICHER L'EXCEPTION ET LA POUR-  
SUIVRE À NOUVEAU, NE PLUS SAVOIR FAIRE AUTREMENT, DOUTER PARFOIS,  
CHERCHER PLUS LOIN. PUISER ENCORE DANS DES TRÉSORS DE PATIENCE

LOUIS ROEDERER  
CHAMPAGNE

DE L'EXCEPTION LA REGLE

L'ABUS D'ALCOÛL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

DOSSIER

Littérature du chaos avec Jean Grégor, Philippe Hermann, Yannick Haenel, Doris Lessing et Ilegor Gran page II



CATHERINE LÉPRONT  
page III



J. M. COETZEE  
page IV



RUDYARD KIPLING  
page VI



PAUL OTCHAKOVSKY-LAURENS  
page VIII



HEIDEGGER EN FRANCE  
page IX

## L'étoffe des souvenirs

**I**l y a des posters sur les murs : le visage de Van Gogh et celui de Mahomet, dessiné par Khalil Gibran. A côté, un tapis aux couleurs denses, avec des silhouettes stylisées, des palmiers, un cheval rouge. Près du canapé, un ordinateur. Et dans la cuisine, une cafetière italienne qui chante. Depuis qu'elle a quitté Beyrouth, en 1989, un jour de bombes, avec ses deux enfants et une valise, Hoda Barakat ne s'entoure plus que d'objets « qui ne durent pas, qui sont légers ». Elle fait, en somme, comme ses compatriotes du Liban raillés par le personnage du vieux père dans *Le Laboureur des eaux*, son nouveau roman, qui préfèrent aux meubles anciens et aux lourdes tentures ces objets standards « dont on n'hérite pas, volatils, qui ne laissent aucune trace. Comme le folklore à la télévision nationale ». Hoda Barakat est une menteuse, bien sûr.

A l'entendre parler, avec ses mains qui dansent et ses yeux d'aube pâle, on croirait pour de bon qu'elle déteste Beyrouth. La « haine immense » est là, comme elle dit, de la guerre et de sa comédie, des miliciens et des martyrs. « Je suis une mauvaise perdante »,

Catherine Simon

résume-t-elle. Si l'on regarde mieux, on trouve aussi, sur les murs de son appartement parisien, une vue de Beyrouth prise dans les années 1930. Et une photographie en couleurs du centre-ville, qui date des années 1960. A l'époque, le cœur du Liban battait là : « Kurdes, Suisses, Palestiniens, Français, etc., tout le monde s'y côtoyait. C'était l'ébauche d'un pays. Quand j'étais petite, j'étais obsédée par l'enfant d'aller au centre-ville, j'y pensais tout le temps, j'étais éblouie. » La guerre de 1975 a tout balayé. « Quand on a tué le centre de Beyrouth, chaque territoire s'est replié sur lui. Cette ébauche d'un pays multiple s'est arrêtée », se rappelle l'auteur de *La Pierre du rire*,

dont le héros, Khalil, un jeune chiite, très beau, homosexuel, est lentement happé par la spirale de la violence et se métamorphose, au fil de ses angoisses et de ses désirs, en viril seigneur de la guerre.

Ce Beyrouth où elle est née, en 1952, et où elle a grandi, écolière chez les sœurs puis étudiante en lettres à l'université, ce Beyrouth disparu, Hoda Barakat

ne cesse de le fuir, de le dépecer et de le reconstruire. « Mes personnages sont plus ancrés que moi », dit-elle, comme en excuse. Dans *Le Laboureur des eaux*, sensuelle et puissante épopée dans les ruines d'une ville-mémoire « née sous le signe de Saturne », le personnage principal, Nicolas, Grec orthodoxe, se réfugie dans la cave du magasin familial, où dorment, miraculeusement intacts, des stocks de tissus anciens, lin, velours et soie. Nouveau Robinson, l'ancien marchand d'étoffes survit parmi les gravats et les hordes de chiens, se nourrissant de fruits sauvages et de souvenirs. Les figures de son père et de sa mère le hantent, autant que l'amour pour

Voilà près de douze ans que Hoda Barakat a quitté Beyrouth. Pour autant la romancière libanaise ne cesse d'y revenir à sa manière. En témoigne cette épopée sensuelle et puissante dans les ruines d'une ville-mémoire

Chamsa, la servante kurde, à qui il raconte, à la façon de Schéhérazade, la fabuleuse histoire des tissus – de la légende des Dogons aux psaumes des tisserands chinois, en passant par Colbert, jaloux des soieries de Venise, et par Clérambault, auteur d'une savante (et véridique) étude sur *La Passion érotique des étoffes chez la femme*.

La ville fantôme que parcourt Nicolas est comme un labyrinthe. Ou un site archéologique : en grattant la poussière, on retrouve les anciennes rues, les cinémas, les magasins d'avant le néant. Récemment, à Beyrouth, de jeunes lecteurs du *Laboureur des eaux* ont confié à Hoda Barakat qu'ils avaient tenté de reconstituer, livre en main, la ville décrite dans le roman. Et qu'ils avaient partiellement réussi. « Cela m'a fait d'autant plus plaisir que ce sont des jeunes : ils sont sans nostalgie, ils n'ont pas la mémoire d'un Beyrouth ancien », souligne-t-elle. Elle-même se refuse à la nostalgie. *Le Laboureur des eaux* – l'expression est tirée d'un texte de Borgès – n'est rien d'autre qu'un « hommage au vide », dit-elle, « comme un toast qu'on porte à quelqu'un, avant de s'en aller ».

Paru en 1999, à Beyrouth, *Le Laboureur des eaux* a reçu, en 2000, au Caire, le prix Naguib-Mahfouz – l'un des prix littéraires les plus importants du monde arabe. Admiratrice de Proust, mais surtout de Musil – « un écrivain génial, qu'on lit comme une charade : l'important, ce n'est pas de finir ses livres ou de trouver la solution, mais de comprendre comment il a monté son affaire, comment il a entrepris son projet... » –, la jeune étudiante de Beyrouth n'apprend qu'assez tardivement à « bien parler » l'arabe. Venant d'une « communauté très fermée » de montagnards maronites, elle brûle d'« aller vers les autres », ces « Arabes musulmans » si proches et si lointains. Le voyage commence par la langue. Celle des globe-trotters et des poètes des IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles, comme Ibn Joubair, Jahez, Ibn El Moukaffak ou Ibn Hazm. « De nos jours, on parle un arabe qu'on n'écrit pas. Chez ces auteurs anciens, l'écart était moins grand : c'est à cette source que j'ai besoin de retourner », explique-t-elle, s'en-

thousiasmant pour une langue, si vieille et si neuve à la fois, qui a « la faculté inouïe de rebondir d'un siècle à l'autre », sans se faner et sans vieillir.

« Le souci des musulmans, pour qui l'arabe est la langue du sacré, n'existe pas pour moi », ajoute Hoda Barakat. « C'est une langue presque trop riche », s'amuse-t-elle, précisant qu'il existe, en arabe, « soixante-dix mots pour dire l'amour – sous toutes ses formes » et « une bonne vingtaine » pour désigner le sexe féminin. Une langue aussi riche que la voix d'Oum Kalsoum, qu'évoque l'amoureux ébloui des *Illuminés*, son deuxième roman. Si cette voix le trouble, c'est parce que la chanteuse égyptienne « n'était pas une femme, ou pas tout à fait ». Sa voix, en effet, n'appartient pas à un seul sexe : « son soprano pouvait atteindre le dôme du vagin et son alto le fond des testicules ». En fait, songe-t-il, rêveur, « dans sa voix, les femmes écoutaient l'homme, et les hommes la femme ». Si les héros des romans de Hoda Barakat sont des hommes, « ce n'est pas un hasard : plus je suis éloignée, mieux je peux composer », explique-t-elle. Mais, en devenant des personnages, ces hommes n'en sont plus tout à fait – à l'image d'Oum Kalsoum ? « Ils

vont devenir un troisième sexe. Un mélange de moi et des hommes », suggère-t-elle.

Avant de revenir aux villes, qui sont, dit-elle, « comme les gens ». Entre Rome ou Paris, ces villes « arrogantes », qui « accumulent » leur patrimoine et leurs richesses et ces autres comme Beyrouth, « qui en ont assez et se détruisent », il y a un abîme. De New York, où elle doit se rendre en novembre, pour la première fois, Hoda Barakat est curieuse. « New York, ce n'est pas une ville, c'est un monde. Avec sa propre vie, avec ses morts – maintenant. Si New York pouvait être comparé à quelque chose, ce serait à une chose très ancienne, une chose mythologique, comme la tour de Babel. La légende et la vie réelle se sont désormais rejointes. Comme pour Beyrouth... De ce point de vue, je peux ressembler aux New-Yorkais. »

**LE LABOUREUR DES EAUX (Hârith al-Miyâb)**  
de Hoda Barakat.  
Traduit de l'arabe (Liban)  
par Frédéric Lagrange,  
Actes Sud, 210 p., 16,9 €  
(110,85 F).

★ *Les Illuminés* et *La Pierre du rire* ont été édités chez Actes Sud.



YOSHIKO MURAKAMI POUR « LE MONDE »

SIMON LEYS

Protée et autres essais

« Simon Leys est de ces auteurs rares qui, sans jamais vous faire sentir qu'à côté de son érudition gigantesque votre savoir modeste relève du nanisme, vous éblouit et vous emporte... Ces textes sont d'une vigueur, d'une justesse, d'une limpidité, et souvent, d'une insolence réjouissantes. Plus que des essais critiques, un art d'aimer la littérature. »

Télérama

GALLIMARD

Apocalypse à Paris : la Seine charrie des cadavres. Panique sur la planète Terre : toutes les femmes ont disparu. Si Yannick Haenel et Ilegor Gran s'adonnent au roman catastrophe, c'est pour tirer quelle sonnette d'alarme ? Ils ne sont pas les seuls. Effondrement de la civilisation technologique sous un climat glaciaire chez Doris Lessing, anesthésie d'une population frigorifiée chez Jean Grégor, liquéfaction des corps épuisés par le stress chez Philippe Hermann... Les fins du monde dépeintes par la littérature sont-elles pires que la réalité ?

## La maladie de l'âme

Cachés parmi les humains, les personnages de Jean Grégor et de Philippe Hermann annoncent la fin du monde

**FRIGO**  
de Jean Grégor.  
Mercure de France,  
188 p., 14,02 € (92 F).

**COMMENT DISPARAÎTRE COMPLÈTEMENT**  
de Philippe Hermann.  
Pauvert, 262 p., 17,99 € (118 F).

Notre civilisation roule à sa perte : les romans actuels évoquent ce suicide collectif. Jean Grégor (*Frigo* est son deuxième roman) et Philippe Hermann (*Comment disparaître complètement* est son troisième) insèrent eux aussi leur intrigue dans un monde en perdition. Mais ils éclairent de l'intérieur le désastre. Les signes avant-coureurs de la transformation, voire de la destruction de notre planète, surgissent d'abord dans le corps malade des habitants. Ces « *infraterrestres* » nous intriguent, nous terrifient parfois, mais ne sont pas exclus. Peu nombreux encore, ils nous fascinent et suscitent notre compassion.

Jean Grégor et Philippe Hermann rendent crédibles ces êtres solitaires et mutiques, auxquels il est périlleux de s'identifier. *Frigo* et *Comment disparaître complètement* sont des fictions futuristes qui traversent à peine les frontières de la réalité. Les victimes se mêlent aux gens ordinaires et ne basculent que progressivement dans les délirs oniriques. Le lecteur poursuit impu- nement la lecture d'un roman populaire, il est pourtant aspiré dans le cauchemar d'un monde en mutation.

Dans *Frigo*, Polymarc est l'enfant de Polythierry et de Magnana, un couple de paumés qui se donnent l'illusion du bonheur. Ils se sont rencontrés sur leur lieu de travail : une « chaîne du froid » où, abêtis, ils préparent des milliers de plateaux-repas. Il est difficile d'inclure les brûlures de la passion dans ce frigo

giant. Ils survivent, anesthésiés, dans une ville entièrement climatisée, et refoulent « l'écaurement de voir [leur] vie défilier, sans pouvoir rien faire, sans avoir le temps de penser à quoi que ce soit, à part quelques passions comme la voiture... » Polythierry disparaît pourtant, change de nom, veut oublier son passé (on le retrouve à la fin du roman). Il abandonne leur fils à Magnana. Polymarc n'est pas un enfant comme les autres. Son cœur émet un bruit insolite : « Le son venait bien de ce petit bonhomme, sourde et monotone vibration électrique d'un micro-frigo. » Le bébé venu du froid est insensible. Seul son sexe d'adulte bénéficiera d'une autonomie de marche et de vibration inépuisable. Robot glacial, Polymarc s'insère sans angoisse dans la routine d'une existence privée de désirs et de rêves. Jean Grégor pousse au paroxysme la mécanique amoralisée d'une existence débarrassée de toute entrave émotionnelle. Polymarc tue, est condamné à mort, au moment même où il retrouve son père et découvre la tendresse en la personne de Bienvenue, une prostituée atteinte de la même infirmité que lui. Avant de mourir, il est illuminé par la somptuosité gratuite de la douleur, de l'amour et de l'injustice. Il est trop tard. La société le punit d'incarner le mal qu'elle-même a généré. Bienvenue accouche d'un fils au cœur de frigo, nouveau prophète d'un monde perdu.

Erwin, l'un des personnages du roman de Philippe Hermann, nous ressemble. Épuisé par le stress, il voit son corps gonfler, sa chair s'amollir et ses muscles fondre. Il n'a de répit que flottant dans la mer où son fils Ronald transporte son corps impotent. Retrouve-t-il alors la béatitude supposée du poisson ou du fœtus ? Ce n'est qu'une des nombreuses pistes de *Comment disparaître complètement*, le roman ambitieux de Philippe Hermann. Chronique des gens ordinaires,

fable d'une humanité en fin de course, autobiographie maquillée en légende... Hermann orchestre les vingt-quatre chapitres – vingt-quatre nouvelles ? – de l'histoire foisonnante d'une famille et de ses proches, dans un quartier d'une ville balnéaire où se côtoient « de petits immeubles destinés aux accédants à la propriété, des rangées de pavillons, des logements à loyer modéré, et même, en lisière, quelques caravanes de gitans sédentarisés ».

On s'intéresse d'abord aux deux fils d'Erwin, Ronald et le narrateur. Les seconds rôles – l'épouse d'Erwin, Bronson, le partenaire d'Erwin, et sa fille qu'il élève seul et tente d'arracher aux griffes patelines des deux prosélytes d'une secte –, plus stéréotypés, nous captivent moins. Ronald, géant maigre et timide, devient un mathématicien remarqué et se sculpte un corps d'athlète. Son frère travaille dans le garage que possèdent son père et Bronson. Il écrit : une nouvelle où il donne sa version imaginaire de la mort (accidentelle ?) d'un ami, mais aussi, bien sûr, la chronique que nous sommes en train de lire. Tous ces personnages expriment le même mal de vivre, l'absence d'amour, témoignent d'aspirations déçues et de minables luttes avant la faillite des utopies. Deux personnages portent le récit : Erwin et son frère disparu, le marin déserteur, qui, comme le père de Polymarc dans *Frigo*, resurgit avant les funérailles pour dire que tous les rêves sont foutus d'avance.

Avec talent, le romancier donne vie à une douzaine de personnages emblématiques, mais c'est Erwin, le père malade, qui devient le symbole de la fatalité et de l'échec. En de magnifiques pages, Hermann décrit sa déchéance physique et, avec subtilité, suggère que, dans cette vie grisâtre, seule l'attente de la mort aura fait exister cet homme de bonne volonté.

Hugo Marsan

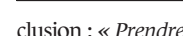
## La littérature sans la mort

Sur fond de chaos, un roman de Yannick Haenel en forme de sauve-qui-peut contre l'aliénation généralisée

**INTRODUCTION À LA MORT FRANÇAISE**

de Yannick Haenel.  
Gallimard, « L'Infini », 200 p.,  
14,95 € (98,07 F).

avec ses amis de l'excellente petite revue *Ligne de risque*, Frédéric Badré et François Meyronnis, Yannick Haenel est l'un des rares jeunes écrivains à réfléchir vraiment sur le rapport bizarre qu'entretient la France avec sa littérature depuis un demi-siècle, c'est-à-dire depuis le triomphe de la culpabilité française. Le dernier numéro de *Ligne de risque* (1), dont le thème principal est « La mort, cette imposture », vient en écho au roman de Yannick Haenel, *Introduction à la mort française*. L'éditorial de la revue affirme, en conclusion : « Prendre à revers le grappin, faire un bond hors de LA MORT FRANÇAISE, implique de déifier son commandeur : Maurice Blanchot. (...) Si tu refuses d'être séquestré dans l'asservissement, si tu refuses qu'on t'extorque l'impuissance – autrement dit, si tu es quelqu'un de libre –, alors tu considères Maurice Blanchot comme l'ENNEMI, au sens de Nietzsche. » On dirait qu'on recommence, en ce début de siècle, à parler de choses sérieuses. Mais qui entend ces jeunes gens ? Qui engage le dialogue, le débat ?



Il est peut-être trop tôt pour vraiment lire le roman de Haenel, mais il n'est pas exclu que dans quelques années, si toutefois le pays qu'il décrit, la France, sort de sa névrose historique, si sa littérature ne s'abîme pas totalement en « came publicitaire... déchet symptôme qui exprime la décheterie générale », *Introduction à la mort française* devienne un texte de référence. Comme tous les bons livres – à différencier des livres sim-

plement bien fabriqués –, on peut le lire et le relire. On n'en a jamais fini avec ce roman à entrées (et à sorties) multiples. Récit d'aventures, si l'on veut : en trois temps : « errance », « captivité », « évasion », le héros, Jean Deichel, parvient à écrire le roman qu'on est en train de lire, en dépit de la dévastation ambiante. A Paris c'est l'apocalypse – une idée moins irréaliste depuis quelques jours –, la Seine charrie des cadavres, le Vél' d'Hiv' ressurgit. Quand le président de la République parle, lui qui va inaugurer un jour un Musée de la culpabilité, des flots de sang sortent de sa bouche. Les écrivains, eux, sont enfermés ailleurs, dans un drôle de lieu, la « Villa Blanche » où « les cerveaux se ferment ». Jean Deichel s'enfuit, après avoir mis le feu à la Villa. Il s'agit, pour lui, de prouver, par ce qu'il écrit, qu'on peut retourner l'opération d'aliénation dont on est l'objet et décider d'être libre.

Haenel veut sûrement qu'on s'amuse à chercher quels personnages du monde littéraire contemporain se cachent derrière Sterling, « silhouette en S, vivace, rapide, oblique », Wittinger « le dernier opposant », ou encore Vermeice, Colon, Tête d'Os « le petit malin qui tente de vieillir la donne (...) ». A une époque de pourriture, il faut des phrases pourries, c'est le credo de Tête d'Os. Mais le jeu n'est pas futile car l'enjeu est de comprendre comment sortir du « *somnambulisme hystérique* ». « Qui est vivant, qui est mort, ce sera bientôt la seule question. » Le seul qui soit d'emblée identifiable est « *BLV* », devenu « *Grand Chapeau* ». C'est Bernard Lamarche-Vadel, celui qui ne pourra pas s'évader comme Deichel, ni comme Sterling trouver le moyen d'entrer et sortir à son gré de la Villa. Celui qui a tenté de « *triompher de la mort en France* » en se suicidant. Yannick Haenel, fort de cet exemple, a décidé, lui, de « *sortir de l'enclos* ».

Josyane Savigneau

(1) N° 16, septembre 2001, 7,62 € (50 F) (16, rue Lauriston, 75016 Paris).

## Le Sahara sous les glaces

Dans le nouveau roman de Doris Lessing, les populations européennes se réfugient sur le pourtour méditerranéen après un cataclysme climatique

Dans tous les auteurs de littérature générale, Doris Lessing est sans doute celui qui a le plus abondamment flirté avec la science-fiction, notamment dans son cycle « Canopus in Argos : Archives », mais aussi dans *Mémoires d'une survivante* qui décrit la fin d'une civilisa-

tion urbaine. Ce thème semble l'intéresser au plus haut point, puisqu'il est également à l'œuvre dans ce nouveau roman, qui se déroule dans notre futur à une période indéterminée. Il décrit un avenir post-cataclysme dans lequel notre civilisation technologique s'est à peu près complètement effondrée et

dont il ne reste que quelques machines dont les survivants ont bien du mal à se servir, comme les aéroplanes ou le bateau à propulsion solaire... Il faut pénétrer très avant dans le roman pour découvrir la nature du cataclysme qui a entraîné son effondrement : il s'agit d'une nouvelle glaciation comparable à celles

que l'ère quaternaire a déjà connues et qui a rejeté les populations du septentrion de l'Europe jusqu'au pourtour méditerranéen.

Ce premier cycle climatique a été suivi de sa réversion, et le roman commence alors qu'une longue période de sécheresse mortifère achève de désagréger, en Ifrik, un tissu social déjà affecté par la disparition de la civilisation occidentale. Doris Lessing met en scène un frère, Dann et sa sœur, Mara, qui pour échapper à la famine et à la désolation, vont effectuer un long périple vers le nord de l'Ifrik, au cours duquel ils seront tour à tour séparés, puis réunis, puis séparés à nouveau, tandis que de nombreuses stations marqueront cet itinéraire ponctué d'épreuves de toute nature. Dans une note, Doris Lessing explique que *Mara et Dann* est la « refonte d'un très ancien conte, qu'on ne trouve pas seulement en Europe, mais dans la plupart des cultures du monde ». Sans doute fait-elle allusion au fait que Mara et Dann sont les descendants d'une lignée royale et qu'ils incarnent l'espoir de voir leur peuple décimé retrouver un jour une puissance passée. Mais, dans le roman, Mara et Dann refusent cet héritage dynastique et poursuivent leur route jusqu'à la Méditerranée où ils s'établissent au sein d'une petite communauté.

Dans *The Encyclopedia of Science Fiction*, John Clute écrit qu'« entre les mains de Doris Lessing, les outils de la S-F deviennent des paraboles ». *Mara et Dann* ne fait pas exception à la règle. Encore Doris Lessing sait-elle les manier pour en tirer de superbes images surréalistes, comme celle des cités engouties que nos héros découvrent sous les eaux de la mer qui a envahi le Sahara à la fonte des glaces...

Jacques Baudou

**MARA ET DANN**  
de Doris Lessing.  
Traduit de l'anglais  
par Isabelle D. Philippe,  
Flammarion, 488 p., 140 F

## La planète des coqs

Ilegor Gran imagine que les femmes ont brutalement disparu de la Terre. Apocalypse

**SPÉCIMEN MÂLE**

d'Ilegor Gran.  
POL, 342 p., 19,82 € (130 F).

Le délire caustique sied à Ilegor Gran, jeune économiste né à Moscou en 1964, fils de l'écrivain russe dissident Andreï Siniavski, auteur d'un féroce premier roman, *Ipsa facto*, dans lequel il contait la déchéance d'un scientifique à la promotion compromise par la perte de l'original de son diplôme de bachelier. Avec une rage bouffonne, parodiant *Le Procès* de Kafka, Gran y fustigeait jusqu'à l'absurde le culte des documents officiels, la tyrannie de la bureaucratie et la cruauté des femmes soumises à la servitude du sexe.

Déterminé à sonder la barbarie des mécanismes sociaux, il avait raconté dans *Acné festival* la cavale libertaire, dans une société où tout individu devait disparaître à soixante ans, de trois insurgés ayant atteint la limite d'âge. Son troisième roman confirme la vigueur iconoclaste de ses peintures de fin du monde. Dans *Spécimen mâle*, la planète Terre se réveille un beau matin avec un goût d'apocalypse : les femmes ont disparu. *Spécimen mâle* « est la chronique du genre humain à partir de cet instant ». Chaque chapitre est placé sous le signe d'une femme célèbre, d'un fait historique ou culturel, de l'enlèvement des Sabines à Eva Braun en passant par Athéna, Jeanne d'Arc, Mary Shelley, Minnie Mouse, les demoiselles d'Avignon, Rosa Luxembourg et Simone de Beauvoir...

N'en déplaise aux phalocrates, aux misogynies et à ce serial killer enfermé dans sa cellule qui « rêve d'une femme découpée », cet événement est une catastrophe. L'employé Martin n'y croit guère,

d'ailleurs, il pense que sa compagne, Sylvie, vexée par la gifle qu'il lui avait assénée la veille, est partie chez sa mère. Les autres mâles croient à l'hallucination passagère. Robert, l'écrivain, lui, se frotte les yeux tout en espérant le Femina : n'avait-il pas décrit dans son dernier roman une maternité où il n'y aurait que des hommes, partout, à tous les étages ? La réalité dépasse-t-elle la fiction ? Mais après avoir téléphoné à droite et à gauche, enregistré les plaintes aux commissariats de police, attendu qu'Elles reviennent tout en profitant du calme inespéré, s'être réjoui de n'avoir plus à fêter « les anniversaires, les júbiles du premier coit et tout le fatras sentimental dont elles font grands cas », et « assimilé l'affreux contretemps qui a frappé l'univers », il faudra se résoudre à cette malédiction : ne restent que des hommes, condamnés à la nostalgie, la « solitude verticale », la gueule ouverte.

Ainsi, sur un registre de science-fiction burlesque tissée d'invectives ironiques et de dérision, *Spécimen mâle* égrène une litanie de la désolation : le chat n'a plus rien à manger, le baisemain tombe en désuétude, la Bible est à réinventer, les survivants hantent les cimetières où ne figurent même pas sur les tombes les noms et dates des aimées envolées, la pornographie est nationalisée, les sous-vêtements en dentelle sont recyclés, le renouvellement des générations est compromis. Gran brocarde l'hypocrisie des hommes politiques fiers de la parité dans leur parti, traque le naufrage de ces « *libido-dépendants* » auxquels la frustration de câlins file « *la grippe dans l'âme* », et lance un feu d'artifice d'inventions verbales, un « *français nouveau sans féminins d'aucun sorte* », sans pour autant mettre « *au pouibil* » la littérature archaïque qui « *porte les femmes comme un tatouage au plus profond du viandeux* ».

J.-L. D.

★ *Ipsa facto* et *Acné festival* sont édités chez POL.

Leïla Marouane  
Le Châtiment des hypocrites  
roman

Seuil

www.seuil.com

Seuil

# De la musique avant toute chose

Catherine Lépront orchestre un roman choral pour dénoncer l'obscurantisme dont souffrit J.-S. Bach au XVIII<sup>e</sup> siècle et l'ivresse de pouvoir des chiens de garde de la culture d'aujourd'hui. Elle leur oppose la révélation d'une fugue, le miracle des contemplations et l'allégresse des amours bien tempérées

**LE CAFÉ ZIMMERMANN**  
de Catherine Lépront.  
Seuil, 270 p., 18,29 € (120 F).

En 1729, Jean-Sébastien Bach fait exécuter au café Zimmermann de Leipzig son *Concerto pour clavin en ré mineur BWV 1052*. En 1984, un orchestre de chambre dirigé par un claviciniste danois, musicologue érudit, Vilhelm Zachariassen, vient interpréter le fameux *Concerto* dans une ville de province française. Auteur, entre autres textes férus de composition musicale, d'une biographie de Clara Schumann (1) et d'un hommage à son grand-père mélomane (2), Catherine Lépront met en relation ces deux événements (l'un vrai, l'autre fictif) pour orchestrer un magnifique roman, lyrique et satirique, sur l'amour, l'amitié, l'illumination et la mesquinerie. Les institutions culturelles et sociales, les parasites à l'ego hypertrophié, les fonctionnaires aux ambitions insatiables y sont épinglés avec une cruauté, une rage même que, seule, calme la peinture des âmes bien tempérées, la gaieté enfantine d'un visage, l'allégresse des révélations sacrées, « les signes impalpables et légèrement frémissants d'une liberté irréductible. »

Écoutons Bach, clame Catherine Lépront. Oublions son image figée de vieux maître de chapelle austère pour écouter ses cantates, passions, chorals, fantaisies, fugues, concertos, toccatas, suites qui illustrent « toutes les émotions, la douleur, la tendresse, l'amour de Dieu et l'amour humain, et la fougue de la jeunesse aussi, la somptuosité et l'ordre du monde... ». Écoutons dans ce 1052 « un sentiment devant la mort qui ne soit pas réductible au chagrin écrasant ou à l'espérance mystique formidable » mais qui dise « l'extravagance et la jouissance du Bach coléri-

que et buveur de bière, ayant aimé la vie et ses deux épouses, les tensions, les élans, l'enthousiasme, la sensualité et la virtuosité comme les temps d'apaisement, les sages résolutions harmoniques, les cathédrales formelles, le rythme immuable et les cadences parfaites, et tout cela dans la plus grande sobriété, sans pathos ». Écoutons-le (ou jouons-le) sans oublier « que c'est le même homme qui a enfoncé cent fois ses bottes dans la boue des cimetières et pleuré avec la plus grande simplicité du monde les êtres qu'il perdait [parents, cousins, frères, élèves, amis, femme, dix enfants], qui a écrit le *Crucifixus* de la Messe en si... ». Ce génie-là a passé sa vie en conflit avec les autorités ecclésiastiques et municipales, subi l'hostilité des critiques musiciens du dimanche, des commanditaires et des auditeurs, instrumentistes et élèves, tous rebelles à son *stylus phantasticus*, à ses « variations surprenantes » et mélodies « entrecoupées de sons étranges » coupables de « troubler la communauté des fidèles ».

## PORTRAIT À CHARGE

Ses titres les plus récents nous le rappellent (3), Catherine Lépront a toujours manifesté de l'insolence contre la bassesse des notables, la médiocrité des petits chefs, l'hypocrisie des épurateurs, délateurs, chiens de garde d'une société policée prompts à tout sacrifier au culte du soupçon. Elle porte un regard impitoyable sur tous ces prédateurs, et jette dans le même sac les « juges » de Bach, et leurs héritiers, les « fossoyeurs de l'art » contemporains, qui programment la culture, la diffusent, la louent ou l'éreintent sans se préoccuper « de se cultiver eux-mêmes », car, écrit-elle, « la plupart sont incultes ». Portrait à charge des huiles nationales et conseillers ministériels, dénonciation des « élucubrations insensées



de fumistes souvent arrogants » que l'on prend pour discours ethnologique sur les « indigènes locaux », ces « petites tribus dont, pour éviter toute susceptibilité, il vous faudrait démêler en toute hâte la structure clanique et l'organisation hiérarchique en même temps que la nature des alliances

que chacune avait nouées avec les autres ». Une cohorte parmi lesquels l'adjectif aux affaires culturelles et son épouse, l'inénarrable Thérèse-Ida au babil inconséquent, le directeur du festival de musique, un arriviste collectionnant les amours ancillaires. Catherine Lépront manifeste plutôt de la compassion à l'égard de la

détresse poignante du socio-cul qui « d'un côté, travaillait dans les quartiers périphériques défavorisés, de l'autre, programait au centre culturel des rétrospectives Buñuel ou Antonioni, et vivait comme une déchirure intérieure le fossé entre ces deux mondes ». Elle est sans indulgence à l'égard des ratés qui, « debout sous les lustres à pendeloques », entretiennent le « faustien pacte de copinage entre le pouvoir et la gloire », s'acharnent à démontrer aux artistes que « ils sont dépendants d'eux, espèrent les entendre réclamer honneurs et subventions ».

Pourtant, *Le Café Zimmermann* (qui décoche aussi des flèches acérées contre les vieilles mères possessives gorgées d'imprécations et de jérémiades, les « conasses décaties » dont les fils deviennent des maris méprisants et infidèles) échappe au règlement de comptes fielleux en exaltant un autre monde, celui de l'intemporel et de la grâce, de l'émotion et de l'intelligence esthétique, des musiciens qui sont prêts à jouer dans le désert ou pour les oiseaux, des hommes et des femmes étrangers à la cuistrerie, ouverts à la lumière. Celui des puristes qui ne s'expriment qu'en concerts et refusent donc d'enregistrer leur musique en studio (« Vous jouez deux cents fois le 1052 pendant des jours et des jours, et avec ça les techniciens vous fabriquent un concerto parfait mais absolument inepte et insensible, fait de petits bouts pris par-ci par-là... »). Celui des adeptes du spirituel et des insensibles au pognon, des amateurs de mystère, des paysagistes, des contemplatifs, des épouses aériennes au rire flûté, de ceux que l'art bouleverse, que la musique irradie « telle cette caresse de peinture plus claire faite par Vermeer au profil de sa laitière ».

Ce sont ceux-là auxquels Catherine Lépront donne la parole, composant son roman comme un

concerto choral en trois mouvements, dont les voix s'entrecroisent en un fil narratif complexe. *Le Café Zimmermann* est aussi l'histoire de révélations et de résurrections : celle d'un administrateur qui fuit le camp des flagorneurs pour rejoindre à Copenhague celui de l'authenticité, avec une émotive alto : celle d'une femme douce, prisonnière d'une vie conjugale mortifère, qui se réveille de son sommeil chimique après une tentative de suicide pour aller écouter le *Concerto 1052*, être transfigurée par ces strates musicales déployées « selon une dynamique de conversation jamais entendue », impressionnée par « un surcroît de clairvoyance irréversible ». Pour tomber amoureuse d'un violoncelliste, et être transformée en « une fontaine et une torche vivante ». Catherine Lépront excelle autant dans la transmission de ces instants où Joséphine s'effraye « délicieusement de la soudaineté de la complicité qui [l']a liée à cet inconnu » que de la description d'une engueulade dans un bistrot dont le patron cultive une passion monomaniaque pour les tubes de Luis Mariano. De l'*ostinato* (altérations douloureuses) à l'*adagio* (point d'orgue), *Le Café Zimmermann* use sur toutes les gammes d'un sens suraigu de la dérision.

Jean-Luc Douin

- (1) Robert Laffont, 1988.
- (2) *Le Passeur de Loire*, Gallimard, « L'un et l'autre », 1990.
- (3) *Josée Bethléem* (Gallimard, 1995), *L'Affaire du Muséum* (Seuil, 1998), *Le Cahier de moleskine noire du délateur Mikhaïl* (Seuil, 2000).

★ Signalons la sortie en poche de *Namokel* (Points Seuil, P 903), enquête sur un cousin russe rescapé de la Shoah qui débouche sur un requiem à la gloire des oubliés de toutes les tragédies collectives, toutes les victimes de barbaries.

## Question d'identité

**INTERDIT**  
de Karine Tuil.  
Plon, 150 p., 12 € (78,71 F).

Le propos le plus sérieux doit parfois emprunter les détours de l'humour pour parvenir au terme qu'il s'était fixé. Le chemin est alors étroit, menacé par toutes sortes de malentendus. Avec une aisance déconcertante, Karine Tuil non seulement parvient à son but, mais démontre que cet humour très particulier, très typé, qu'elle manie, était la seule méthode pour l'atteindre.

Le narrateur, Saül Weissmann, survivant d'Auschwitz âgé de soixante-dix ans, se voit un jour contester ce qui était pour lui plus qu'un fait, mieux qu'une évidence : sa judéité. Le bouleversement est de taille, d'autant que cette contestation vient de l'intérieur pour ainsi dire - c'est un rabbin (un blanc-bec de vingt-quatre ans !), interprète autorisé de la Loi sur laquelle Saül croyait pouvoir toujours s'appuyer, qui lui annonce la mauvaise nouvelle : « avec tous ces juifs imaginaires, il faut être vigilant », souligne-t-il. Pour notre homme, il y a bien de quoi devenir fou. C'est d'ailleurs le refuge qu'il se choisit, lui qui ne pensait pas, après les épreuves de sa vie, après l'extermination de toute sa famille, devoir affronter cet ultime... désagrément. Tout, de sa vie passée comme de sa vie présente et future, bascule. Le mariage, déjà guère réjouissant, qu'il projetait avec Simone est remis en question. Il ne lui reste plus qu'à se débrouiller avec son angoissante et comique question d'identité. « Il y a deux hommes qui cohabitent en moi : l'un est juif, l'autre pas. Ils ne me laissent jamais en paix. »

Dans ce deuxième roman, Karine Tuil, qui a moins de trente ans, manifeste une intelligence aussi libre que respectueuse, une légèreté de ton et d'écriture qui préserve toute la gravité de son propos.

P. K.

**LA CAISSIÈRE**  
de Michel Waldberg.  
La Différence,  
142 p., 14,94 € (98 F).

Michel Waldberg fait une pause dans son autobiographie, dont les deux premiers tomes ont paru en 1984 et en 2000 (1), non pour changer de ton ou de rapport au monde, mais pour se concentrer sur ce qu'on pourrait appeler des micro-événements. L'an dernier, c'était *Mort d'un chien* : au cours de vacances en Espagne avec des amis, il donnait à ce qui aurait pu n'être qu'un drame anecdotique une valeur révélatrice très singulière, où l'on reconnaissait sa force poétique, sa façon de vivre autrement la vie quotidienne. Ici, on part d'une situation matérielle et prosaïque. La femme du héros, traversant avec lui une passe financière difficile, cherche du travail. N'ayant pas de diplôme, elle affronte la réalité sociale dans son extrême brutalité et accepte le seul poste que lui offre l'ANPE : caissière.

Michel Waldberg décrit très précisément, à travers les confidences de Juana à son mari Emmanuel D'Ombre, son double, les humiliations et les révoltes d'une employée de supermarché, d'abord chez Leclerc à Epinay, puis au Monoprix de la rue de Rennes, à Saint-Germain-des-Prés. Les noms ne sont pas changés : est-ce qu'on est dans la littérature de témoignage ? Assurément, il y a la littérature et il y a un témoignage, les deux cohabitent, et la chose est assez rare pour qu'on la signale. Du témoignage relèvent toutes les données, accablantes, des conditions de travail dans des établissements de ce genre. De la littérature, non seulement le style habituel, ironique et référentiel, de l'auteur, mais aussi une faculté rare de faire partager l'émotion. Spinoza, Baudelaire, Rimbaud, Mallarmé et d'autres accompagnent ce récit qui est un chant

d'amour. Voilà aussi une autre chose rare, dans les livres publiés : un chant d'amour. « Comme je suis loin de Juana ! songe-t-il, tandis que paisiblement elle dort. Comme je suis loin d'elle aussi dans la suite aléatoire des jours sans jour. Je me bats contre des moulins, je ferraille contre des fantômes et néglige l'essentiel, qui est sa main, ma main amie. Je suis enfermé en moi-même, comme dans un coffre. Je la regarde, je la vois, mais comme à distance. Je voudrais lui dire toutes ces choses, et l'amour fou que je lui porte, et je ne les lui dis pas. Directement, tout au moins. Moi, dont le travail est d'exalter la parole, je reste muet devant elle. Muet, transi, méduisé. Je sacrifie à mes vices, quand il faudrait être un saint pour s'agenouiller devant cette madone. »

Ce qui aurait pu être un roman réaliste et social, étant donné le sujet, devient une rêverie amoureuse et philosophique, une promenade dans Paris et dans le temps. Il y a les amis : Soltern, l'autre double de l'auteur, l'ami de cœur, Irénée Sfolz, l'éditeur, Mounir, l'écrivain algérien qui achève « une épopée noire, hasardeuse comme sa vie », Joseph Bakouline, l'ami de l'Afrique et du Mexique, déjà invité dans d'autres livres. Il y a les peintres qui guident le regard dans la nuit : Courbet, Appel, Soulages. Et il y a les bars de Saint-Denis au petit matin, les restaurants rituels du Palais-Royal, la boîte africaine de la rue de Nesle. Où est le centre de ma vie ? ne cesse de se demander Emmanuel, en écoutant raisonner, dans un demi-sommeil, les mises en garde de Pascal contre « l'occupation au dehors » et il « expérimente nuit après nuit le paradoxe des nuits sans nuits ». Il rêve d'insulter tous les patrons de la terre. Il aimerait emprunter les insultes aux jeunes banlieusards qu'il côtoie. Mais à l'insulte, il préférera toujours

(1) Michel Waldberg recevra le prix Roger-Caillois pour l'ensemble de son œuvre le 19 octobre à la Maison d'Amérique latine.

la rêverie, aidée parfois par « un épais vin du Midi, conforme à l'exigence de Baudelaire, selon lequel un verre de vrai vin doit ressembler à une grappe de raisin noir, et contenir autant à manger qu'à boire ».

René de Ceccatty

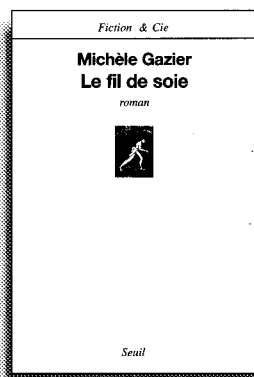
## Livraison

● **TOMBEAU DE L'ARCHANGE**, de Jean-Pierre Millemam  
La venue à Casablanca d'Hervé Guibert, qui, malade, est confié par le narrateur à un gourou-guérisseur, est la première piste de ce foisonnant roman. Mais l'intrigue se déplace sur Mahfoud, l'ange de tous les désirs, masculins et féminins, dont le mystère focalise l'intérêt du lecteur, même si le personnage principal est l'auteur, qui, témoin et acteur (sous le nom de Lancelot), se déploie et se dissimule à travers une galerie de personnages proustiens. On lit chaque séquence avec volupté, mais on cherche en vain la finalité d'un texte baroque qui déborde de références. Il faut donc se laisser bercer par le lyrisme heureux d'un univers où la mémoire est métamorphosée par le rêve, sans s'étonner qu'Hervé Guibert soit soudain perdu de vue (éd. du Rocher, 268 p., 19 € [124,63 F]).

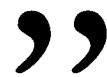
H. Mn



## Michèle Gazier LE FIL DE SOIE



Une étonnante histoire d'amour entre Odile, célèbre créatrice de la haute couture parisienne, et Odon, visage d'ange et profil flou de trente ans son cadet.



www.seuil.com

Seuil

# J. M. Coetzee dans les méandres de l'après

A travers une Afrique du Sud encore ébranlée par son histoire, encore traumatisée par les horreurs de l'apartheid, un professeur doit affronter l'effondrement total de sa vie personnelle

## DISGRÂCE

(Disgrace)  
de John Michael Coetzee.  
Traduit de l'anglais  
(Afrique du Sud)  
par Catherine Lauga  
du Plessis,  
Seuil, 252 p., 19,06 € (125 F).

C'est une petite phrase, qui fait basculer la littérature sud-africaine dans l'ère du post-apartheid. Pas une grande déclaration, non, juste une phrase apparemment plate, sans double fond, presque innocente – le genre d'affirmation qui semble n'engager qu'elle-même. « A un moment, il avait pensé qu'il pourrait se lier d'amitié avec Petrus », écrit J. M. Coetzee en parlant de David Lurie, le personnage central de *Disgrâce*. Maintenant, il le déteste. L'inimitié, quoi de plus banal ? Ailleurs, sans doute, mais pas dans ce contexte et certainement pas en Afrique du Sud. Car Petrus est noir et Lurie blanc ; Petrus est un paysan du Cap-oriental et Lurie un ancien professeur d'université, spécialiste de Byron. Chose inimaginable quelques années auparavant, un personnage blanc, intellectuel de surcroît et que nul ne peut soupçonner de nostalgie pour l'ancien régime, se permet de dire son antipathie pour un Noir.

Dans ce nouveau pays, les gens pourraient donc entretenir des relations d'individu à individu, hors des tabous de la ségrégation ? Des relations normales, où seraient susceptibles d'entrer l'aversion, l'indifférence et l'exaspération, au même titre que l'amour, l'amitié, le respect, l'admiration ? La réponse n'est pas si simple, bien sûr, mais la question peut désormais se poser. Et il n'y a rien d'étonnant à ce que cette audacieuse interrogation vienne de Coetzee, sans doute le plus



DENIS CHAPOUILLE

doué, mais aussi le plus secret et le moins complaisant des romanciers sud-africains. Professeur de littérature à l'université du Cap (comme son personnage, David Lurie), cet écrivain de soixante ans n'a jamais versé dans les bons sentiments, ni dans la littérature politiquement correcte, telle qu'elle a pu fleurir au temps de l'apartheid.

Dans ses livres remarquables, de *Michael K., sa vie, son temps* (1), jusqu'au très autobiographique *Scènes de la vie d'un jeune garçon* (Seuil, 1999), en passant par *L'Age de fer* (2) ou *En attendant les barbares* (3), Coetzee décrit une réalité, décortique les rapports de pouvoir et la violence qu'ils engendrent, sans faire de discours. « Je ne vois pas pourquoi on devrait automatiquement traduire ou essayer de traduire ma pensée en termes politiques. Il n'est pas nécessaire de connaître mes idées

pour comprendre mes romans », déclarait-il, en 1985, lors d'un voyage à Paris (à l'époque où il accordait encore quelques interviews, chose qu'il a cessé de faire depuis).

### PHRASÉ NU, HIÉRATIQUE

Coetzee ne dit pas que l'idéologie lui importe peu, mais que ses livres ne doivent pas être lus à travers cette lunette-là. Car ce qu'il veut écrire, avant tout, ce sont des romans. Autrement dit, des représentations de la réalité – fût-elle « incorrecte » –, des lectures et non des œuvres morales ou pédagogiques. Ses textes portent la politique en eux, comme faisant partie des situations qu'il décrit, mais ne revendiquent aucune intention politique. Comme si les profondeurs auxquelles peut atteindre le roman, sa capacité d'explorer les complexités de la vie, dépassaient de très loin les

possibilités d'une écriture militante. « Il n'a jamais eu peur de poursuivre une pensée jusque dans ses méandres les plus compliqués », écrit le romancier en parlant de David Lurie. Et telle est, exactement, l'impression qui se dégage de *Disgrâce*, sixième et magnifique roman de Coetzee à paraître en France et deuxième de ses livres à avoir obtenu le Booker Prize (après *Michael K., sa vie, son temps*, en 1983. L'auteur avait alors refusé de se déplacer à Londres pour recevoir son prix). Seul écrivain à avoir été deux fois lauréat de ce prix prestigieux (et bien rémunéré), Coetzee a aussi vu son roman remporter le National Book Critics Circle Award aux Etats-Unis.

Pour rendre compte de cette infinie complexité, l'auteur a choisi l'écriture la plus dépouillée, la plus volontairement sèche que l'on puisse imaginer – à la limite

de la maigre. Cet effort de simplicité se manifestait déjà dans ses précédents livres, mais pas de manière aussi flagrante. Car cette fois, J. M. Coetzee s'est à peu près complètement débarrassé des adjectifs. La phrase qui surgit de cette opération d'élagage intensif est nue, hiératique, comme entourée « d'un champ de lumière blanche », pour reprendre une vision de Lurie voyant apparaître sa fille. Et le livre qui en résulte, implacable. L'écriture, dans *Disgrâce*, semble avoir été calcinée par un feu violent, réduite à l'état de cendre claire. Dans une certaine mesure, c'est un lendemain de séisme que décrit Coetzee, le fameux « day after » des auteurs de science-fiction : le jour suivant la catastrophe, les heures au cours desquelles des survivants tâchent de réapprendre à vivre. Dans une Afrique du Sud encore ébranlée par son histoire récente, encore traumatisée par les horreurs de l'apartheid, un professeur d'université doit affronter l'effondrement total de sa vie personnelle.

### QUI A VIOLÉ QUI ?

Avec l'ordre ancien, même haïssable, s'est envolée toute illusion de sécurité pour les individus comme David Lurie. C'est-à-dire des êtres libres, qui ne se sentent rattachés à une communauté ni par les liens du sang ni par ceux de l'esprit. Pour commencer, Lurie se voit déchu de son poste de professeur après avoir poursuivi de ses assiduités l'une de ses étudiantes. « Harcèlement sexuel » : mis en mots, l'acte devient délit, passible de poursuites. Et le fautif, qui refuse de battre sa coulpe, ne peut alors plus être sauvé. Le voilà donc parti pour la campagne, dans la ferme où habite sa fille, Lucy. Non loin de là vit Petrus, l'« associé » de Lucy, qui souhaiterait reprendre l'ensemble de l'exploitation à son compte. Le lec-

teur ne connaît d'abord pas la couleur de peau de Petrus, l'auteur n'introduisant aucune précision ethnique durant toute la première moitié du récit.

C'est après l'agression dont sont victimes le père et la fille, après le triple viol subi par Lucy, que des couleurs font leur apparition. A partir de là, d'une certaine façon, impossible de faire « comme si » tout allait bien, comme si l'histoire avait été biffée, d'un seul coup de crayon. L'agression commise par Lurie et le viol subi par Lucy sont renvoyés dos à dos, dans un impitoyable effet de miroir, traversés d'ambiguïtés, de points d'interrogation, d'allusions à l'histoire et au tribut qu'il faudrait lui payer. Avec, en plein centre du récit, le mot « violation », par lequel David Lurie dit avoir été intrigué, enfant. Et, derrière ce mot, la question qui blesse : qui a violé qui ? Qui a outragé qui ? Qui doit payer qui ? En utilisant une langue extrêmement sobre, J. M. Coetzee semble se désolidariser de tout le monde, sauf des êtres qui souffrent sans pouvoir s'exprimer – les animaux, par exemple. De tout le monde et de sa langue maternelle, aussi, dont son personnage ne se sent plus proche. « L'anglais n'est pas le médium capable d'exprimer la vérité de l'Afrique du Sud », songe Lurie. De longues suites de mots dans le code anglais, dans de longues séries de phrases, se sont empâtées, ont perdu leurs articulations, se sont désarticulées, raidies, roidies. Comme un dinosaure qui expire et s'enfonce dans la boue, la langue a perdu sa souplesse. » Dans l'ère du post-apartheid, la langue des anciens maîtres semble vidée de sa substance, comme abandonnée à la vengeance de l'histoire.

Raphaëlle Rérolle

(1) Points romans n° 292.  
(2) Seuil, 1992.  
(3) Seuil, 1987.

## L'amour à mort

Avec un récit halluciné sur l'amour, la mort et le temps, Antonio Soler trace le portrait à double niveau d'une adolescence perdue

### LES DANSEUSES MORTES

(Las balearinas muertas)  
d'Antonio Soler.  
Traduit de l'espagnol  
par Françoise Rosset,  
Albin Michel,  
338 p., 19,82 € (130 F).

Dans son premier roman, *Les Héros de la frontière* (Albin Michel), Antonio Soler faisait de son héros – un homme paumé, raté, déprimé – le témoin à distance de la vie d'une petite bourgade de bord de mer, quelque part en Espagne (« Le Monde des livres » du 5 mars 1999). Cette fois encore, le narrateur est loin de ce dont il témoigne : à aucun moment on ne sait qui il est, ni ce qu'il est advenu de lui et des autres personnages. Ce qu'il raconte est à double distance, dans le temps, et dans l'espace. Dans le temps : parce que son récit est celui de son adolescence. Dans l'espace, parce que ce qu'il rapporte a eu lieu en grande partie à Barcelone, à 1 000 kilomètres du village où il vivait. Le jeune garçon qu'il est alors, dans les années 1960, vit comme les autres garçons de son âge, entre l'école, ses parents, le football, et le désœuvrement. Ce qui va tout bouleverser, c'est à la fois la prise de

conscience de l'existence des filles et donc de l'amour et de la sexualité, et les lettres et les photos qu'envoie le frère aîné, Ramon, parti à Barcelone pour se faire engager comme danseur de cabaret. Pour lui, les événements proches et lointains qui vont bouleverser sa vie se confondent : « J'ai toujours imaginé les danseuses mortes tombant sur la scène en faisant le même bruit que Tatino quand il se laissait tomber par terre. Dans mon esprit, les danseuses s'effondraient avec ce même bruit à la fois métallique et sourd de paillettes écrasées et de chair nue que faisait Tatino, mais Tatino ne portait pas de paillettes... » Tatino était le gardien de but de son équipe, et « portait autour des jambes des tiges de fer et des courroies, un appareillage de métal et de cuir qui partait de ses chevilles, et sous son pantalon lui montait jusqu'aux cuisses ». Tatino, l'orphelin, élevé par un nombre incroyable de tantes, a eu la polio.

Pour reconstituer ce qui s'est passé cette année-là, Antonio Soler fait rebondir les phrases, une chose en amenant une autre, associant ces deux histoires non seulement dans le récit mais dans l'écriture, avec des répétitions constantes qui pourtant ne répètent pas la même histoire, mais amènent chaque fois une autre

évocation, un détail, un épisode nouveaux qui viennent s'entrelacer. Ainsi quand il dépeint avec une sensualité émerveillée une photographie des danseuses qui entourent son frère : « (...) leurs seins, sortant presque de leur cage, paraissaient aussi très doux et lisses. Ils avaient beau ne pas bouger sur la photographie, ces seins donnaient l'impression d'être animés de ce tremblement qu'avaient les flans sur l'assiette quand je les transportais de la cuisine à la salle à manger, un va-et-vient qui ne manquait pas de fermeté, et ils étaient aussi lisses que les flans, pas comme ceux que je faisais ma mère, qui avaient toujours des stries, des creux et des grumeaux d'œufs, mais lisses comme les flans Mandarin que ma mère achetait parfois et sur le paquet desquels on voyait le portrait d'un Chinois qui devait ressembler au Chinois Bonilla, Chin Lu... », ce faux Chinois qui vit dans la même pension que son frère à Barcelone. Il raconte la vie des artistes du cabaret, l'histoire de chacune de ces morts qui vont couper net l'élan de trois des danseuses, et presque simultanément, sous l'emprise d'un discours halluciné, merveilleusement servi par la traduction de Françoise Rosset, il retrace le quotidien du narrateur, de ses camarades d'école, de ses parents, des gens du village, et de la suavité et la violence des premiers émois amoureux.

Car le véritable fil conducteur du roman, c'est indiscutablement l'amour. Et avec l'amour, la mort. Et le temps : « Je ne sais si le temps est une fleur qui s'enroule sur elle-même, une spirale de pétales blancs, une rose imaginaire au cœur de laquelle se perd notre folie (...) mais je sais en revanche qu'à l'instant même ou Tatino sortit de sa voiture éventrée je me suis vu racontant de qui se passait alors, je me suis vu, dédoublé, racontant ce que je vous raconte maintenant. »

Martine Silber

## Contes cruels

### LE SILENCE DU PATINEUR

(El silencio del patinador)  
de Juan Manuel de Prada.  
Traduit de l'espagnol  
par Gabriel lacullí,  
Seuil, 232 p., 19,06 € (125 F).

Il peut paraître étrange de parler de récits de jeunesse d'un auteur de trente et un ans. Mais Juan Manuel de Prada est un écrivain prodige, irritant comme les enfants trop sages, décevant lorsqu'il cède à sa trop grande facilité d'écriture, à son désir de choquer ou d'étaler son érudition, dont on peut néanmoins espérer énormément : ces nouvelles – de jeunesse donc – en sont la preuve.

Bien entendu, il en rajoute dans l'obsession sexuelle, péché de jeunesse peut-être d'un « jeune benêt incrusté aux abords du désir » – son autre recueil de nouvelles s'intitule *Cons*, mais l'écriture est là, l'art de tenir son récit aussi. Sur fond de luxe, de stupre et de soufre, voire de putréfaction – le jeune Juan se vautre dans le grotesque, la cruauté, la folie, le surnaturel, la grossièreté et le dégoût avec une jubilation fascinante. Il s'en prend de préférence aux femmes, aux mères, aux poètes et les assassine – souvent littéralement – « dans un débordement d'onctions extrêmes ». Si rien ne l'arrête dans ses divagations, ni le bon goût, ni la morale, ni l'éthique, il fait preuve presque toujours d'un vocabulaire exquis ou même précieux, d'un goût affiché de la littérature classique et de la langue. Et si, à force, cela sent l'écoulier ou la parodie, il n'en est pas à cela près. C'est d'ailleurs le contraste entre cette imagination morbide et malpropre et cette écriture bien tenue qui fait espérer qu'une fois débarrassé de ces scories outrancières, Juan Manuel de Prada pourrait être l'écrivain dont il joue déjà le rôle mondain et culturel.

M. Si.

## Thriller burlesque

Trois voyous cherchent à faire la peau à une veuve de colonel. Un Paasilinna sarcastique

### LA DOUCE EMPOISONNEUSE

(Suloinen myrkynkeittäjä)  
de Arto Paasilinna.  
Traduit du finnois  
par Anne Colin du Terrail.  
Denoël, 194 p., 19,82 € (130 F).

Dans le jardin d'une maisonnette rouge, une frêle grand-mère s'affairait, un arrosoir jaune à la main, aspergeant d'eau sa bordure de violettes. Des hirondelles tournoyaient en gazouillant, haut dans le ciel limpide, (...) dans l'herbe somnolait un chat paresseux. » Rouge, jaune, violet, bleu, vert. Sa boîte de couleurs toute neuve à la main, Arto Paasilinna, la langue en coin, l'œil plissé légèrement embué, s'est reculé devant l'image féérique qu'il vient de peindre. Soudain, son sourire béat se transforme en un rire sarcastique. Il s'empare d'un chiffon (sale) et en trois allers-retours rageurs, s'efforce d'effacer l'idylle.

Son coup de sang a déposé dans le paysage trois voyous de fort calibre. Des bras cassés du crime improvisé. Des cent pour cent nuisibles, passés sans transition du biberon de lait aux canettes de bière, qu'ils ingurgitent par cuissées entières, assaisonnées d'alcools et de substances autrement titrées. Ces rois de la cuite et de la dope, piètreurs de plates-bandes et de vieillards, écraseurs de chats et décapiteurs de chiens se terrent avec les rats dans un sous-sol. Ils forment trois concentrés de toutes les bassesses imaginables, trois sens interdit à la moindre compassion. Des ogres. Modernes, mais insistants. Ils badigeonneraient père et mère – s'ils en avaient –, de moutarde, prêts à les ingurgiter, eux et tout ce qui résiste à leur goinfrie, pour mieux vomir le monde.

Ces trois jeunes loups veulent faire la peau de la vieille agnelle. Au vague prétexte que la pseudo-

grand-mère, en rien frère quoique presque octogénaire, serait mère adoptive de l'un d'eux. Et qu'elle lui devrait pension. S'ils avaient lu – mais ces brutes ne déchiffrent que les étiquettes des boissons – *La Forêt des renards perdus* par exemple, ils sauraient que les grands-mères paasiliniennes sont d'un cuir à toute épreuve. Des cuirassées. Veuve de colonel des temps de la Grande Guerre, celle-ci n'est pas dénuée de ressources. Elle dispose de l'arme de service de son défunt et de notions de chimie propres à stupéfier les seringueurs. Pas assez pour les dissuader de l'embarquer dans un thriller burlesque qui prolongera la guerre des générations dans l'au-delà belzébuthien via les cimetières les mieux fréquentés d'Hel-sinki.

Arto Paasilinna n'a pas lancé sa *Douce empoisonneuse* dans la fable planétaire à la *Prisonniers du paradis*. Il a laissé libre cours à sa nature qui est de conter à grandes enjambées, avec virages sur deux roues à bord de voitures volées, saccage de réfrigérateur diplomatique, course de hors-bord dans la brume et croisière sur le golfe de Finlande arrosée de champagne (russe), servi par un commandant de bord envoyé en pénitence par les Kaurismaki. Le parabolique Finlandais du *Meunier hurlant* semble faire le gros dos, mais n'en balance pas moins quelques coups de patte contre les malfrats. Un dénouement heureux n'apure pas les comptes. Avec le réalisme, le mal est dans la cité. Une jeunesse laissée en déshérence, une police plus lâche que les lâches, des traditions qui s'effritent : rien ne va plus dans l'éternel quoique récente Finlande. Les soupçons d'aigreur sont effacés par l'irrésistible enjouement, le goût de la farce, et le retour, bon gré mal gré, à la boîte de couleurs originelles.

Jean-Louis Perrier

### La librairie

LES CAHIERS DE COLETTE

23-25, rue Rambuteau, Paris 4<sup>ème</sup>. Tél. 01 42 72 95 06

recevra

MICHÈLE GAZIER  
le vendredi 21 septembre  
à partir de 18h.

pour son livre  
*Le Fil de soie*

aux Éd. du Seuil

TANGUY VIEL

le samedi 22 septembre  
à partir de 16h.30

pour son livre  
*L'Absolue perfection du crime*

aux éd. de Minuit



# Rudyard Kipling, célèbre mais secret

Le dernier volume de « La Pléiade » consacré à l'auteur du « Livre de la jungle », Prix Nobel en 1907, admiré par Stevenson, Henry James, Bioy Casares et Borges, mais en butte à l'hostilité de quelques autres, recèle ses plus étonnantes nouvelles

## ŒUVRES IV

de Rudyard Kipling.  
Introduction et avertissement  
de Pierre Coustillas,  
traduit de l'anglais par  
Jean-Paul Hulin, Jean Raimond,  
Judith Van Heerswynghels,  
Daniel Nury.  
Ed. Gallimard, « La Pléiade »,  
1 460 p., 67,08 € (440 F).

On peut dire, sans exagération, que la publication de ce quatrième et dernier volume de l'œuvre de Rudyard Kipling dans « La Pléiade » relève du miracle : il aura fallu plus de soixante ans pour que ses plus étonnantes nouvelles soient enfin traduites en français – si l'on excepte sept d'entre elles, choisies, jadis, par Gilles Barbedette (1).

Kipling reste un écrivain célèbre, mais il demeure un écrivain secret. Prodigieusement divers, il ne s'est jamais répété, même pas pour faire plaisir à son public. Par ailleurs, seulement comparable en intensité au prestige atteint vers sa quarantaine, aura été l'hostilité avec laquelle la critique l'a traité, surtout lorsque, en 1907, lui fut décerné le prix Nobel.

Depuis sa jeunesse, depuis toujours, Kipling a suscité des jugements et des éloges véhéments : d'un côté, Stevenson et Henry James, qui le considéraient comme « le plus complet des hommes de génie » ; de l'autre, Oscar Wilde : « Au point de vue littéraire, Kipling est un génie qui ne se préoccupe pas de bien parler... Lorsqu'on parcourt les pages de *Simple* contes des montagnes, on a l'impression d'être assis sous un palmier de splendides éclairs de vulgarité. »

Je me permettrai – une fois n'étant pas coutume – d'évoquer les deux seuls écrivains que, passionné de Kipling, j'ai entendus parler, bien des fois, de ses derniers ouvrages : Bioy Casares et



Rudyard Kipling dans la bibliothèque de sa maison de Dummerston

Borges qui, tous deux, accordaient leur préférence aux deux recueils, de 1926 et de 1932 : *Dettes et créances* et *Limites et renouvellements* : peut-être puisque les nouvelles qu'ils contiennent sont plus significatives par ce qu'elles omettent de dire que par ce qu'elles disent. Et très supérieures à presque tout ce que Kipling avait fait – *Kim* mis à part, sans oublier, non plus, *La Porte de cent douleurs*, *La Plus Belle Histoire du monde* (1891), histoire

d'un employé de banque qui se souvient, bien qu'il l'ignore, d'une galère grecque à bord de laquelle il a ramé dans une autre vie. Préférerait-on *T.S.F.* (1902) où, dans une pharmacie, un homme essaie de capter des ondes sonores avec un rudimentaire appareil inspiré des inventions de Marconi, tandis qu'un garçon phthisique écrit, sans s'en apercevoir, un long poème de Keats, dont il ignore tout, même l'existence du poète.

Or, des derniers recueils, Bioy Casares aimait particulièrement *Vues humaines*, *Quand l'aube ne tient pas ses promesses*, et par-dessus tout, *L'Eglise d'Antioche* – où Paulus (saint Paul) n'est pas encore l'homme qui réussira à imposer le christianisme, alors que le policier romain, païen et idolâtre, meurt des blessures du Christ, disant de celui, ou de ceux qui l'ont poignardé : « Ils ne savent pas ce qu'ils font. »

De son côté, Borges avait, c'est vrai, un faible pour *Simple contes des montagnes*, le premier des ouvrages de Kipling, publié en 1887. Et cela, au point qu'un jour, il se dit que « ce qu'avait imaginé et réussi un jeune homme de génie pouvait, sans outreucidance, être imité par un homme de métier, au seuil de sa vieillesse ». Et c'est l'un de ses quatre livres de nouvelles, *Le Rapport de Brodi*, qui a été le fruit de sa propre réflexion. Mais il considérait les derniers contes de Kipling « pas moins labyrinthiques et angoissants que ceux de Kafka ou ceux de James et, sans aucun doute,

Nobel, il fut confié « à une mission semi-officielle de correspondance de guerre sur le front français » ; les *Souvenirs de France*, qui ne sont pas extraordinaires ; et *Quelques Mots sur moi* (*Something of Myself and Other Autobiographical Writings*), dont l'abréviation du titre fait que l'auteur se croit obligé de prendre un ton trop sérieux, « suffisant » – alors que le titre original complet paraît nuancé, ce qui correspond à la réserve bien élevée de Kipling. Mais ce sont là des vétilles.

Maître d'œuvre de cette admirable édition dont le premier des quatre volumes paru il y a treize ans, Pierre Coustillas observe que « deux attitudes opposées se retrouvent dans les appréciations

## Hector Bianciotti

supérieurs ». Il les avait lus et relus, au point de vous les raconter avec une telle précision que le récit semblait intact, car tous les détails de l'« histoire » arrivaient dans l'ordre.

Il disait aussi, Borges, que Kipling a souffert de deux choses : la première, qui était d'avoir écrit des livres pour les enfants ; la seconde, d'avoir été jugé sur ses opinions politiques bien plus que sur la valeur esthétique de son œuvre : « Peut-être serait-il bon qu'un écrivain ne fasse pas connaître ses opinions politiques, parce que plus tard, c'est sur elles qu'on le jugera. »

Et Kipling, le poète ? Dans un essai d'une quarantaine de pages, T. S. Eliot a réussi à sauver, non sans une admirable acuité, certaines pièces, et non sans commencer sa laborieuse critique par ce que tout lecteur soupçonne, à savoir que « quand un écrivain est connu en principe comme romancier, on est amené à considérer ses vers comme un produit secondaire ; et, en général, à mon avis, c'est juste ».

En marge des nouvelles, on trouve dans ce dernier volume des textes assez intéressants : *La France en guerre*, de 1915, où, devenu Prix

*critiques du volume* ». En effet, les uns semblent comblés, et les autres, frustrés. On peut supposer que tous deux se trompent : romancier ou poète, en un mot, un vrai littérateur, est le seul être au monde qui ne pourra jamais écrire sa véritable autobiographie : parce que la vie est répétitive, et que cela ne s'accorde pas avec l'art ; et parce qu'il sait, l'écrivain, que la mémoire d'un fait, d'un moment, n'est que le souvenir de la dernière fois qu'on l'a évoqué.

A sa naissance en Inde, en 1865, ses parents baptisèrent Kipling du nom d'un lac anglais, Rudyard, pour commémorer leur rencontre, l'amour mutuel dont ils eurent, en cet endroit, la révélation. Il est mort en 1936, sa gloire diminuée. Mais il savait que tout ce qu'un écrivain peut espérer, c'est qu'il survive de son œuvre une part suffisamment forte pour qu'un écrivain futur puisse tirer d'elle quelques mots capables de consolider ou d'embellir quelque ancienne rêverie – ou un bonheur oublié.

(1) *Le Miracle de saint Jubanus*, traduit par Jean-Pierre Richard (Rivages poche, 1993).

## ROMANS POLICIERS

● par Gérard Meudal

# A tombeaux ouverts

## L'HOMME QUI ASSASSINAIT SA VIE

de Jean Vautrin.  
Fayard, 350 p., 19,80 € (129,90 F).

## BIG JANE

de Michael Cimino.  
Traduit par Anne Derouet,  
Gallimard, « La Noire », 190 p., 15 € (98,39 F).

C'est une rentrée sur les chapeaux de roue pour Vautrin qui avait quelque peu pris ses distances par rapport au roman noir et qui revient en force avec ce blues tragique de *L'Homme qui assassinait sa vie*. Tous les ingrédients du roman policier sont là : le taulard qui à peine libéré entreprend un nettoyage en règle pour faire disparaître toutes les traces de sa vie antérieure, les bonnes comme les mauvaises, le privé minable qui attend désespérément le client dans sa thurne sordide, le gros flic vaguement sadique, les truands à la petite semaine et même une disparition d'enfant. Mais rien n'est jamais convenu chez Vautrin, les situations les plus classiques deviennent singulières et ses personnages ont l'air de sortir non pas d'un livre mais de la vie.

Ainsi Liberto, le gamin disparu, mesure un mètre quatre-vingt-cinq et a quarante-cinq ans. Comme il est autiste, il n'est guère plus autonome qu'un garçonnet de dix ans. Au bord de l'autoroute, il a quitté le car de son institution pour rejoindre un groupe de touristes japonais, ravis de le photographier sous toutes les coutures mais qui ont fini par l'oublier en rase campagne. Sa mère, Maria Costabonne, vieille militante communiste qui a fait la guerre d'Espagne, engage, de force car elle n'a pas les moyens de le payer, Gus Carape, un détective bordelais tombé dans la mouise. De son passé brillant Carape n'a sauvé que sa voiture, un coupé BMW qui avale les kilomètres sans problème. Voilà donc le couple étrange du privé et de la vieille dame lancé à fond sur l'autoroute. C'est là qu'ils vont rencontrer François Frey en pleine cavale vengeresse au volant de sa Mercedes. Lui aussi est accompagné d'une femme, son ex, soigneusement rangée dans le coffre à l'état de cadavre. C'est sur la file de gauche que les deux desperados vont faire connaissance, en jouant au con pour savoir lequel a les plus grosses culasses.



WILLIAM KLEIN

A l'opposé exactement des mystères en chambre close, le roman noir chez Vautrin est un coup de projecteur sur le chaos du monde. Sur la même aire d'autoroute on peut en effet trouver des touristes nippons, des immigrés clandestins en train de mourir planqués dans un camion, une passionaria espagnole, un petit-bourgeois recyclé dans le meurtre en série de braves pandores. Mais ce qui frappe c'est le tempo, Vautrin mène tout son petit monde à un train d'enfer, ça grince, ça dérape, ça fonce avec de temps en temps une plage de calme inattendue quand on croise des gens simplement humains. Mais aussitôt le rythme syncopé repart de plus belle, auquel répondent le ballet des essuie-glaces (il pleut sans arrêt et c'est « une sacrée manière de façonner le rêve ») et un air de blues sur la radio de bord. On a intérêt à boucler sa ceinture et pourtant, pour reprendre un vieux cliché des quatrièmes de couverture, pour une fois pertinent, on n'en sortira pas indemnes.

C'est aussi en trombe que Michael Cimino fait son entrée dans le roman noir. Venu à Paris pour négocier chez Gallimard l'achat des droits cinématographiques de *La Condition humaine*, l'auteur du *Sicilien* avait sous le bras le manuscrit de son premier roman. Du coup, *Big Jane* sort à Paris en première mondiale (*Le Monde* du 10 septembre). Nous voilà « on the road again » mais à moto cette fois-ci, et la route c'est l'appel éternel des grands espaces américains, celle qui mène vers le rêve d'Hollywood ou dans l'immense vide du désert. Dans les années 1950, Jane s'ennuie dans la banlieue pavillonnaire de Long Island. Elle aimerait échapper à la férule d'un père tyrannique et à son probable avenir de caissière au supermarché du coin. Arrive Billy sur sa moto et en route pour l'aventure. Les personnages de Cimino sont propulsés dans le monde comme des billes dans un flipper avec au bout du compte les mêmes carambolages, un grand soleil pour Billy et la guerre de Corée pour Jane. Il se dégage de leur odyssée une nostalgie poignante ponctuée par les ballades de Billy qui gratte la guitare avec talent et les émois de Big Jane, cette grande fille mal dans sa peau. Comme chez Vautrin les héros ne peuvent se contenter de demi-mesures, il leur faut l'oasis de calme absolu où le bourdon n'existerait plus ou le baroud d'honneur pour y brûler toutes ses rancœurs. Entre les deux la voie est étroite et drôlement dangereuse.

● **LA DÉMISSION DE MONTALBANO**, d'Andrea Camilleri  
Dans une récente enquête publiée par *La Stampa* sur les meilleures ventes de livres au cours du premier semestre en Italie, pas moins de trois titres de Camilleri figuraient parmi les dix premiers dans la catégorie fiction italienne et un autre, ce recueil de nouvelles justement, parmi les livres de poche. C'est dire l'ampleur du phénomène Camilleri en Italie. Un succès qui s'explique par la langue si particulière employée par l'auteur mais aussi par la bonhomie sympathique de son héros, le commissaire Montalbano. Ce

recueil de vingt nouvelles permet de présenter, en multipliant les facettes, tous les aspects de son caractère mais sert aussi de manifeste littéraire à l'auteur. Ainsi dans la nouvelle-titre, le commissaire tombe sur deux fêlés qui viennent de découper une femme après l'avoir violée et en font revenir les meilleurs morceaux. Devant une telle barbarie, le commissaire commence par éprouver des pulsions sanguinaires peu compatibles avec sa fonction avant de prendre l'initiative de téléphoner à son auteur pour lui conseiller de se trouver un autre héros s'il entend persister dans cette veine gore. La cuisine de Montalbano ne recourt jamais aux épices violentes, elle préfère les bonnes vieilles recettes familiales, sublimées par un savoir-faire ancestral comme par exemple ces *arancini* que le commissaire s'apprête à déguster pour le réveillon de la Saint-Sylvestre. Ce sont des sortes de boulettes de viande et de risotto. Mais reportez-vous plutôt à Camilleri lui-même. Un simple résumé ne saurait rendre compte d'une préparation aussi inventive, aussi subtile et qui semble un vrai régal, comme toutes les aventures du policier de Vigata, mélange étonnant de Pepe Carvalho et de commissaire Maigret (traduit par Catherine Siné et Serge Quadrupani avec l'aide de Maruzza Loria, Fleuve Noir, 406 p., 15 € [98,39 F]).

● **LES SEPT FILS DE SIMENON**, de Ramon Diaz-Eterovic

Non, ce n'est pas une suite des aventures du commissaire Maigret. Simenon est un chat et son maître, Heredia, un privé chilien inconsolable depuis que sa Grisetta l'a abandonné et dont les affaires ne vont pas très fort. Il se retrouve en plus accusé de meurtre dans une affaire d'attribution de marchés publics. Entre les policiers ripoux, les affairistes sans scrupules et son vague à l'âme, il aurait peu de chances de s'en sortir sans l'aide de quelques amis pittoresques, Anselmo, le jockey devenu marchand de journaux, Madame Zara, voyante extra-lucide, et bien sûr les conseils avisés de son chat (traduit de l'espagnol par Bertille Hausberg, éd. Métailié, 288 p., 17,50 € [114,80 F]).

● **CORBUCCI**, de Patrick Raynal

Il se prend pour un hybride de Cervantès et de Marlowe mais n'a plus que des enquêtes de seconde zone à se mettre sous la dent, d'ailleurs il n'a plus de dents. « *Le seul rôle de carnassier que je pourrais encore tenir c'est celui de couvre-lit.* » Dans le genre du privé pouilleux qui jette un regard désabusé sur la vie, Corbucci est parfait. Fauché, alcoolique, les illusions en berne... Et pourtant il tourne et ne se contente plus du marigot nicoté. On retrouve même cet étonnant voyageur à Colmar, L.A., Bamako et Sarajevo, traînant son indéfectible mélancolie jusqu'au bout du monde. Six nouvelles par le directeur de la Série Noire, dont deux ont été publiées dans *Le Monde* (Albin Michel, 200 p., 12,04 € [79 F]).

● **ENIGMATIKA**. 2001. N° 1

Le roman policier historique connaît une telle vogue que le dossier que lui a consacré *Enigmatika* en 2000 nécessitait déjà quelques compléments et mises à jour. C'est désormais chose faite avec en prime des articles stimulants sur Dona Leon et Peter Robinson (50 F plus 16 F de frais d'envoi, à l'adresse de notre distingué collègue : Jacques Baudou, 4, rue de l'Anvenir, 51370 Les Mesneux).

Exposition/Publication  
**Jost Haller**  
Musée d'Unterlinden - Colmar  
15 sept. - 16 déc. 2001  
224 p., 33,54€, 220 F.

## ÉCRIVAINS

Les Editions France Europe  
publient de nouveaux auteurs

Diffusion nationale en librairie

Envois de manuscrits :  
Editions France Europe  
9 rue Boyer - 06300 Nice  
Tél : 04 93 26 90 93

Chaque samedi avec

**Le Monde**  
DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

**LE MONDE**  
TELEVISION

# La clé des champs d'Edwy Plenel

Au fil d'un livre de mémoire buissonnière, le directeur des rédactions du « Monde » raconte son itinéraire, l'évolution de son engagement politique, son « trotskysme culturel », sa morale

## SECRETS DE JEUNESSE

d'Edwy Plenel.  
Stock, 244 p., 15,55 € (102 F).

Il y a deux ans, Edwy Plenel publiait à chaud *L'Épreuve*, qui, partant de la guerre du Kosovo et de certaines dérives dans la manière d'en rendre compte chez nous, se présentait comme « une réflexion sur l'événement (...), la France et l'Europe, les bourreaux et les victimes, l'inquiétude et l'espérance ». Un livre « sur ces temps actuels qui nous mettent à l'épreuve et qui font preuve ». J'eus la surprise, plutôt gênée, de découvrir que ce livre m'était dédié. Je crus trouver pourquoi à la page 19, où l'auteur établit une amusante filiation de Charles Péguy à mon humble personne. Il est vrai

François Maspéro

que, me souvenant de l'éditeur des *Cahiers de la quinzaine*, j'ai publié dans ma boutique, en des temps préhistoriques, une collection « Cahiers libres ». Était-ce suffisant pour m'assembler, comme disait le cher Alphonse Allais, des compliments à écraser un troupeau d'hippopotames ? Le rapprochement me semblait un peu du même tabac que le pavé que l'ours, croyant bien faire, fit choir sur la tête de son ami. Cela dit, pourquoi faire fi de la reconnaissance d'un lecteur qui n'a pas honte d'afficher que *Les Damnés de la terre* de Frantz Fanon, parus dans lesdits « Cahiers libres », lui ont jadis

ouvert durablement l'esprit, et cela en ces temps vertueux où l'ultime utopie consiste à tonner contre (eût dit Flaubert) les utopies ?

Ce n'était déjà plus qu'un souvenir, anecdotique et sympathique, quand, patatras ! la rédaction du « Monde des livres » m'a fait savoir qu'elle m'avait choisi, entre tant, pour rendre compte du nouveau livre d'Edwy Plenel. En commençant ces lignes, je me répétais : « Il ne fallait pas accepter. Je n'aime pas les ascenseurs. Nous vivons décidément un temps de chien », titre d'un autre livre du même auteur. Je ne croyais pas d'ailleurs si bien dire. Temps de chien : tombant là-dessus, les événements actuels, autrement graves, ne pouvaient que me rendre assez indifférent à l'histoire qui sert de point de départ à *Secrets de jeunesse* : celle d'un premier ministre qui ne voulait pas « avouer » qu'il avait fait longtemps partie d'une organisation trotskyste. Qu'il avait été, en somme, dans le Parti socialiste et la vie politique en général, ce que la droite s'est empressée d'appeler la « taupe » d'une Organisation communiste internationaliste ou OCI, aujourd'hui Parti des travailleurs, dirigé par un certain Lambert. Une taupe dressée, de plus, comme un vulgaire éléphant par un honorable correspondant occulte baptisé « comac ».

Ours, hippopotame, chien, taupe et éléphant, trêve de zoologie. Si je m'exprime ici sur le livre d'Edwy Plenel, c'est parce que je lui trouve une qualité qui me l'aurait fait accepter

d'enthousiasme dans les défunts « Cahiers libres ». L'auteur s'expose, et plus qu'il ne l'a jamais fait. Sans protéger ses arrières. Et avec une authentique jubilation.

Soit deux hommes de pouvoir. L'un ressortit au premier pouvoir, l'exécutif. L'autre au quatrième, la presse. On dira qu'ils n'ont rien de comparable, mais enfin, même exercés à des niveaux différents, même à poids inégal, pouvoir ou contre-pouvoir, ce sont toujours des formes de pouvoir. Qui impliquent l'un et l'autre transparence et vérité. Or que fait l'un ? Acculé à rendre compte d'un passé d'abord nié, il finit par lâcher une formule – « *Je ne suis pas d'une culture de la confession* » – qui en appelle à la religion, ce qui est plutôt malvenu pour un dirigeant socialiste et laïc. Et que fait l'autre ? Il proclame à toutes les pages que, oui, il a été trotskyste, et qu'il va nous expliquer combien ce passage fut une formidable école.

Eh bien oui, c'était formidable. Et si j'ai été heureux de lire Edwy Plenel, c'est parce que, de ce qu'a été cet engagement, le livre tout – le meilleur et le pire. « *Nous étions éminemment disponibles, ouverts aux vents du grand large...* » « *Nous vivions des temps de révolutions, de combat, d'urgence. Des temps où l'absentéisme, l'immobilisme, l'attentisme, la finasserie n'étaient pas de mise.* »

C'est une évocation singulièrement vivante de ce que fut, depuis soixante-dix ans, le mouvement trotskyste. D'hommes qui l'animèrent, se dévouèrent, résistèrent, moururent pour lui. Une analyse de

cadre, et la Ligue communiste révolutionnaire, où milita le directeur de la rédaction du *Monde*. Chacune se réclamant d'un Trotsky finalement différent : la première plus fascinée par le révolutionnaire triomphant rallié aux bolcheviques – l'homme de Cronstadt : pas de salut en dehors du Parti –, ressasant l'histoire des soviets comme certains le Talmud ; l'autre plus sensible aux inquiétudes, aux interrogations, à la réflexion du révolution-

naire banni, ami d'André Breton et un (bref) temps de Malraux, hantée par l'imminence de la guerre mondiale. L'une tournée vers le passé, centrée sur « l'orga », l'autre ouver-

Dans les années qui suivirent mai 68, je m'entendais rétorquer cette phrase cinglante : « La morale, on n'en a rien à foutre. » Il fallait être politique, totalement politique et seulement politique. Tout se mesurait à l'aune du politiquement correct. Tout devait toujours coïncider avec les textes sacrés, Lénine, Trotsky, Rosa Luxembourg, ou, dernier avatar, Wilhelm Reich. De son passé trotskyste, Edwy Plenel tire la leçon contraire : la morale, on en a diablement à foutre. La morale, et aussi le poids de l'invention personnelle dans la grande aventure collective. Ce livre qui s'ouvre sur Rimbaud et Gauguin mêle constamment la vie politique à la vie tout court. À l'amour, à l'art, aux passions. Ni « aveu », ni « confession », mais pleine revendication. En lisant la page où l'auteur évoque certaine réunion de la Ligue communiste à Rouen en 1971, je me suis souvenu qu'un jeune militant portant le pseudonyme de Krasny m'y interpella fermement sur le schématisme de mon exposé sur Cuba. Je ne savais pas qu'il était l'auteur, à l'université d'Alger, d'un mémoire sur Spinoza. Je ne savais pas qu'il deviendrait directeur de la rédaction du *Monde*. Mais je sais maintenant que, comme moi, il tient pour une chance d'avoir ce passé-là.

## extra it

« Le trotskysme comme expérience et comme héritage fait à jamais partie de mon identité, non pas comme un programme ou un projet, mais comme un état d'esprit, une veille critique faite de décalages et d'acuité, de défaites et de fidélités. En d'autres termes, je ne persiste ni ne renie, je m'entête simplement à rester ce que m'a fait devenir cette histoire, dans un cheminement à la fois ordinaire et unique, comme toute vie, entre époque et hasard. Si elles ne furent assurément pas idéales, nos jeunesse ne furent pas indignes. Sur tout, elles sont intelligibles, sans grands mystères ni sulfureux secrets, et, dès lors, transmissibles. Si je me risque, ici, à quelques confidences, opposant le plein d'un peu de souvenance au creux d'un long silence, c'est dans l'espoir de sauver du sens, c'est-à-dire de la raison et de la tradition, là ou d'autres s'accommodent de fables et de mythes, de déraison et d'effacement, de déni et d'oubli. (p. 22) »

te au présent du monde. L'une pratiquant l'« entrisme » souterrain, l'autre s'affichant au grand jour. Evocation singulièrement vivante, oui : on y voit défilier, avec leur épaisseur humaine, ceux qui, à un moment de leur vie, ont fait du trotskysme un bouillonnement d'idées et de volontés, parfois contradictoires : tels Victor-Serge, Ignace Reiss, Jean Van Heijenoort, Pierre Naville, Maurice Nadeau, David Rousset, Yvan Craipeau...

cadre, et la Ligue communiste révolutionnaire, où milita le directeur de la rédaction du *Monde*. Chacune se réclamant d'un Trotsky finalement différent : la première plus fascinée par le révolutionnaire triomphant rallié aux bolcheviques – l'homme de Cronstadt : pas de salut en dehors du Parti –, ressasant l'histoire des soviets comme certains le Talmud ; l'autre plus sensible aux inquiétudes, aux interrogations, à la réflexion du révolution-

# Marx 2001, la sortie du désert ?

Un état des lieux des différents courants de la pensée marxiste qui met en évidence l'écart d'approche entre Français et Anglo-Saxons

## DICTIONNAIRE MARX CONTEMPORAIN

sous la direction de Jacques Bidet et Eustache Kouvélakis. PUF, « Actuel Marx confrontation », 508 p., 26,67 € (175 F).

Tragédie humaine, désastre économique et glaciation réactionnaire, le stalinisme restera aussi dans l'histoire comme une immense catastrophe pour la pensée marxiste. Plus de dix ans après ses derniers soubresauts, il n'en finit pas de peser sur les consciences, tant l'emprise des partis communistes a secrété une forme particulièrement tenace de médiocrité intellectuelle : « stérilité » théorique, « méthodologisme obsessionnel », langage « ésotérique », tels étaient les traits dominants de la marxologie académique française, repérés jadis par l'Anglo-Irlandais Perry Anderson dans un petit livre lumineux, *Sur le marxisme occidental* (éd. François Maspéro, 1976). En même temps, il y pointait la renaissance d'un matérialisme militant qui, après avoir migré de l'Europe germanique des origines à l'Europe latine de l'après-guerre (France et Italie) était en train de reprendre pied dans les pays anglo-saxons.

Et, de fait, depuis au moins un quart de siècle, c'est bien en Angleterre que l'esprit de Karl Marx semble avoir une nouvelle fois trouvé refuge. C'est du moins ce qui apparaît à la lecture du *Dictionnaire Marx contemporain*, publié ces jours-ci en marge du Congrès Marx International. Car si ce gros volume, qui se présente comme une simple compilation d'articles sans prétention exhaustive ni cohérence interne (« Marxisme et féminisme », « Marx dématérialisé ou l'esprit de Derrida... »), n'a rien d'un dictionnaire, il n'en révèle pas moins le vaste écart séparant les approches de part et d'autre de la Manche, et, au-delà, de l'Atlantique.

Côté français, et à quelques exceptions près, c'est encore et toujours le motif de la « crise » qui domine : pour Jacques Bidet, par exemple, « point de repère plutôt que guide », Karl Marx reste une « référence » utile, mais il doit être complété et rectifié, tant sont grandes ses « lacunes », ses « erreurs », et son « insuffisance métastructurelle ». Autocritique oblige, les vieux termes classiques, affublés ici de guillemets, font l'objet de périphra-

ses prudentes (« Ce qu'il convient d'appeler le "socialisme" », « ce qu'il faut bien appeler une classe dirigeante »), l'expression « classe ouvrière » étant bannie au profit du « peuple », de la « multitude », ou encore de « ceux qui sont en bas »... C'est qu'il est temps de « payer la note de l'échec du siècle », affirme de son côté André Tosel, pour qui nous entrons dans « la période des mille marxismes », garantie d'une recherche libre et plurielle. Pourtant, cet « abandon sans nostalgie des anciennes certitudes » n'implique apparemment aucune rupture franche avec certaines illusions aussi coriaces que grossières : ainsi Rémy Herrera consacre-t-il dix pages enthousiastes aux « choix sociaux fondamentalement éthiques » de la révolution cubaine, sans que l'on comprenne toujours bien ce qui relie la figure de Karl Marx au nationalisme populiste d'un Fidel Castro.

## OPTIMISME

Outre-Manche, cependant, se fait entendre un tout autre son de cloche, à la fois plus optimiste et plus traditionnel, et on fera un sort tout particulier aux contributions d'Alex Callinicos et d'Eustache Kouvélakis, tous deux d'origine grecque et très bons connaisseurs d'un domaine anglo-saxon où la dialectique a largement échappé à sa vitrification stalinienne. Chercheur à l'université de Wolverhampton, Kouvélakis n'hésite pas à affirmer que « la crise du marxisme est déjà derrière nous ». Ce qui a disparu, selon lui, c'est seulement une certaine orthodoxie (celle d'un Althusser par exemple) née « sous le signe de la défaite » ; dès lors, le déclin de cette « vision étroite et théoriciste » du matérialisme rend possible « une nouvelle rencontre du marxisme avec les pratiques de masse ». Constatant lui aussi que le mouvement ouvrier commence « déjà à sortir d'une période de défaites graves », Alex Callinicos, professeur à l'université de York, insiste à son tour sur l'émergence d'une tradition marxiste autochtone, alternative et sans complexe, tant chez les militants britanniques que sur les campus américains. Celle-ci se distinguerait non seulement par le prestige de ses figures intellectuelles (Erich Hobsbawm, G. A. Cohen, Fredric Jameson), mais aussi par « le poids relatif du trotskysme dans la culture de gauche anglo-saxonne », l'influence d'un exilé comme Isaac Deutscher, d'un théoricien comme Ernest Man-

del, ou d'un meneur comme Tony Cliff, ayant été facilitée par la faiblesse du Parti communiste anglais.

Ceci étant, Karl Marx peut-il encore se remettre d'une telle traversée du désert ? Même débarrassée de sa caricature stalinienne, sa pensée peut-elle vraiment « redevenir une force matérielle » dans le cours de l'histoire ? Rien n'est moins sûr. Depuis ses origines, en effet, c'est dans l'unité dynamique de la théorie et de la pratique, au contact des luttes réelles, qu'elle a toujours puisé sa virtuosité critique et sa charge subversive. Or cette unité est rompue : dans une large mesure, le marxisme est aujourd'hui devenu « un idéalisme qui s'est réfugié dans les universités » (Callinicos). Du même coup, nombre de marxologues sont désormais incapables de voir venir l'événement dans ce qu'il a de nécessaire et d'inouï à la fois. La meilleure preuve en serait du reste qu'une somme de cinq cents pages consacrées à l'actualité de Karl Marx n'effleure même pas la question de la guerre moderne. Et comment comprendre que la montée en puissance des intégrismes n'ait pas suscité un questionnement renouvelé sur le thème – ô combien classique – de l'idolâtrie religieuse ? Au moment où paraît cet ouvrage, pourtant, c'est bien un certain islam radical, et non pas le mouvement ouvrier, qui peut se faire passer pour la principale force de résistance au fétichisme marchand sous sa forme mondialisée. Un « Marx contemporain » impuissant à rendre compte ne serait-ce que de cela, ce serait, pour de bon, un Marx comptant pour rien.

Jean Birnbaum

★ Signalons la parution, chez le même éditeur, d'un collectif dirigé par Etienne Balibar et Gérard Raulet, *Marx démocrate* (136 p., 14,94 € [98 F]), ainsi que la dernière livraison de la revue *Actuel Marx* sur les « Rappports sociaux de sexe », avec entre autres, Danièle Kergoat et Judith Butler (256 p., 28,05 € [184 F]). Ainsi que la tenue du 3<sup>e</sup> Congrès Marx International, du 26 au 29 septembre 2001, sur le thème « Le capital et l'humanité ». Après la séance d'ouverture, en Sorbonne, les débats auront lieu à l'université de Nanterre. Organisé en sections (« Ecologie », « Mouvement social... »). Parmi les intervenants : Emmanuel Terray, Daniel Bensaid, Alain Lipietz, Alex Callinicos, Nicolas Werth... (rens. : ww. u-paris10.fr/ActuelMarx; tél. : 01-40-97-59-91).

**Vous faites partie de la bande de salopards qui ont bousillé ma vie. Tout un tas d'écrivains que j'ai admirés sont dans ce cas.**

**ERIC NEUHOFF**  
Un bien fou  
roman

**ALBIN MICHEL**

# POLitique d'auteurs

**D**ans le monde limité de l'édition parisienne, la « case POL » est un passage obligé. Si, pressé, on la néglige, si on ne se penche pas sur tout ce qu'elle contient, on s'interdit de prendre acte d'une part importante de la littérature actuelle en France : celle qui ne craint ni l'audace ni l'avancée en terrain non encore exploré. Celle qui cherche et expérimente, au lieu de plaire à tout prix. Mais avant d'arriver à cette case, il aura fallu rendre hommage aux mânes de Jérôme Lindon, le grand aîné, le modèle, celui qui reste le défenseur conséquent d'une certaine idée traditionnelle de l'édition, d'une exigence de singularité attachée au livre (« Le Monde des livres » du 31 août). Sans son exemple, hors de sa leçon de probité avisée, des éditeurs comme Paul Otchakovsky-Laurens seraient probablement regardés comme des bêtes un peu curieuses, au comportement déraisonnable, bientôt balayés par les lois du marché. Mais il n'est pas exclu qu'on le regarde parfois ainsi et qu'on lui prédise encore un semblable destin...

Car il arrive de plus en plus souvent que la littérature ne coïncide pas tout à fait avec l'édition, et même que les deux mondes s'éloignent dangereusement l'un de l'autre. La taille et le développement des entreprises expliquent, pour une part, ce hiatus ; l'autre part relevant de la banale incompétence, de l'inculture, du manque de curiosité gratuite (c'est-à-dire non chiffrée).

## Patrick Kéchichian

ble), ou encore, ce qui revient au même, de l'urgence économique dont les lois ne permettent guère les distractions d'ordre littéraire. On voit alors, dans les meilleurs des cas, la figure de l'éditeur se doubler : schématiquement, le directeur de collection a autorité sur les livres, mais il est soumis aux stratégies commerciales de celui qui – de plus en plus haut – dirige l'entreprise ou le groupe. Ses choix, il doit les plier, ou du moins les adapter à des enjeux au milieu desquels la littérature elle-même court constamment le risque de ne pas faire le poids. Face à cette réalité et à ce risque, l'idée de résistance vient à l'esprit. Non une résistance passionnelle et irréaliste, mais une défense résolue, obstinée, sourcilieuse, de la littérature comme sujet vivant, instable, toujours en devenir. A ce rôle, Paul Otchakovsky s'est depuis longtemps senti appelé, sans mysticisme incongru, sans excès de voix ou de comportement.

Obstiné donc, il garde dans son allure l'aspect d'un adolescent, comme si l'homme en lui n'avait pas encore vieilli, ou pas de manière uniforme. Près de la place Saint-Michel et du siège des éditions POL, on remarque parfois sa silhouette pressée. Il marche à grandes enjambées un peu sautillantes, tenant relevé, dès les premiers froids, le col de son vêtement, les épaules incurvées et la tête penchée vers l'avant, semblant chercher sur le sol un objet toujours à nouveau perdu. Personne ne songerait alors à le distraire d'une bourrade joviale – une familiarité qui ne serait d'ailleurs pas du tout son genre – tant il a l'air concentré dans cette quête ou préoccupé par quelque souci majeur lié à cette perte.

POL représente donc, sinon une exception, du moins une rareté. Dans la maison qu'il a créée en 1983, après plusieurs étapes qui furent comme des montées en puissance, Paul Otchakovsky est le seul à arrêter les choix, aussi bien éditoriaux que stratégiques. Il est le patron, là aussi dans le sens le plus traditionnel du terme, qui n'exclut ni la courtoisie ni la modestie. Pour être plus précis, disons que la stratégie n'exerce aucune suprématie, ni ne revendique ne serait-ce qu'un

*C'est dans les années 1970 que l'aventure éditoriale de Paul Otchakovsky-Laurens débute, chez Flammarion puis chez Hachette sous le « parrainage » de Georges Perec. En 1983, il prend son envol et devient éditeur – au sens plein du terme – de René Belletto, Charles Juliet, Emmanuel Hocquard, Marie Darrieussecq...*

début d'autonomie à l'égard de l'éditorial, c'est-à-dire de la matière même des choses. Mais, comme le remarque Jean-Paul Hirsch, qui occupe la fonction de directeur commercial – qu'il faut entendre, dans cette petite équipe de moins de sept personnes en un sens peu institutionnel et très élargi – « le principe de réalité n'est pas du tout étranger à Paul ». Simplement, ce principe n'est pas un commandement ; il se plie, se conforme autant qu'il se peut avec un désir dont le bénéfice est toujours, par définition, incertain. Cette matière, c'est la littérature elle-même, à laquelle, à la fin des années 1960, Paul Otchakovsky-Laurens décida de se vouer en son nom propre, d'où ce sigle qui viendra plus tard pour contracter un nom rétif à devenir une marque et qui, comme naturellement, se confond avec son prénom. Ce qui simplifie beaucoup les choses tout en contournant une familiarité dont nous avons déjà dit qu'elle n'était pas dans ses manières.

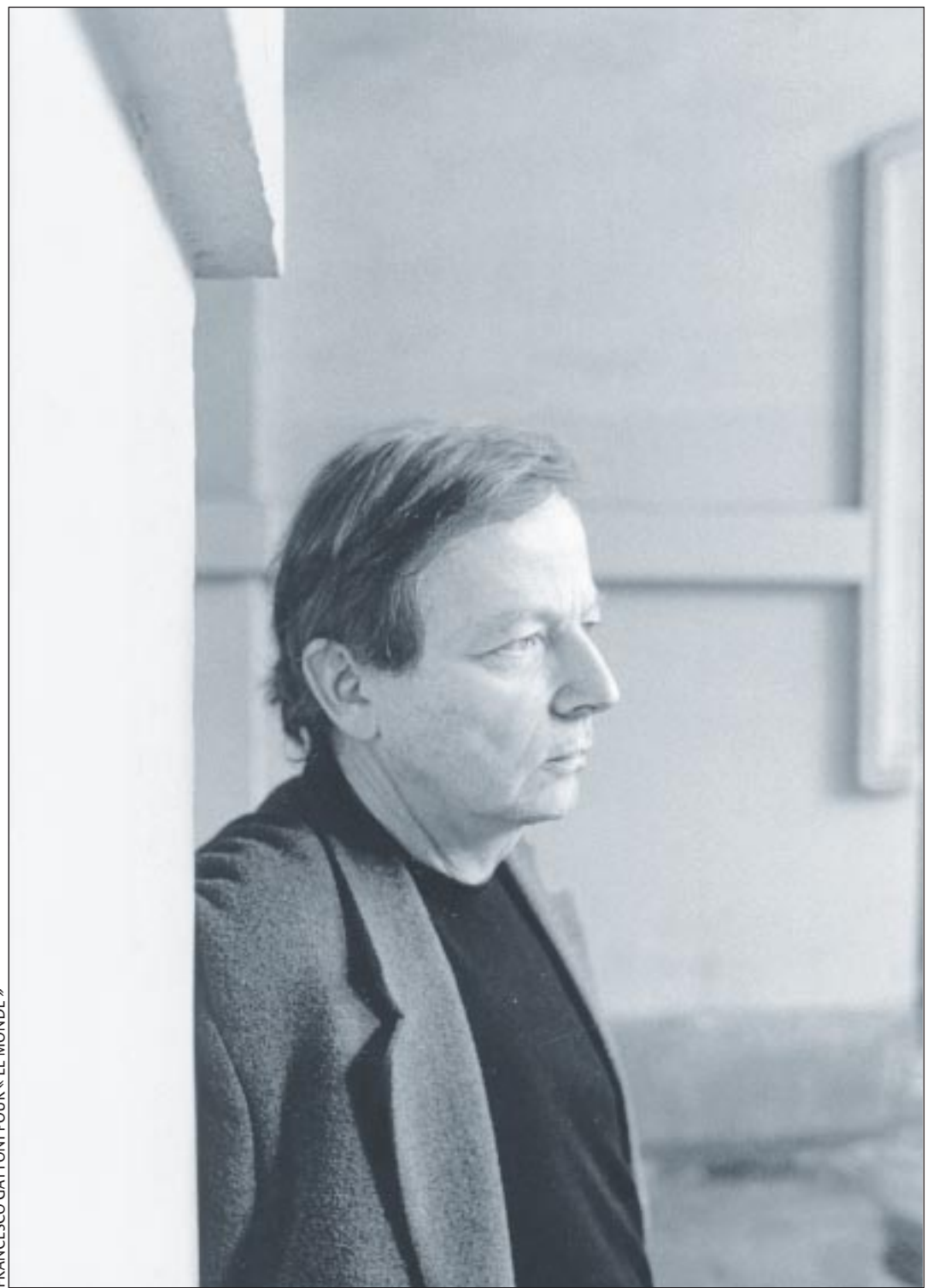
Un jour de 1969, donc, il s'en souvient, le jeune étudiant en droit qu'il était écoute à la télévision Jean Cayrol parler de son métier de directeur littéraire (au Seuil). Cela lui semble immédiatement plus attirant et intéressant que la profession d'avocat à laquelle il se destinait. La même année, joignant l'acte au désir, il entre comme stagiaire chez Christian Bourgois, directeur de Julliard et qui venait de créer sa propre maison. Dans les mois qui suivent, en même temps qu'il assiste au comité de lecture de Julliard, il effectue son service militaire à Paris. « A moins d'être une vedette, on n'entre jamais dans l'édition, mais un jour, on y est », dit-il. Ce jour est donc difficile à déterminer. Est-ce lorsqu'il est engagé chez Flammarion à la fin de 1970 ? Ou plutôt quand il crée, en 1972, dans la maison de la rue Raci-

ne, la collection « Textes », avec un livre de Marc Cholodenko – auteur qui est toujours, trente ans plus tard, au catalogue de POL ? « C'est là que la véritable aventure a commencé ; je bénéficiais des conseils amicaux de Bernard Noël notamment. » Il se lie d'amitié avec Jean Daive, Renaud Camus, René Belletto, Jean Frémon, Roger Laporte – tous demeurent des auteurs auxquels l'attache une fidélité réciproque. Dans cette collection, il rassemblera aussi (et préfèrera), en 1977, les œuvres d'un écrivain mort en 1959 et qu'il place très haut, Jean Reverzy, médecin à Lyon qui avait obtenu le prix Renaudot en 1954, pour son roman *Le Passage* : tant il est vrai que la fidélité ne s'arrête pas aux vivants.

En 1977, Paul Otchakovsky entre chez Hachette et, l'année suivante, il fonde là un département où il bénéficie d'une large autonomie de gestion, sous la marque POL, qui fait alors son apparition. Entre-temps, il avait fait la connaissance de Georges Perec, dont il publie, entre 1978 et 1982, quatre livres, dont *La Vie mode d'emploi* (prix Médicis en 1978). A la suite d'une rencontre chez Marty, avenue des Gobelins, Perec avait dit à sa femme, parlant de Paul Otchakovsky : « Ce type est complètement fou, mais je crois que je vais le suivre. » Encore aujourd'hui, l'éditeur est fier de ce jugement, et aussi, bien sûr, de cette décision. Symbole important, Perec, par lequel il fait la connaissance de deux nouveaux futurs auteurs de sa maison, Robert Bober et Harry Matthews, est à l'origine du signe reproduit sur tous les livres de POL et qui représente une figure du jeu de go suggérant l'éternité : on la trouve à la page 566 de *La Vie mode d'emploi*.

C'était la dernière étape avant le pari de l'indépendance avec la création en 1983 de sa propre maison d'édition. Mais, là encore, le principe de réalité ne fait pas défaut : POL est soutenu d'abord par Flammarion. En 1991, Gallimard – qui est par l'entremise du CDE et de la Sodis, son diffuseur et distributeur-remplace Flammarion dans son capital, à hauteur de 34 %. « Le reste du capital, précise Paul Otchakovsky est détenu par Jean-Jacques Augier, de La Financière de Clichy, par moi-même qui suis président du conseil d'administration et directeur de POL, ainsi que par trois auteurs. »

Lorsque l'on interroge les auteurs de POL, ou l'éditeur lui-même, on cherche à comprendre diverses choses. Forment-ils ensemble, comme il serait confortable de le penser, une famille, un clan, une école ? Paul Otchakovsky a-t-il une idée assez forte, explicite, de la littérature et de la poésie pour fédérer autour de lui un courant, une tendance, une théorie ? Editeur réputé d'avant-garde, amateur de textes difficiles ou d'expressions novatrices, détermine-t-il ses critères de choix en fonction d'un horizon qu'il aurait préalablement dessiné ? Mais avant de poser ces questions aux intéressés, et à POL en personne, on peut se faire soi-même une idée, et se rendre à une évidence qui ne simplifie



FRANCESCO GATTONI POUR « LE MONDE »

guère les choses. Non, entre Emmanuel Hocquard, Olivier Cadot, Christian Prigent et Jacques Jouet, Charles Juliet ou Bernard Noël, entre Marie Darrieussecq, Hubert Lucot, Martin Winckler, Emmanuel Carrère et Camille Laurens, entre Serge Daney et Jean-Louis Schefer, il serait plus vraiment hasardeux de tracer des lignes de convergence. Une chose simplement est certaine, vérifiable, pour qui accompagne depuis des années, en tant que lecteur, la production de POL, une chose discrète, solide, minimale et cependant suffisante : un certain degré de conscience de la littérature, de ses formes et de ses possibles, de ses perspectives et des engagements qu'elle appelle ou exige, est à chaque fois présent, visible, attesté. Après cela, le jugement reste évidemment libre, qui peut ne pas recouper celui de l'éditeur. Mais aucune passion n'est infaillible ; simplement, on ne peut en juger sur la foi de la seule courbe des ventes.

« Quand on publie un auteur, on publie tout ce qu'il écrit, et si un écrivain a plusieurs registres, le rôle de l'éditeur est de les accueillir tous. Je ne suis pas là pour orienter son travail », affirme-t-il. Ainsi, la poésie n'est nullement un secteur marginal dans la production de POL – ce qui est le cas chez tous les éditeurs français de quelque importance qui en publient – mais le fruit évident d'un réel engagement : « Je pense que la poésie est au centre de la littérature, son cœur, ou si l'on préfère quelque chose de

moins sentimental, son noyau... Si la poésie disparaît faute de lieu où paraître, la littérature disparaîtra. Editer de la poésie contemporaine, qui se lit peu et se vend mal, pose bien sûr des problèmes de fabrication, de diffusion et d'images (on dit : c'est un éditeur de poésie), c'est aussi, paradoxalement, s'assurer de continuer à publier ce qu'il y a de plus vivant dans la littérature contemporaine. » Discours rare, précieux, on en conviendra, dans l'édition !

« Je n'ai pas de théorie, mais je m'efforce d'avoir une pratique et d'y laisser venir le hasard », synthétise Paul Otchakovsky. Sa pratique est celle du métier de l'éditeur pris dans un sens particulier, personnalisé à l'extrême. On peut même penser que tout son itinéraire professionnel avait pour but d'en arriver là, peut-être par orgueil, plus probablement par désir. C'est ainsi que le décrivent ceux qui le voient travailler. Pas de lassitude, aucune fatigue, mais une perpétuelle avidité devant cette matière première dont la simple évocation fait bâiller bien des professionnels : les manuscrits, surtout ceux qui arrivent sans se faire annoncer, par la poste, ou des mains-mêmes des auteurs... Pas de directeur de collection donc, pas de comité de lecture : le « régime d'assemblée », comme il dit, ne sied pas à la littérature, qui est un commerce à chaque fois singulier, indiscutable. « Cette activité élargit mes goûts. Je ne peux envisager une seule seconde de publier un livre qui ne m'intéresse pas. C'est le fondement de la maison : je ne publie que ce qui me plaît. » Avec environ 500 titres à son catalogue – à raison d'une moyenne actuelle de 45 par an – le goût de l'éditeur est suffisamment accueillant.

En fait, tout est affaire d'amitié et de fidélité sur le long terme. C'est à ce niveau que s'est créé, autour de POL, un espace avéré de sociabilité, de respect réciproque. L'amitié y est implicitement défendue comme indéfectible, sans reprise ou correction mondaine et sociale. Seul ce qui est vécu comme une trahison conduit hors de cet espace. Lors de ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire Renaud Camus », au cours du printemps 2000, Paul Otchakovsky, qui avait refusé de publier le volume du *Journal de l'écrivain* pour l'année 1994 (*La Campagne de France*, paru, retiré, enfin repris, amputé des passages à tonalité antisémite, chez Fayard), eut à tenir une position difficile. La trahison dont nous parlions pouvait, en plusieurs sens du terme, devenir une manière de

se tirer de ce mauvais pas. Il préféra tenter d'expliquer, de s'expliquer aussi à lui-même les différents chapitres de cette « affaire » : « Mon problème, c'est que je connais Renaud Camus depuis trente ans. Etant donné sa démarche, il est logique qu'il aille où il est interdit d'aller et de dénoncer les « cela va de soi ». J'ai été frappé par la violence et la méchanceté des attaques qu'il a subies et par l'insistance avec laquelle certains écrivains moyens le jugeaient médiocre. »

Le mot « respect » est celui qui revient le plus souvent dans la bouche des écrivains que nous avons pu interroger. Charles Juliet souligne sa « facilité de contact », son « ouverture » ; Nicolas Fargues insiste sur « son rapport quasi exclusif » avec les livres, et donc les écrivains. « Il a le don d'installer avec chaque auteur une relation singulière, de lui faire penser qu'il est tout à lui, qu'il n'aime que lui », pense Marie Darrieussecq. René Belletto va plus loin, parlant de « pureté », de « vaillance », et même de « sainteté » : « Honnêtement, je ne connais personne comme lui ; il a pu y avoir des tensions... mais tout cela baigne dans quelque chose qui est l'atmosphère POL. » Pour Camille Laurens, « il n'y a ni compromis ni compromission... oui, on peut parler d'idéal ». Dominique Fourcade, quant à lui, évoque une « passion dévorante pour la littérature et l'écriture que je n'ai jamais rencontrée ailleurs ». René Belletto citait Don Quichotte ; Fourcade, lui, parle de « passion blanche, dostoïevskienne ».

En fait, c'est cette « politique d'auteurs », dans le sens le plus noble du terme, qui est à la base du travail et de la vocation de Paul Otchakovsky. Elle est à la fois, et solidairement, le capital et le bénéfice, non seulement de son entreprise, mais probablement de sa personne et de son désir d'éditeur, ou tout simplement de lecteur. Comme le note Marie Darrieussecq, un point est fondamental : Paul Otchakovsky aime les écrivains – séparément, « très jalousement » (c'est Camille Laurens qui souligne) – pour ce qu'ils sont. C'est en tant qu'interlocuteur, qu'autre qu'il entretient commerce avec eux. Dès lors, on comprend cette reconnaissance qui lui est acquise, sincère autant qu'on puisse en juger, unanime en tout cas. Et comme dans toutes les familles, comme dans tous les corps, c'est lorsque chacun des membres est à sa place, sans empiéter sur celle de l'autre, que l'harmonie s'établit.

## propos

### Paul Otchakovsky-Laurens pourquoi, comment et qui publiez-vous ?

« Il y a quelques années, en référence à ce que disait Jean Paulhan, et pour tenter maladroitement de m'en distinguer un peu, je disais que je ne publierais pas les livres que j'aurais aimé avoir dans ma bibliothèque, mais ceux que j'aurais aimé avoir écrits. C'était, sans doute, une facilité et, en même temps, cela montre à quel point je ne suis pas écrivain puisque aucun écrivain ne pourrait écrire tous les livres que j'aime et publie – je ne parle pas, évidemment, du nombre (encore que le nombre, après trente années d'activité, devienne difficilement accessible). Et à quel point l'écriture et les écrivains me remuent. En fait, dès que dans un texte il y a écriture, dès que se met en place cette sonorité, jamais la même, qui annonce l'écriture et l'accompagne – je n'aime pas l'expression « petite musique », trop minimaliste et chichiteuse –, en fait, dès qu'une forme se dessine, et qu'en même temps quelque chose se passe hors et à côté du sens courant, du sens commun – disons, un peu vite, par opposition à la communication ou à l'information et tout contre l'indicible – dès qu'une forme donne

forme à de l'inconnu en moi, je commence à me poser la question de la publication.

» Cette maison d'édition est ma maison, je m'y suis investi au-delà du raisonnable. A cause de ça, parce que les fondations n'en sont pas raisonnables, elle est et restera fragile : ainsi, je ne décide jamais de publier parce que je pense que « ça va marcher », ou non (bien sûr quand « ça marche », je ne boude pas mon plaisir). Je publie parce qu'un texte a touché en moi quelque chose qui n'avait pas encore été touché, ou pas suffisamment. Et je ne puis être touché, troublé, déstabilisé que dans la certitude des formes, et leur plénitude, mais aussi bien, de livre en livre, dans leur diversité et leur confrontation. Et parce qu'il n'y a pas de vraie forme sans contenu, c'est un jeu très vif, souvent très violent, au cœur duquel je tiens à être. Je suis vivant : comme tout un chacun je suis complexe, contradictoire, pris entre des forces antagonistes. Et je ne veux surtout pas que ça cesse. Je suis vivant, je tiens à le rester : j'ai trouvé ce moyen-là, assez loin en effet des apparences de la cohérence, pour comprendre et continuer. »

Propos recueillis par Patrick Kéchichian

# Heidegger, « philosophe français »

## HEIDEGGER EN FRANCE

### (I) Le Récit

### (II) Entretiens

de Dominique Janicaud.  
Albin Michel, 596 p. et 292 p.,  
27,44 € et 21,34 €  
(180 F et 140 F).

Par sa durée, plus d'un demi-siècle, comme par son ampleur, dépassant de loin les cercles universitaires, la fascination exercée par Heidegger en France n'a rien de comparable dans aucun pays. Aussi ne laisse-t-elle pas d'intriguer, aux Etats-Unis comme en Allemagne. Comment expliquer en effet qu'une philosophie austère entre toutes, émanant de surcroît d'un homme dont les compromissions avec le nazisme furent connues dès la Libération, pût occuper, trois générations durant, une position aussi privilégiée sur notre scène intellectuelle ? C'est à cerner les raisons d'un tel accueil que s'attache Dominique Janicaud dans cette première histoire de la réception de Heidegger en France, « insolite, cryptée comme un roman policier, parfois dramatique ». Pour s'y lancer, l'auteur, un héritier hérétique de Heidegger à qui l'on doit, entre autres, un essai sur *Le Tourment théologique de la phénoménologie française* (1991), était plutôt bien placé.

Cette fresque a d'abord le mérite de réinscrire le « phénomène Heidegger » dans la durée. L'auteur revient ainsi sur les premières phases, quelque peu oubliées, d'une réception qui remonte à l'avant-guerre. *Etre et Temps* paraît en 1927, suivi, en 1933-1934, de la ferme adhésion du penseur au nazisme. Or, loin de rallier des admirateurs au sein de l'extrême droite, c'est parmi les grands intellectuels libéraux ou de gauche, juifs pour la plupart, que Heidegger trouve ses principaux relais. Ils se nomment Georges Gurwitsch – qui lui consacre un séminaire en Sorbonne dès la fin des années 1920 –, mais aussi Emmanuel Levinas, Jean Wahl, Alexandre Koyré, Raymond Aron ou Henri Corbin.

Dominique Janicaud  
a tenté de cerner les  
raisons de la réception  
incomparable du maître  
de Fribourg en France,  
des années 1930  
à nos jours

Second paradoxe : l'immense vogue que connaît le philosophe allemand dans l'immédiat après-guerre, alors « porté au pinacle du snobisme de l'intelligentsia parisienne » sans qu'on lui tienne rigueur de son appartenance au camp des vaincus. A cet égard, l'auteur revient en détail sur le rôle central de Sartre qui, via *L'Etre et le Néant*, où Heidegger n'apparaît pas moins de soixante-quatorze fois, va contribuer de façon décisive à la pénétration de sa pensée en France. L'heure est à la ruée chez le maître de Fribourg, d'où de cocasses scènes de visites devant un Heidegger passablement stupéfait, lui qui subit alors une procédure de dénazification.

Un voisin croit même qu'on vient l'arrêter !  
Foissonnement d'articles, de traductions, de conférences : les signes de la célébrité se multiplient tout au long des années 1950. La figure de Heidegger demeure toutefois très liée aux thèmes chers à l'existentialisme. Viendront ensuite l'humanisme, la métaphysique, la technique. Mais là réside justement l'un des principaux intérêts de cette enquête : montrer combien les rôles du Heidegger français vont se diversifier au fil d'une « dramaturgie à la fois intellectuelle, passionnelle et souvent politique ». Avec ses hauts et ses bas : un net recul de son influence, au profit du marxisme ou du structuralisme, aurait par exemple marqué les années 1960, à l'inverse ici de la thèse soutenue par Luc Ferry et Alain Renault, pour qui le style de « la pensée 68 » aurait été de part en part heideggérien.

De fait, les résistances ne tarderont pas à s'annoncer, dont l'une des plus célèbres reste la vive protestation de Jankélévitch lors des Rencontres de Cerisy organisées en 1955 autour de Heidegger pour sa première venue en France. D'où l'autre surprise d'un récit qui nuance l'image d'une fascination toute linéaire pour une pensée elle-même monolithique. Même si, l'auteur l'admet, cette « soumission » idolâtre – et, ajoutera-t-on, parfois grotesque – perdurera chez un petit noyau de disciples rassemblés derrière Jean Beaufret, grand « ambassadeur » du maître en France. Un ambassadeur envers lequel, soit dit en passant, on s'étonne que Dominique Janicaud se montre si indulgent, au point de reléguer en note l'affaire de sa lettre de soutien au négationniste Robert Faurisson.

### RETOURS DE LA POLITIQUE

On ne saurait pour autant reprocher à cet essai de sous-traiter la question des correspondances entre l'œuvre de Heidegger et son engagement. On en redécouvre même la longue histoire grâce à une restitution précise des « vagues successives » de réflexions critiques qui n'ont cessé d'accompagner la réception du penseur. L'auteur rappelle que l'explication par la psychologie et l'opportunisme, bien représentée par Sartre expédiant le problème en 1944 par son fameux « *Heidegger n'a pas de caractère, voilà la vérité* », fit long feu. De la part des heideggériens les plus infidèles – ou les plus créateurs –, s'imposera très tôt l'évidence qu'il n'y a pas la pensée de « l'être » d'un côté, et la « faute » de 1933 de l'autre. Dès 1946-1948, pour Eric Weil et Karl Löwith, qui a connu Heidegger de très près, l'enjeu majeur résidera, en toute rigueur, dans la complexité des liens à penser – liens profonds et non accidentels – entre la part philosophique et la part politique de son cheminement. Nouveau rebondissement de taille en 1961 : Jean-Pierre Faye, qui découvre à Fribourg une série de documents inédits de la période noire, entame à son tour une fine médita-

tion sur les affinités entre le langage heideggérien et l'idéologie des nationaux conservateurs. De nombreux autres jalons suivront, qu'il s'agisse, comme Pierre Bourdieu en 1975, d'élargir l'horizon interprétatif à

d'une « gauche heideggérienne » dans les années 1970-1980, exhumant certains avatars du Heidegger gauchiste, tel Gérard Granel proclamant en 1982 la valeur de ce grand texte qu'aurait été le « Discours du

une réflexion sur la complicité entre la rationalité technique et les catastrophes du siècle.

Impossible de restituer ici les innombrables méandres d'une réception également abordée à travers ses drames humains et ses luttes de clans, comme le duel sanglant qui vit s'opposer, en 1985-1986, deux traductions rivales d'*Etre et Temps*. Sans oublier, en coulisse, la figure même d'un Heidegger fin tacticien qui disparaît le 26 mai 1976. Qu'en ressort-il au fond ? Protéiforme, ce Heidegger français apparaît aussi, dans une large mesure, comme un « Heidegger critique ». Aussi est-ce dans cette filiation problématique et tendue à l'extrême que, pour Dominique Janicaud, semble s'être le mieux opéré ce qu'il nomme son « étonnant pouvoir catalyseur ».

Voilà en tout cas un récit qui est loin d'être clos, puisque plus de... 30 volumes attendent leur publication en langue française ! 30 volumes, mais « l'espoir d'un mot à venir ». Un espoir inscrit en 1967 par le poète juif Paul Celan dans le livre d'hôte de la hutte de Todtnauberg, à l'issue de sa rencontre avec Martin Heidegger. Le mot ne viendra pas.

Alexandra Laignel-Lavastine

★ Le second volume réunit 18 témoignages, dont ceux de Kostas Axelos, Walter Biemel, Jean-François Courtine, Jacques Derrida, Jean-Luc Marion, Edgar Morin, Roger Munier.



### Souvenirs

Evoquant les séminaires du Thor, en Provence, qui se sont tenus en 1966, 1968 et 1969 à l'invitation de René Char, le poète Michel Deguy se souvient : « J'ai trouvé ça réfrigérant ! Un côté cérémonieux... Comme tout était en allemand, peut-être que cela a joué. Les traductions étaient très lentes ; le Kindergarten [jardin d'enfants] de Heidegger très pénible. Il y avait même des professeurs allemands, et Heidegger demande : "Quelle est l'étymologie de Kunst [art] ?" Personne ne répond et le Maître dit : "Mais c'est können [pouvoir]." C'était du même intérêt que si des étudiants de quinze ans avaient l'honneur d'assister au dernier cours de Hegel : on était contents de toute façon. » (*Entretiens*, II, p. 81.)

l'étude du contexte socio-politique où s'est élaborée « l'ontologie politique » du penseur, ou, dans une veine plus philosophique, d'en cerner les défaillances internes – en particulier sur le plan éthique et quant au caractère intolérable de son silence sur la Shoah – avec Jacques Derrida, Emmanuel Levinas, ou encore Georges Steiner et Philippe Lacoue-Labarthe en 1981.

Qu'en a-t-il été des usages politiques de Heidegger ? Ce fil-là n'est sans doute pas le mieux maîtrisé. L'auteur relève certes la montée

du « libéral-fasciste »... Presque rien, en revanche, sur le recours à Heidegger au sein de la gauche antitotalitaire, des « nouveaux philosophes », au premier rang desquels André Glucksmann, à l'intérêt renouvelé pour la dissidence. Il aurait pourtant été intéressant d'explorer la façon dont le maître – certes un rien corrigé par Hannah Arendt et par la figure démocrate du phénoménologue et opposant tchèque Jan Patočka – servit alors à nourrir, comme chez Alain Finkielkraut,

## « Le temps est venu d'une confrontation »

Entretien avec le philosophe et germaniste Marc de Launay

Marc de Launay, chargé de recherche au CNRS (Archives Husserl de Paris), est germaniste et responsable de l'édition de Nietzsche dans la « Bibliothèque de la Pléiade ». Ce philosophe a suivi de près l'évolution des attitudes envers l'œuvre de Heidegger au cours des vingt dernières années. Comme il n'est ni un disciple fervent du maître de Fribourg ni un adversaire acharné de son œuvre, nous lui avons demandé d'indiquer quelques éléments pour faire un point sur l'approche de Heidegger aujourd'hui.

« Quatorze ans après la publication du livre de Victor Farias *Heidegger et le nazisme* (Verdier) et les débats auxquels il a donné lieu, des conséquences sont-elles perceptibles sur la manière dont on lit Heidegger aujourd'hui ?

– Il convient d'abord de souligner que le livre de Farias ne contenait finalement que peu de révélations. La plupart des éléments étaient déjà connus soit depuis le numéro des *Temps modernes* de 1946 et l'enquête des Alliés sur Heidegger, soit depuis 1968 et la publication du travail de Jean-Michel Palmier à l'Herne sur les *Ecrits politiques* de Heidegger. Si le livre de Victor Farias a provoqué malgré tout un choc considérable, ce fut en raison de la piété qui avait fini par entourer une figure devenue, pour bon nombre de philosophes français, le symbole du dernier recours critique contre la modernité.

Les conséquences de la crise ouverte par le livre de Farias ont été de trois ordres. La plus domageable, à mes yeux, est qu'un certain nombre d'étudiants se sont désormais crus dispensés de lire Heidegger. Une deuxième conséquence a été de stimuler la reprise du travail des historiens, qui ont confirmé ou corrigé et nuancé les affirmations de Farias, notamment Hugo Ott. Enfin, et surtout, un véritable chantier de critique philosophique de l'œuvre de Heidegger s'est engagé. Je pense en particulier

aux travaux de Didier Frank et de Michel Haar.

– Existe-t-il, à votre avis, des liens profonds entre la pensée même de Heidegger et l'idéologie du nazisme ?

– A mon avis, on ne peut pas affirmer l'existence d'une affinité entre la pensée heideggérienne et la base principielle du nazisme. Heidegger n'était ni raciste ni antisémite. Je n'ignore pas que l'on trouve dans le volume XVI de ses *Œuvres*, paru en allemand l'année dernière, des textes de la période où il fut recteur de l'université de Fribourg, en particulier deux lettres, où il paraît emprunter un vocabulaire antisémite (1). Toutefois, dès qu'on se donne la peine de les lire, on s'aperçoit que Heidegger a d'autres motivations que l'antisémitisme. Il faut d'ailleurs se souvenir qu'il n'a jamais mis ses enfants aux *Hitlerjungen*, qu'il a refusé de plaquer dans son université l'affiche de SA réclamant l'expulsion des juifs. Il ne s'agit évidemment pas d'actes de résistance, mais ces gestes indiquent une distance, particulièrement significative à une époque où ceux qui étaient antisémites le manifestaient publiquement avec la plus grande virulence.

Il n'en reste pas moins que Heidegger a cru que Hitler incarnait une révolution capable de tracer une voie nouvelle, spécifiquement allemande, entre la démocratie à l'anglo-saxonne et le communisme bolchevique. Il a cru que le nazisme allait pouvoir sortir l'Allemagne de l'humiliation de la défaite et rendre leur fierté à la pensée et à la langue allemandes. Evidemment, la déception n'a pas tardé.

De toute manière, les points d'incompatibilité sont nets entre le fond de sa pensée et le mouvement nazi. Le peuple que Heidegger exalte n'a pas dans son esprit de base matérielle. Sa doctrine n'a rien de biologique. En outre, sa critique de la technique entre en conflit avec le développement du nazisme effectif. Reste que son espoir d'une révolution a été bien réel, alors

que sa pensée de l'histoire de l'être et de ses retraits successifs devrait s'opposer à l'idée volontariste de révolution.

– Comment expliquez-vous qu'il se soit tu après la guerre ?

– Je crois qu'il n'a pas su comment intervenir, pas même quand Bultmann le lui a demandé. Il faut rappeler toutefois qu'il existe des signes de son désarroi qu'on a peut-être trop peu remarqués. Ainsi a-t-il écrit à Jaspers, le 8 avril 1950 : « Les faits que je rapporte là ne peuvent disculper de rien ; ils ne peuvent que faire voir combien, d'année en année, à mesure que le malaisant se découvrait, croissait aussi la honte d'y avoir un jour contribué directement ou indirectement. »

– En résumé, votre conviction est que nous sommes arrivés au moment d'une véritable confrontation avec cette pensée ?

– Effectivement, aujourd'hui, la dévotion n'est plus une attitude tenable. Je suis convaincu que le temps est venu d'une confrontation philosophique avec Heidegger. Elle me semble finalement plus importante que la critique de ses compromissions politiques, et aussi plus difficile. Elle exige en effet que l'on réinterprète ses lectures de Platon ou d'Aristote, ou que l'on retravaille la question du temps de l'histoire (2). C'est seulement ainsi que l'on parviendra à penser à partir de Heidegger pour aller au-delà de lui. »

Propos recueillis par Roger-Pol Droit

(1) « Le Monde des livres » du 15 juin.  
(2) Signalons la parution du cours donné par Heidegger à Marbourg durant l'année 1924-1925 qui propose une analyse du *Sophiste* de Platon ; la première partie de ce cours porte plus précisément sur le livre VI de *L'Éthique à Nicomaque* d'Aristote (Platon : *Le Sophiste*, publié et traduit de l'allemand sous la responsabilité de Jean-François Courtine et Pascal David, Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 662 p., 39 € [255,82 F]).

Ça vous attend un matin.  
Si vous avez encore votre mère,  
vous pouvez essayer  
de l'appeler.  
Si vous ne l'avez plus,  
aussi, appelez.

RAPHAËLE  
BILLETDOUX  
De l'air  
roman

ALBIN MICHEL

L'ÉDITION  
FRANÇAISE

● **Les irritations des éditeurs scolaires.** Les éditeurs scolaires ont fait part de leurs préoccupations, lors de leur conférence de presse de rentrée, jeudi 13 septembre. Ils ont critiqué les « dérèglements inquiétants » du ministère de l'éducation nationale dans la conception et la parution des nouveaux programmes scolaires et l'ont rendu responsable des retards de publication des nouveaux manuels scolaires. Ils ont déploré qu'un manuel sur cinq était encore en français. Enfin, le Syndicat national de l'édition a lancé une enquête sur les conséquences de la gratuité du livre scolaire, qui s'étend dans les lycées. Les éditeurs estiment qu'elle ne doit pas entraver le renouvellement des manuels et pénaliser les libraires qui voient de nombreux marchés leur échapper au bénéfice de grossistes.

● **Bernard Foulon quitte Hatier.** Bernard Foulon, PDG d'Hatier, vient de quitter ses fonctions. Il est remplacé par Arnaud Nourry, qui était précédemment directeur général adjoint. Bernard Foulon travaillait depuis trente-quatre ans dans la société créée par son arrière-grand-père, Alexandre Hatier. L'entreprise a été rachetée par Hachette en 1996 pour environ 600 millions de francs. M. Foulon n'a pas souhaité occuper un poste plus général au sein du groupe, et a quitté Hachette-Livre. Son départ intervient quelques mois après celui de Christian Travers, PDG d'Hachette-Education, l'autre branche éducation du groupe Lagardère, qui a été remplacé par Isabelle Jeuge-Maynard.

● **Dominique Maillotte limogé d'Hachette.** Dominique Maillotte, responsable des activités industrielles et services d'Hachette, a été démis de ses fonctions par la direction d'Hachette-Livre. Son PDG, Jean-Louis Lisimachio, en assure l'intérim. Des « faits graves » ont été reprochés à M. Maillotte et sont à l'origine de son départ brutal. Nommé en 1998, M. Maillotte avait été responsable du même secteur chez Havas-Interforum.

● **Elisabeth Samama chez Fayard.** Elisabeth Samama, éditrice chez Nil et Robert Laffont, rejoint en novembre les éditions Fayard, comme directrice littéraire où elle travaillera plus particulièrement sur la littérature française aux côtés de Claude Durand, PDG de cette filiale d'Hachette, qui a accentué sa production romanesque ces dernières années.

● **Les pays arabes à l'honneur à Montreuil.** Le Salon du livre de jeunesse de Montreuil (Seine-Saint-Denis) met à l'honneur les pays arabes et leur littérature du 28 novembre au 3 décembre. « Après ce qui vient de se passer aux Etats-Unis, notre choix est plus que jamais valide, car il est importantissime de ne pas en rester aux ignorances, aux méconnaissances et aux a priori qui génèrent les pires fantômes », a déclaré la nouvelle directrice du Salon, Sylvie Vassalo.

**Rectificatif**

● Dans la chronique science-fiction de Jacques Baudou (« Le Monde des livres » du 7 septembre), les références du livre de Brian Aldiss étaient erronées. Le titre exact est : *Supertoys, intelligence artificielle et autres histoires de futur* (éd. Métailié, 220 p., 18 € [118 F]).

**FRANÇOIS VALLEJO****MADAME ANGELOSO**

« Tout l'art de Vallejo, jouant sur les temps, le décalage des regards et variant les styles, est de réussir le portrait de ses personnages en même temps qu'il brosse celui de son héroïne. »

JEAN-CLAUDE RENARD  
Le Magazine littéraire

ÉDITIONS  
Viviane Hamy

## Les étranges noces du livre et de la publicité

La romancière britannique Fay Weldon s'engage par contrat à citer un célèbre joaillier, un opérateur de téléphone insère douze pages de publicité dans le nouveau livre de Luigi Malerba

En Grande-Bretagne et en Italie, deux barrières viennent de s'effondrer qui établissent des frontières entre le livre et la publicité. La romancière britannique Fay Weldon publie un roman, *The Bulgari Connection*, pour lequel elle a signé un contrat avec le joaillier, dans lequel elle s'engage, contre rétribution, à citer la marque une douzaine de fois dans le livre. En Italie, c'est le romancier, Luigi Malerba, qui n'a pas hésité à insérer au milieu d'un recueil de récits de voyage douze pages de publicité pour l'opérateur de téléphone Omnitel/Vodafone.

Le lecteur de *Città e dintorni*, publié par Mondadori dans l'une de ses collections les plus prestigieuses, se promène avec l'auteur, à Rome, en Amérique ou en Grèce. Il vient de parcourir l'Olympe et de visiter les cités des dieux grecs, lorsqu'à la fin du chapitre, le visage de la top model australienne Megan Gale propose « des idées pour changer le monde », avec Omnitel/Vodafone. Idées qui se résument à quelques citations sur papier glacé de Berenson, Tolstoï, Nietzsche et Flaubert, précédées d'un court texte présentant ces pages comme « un hommage aux lecteurs - des gens certaine-

ment curieux et avides de connaissances - de notre ami Luigi Malerba ».

Luigi Malerba, auteur d'une vingtaine de romans, ne redoute pas le mariage entre littérature et publicité. Cet ancien directeur d'une agence publicitaire en a même eu l'idée et l'a proposée à Mondadori afin de réduire le prix de vente du livre. « Città e dintorni coûte 18 000 livres (9,3 euros), sans la publicité l'éditeur aurait été obligé de le vendre à 32 000 livres (16,53 euros) », a-t-il expliqué au *Monde*. « Je n'ai pas du tout l'impression d'avoir transformé le livre en produit de supermarché. La valeur littéraire de mon texte est la même, avec ou sans publicité. Je n'ai pas utilisé la publicité pour spéculer ou gagner plus d'argent, au contraire, même mes droits d'auteur vont baisser, bien que j'espère vendre plus d'exemplaires. Lorsqu'il regarde un film à la télévision, le spectateur ne peut pas échapper aux publicités qui l'entourpent. En revanche, dans un livre, le lecteur peut toujours sauter les pages publicitaires. La qualité du livre n'en pâtit pas. »

Le directeur du secteur livre de Mondadori - qui appartient à l'empire de Silvio Berlusconi -, Massimo Turchetta, veut aussi dédra-

matiser : « Après réflexion, nous avons adopté l'idée de Malerba, mais nous n'y gagnons rien. C'est le lecteur qui y gagne. Le livre a été imprimé en 12 000 exemplaires, sans le sponsor nous aurions fait le même livre, mais plus cher et avec un tirage moins important. Si les résultats sont concluants, nous pourrions en faire d'autres. En tout cas, dans un marché du livre assez peu dynamique comme le nôtre, tout ce qui peut aider à développer les ventes doit être essayé. Bien évidemment sans toucher à l'indépendance des écrivains. » Luigi Malerba veut se distinguer de l'exemple de Fay Weldon : « C'est une compromission du texte avec les valeurs marchandes qui ne concerne pas mon livre. » Il est encore trop tôt pour savoir combien d'exemplaires de Malerba ont été vendus... et combien de téléphones portables.

**PRISE AU JEU**

La romancière britannique, qui a également travaillé dans la publicité, assume et justifie elle aussi son choix. A l'origine, il s'agissait d'une commande du joaillier Bulgari, pour un texte destiné à ses clients. Puis elle s'est prise au jeu pour en faire un roman qui enthousiasme son éditeur Harper-Collins, propriété de Rupert Mur-

doch. Romancière à succès sans être un écrivain commercial, Fay Weldon avait un peu hésité dans un premier temps, pour des raisons d'image, avant de dépasser la demande de son annonceur, en intégrant le joaillier dans l'intrigue, plutôt que de se contenter d'y faire quelques discrètes allusions dans le cours du texte. Le montant du contrat n'est pas connu. Son agent, Giles Gordon, s'est enthousiasmé : « Peu importe que vous soyez payé par un éditeur ou par un bijoutier italien », explique-t-il au *New York Times*, tandis que Jane Friedman, directrice de HarperCollins, estime que « cela [lui] donne beaucoup d'idées : quel meilleur moyen de faire passer un message que d'avoir des livres commandés ». Les bijoux de la romancière ont suscité un large débat et beaucoup de scepticisme, en Angleterre et aux Etats-Unis. L'auteur de *Copies conformes* (Rivages, 1994) est en tout cas prête à recommander : « Peu importe d'où vient l'idée, si le roman correspond à ce que vous voulez écrire. »

Le placement de produits est une stratégie publicitaire très efficace au cinéma. Il est plus rare dans les livres, même si cela a déjà existé, dans la littérature populaire notamment. Cela aurait été le cas pour des SAS de Gérard de Villiers, ou des livres de Paul-Loup Sulitzer. Le patron du Masque, Didier Imbot, se souvient par exemple, d'avoir vu des contrats des années 1960, stipulant qu'un héros d'une série ne devait boire que du Casanis...

Même la publicité dans les livres n'est pas une nouveauté. La quatrième de couverture de la Série Noire a longtemps vanté l'eau de toilette « Balafre pour hommes » ou les cigarettes Bastos. Les revues *Poésie 1* et *Vagabondages* insèrent de la publicité. Mondadori avait également signé un contrat avec Calvin Klein pour des publicités au dos d'une collection de poésie.

La publicité est même plus

ancienne. « A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Michel et Calmann Lévy, explique l'historien de l'édition Jean-Yves Mollier, insèrent des publicités au début et à la fin des livres, pour des machines à coudre Singer, des vêtements. L'idée a été reprise dans les années 1920, par Gallimard notamment. Mais cela est toujours resté marginal et sporadique. »

**DES CAS LIMITÉS**

Directeur des études de la centrale d'achats d'espace publicitaire Carat, Luciano Bosio ne croit pas vraiment à l'extension de la publicité dans les livres. D'un point de vue cynique et économique, il constate que « les livres n'ont pas une audience gigantesque et l'effet des publicités risque d'être limité. De plus on croque en ce moment sous la demande de supports publicitaires ». Pour lui, les publicitaires ne peuvent pas faire n'importe quoi : « Il y a des limites à la communication publicitaire, sinon cela peut générer des effets contraires. Plus on va vers un public aisé, plus il faut faire attention, sinon c'est désastreux pour la marque. L'édition doit rester un domaine préservé. »

Frédéric Beigbeder est effondré par ces initiatives. Il avait entrecoupé son roman *99 francs* de fausses publicités pour la cocaïne, la réouverture des maisons closes le suicide, mais il ne pensait pas être si vite rejoint par la réalité : « Quand j'ai écrit le livre, c'était précisément pour éviter ça, pour que la littérature reste le dernier endroit protégé, libre, le village gaulois qui résistait aux envahisseurs publicitaires. J'étais trop optimiste. »

Ces initiatives rencontrent pour l'instant davantage de scepticisme que d'enthousiasme et risquent de se heurter à la recherche d'efficacité publicitaire. L'avenir dira si l'on verra de nouvelles éditions de *La Recherche du temps perdu*, sponsorisées par Seiko ou Quartz ou de *La Métamorphose* par Baygon !

Fabio Gambaro et Alain Salles

## « Que sais-je ? » et la fée marketing

A soixante ans, la vénérable collection des Presses universitaires de France fait un grand saut dans le marketing. La collection créée par Paul Angoulvent en 1941 a toujours su utiliser des techniques publicitaires pour arriver à une diffusion large, tout en maintenant sa qualité scientifique. De « *L'Encyclopédie du XX<sup>e</sup> siècle* » aux « *Envies du savoir* », les PUF ont multiplié les slogans efficaces : « *« Que sais-je ? » a répondu à tout* », « *Votre second cerveau* », « *L'exploration permanente* ». En 1994, alors que l'entreprise s'apprêtait à entrer dans des années de crise, « *Que sais-je ?* » lançait un prémonitoire slogan : « *Qui sait just qu'où ira cette collection, on peut se poser la question*. » En 2001, l'entreprise est repartie sur de nouvelles bases, avec l'entrée dans son capital de Flammarion et de MAAF assurances.

On ne savait pas non plus que la collection allait intéresser les magazines spécialisés dans la communication. « *Que sais-je ?* » fait en effet une campagne dans l'hebdomadaire *CB News* pour mettre en avant une initiative lancée il y a quelques années, dans la discrétion, considérée aujourd'hui comme un axe de diversification non négligeable. « *Que sais-je ?* » propose aux entreprises et à des organismes professionnels d'acheter des exemplaires de la collection en rapport avec leurs activités, pour leurs clients ou leurs employés. Techniquement, cela s'appelle du marketing relationnel. « *Il s'agit d'utiliser les "Que sais-je ?" comme une marque ou un produit pour prospecter leurs clientèles* », explique Dominique Morel, directeur du développement des PUF.

Concrètement, des laboratoires pharmaceutiques

peuvent acheter des volumes qui les intéressent. Ainsi, le volume sur *Les Maladies respiratoires* fait l'objet d'une présentation avec un bandeau, indiquant : « *édition réservée au corps médical réalisée grâce au soutien des Laboratoires Grünenthal* ». Les entreprises peuvent y insérer de la publicité, modifier les couvertures, mais ne peuvent pas toucher au contenu du livre. « *Il s'agit de "Que sais-je ?" à façon*, explique Dominique Morel, *mais le texte est inviolable. Il y a aussi un sas totalement hermétique entre l'édition et les publicités et entre ces exemplaires et la librairie*. »

« *Les entreprises ont des problèmes de contenus dans leur communication. Notre démarche les intéresse* », poursuit-il. En règle générale, il s'agit de titres existants, qui font l'objet d'un tirage spécial. Mais les PUF n'excluent pas des partenariats. Une banque veut utiliser « *Que sais-je ?* » pour communiquer avec sa clientèle jeune sur l'euro. Si le résultat est satisfaisant, le titre pourra être vendu en librairie, sans mention de la banque. Un « *Que sais-je ?* » sur les cancers colorectaux n'aurait sans doute pas vu le jour s'il n'avait été commandé par un laboratoire. « *Il s'agit d'un livre d'information qui ne va pas vanter un quelconque médicament. Il ne faut pas jouer avec le feu. On n'a pas l'impression que cela puisse nuire à l'image de la collection. Cela ne retire rien à son image de sérieux*. » Si ce genre d'initiatives a déjà eu lieu. Cela a été rarement fait avec autant de systématisme. Comme disait le slogan, « *qui sait jusqu'où ira cette collection, on peut se poser la question* ».

A. S.

**AGENDA**

● **DU 22 AU 30 SEPTEMBRE. POÉSIE.** A Paris, l'association Oniropolis présente la 3<sup>e</sup> édition de La Cité des plumes, festival de poésie mise en scène, en musique et en images (à partir de 17 h 30, entrée 30 F [4,57 €] péniche Adélaïde, face au 42, quai de la Loire, 75019 Paris)

● **LE 23 SEPTEMBRE. DONNER.** A Paris, les éditions Grasset et la librairie Entrée Livre proposent une rencontre avec Christophe Donner pour son livre *L'Empire de la morale* (à 11 h 30, 2, rue Théophile-Roussel, 75012 Paris ; ren. : 01-43-42-10-01).

● **LE 23 SEPTEMBRE. CELAN.** A Paris, le Musée d'art et d'histoire du judaïsme propose une rencontre-lecture autour de la correspondance entre Paul Celan et Gisèle Celan-Lestrange ; André Wilms lira lettres et poèmes (à 16 heures, 71, rue du Temple, 75003 Paris ; ren. et réservations au 01-53-01-86-46).

● **LE 24 SEPTEMBRE. GIDE.** A Paris, l'Istituto italiano di cultura organise une soirée autour d'André Gide et ses rapports à l'Italie à travers les notes de ses voyages ; avec Catherine Gide (à 18 h 30, 50, rue de Varenne, 75007 Paris ; ren. : 01-44-39-49-39).

● **DU 26 AU 30 SEPTEMBRE. CORRESPONDANCE.** A Manosque (04) se déroulent les Nuits de la correspondance, avec spectacles, expositions, rencontres, lecture et en invitée : l'Algérie, avec la

création des 1<sup>es</sup> Nuits de la correspondance d'Alger (ren. : 04-92-72-75-81).

● **LE 27 SEPTEMBRE. TRADUCTION.** A Paris, dans le cadre des Lectures publiques publiques, les Revues parlées proposent un débat entre Henri Meschonnic et Jacques Roubaud, sur la traduction de la Bible (à 19 h 30, centre Georges-Pompidou, 19, rue Beaubourg, 75004 Paris, ren. : 01-44-78-43-87).

● **LES 27, 28 ET 29 SEPTEMBRE. CAMUS.** A Poitiers, se tient le 4<sup>e</sup> Colloque international organisé par l'association les Amitiés camusiennes sur *L'Enfance et la Mort* (Musée Sainte-Croix, 61, rue Saint-Simplicien, 87000 Poitiers ; ren. : 05-55-30-70-36 ou Sisyph 2000@yahoo.fr).

● **DU 27 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE. RENCONTRES.** A Sarajevo se déroulent les 2<sup>es</sup> Rencontres européennes du livre organisées par Etonnants Voyageurs, le Centre André-Malraux de Sarajevo et le Collège des traducteurs littéraires d'Arles où écrivains, traducteurs et cinéastes des pays balkans dialogueront avec leurs homologues européens et algériens (ren. : megaliths@wanadoo.fr).

● **LES 28 ET 29 SEPTEMBRE. LEHMANN.** A Paris, l'université Paris-VII - Diderot, l'université de Marne-la-Vallée et le British Council organisent un colloque, pour le centenaire de la naissance de l'écrivain sur le thème « *Rosamond Lehmann et le métier d'écrivain* » (ren. et inscriptions au 01-44-78-34-69 ou cachinmf@paris7.jussieu.fr)

● **LES 28 ET 29 SEPTEMBRE. VARGAFTIG.** A Villeneuve-sur-Yonne (89) se tient un colloque sur Bernard Vargaftig, avec l'exposition « *Face aux images* » présentant les livres du poète (à 10 h 30 le 28, 9 h 30 le 29, Théâtre municipal, 25, rue Carnot ; ren. : 03-86-87-23-32).



JEUDI 27 SEPTEMBRE à 19h30

Tzvetan Todorov, Henry Rousso, et Laurent Douzou

MARDI 9 OCTOBRE à 19h30

Gérard Genette «Ironie, humour, nonsense et compagnie» avec Lucien Dällenbach

Renseignements et réservations au 04 78 27 02 48 Villa Gillet - 25, rue Chazière - 69004 Lyon

# VINCENT RAVALEC

« Un livre à effets secondaires, un roman en 3D, euphorisant et perturbant. »  
Tifenn Duchatelle – Elle

« Le livre essore le lecteur, le secoue, le gifle, le parasite. »  
Rock&Folk

« La modernité étant notre seul salut, comment inventer l'imaginaire qui rendra le monde futur supportable ? C'est l'ambition de Vincent Ravalec... »  
Jacques Moran – L'Humanité

**VINCENT RAVALEC**  
L'EFFACEMENT  
PROGRESSIF  
DES CONSIGNES  
DE SÉCURITÉ